



**ROYAUME DU MAROC**

**OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU  
POTABLE**

- BRANCHE EAU -

**PROJET D'ALIMENTATION EN EAU  
POTABLE RURALE**

**Plan Cadre d'Acquisition de Terrains**

---

---

## TABLE DE MATIÈRE

---

<b>ABREVIATIONS ET ACRONYMES</b> .....	<b>4</b>
LISTE DES ANNEXES.....	5
1. PREAMBULE .....	6
2. INTRODUCTION .....	6
3. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET .....	7
4. COMPETENCE ET RESPONSABILITE RESPECTIVES DES INTERVENANTS .....	8
4.1 Responsabilité de la commune.....	8
4.2. Responsabilité de l'ONEE .....	8
5. PLAN CADRE D'ACQUISITION DES TERRAINS .....	9
5.1 Processus de préparation et d'approbation du PCAT.....	9
5.2 Processus de mise à jour du PCAT .....	9
6. REGIMES FONCIERS ET STATUTS JURIDIQUES .....	10
<b>A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU<sup>13</sup>, et constitués par : .....</b>	<b>10</b>
<b>B. Les régimes non domaniaux constitués par : .....</b>	<b>10</b>
6.1 Régimes domaniaux.....	10
6.1.1 Domaine public <sup>14</sup> .....	10
6.1.2 Domaine privé <sup>15</sup> .....	10
6.1.3 Domaine forestier <sup>15</sup> .....	11
6.2 Les régimes non domaniaux .....	11
6.2.1 Biens Habous .....	11
6.2.2 Terres collectives .....	11
6.2.3 Terres Guich .....	11
6.2.4 Propriété privée (Melk).....	11
7. LES PROCEDURES APPLIQUEES ET CADRE JURIDIQUE .....	12
7.1 Expropriation pour cause d'utilité publique.....	12
7.1.1.1 Déclaration d'utilité publique .....	13
7.1.1.2 Enquête administrative.....	14
7.1.1.3 Occupation Temporaire des terrains dans le cadre de l'expropriation .....	15
7.1.1.4 Détermination du contenu indemnisable .....	15
7.1.1.5 Evaluation des actifs affectés .....	15
7.1.1.6 Accord amiable .....	16
7.1.1.7 Acte de cessibilité .....	16
7.1.1.8 Consignation des indemnités à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG).....	16

7.1.2.1	Prise de possession prononcée par le juge .....	17
7.1.2.2	Fixation de l'indemniti� de compensation par le juge .....	17
7.1.2.3	Transfert de propriété.....	17
7.1.2.4	Déconsignation des indemniti�s au profit des ayant droits.....	17
7.1.3	Procédures de recours et système de traitement des plaintes .....	18
7.1.3.1	Traitement des plaintes émises par les personnes affectées par voie administrative .....	18
7.1.3.2	Recours par voie de justice .....	18
7.2	Occupation temporaire de durée renouvelable .....	18
7.3	Incorporation ou acquisition du domaine privé de l'Etat .....	19
8. MODALITES D'ACQUISITION DES TERRAINS PRATIQUEES PAR L'ONEE .....		20
8.1	Description du processus d'éxecution.....	20
8.2	Consultations publiques .....	21
8.3	Identification des sites et recensement de la population affectée.....	21
8.4	Enclenchement des procédures d'occupation temporaire et .....	22
8.5	Processus d'indemnisation.....	23
8.6	Contraintes du règlement à l'amiable .....	25
8.7	Consignation des indemniti�s à la Caisse de Dépôt et de Gestion .....	27
8.8	Etablissement des Décret Définitif .....	28
8.9	Déclenchement de la phase contentieuse .....	28
8.10	Procédures de mobilisation des domaines Public, Privé et Forestier .....	29
8.11.1.1	Domaine public Routier, .....	30
8.11.1.2	Domaine public Autoroutier.....	30
8.11.1.3	Domaine public Hydraulique .....	30
8.11.1.4	Domaine public Ferroviaire (ONCF).....	30
8.11.1.5	Domaine Forestier .....	30
9. PROCESSUS DE SUIVI ET D'EVALUATION DU PCAT .....		31
10.	CONCLUSION .....	32
11.	ANNEXES .....	33

## **ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
BF	:	Bornes Fontaines
BO	:	Bulletin Officiel
SAU	:	Surface Agricole Utile
CAE	:	Commission Administrative d'Evaluation
CCEL	:	Commission de Constatation de l'Etat des Lieux
CDG	:	Caisse de Dépôt et de Gestion
AOT	:	Arrêté d'Occupation Temporaire
PV	:	Procès-Verbal
PCAT	:	Plan Cadre d'Acquisition des Terrains
PAT	:	Plan d'Acquisition des Terrains
IGT	:	Ingénieur Géomètre Topographe
PDE	:	Projet de Décret d'Expropriation
DD	:	Le Décret Définitif d'expropriation
P.O 4.12	:	Politique Opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale
PVAA	:	Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable
PP	:	Prise de Possession
TP	:	Transfert de propriété
TA	:	Tribunal Administratif
CF	:	Conservation Foncière
AL	:	Autorité Locale
ONEE	:	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
DAJ	:	Direction Affaires Juridique et Foncières
DCC	:	Direction de la Coopération et de la Communication
DTI	:	Direction Technique et Ingénierie
DRi	:	Directions Régionales de l'ONEE
DEP	:	Direction Généralisation d'Eau Potable
HCEFLCD	:	Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la
ADM	:	Société des Autoroutes Du Maroc

## **LISTE DES ANNEXES**

- Annexe A : Liste de Texte de lois et réglementation
- Annexe B : Texte de la loi 7-81 relative à l'expropriation
- Annexe C : Procédure Opérationnelle PO 4.12 (en langue française)
- Annexe D : Manuel des procédures Action Foncières – 1<sup>ère</sup> édition (2012)
- Annexe E : Extrait du cahier de charge de l'ONEE pour la réalisation des études topographiques et parcellaires relatives à la délimitation des zones affectées par le projet et le recensement des ayants droit concernés
- Annexe F :  
1. Modèle de dossier d'expropriation et d'occupation temporaire  
2. Modèle de dossier d'Occupation Temporaire  
3. Modèle de dossier d'occupation temporaire du domaine forestier  
4. Modèle de dossier d'incorporation
- Annexe G : Modèle de documents produits dans le cadre d'exécution de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique
- Annexe H : Modèle de documents produits dans le cadre d'exécution des démarches préalables à l'occupation temporaire et l'indemnisation des dégâts
- Annexe I : Modèle de documents produits dans le cadre d'exécution des démarches relatives à l'occupation temporaire à durée renouvelable des domaines Publics ou forestier et de l'incorporation du domaine privé de l'état au domaine public de l'état
- Annexe K : Modèle de documents spécifiques établis pour le cas des propriétaires ne pouvant pas produire des documents de propriété standards.
- Annexe L : Liste des sous projets et lots correspondants par province
- Annexe M : Plan d'Acquisition des Terrain PAT (Version initiale)

## 1. PREAMBULE

Le Gouvernement Marocain requiert la Banque Mondiale pour l'appui au financement du programme d'Alimentation en Eau Potable de la population urbaine et rurale relevant des Provinces de Safi, El Jadida, Sidi Bennour, Rhamna, Tiznit, Chtouka Ait Baha, Nador et Driouch.

Le Projet vise le renforcement des systèmes d'AEP et l'extension de la desserte en Eau Potable, l'amélioration de la qualité de vie des populations rurales desservies, et la prévention des maladies hydriques à travers des mécanismes de gestion adéquate des eaux grises et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

## 2. INTRODUCTION

Le projet d'alimentation en Eau Potable, comme pour tout projet de développement, nécessite la mobilisation d'assiettes foncières pour réaliser les adductions régionales, les réseaux de dessertes et les ouvrages collectifs.

En effet, les superficies nécessaires à la mise en œuvre des projets d'alimentation en eau potable de l'ONEE, ne dépassent pas 6 à 10 % de la superficie globale de propriétés affectées par le projet, c'est pourquoi aucun déplacement physique involontaire des populations n'est prévu.

Néanmoins les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE pour l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet soutiennent les objectifs<sup>1</sup> de la politique de sauvegarde de la Banque Mondiale. Cette politique qui préconise l'élaboration d'un Plan de Réinstallation<sup>2</sup> conformément aux prescriptions de la Politique Opérationnelle PO 4.12.

Le Plan de Réinstallation élaboré par l'ONEE (dit Plan cadre d'acquisition des terrains PCAT) se limite, ainsi, aux aspects d'acquisition des terrains pour les besoins du projet et ne traitera que les impacts couverts par la déduction des actifs des personnes affectés par ce dernier tel que décrit aux paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12.

Le choix des terrains à acquérir pour les besoins du projet est réalisé par l'ONEE au stade des études techniques. Il est fondé sur des critères d'optimisation<sup>1</sup> et de faisabilité technico-économique du projet (étude de toutes les alternatives réalisables) visant à minimiser le recours à l'expropriation des terrains privés et assurer, le cas échéant, que l'actif restant de ces terrains demeure exploitable.

L'opération de délimitation des parcelles de terrains à acquérir, l'identification de leurs statuts juridiques et leurs propriétaires est menée soigneusement par des spécialistes agréés<sup>4</sup> en la matière. Les formalités de publicité et d'affichage, exécutées par l'ONEE dans le cadre de l'expropriation<sup>5</sup>, permettent aux ayants droit (exploitants, locataires ou autres) affectés par le projet de faire valoir leurs droits pendant l'enquête administrative.<sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> Paragr. 2 a) de PO 4.12

<sup>2</sup> Elaboré selon l'importance et l'impact du projet (paragr.17 de PO 4.12)

<sup>4</sup> Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) inscrit à l'Ordre des Géomètres Marocain

<sup>5</sup> Dahir n° 1-81-254 du 6 mai 1982 portant promulgation de la loi n°7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire

<sup>6</sup> Enquête de deux (2) mois prévue par la loi 7-81

Ces mesures impératives, peuvent être complétées, d'une manière facultative à la diligence de l'ONEE, par tous autres moyens de publicité appropriée, dans le but d'assurer que seuls et seulement seuls, les personnes éligibles<sup>7</sup> à recevoir une compensation seront indemnisés.

Ainsi, le Plan cadre d'acquisition des terrains PCAT élaboré dans le cadre de ce projet tiendra compte des lois réglementaires marocaines et les directives de la politique opérationnelle de la Banque Mondiale PO 4.12 compléter, le cas échéant, par des mesures appropriées pour combler les éventuels blocages rencontrés.

### **3. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET**

Le projet<sup>8</sup> comprendra les composantes suivantes :

#### **Composante 1. Accès à l'eau potable par bornes fontaines en milieu rural**

Cette composante vise à alimenter les populations rurales en eau potable à partir de ressources pérennes et de bonne qualité dans les provinces de Safi, Sidi bennour, Rhamna, Tiznit, Chtouka Ait Baha et Nador. Il s'agira, pour l'essentiel, de l'extension de l'accès à l'eau potable à partir de « piquages » sur les adductions régionales existantes ou projetées de l'ONEE-Branche Eau, de conduites vers les douars, de réservoirs de stockage et de régulation et de bornes fontaines.

#### **Composante 2. Promotion de l'extension de la desserte par branchements individuels**

Cette composante mettra en place un mécanisme de préfinancement, sous la forme d'un fond de roulement, permettant d'avancer aux ménages qui en font la demande une partie de leur contribution au prix du raccordement à l'eau potable, que les ménages pourront rembourser dans le temps à travers leur facture d'eau. Elle financera également le renforcement de certains « piquages » afin de fournir un service de qualité à la population par branchements individuels.

#### **Composante 3. Renforcement Institutionnel et Appui à la mise en œuvre du projet**

Cette composante comprend la mise en place de l'assistance technique d'appui à la mise en œuvre du projet (coordination, mobilisation des équipes techniques et d'animation sociale, l'étude et le suivi des travaux et la mise en place de modes de gestion pérennes des bornes fontaines) et le financement d'études et de prestations de consultants en vue du renforcement institutionnel de l'ONEE-Branche Eau, du renforcement des capacités et d'appui aux unités de gestion des systèmes d'Alimentation en Eau Potable dans les douars.

Globalement, les nouvelles composantes d'adduction rurale du Projet toucheront 43 Communes Rurales et permettront un nouvel accès à l'eau potable à 292.000 habitants dans environ 1320 douars (dans les 7 provinces précitées).

Le Projet permettra également le renforcement de la desserte en eau potable dans 6 Communes Rurales et un centre Urbain déjà desservi.

---

<sup>7</sup> Selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12.

<sup>8</sup> La liste de sous projets correspondant est dans l'annexe L

## **4. COMPETENCE ET RESPONSABILITE RESPECTIVES DES INTERVENANTS**

L'intervention de l'ONEE pour le compte des communes s'effectue sur la base de contrats de gestion déléguée signés avec les Communes et approuvés par le Ministère de l'Intérieur conformément aux dispositions de la Charte Communale et de la loi relative à la gestion déléguée<sup>9</sup>.

Les contrats de gestion déléguée, fixent principalement le mode de gestion et de recouvrement des coûts par l'ONEE, la composition et le rôle du comité de pilotage et les clauses classiques de durée et de prise d'effet de la convention, et parfois le régime des biens, à savoirs les biens de retour et les biens de reprise.

Pour les projets destinés à d'Alimentation en Eau Potable du monde rural, en plus du contrat de gestion déléguée, une convention de financement est signée par l'ONEE et la Commune concernée, définissant la consistance des investissements, le montage financier ainsi que des dispositions relatives aux acquisitions des terrains nécessaires à la réalisation des ouvrages et installation d'AEP faisant partie des investissements projetés.

### **4.1 Responsabilité de la commune**

La commune est responsable des acquisitions de terrain nécessaires aux ouvrages de distributions notamment les réseaux de desserte et les bornes fontaines (BF).

### **4.2. Responsabilité de l'ONEE**

Pour les projets d'Alimentation en eau potable rurale, La convention de financement stipule que les acquisitions de terrain nécessaires aux ouvrages de production à savoir les adductions, les réservoirs, les stations de pompage et autres ouvrage annexes faisant partie du système du transport sont à la charge de l'ONEE

La responsabilité de l'ONEE, s'étend également, au suivi et l'évaluation périodique de l'état d'avancement des procédures d'acquisition des terrains, engagés par la commune et de leur conformité avec la politique de sauvegarde de la Banque Mondiale et les dispositions du PCAT.

A ce niveau, l'ONEE est tenu de vérifier auprès de communes concernées, et avant le commencement des travaux, la mise à disposition des terrains requis, dûment justifiée et documenté soit par :

- ✓ des titres de propriété ou tout autre document probant; ou
- ✓ des documents justifiant l'engagement par la Commune des démarches administratives nécessaires devant déboucher sur l'expropriation des terrains et l'indemnisation des ayants droit conformément à la réglementation en vigueur.

Des mesures correctives des non-conformités éventuelles observées seront recommandées avant le commencement des travaux sur les parcelles de terrain non régularisées.

---

<sup>9</sup> Dahir n° 1-02-297du 25 Rajeb 1423 (3 octobre 2002) portant promulgation de la loi n° 78-00 relative la charte communale.

## **5. PLAN CADRE D'ACQUISITION DES TERRAINS**

Le Plan Cadre d'Acquisition des Terrains (PACT) est établi conformément aux dispositions réglementaires du Royaume du Maroc. Il décrit les différentes actions à entreprendre pour assurer que les terrains nécessaires au projet ainsi que leurs occupants soient identifiés et les démarches appropriées soient engagées au moment opportun et selon les procédures et la réglementation en vigueur. Il présente également les mécanismes mis en œuvre par l'ONEE, conformément aux objectifs et aux prescriptions de la Politique Opérationnelle PO 4.12 de la Banque Mondiale, relatifs à l'acquisition des parcelles de terrains pour les besoins du Projet.

Le PCAT décrit le cadre général de la politique d'acquisition de terrains adoptée par l'ONEE selon les régimes fonciers marocains existants, la législation y afférente et les pratiques reconnues; en tenant compte des principes directeurs de la Politique Opérationnelle PO 4.12<sup>10</sup>.

Le Plan d'Acquisition PAT<sup>11</sup>, annexé au PCAT et préparé pour chaque sous projet, documente les différents actes de gestion et actions entreprises, conformément aux dispositions du PCAT, pour les sites affectés ayant fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire.

Le PAT sera mis à jour au fur et à mesure du développement du Projet. Les résultats du recensement de base et de l'enquête socioéconomique, les caractéristiques précises des terrains, les taux et modalités de compensation, etc.<sup>12</sup> y seront consignés pour chaque sous projet en fonction de l'avancement de celui-ci.

### **5.1 Processus de préparation et d'approbation du PCAT**

L'ONEE prépare une première version du PCAT et la soumet à la validation de la Banque Mondiale. Le document final, validé conjointement, sera publié sur les sites de l'ONEE et celui de la Banque mondiale. L'application de ses dispositions sera suivie et contrôlée de manière systématique par l'ONEE selon le protocole décrit au paragraphe n°9.

### **5.2 Processus de mise à jour du PCAT**

Le présent document est établi sur la base du PCAT développé et approuvé par la Banque mondiale en 2010, dans le cadre de la préparation du Projet des Adductions Régionales d'Alimentation en Eau Potable (Prêt BIRD No. 7922-MA). Il a été actualisé, complété sur le plan réglementaire, procédural et méthodologique et réorganisé pour plus de cohérence dans la succession des processus d'acquisition des terrains et clarification des rôles et responsabilité des différents intervenants, sans altération de l'information initiale.

Les dispositions générales du présent PCAT resteront valables pour tout le projet. Cependant, les dispositions particulières et informations spécifiques à chaque sous projet, seront mises à jour de manière périodique selon l'évolution du projet, notamment en ce qui concerne le recensement des biens expropriés, les personnes affectés et les démarches entreprises devant aboutir à la leur compensation.

---

<sup>11</sup> Le PAT se limitera au suivi des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire des terrains, vu leur importance en nombre de parcelles de terrains concernées par le projet et les conséquences directes sur la population affectée. Les autres procédures engagées avec des administrations gestionnaires des autres régimes fonciers seront menées selon les procédures parfaitement maîtrisées par l'ONEE et la prise de possession de terrain correspondante, accordée en suivant des démarches administratives connue, sera présentée dans les rapports périodiques d'avancement et soumis à la revue de la Banque mondiale lors des missions de supervision.

<sup>12</sup> Voir annexe A de la P.O. 4.12.

## 6. REGIMES FONCIERS ET STATUTS JURIDIQUES

Le système foncier marocain se caractérise par une multitude de régimes fonciers, qui peuvent être regroupés en deux catégories :

### A. Les régimes domaniaux, représentant 3% de la SAU<sup>13</sup>, et constitués par :

- Le domaine Public de l'Etat et des collectivités publiques,
- Le domaine Privé de l'Etat et des collectivités publiques.
- Le domaine Forestier

### B. Les régimes non domaniaux constitués par :

- les biens Habous, (1% de la SAU)
- les terres Collectives, (17% de la SAU)
- les terres Guichs, (3% de la SAU)
- les biens relevant de la propriété privée (ou Melk) représentant 76% de la SAU et qui se divisent eux-mêmes en moulkia (biens non titrés mais dont la propriété est démontrée par des actes adulaires) et les biens titrés, inscrits sous un numéro sur les registres de la conservation foncière.

### 6.1 Régimes domaniaux

La domanialité publique et la domanialité privée constituent les deux composantes de la propriété publique. Elle est constituée par l'ensemble des biens et droit mobiliers et immobiliers appartenant à l'Etat (administration et collectivités locales)

#### 6.1.1 Domaine public<sup>14</sup>

Le domaine public de l'Etat comprend toute les parties du territoire et tous les ouvrages, biens immobiliers naturels (rivage de mer, zone désertique, eau sous toutes ses formes) ou artificiels (voies, canaux, ports, etc.) qui ne peuvent faire l'objet d'une appropriation privée et dont l'usage est public. Il est régi par des règles spéciales qui lui sont applicables en matière d'affectation, d'inaliénabilité, d'insaisissabilité, d'imprescriptibilité et de modes d'utilisation.

#### 6.1.2 Domaine privé<sup>15</sup>

En principe, tous les biens que possèdent l'Etat ou les collectivités et qui ne sont affectés ni à l'usage direct du public, ni à un service public, font partie du domaine privé.

De plus, les biens qui, quoique affectés à un service public, n'ont cependant reçu aucun aménagement spécial et ne sont pas essentiels pour le fonctionnement de ce service, font partie du domaine privé.<sup>15</sup>

En absence d'une affectation publique, le domaine privé échappe aux règles rigoureuses de la domanialité publique, il est donc aliénable et prescriptible. Toutefois, son régime juridique est constitué par de nombreuses règles spécifiques en matière d'acquisition des biens qui le composent, de leur délimitation ou de leur gestion.

---

<sup>13</sup> SAU : Surface Agricole Utile estimée à 9. 2 Millions d'hectares

<sup>14</sup> Annexe A

<sup>15</sup> Art 5 du dahir du 1 juillet 1914

### 6.1.3 Domaine forestier<sup>15</sup>

En vue d'assurer la préservation, la protection et le développement de ce patrimoine national, le législateur a consacré le principe de la domanialité des forêts et des formations assimilées (domaine privé de l'Etat), en se basant sur le principe de la présomption, et de leur inaliénabilité à l'exception des trois formes de transactions foncières prévues par la réglementation.

La gestion du domaine forestier est confiée à l'administration des eaux et forêts (Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification).

## 6.2 Les régimes non domaniaux

### 6.2.1 Biens Habous

Les biens Habous sont des biens immeubles immobilisés par le fondateur musulman et dont la jouissance profite aux catégories des bénéficiaires qu'il désigne.

Les biens Habous présentent deux caractéristiques principales: la perpétuité et l'insaisissabilité. Ils sont cependant aliénables et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

### 6.2.2 Terres collectives

Ce sont des terres de culture et de parcours appartenant à des groupements ethniques (tribus, factions, douars et autres groupements) au sein desquels les droits de chacun, ne sont pas déterminés. Elles sont placées sous le régime *du dahir du 27 Avril 1919*, organisant la tutelle administrative sur les collectivités ethniques. De ce fait, les terres collectives sont sous la tutelle du ministère de l'intérieur assisté d'un conseil de tutelle.

Ces terres sont en principe inaliénables, insaisissables et imprescriptibles, cependant, le principe de l'inaliénabilité a été tempéré par *le dahir du 6 février 1963* qui prévoit la possibilité pour l'Etat, les communes, les établissements publics d'acquérir un bien collectif soit par voie d'expropriation, soit par voie amiable dans le cas où la collectivité et le conseil de tutelle sont d'accord sur le principe et les conditions de l'aliénation.

### 6.2.3 Terres Guich

Ce sont des terres dont la jouissance a été accordée à certaines tribus dites Guich, en contrepartie des services militaires rendus. Il n'existe aucun texte législatif particulier régissant les terres Guich. Seules deux circulaires du grand vizir<sup>16</sup> font ressortir le caractère d'inaliénabilité des terres Guich.

Ces terrains sont gérés par les tribus bénéficiaires sous la tutelle du ministère de l'intérieur et peuvent comme pour **les terres collectives, faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.**

### 6.2.4 Propriété privée (Melk)

Le *Melk* est le statut prédominant au Maroc. Les terres *Melk* appartiennent à une ou plusieurs personnes qui en ont pleine jouissance.

---

<sup>16</sup> Circulaires du grand vizir du 1<sup>er</sup> novembre 1912 et celle du 19 Février 1944

Les terrains privés sont aliénables, saisissables, prescriptibles et peuvent faire l'objet d'expropriation pour cause d'utilité publique.

La constitution marocaine garantissant le droit de propriété ; il ne peut être procédé à l'expropriation du Melk que dans les cas et dans les formes prévues par la loi.

## **7. LES PROCEDURES APPLIQUEES ET CADRE JURIDIQUE**

**A l'exception du domaine public de l'Etat** et certain immeubles bien spécifiés par la loi, tels que les mosquées, les sanctuaires et les cimetières, le domaine public et les ouvrages militaires ; tous les biens immobiliers relevant des différents régimes fonciers existants au Maroc, peuvent être aliénables soit par voie d'acquisition de gré à gré, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique ou de distraction (pour le cas du domaine forestier).

- a. En ce qui concerne le domaine public de l'Etat, il peut faire l'objet d'une occupation temporaire matérialisée par une convention ou autres acte juridique établis par l'Administration qui le gère.
- b. Dans le cas des terrains relevant du domaine privé de l'Etat et des collectivités publiques, ils font l'objet soit :
  - d'un accord d'acquisition amiable avec la Direction des Domaines du Ministère des Finances ;
  - d'une procédure d'incorporation au domaine public de l'Etat par décret, concrétisée par une décision d'affectation de ces terrains au domaine public et un Procès-Verbal de remise à l'ONEE en tant qu'exploitant.
- c. Le domaine forestier peut faire l'objet de l'une des formes de mobilisation<sup>17</sup> suivantes:
  - Soit par distraction prononcée par décret après avis d'une commission administrative ;
  - Soit par échange immobilier;
  - Soit par occupation temporaire sanctionnée par un Arrêté d'occupation temporaire.
- d. Lorsque les biens expropriés sont des biens collectifs, Guich ou Habous, la procédure d'expropriation se poursuit à l'amiable selon la réglementation régissant ces régimes.
- e. Quant aux terrains appartenant à des particuliers, ils font l'objet d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique soit à l'amiable ou par voie judiciaire.

### **7.1 Expropriation pour cause d'utilité publique**

La protection de la propriété est un principe à valeur constitutionnelle. En effet, le droit de propriété et la liberté d'entreprendre demeurent garantis. Mais la loi peut en limiter l'étendue et l'exercice si les exigences du développement économique et social de la Nation en dictent la nécessité<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Note circulaire n°2088 du 03 mai 2011 du Haut-commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification

<sup>18</sup> Art. 35 de la constitution marocaine

Cependant, le droit de propriété ne peut être cédé que pour cause d'utilité publique et conformément à la réglementation vigoureuse.

En effet, l'expropriation pour cause d'utilité publique, engagée en vertu de la loi 7-81, promulguée par le *Dahir 1-81-254 du 6 mai 1982* et publié au Bulletin Officiel n° 3685 du 15 juin 1982 « *ne peut être poursuivie que dans les formes prescrites par la présente loi sous réserve des dérogations y apportées en tout ou partie par des législations spéciales* »

La procédure de l'expropriation, qui ne peut porter que sur des biens immobiliers et sur tous les droits qui y sont inscrits, tend à maintenir un équilibre entre les intérêts des propriétaires et l'intérêt général. Cette préoccupation législative apparaît dans les conditions et les obligations dictées par la loi, imposant à l'expropriant d'accomplir de manière intégrale des formalités précises et bien définies dans le temps et dans l'espace, dont le but est d'informer les ayants droit.

Ce formalisme, qui procure également à l'autorité expropriante, une sécurité juridique, matérialisée dans les délais impartis aux ayants droit pour se manifester, a été minutieusement organisé par la législation et contrôlé par le juge à travers les deux phases de la procédure d'expropriation :

- Une phase administrative, parfaitement maîtrisée par l'expropriant et qui peut être suivie ou pas d'une phase judiciaire ;
- Une phase judiciaire, exécutée sous le contrôle de l'autorité judiciaire, dont le déclenchement requiert des formalités d'approbation et de publication des actes de cessibilité (Décrets Définitifs d'expropriation DD) par les hautes instances de l'Etat<sup>19</sup>.

### **7.1.1 PHASE ADMINISTRATIVE**

Cette phase est déclenchée suite à la déclaration de l'utilité publique du projet et la désignation des biens à exproprier. Elle renferme des formalités rigoureuses dont l'accomplissement est nécessaire, voire obligatoire pour le déclenchement de la phase judiciaire.

#### **7.1.1.1 Déclaration d'utilité publique**

La déclaration d'utilité publique se fait par un acte administratif dit Projet de Décret d'Expropriation (PDE), qui désigne à la fois, l'ensemble des biens visés par l'expropriation et les travaux ou opérations prévus sur ces biens.

La détermination des biens visés par l'expropriation dans la déclaration d'utilité publique permet d'éviter de passer par un acte de cessibilité et accélère l'aboutissement de la procédure.

La définition avec précision des travaux ou opérations prévus sur les biens expropriés est fondamentale, car toute modification de l'utilisation des biens soumis à expropriation exige une nouvelle déclaration d'utilité publique.

L'acte déclaratif d'utilité publique (PDE) est soumis à des formalités de publicité et d'affichage selon les dispositions de la loi, ainsi le PDE est :

---

<sup>19</sup> Art. 1 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

- publié au Bulletin Officiel (BO) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;
- déposé, au bureau de la commune du lieu concerné, accompagnée d'un plan situant les biens touchés par l'expropriation et un registre d'observation. Les intéressés peuvent en prendre connaissance et consigner sur le registre précité, leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au BO.

Dès la publication de l'acte déclaratif, les biens visés ne peuvent faire l'objet d'aucune transformation sans autorisation de l'expropriant : les biens désignés par l'acte déclaratif d'utilité publique sont frappés d'une servitude générale qui s'oppose à toute modification de l'état des lieux<sup>20</sup>.

C'est pourquoi, la durée maximale des effets de la déclaration d'utilité publique<sup>21</sup>, fixée par la loi est de deux (2) ans. Si dans ce délai le transfert de propriété n'est pas conclu soit à l'amiable, soit demandé au juge par l'Expropriant, toute la procédure d'expropriation est à reprendre.

### 7.1.1.2 Enquête administrative

L'enquête administrative s'ouvre par la publication du PDE au BO. Elle donne lieu à l'ouverture d'un registre des observations, ouvert au siège de la commune du lieu concerné, tenu, paraphé et clôturé par le Président du conseil communal après écoulement de deux mois d'affichage.

La loi 7-81, à travers cette procédure d'enquête publique, donne aux propriétaires et aux ayants droit ce délai de deux mois, pour faire connaître, en le mentionnant sur le registre d'observations précité, tous les fermiers, locataires et autres détenteurs de droits réels sur les immeubles expropriés, faute de quoi « *ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer* »<sup>22</sup>.

Au-delà de ce délai, et surtout quand il s'agit d'un immeuble non immatriculé, les droits des tiers non déclarés sont déchus et toute réclamation devient irrecevable<sup>23</sup>, sauf à se prévaloir de la possibilité d'une intervention volontaire devant le tribunal administratif, au moment de l'instruction de la requête de transfert de propriété<sup>23</sup>.

Ainsi, l'enquête administrative permet à la fois de recueillir les objections élevées à l'encontre de l'utilité publique du projet et les conditions de sa réalisation, et de faire apparaître les titulaires de droits portant sur les immeubles concernés par l'opération.

Egalement, au cours de cette enquête, l'expropriant est tenu de déposer le PDE accompagné d'un plan parcellaire représentant les parcelles de terrain touchées par l'expropriation :

- ✓ au greffier du tribunal administratif (TA) concerné pour l'inscription des biens expropriés non immatriculés sur le registre spécial<sup>24</sup>.
- ✓ à la conservation foncière (CF) concernée pour son inscription sur les titres fonciers (pour les biens immatriculés) ou sur le registre des oppositions (pour les biens en cours d'immatriculation).<sup>25</sup>

<sup>20</sup> Art. 15 de la loi 7-81

<sup>21</sup> Art 7 de la loi 7-81

<sup>22</sup> Art. 11 de la loi 7-81

<sup>23</sup> Art. 26 de la loi 7-81

<sup>24</sup> Art. 455 du code de procédure civile

Au vu de ce dépôt, le conservateur de la propriété foncière est tenu de délivrer à l'expropriant un certificat attestant que la mention du projet d'acte a été inscrite sur les titres fonciers ou sur le registre des oppositions. Du même un certificat attestant cette inscription est remis par le greffier à l'expropriant pour les immeubles non immatriculés.

### **7.1.1.3 Occupation Temporaire des terrains dans le cadre de l'expropriation**

Cette étape préliminaire à la prise de possession des terrains, par expropriation ou par autre procédure est engagée en application de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour l'utilité publique et à l'occupation temporaire<sup>26</sup>. Elle est sanctionnée par un Arrêté ministériel d'Occupation Temporaire (AOT) notifié aux Autorités Locales pour en informer les propriétaires et ayants droit concernés. La durée de validité de l'arrêté d'occupation temporaire est de 5 ans.

La phase de prise de possession temporaire des terrains est destinée à faciliter la réalisation des études et des travaux préparatoires et à déposer temporairement des outillages et matériaux ou pour établir un chantier et des voies nécessaires à l'exécution des travaux.<sup>27</sup> En contrepartie, l'ayant droit perçoit une indemnisation sur les dégâts occasionnés, éventuellement, par ces travaux.

### **7.1.1.4 Détermination du contenu indemnisable**

Pour les terrains à acquérir, l'indemnité relative à la valeur vénale du terrain exproprié est déterminée sur la base de la superficie mesurée par l'Ingénieur Géomètre Topographe (IGT) agréé. Elle est versée au propriétaire de l'assiette foncière, pour le cas des particuliers et aux administrations de tutelles dans le cas des terrains collectifs, Guichs ou Habous.

Quand il s'agit de terres mises en valeur, la loi reconnaît que tous les détenteurs de droits (selon les dispositions des paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12) sont autorisés à percevoir une indemnisation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou occupants, usufruitiers, propriétaires d'arbres ou de tout autre aménagement existant sur les parcelles de terrain expropriées au moment de la déclaration d'utilité publique.

A cet effet, quel que soit le régime foncier des terrains expropriés, les dégâts superficiels seront constatés et indemnisés aux ayants droit. Le constat de l'état des lieux s'effectue en présence des ayants droit, de l'autorité locale, et du représentant de l'autorité expropriante.

### **7.1.1.5 Evaluation des actifs affectés**

L'évaluation des éléments d'actifs affectés est faite par une Commission Administrative d'Evaluation (CAE), conformément à la loi N° 7-81 sur les expropriations<sup>27</sup>. Elle se compose des membres permanents suivants :

- ✓ Représentants des autorités locales des provinces concernées,
- ✓ Présidents des communes concernées,
- ✓ Représentant du service de l'enregistrement de la Direction régionale des impôts,
- ✓ Représentants des Directions régionales des domaines,
- ✓ Représentants de l'administration expropriante.

---

<sup>25</sup> Art. 12 de la loi 7-81.

<sup>26</sup> Art. 50 de la loi N° 7-81

<sup>27</sup> Art. 6 du décret 2.82.382 du 4 Rajeb pris pour l'application de la loi 7-81

Il peut y siéger au besoin, les membres suivants :

- ✓ les représentants de certains services déconcentrés de l'Etat (Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'Équipement, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Direction de l'Urbanisme, etc.),
- ✓ le représentant des autorités traditionnelles.

La négociation du montant des indemnités, aussi bien pour les dégâts superficiels que pour la valeur vénale des terrains (valeur marchande) se fait dans le cadre de cette commission. Ce montant est fixé sur la base des prix en cours sur le marché dans la région.

Les critères d'évaluations prévus par la loi<sup>28</sup> invitent les parties concernées à adopter une estimation écartant toute spéculation : seul le dommage actuel et certain est pris en considération, y compris la plus-value et la moins-value résultant de « l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée »<sup>29</sup>.

#### **7.1.1.6 Accord amiable**

La procédure d'expropriation prévoit la possibilité de passer un accord à l'amiable entre le propriétaire et l'autorité expropriante, lorsqu'il y a accord sur l'indemnité.

Cet accord est sanctionné par la signature d'un Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable passé devant l'autorité locale et déposé à la conservation foncière pour le transfert de propriété, suite à quoi, l'expropriant s'acquitte l'intégralité de l'indemnité convenue au profit des ayants droit.

#### **7.1.1.7 Acte de cessibilité**

L'acte de cessibilité ou Décret Définitif d'expropriation (DD), qui correspond au PDE ayant servi à la Déclaration d'utilité publique, est établi par l'expropriant et soumis à l'approbation du chef de gouvernement sur proposition du ministre concerné (ou la tutelle de l'Administration expropriante) après le visa du ministre de l'Intérieur.

L'acte de cessibilité, doit être pris dans un délai de deux ans après la publication de la déclaration d'utilité publique dont il prolonge ainsi les effets. S'il n'est pas pris dans ce délai, l'acte déclaratif d'utilité publique devient caduc.

#### **7.1.1.8 Consignation des indemnités à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)**

Les montants des indemnités fixées par la commission CAE au cours de la phase administrative, s'ils ne sont pas perçus directement par les expropriés dans le cadre d'un accord amiable, sont déposés à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) par l'expropriant.

Ce dépôt est érigé en une obligation d'ordre public, non passible d'aucune atténuation ou dérogation. De par son caractère contraignant et obligatoire, l'acte de consignation n'est pas une simple opération de provision d'une créance mais il est assimilé à une « réquisition volontaire des fonds » de l'autorité expropriante auprès de la CDG.

Il s'agit d'un procédé sécurisant, tant pour les deniers publics contre toute attitude dilatoire, que pour les ayants droit en cas de malversations ou actes frauduleux perpétrés par autrui.

---

<sup>28</sup> Art 20 de la loi 7-81

<sup>29</sup> Loi 7-81

## 7.1.2 PHASE JUDICIAIRE

La phase contentieuse requiert l'approbation et la publication préalable de l'acte de cessibilité, le Décret Définitif d'expropriation (DD) (cf. paragraphe 7.1.1.7).

Ainsi, dès publication du DD et consignation des indemnités non réglées à l'amiable à la CDG<sup>30</sup>, des requêtes de prise de possession (PP) et de transfert de propriété (TP) sont déposés au tribunal Administratif pour les parcelles n'ayant pas fait l'objet d'accords à l'amiable.

Elle se déroule en trois étapes : la prise de possession, le transfert de propriété et la fixation de l'indemnité.

### 7.1.2.1 Prise de possession prononcée par le juge

Le juge prononce la possession des terrains expropriés, après confirmation de l'utilité publique et la consignation effective, par l'expropriant, de l'indemnité provisoire<sup>31</sup> fixée par la Commission Administrative d'Evaluation (CAE) pendant la phase administrative.

En effet, le juge ne peut refuser l'autorisation de prise de possession des terrains que pour cause de nullité de la procédure, qui ne peut intervenir que si :

- ✓ l'utilité publique du projet n'est pas reconnue ;
- ✓ il décèle une irrégularité formelle dans la procédure (Phase Administrative) engagée par l'expropriant.

Ainsi, l'ordonnance de prise de possession est conditionnée par la stricte conformité aux formalités en question.

La loi 7-81 prévoit que les travaux sur terrains expropriés peuvent être entamés dès la décision du juge de prise de possession.

### 7.1.2.2 Fixation de l'indemnité de compensation par le juge

L'autorité judiciaire, chargée de l'évaluation de l'indemnité, peut maintenir l'indemnité prévisionnelle proposée par l'expropriant dans le cadre de la tentative d'accord à l'amiable, comme indemnité prévisionnelle.

Cependant, les expropriés peuvent contester le montant de l'indemnité prévisionnelle devant le juge qui peut la réévaluer ou se faire aider par des experts, chaque fois qu'une difficulté d'évaluation se présente.

### 7.1.2.3 Transfert de propriété

Le transfert de propriété est l'étape finale de l'expropriation. Elle peut être prononcée par le juge dans des délais courts en absence de toute opposition. Cependant, elle est plus longue quand l'exproprié et/ou l'expropriant ne se sont pas mis d'accord sur le montant des indemnités compensatoires ou si le bien exproprié est entaché d'oppositions par des tiers consigné au niveau du registre d'observation pendant l'enquête administrative.

### 7.1.2.4 Déconsignation des indemnités au profit des ayants droits

Chaque fois qu'un jugement définitif de Transfert de propriété est prononcé et les formalités requises de publicité et d'affichage sont effectuées, une main levée sur l'indemnité consigné est délivrée aux ayants droits.

---

<sup>30</sup> Art 30 de la loi 7-81

<sup>31</sup> Art.24 de la loi 7-81

## **7.1.3 PROCEDURES DE RECOURS ET SYSTEME DE TRAITEMENT DES PLAINTES**

### **7.1.3.1 Traitement des plaintes émises par les personnes affectés par voie administrative**

Après avoir organisé les consultations publiques (comme indiqué au Parg.8.1) et accomplis toutes les formalités réglementaires prévues par la loi d'expropriation (développées au niveau du Paragr. n°7.1.1.1), des plaintes peuvent parvenir à l'ONEE, formulées par des requérants et transmises directement par ces derniers ou par le biais des autorités locales, ou autres instances de l'Etat.

Ces plaintes sont acheminées vers les services chargés des activités foncières à l'Office pour les examiner et les traiter. Les plaintes sont ainsi examinées et des réponses sont transmises aux requérants leur informant des mesures prises par l'Office ou envisagé d'entreprendre pour satisfaire leurs doléances.

Aussi, et pour améliorer davantage le système de traitement des plaintes, en relation avec les acquisitions des terrains, l'ONEE a mis en place un système d'information qui enregistre toute requête reçue par l'Office, et permet de suivre les différentes phases de traitement qui lui sont réservées. Des états de reporting sont édités de manière régulière pour matérialiser le traitement alloué à chaque requête enregistrée. Les éventuels états concernant le projet pourront être consultés.

### **7.1.3.2 Recours par voie de justice**

Le recours par voie de justice, contre l'expropriation peut s'exercer par les par les personnes affectés, dans les cas suivants :

- la contestation de l'utilité publique du Projet justifiant l'expropriation des terrains ou non acceptation de la procédure appliquée;
- voie de fait en cas de prise de possession des terrains sans accord amiable conclus avec les expropriés ou une décision de juge d'expropriation au préalable.

**N.B :** Il y a lieu cependant de noter que selon la loi 7-81:

- Aucune opposition n'est admise contre l'ordonnance de prise de possession, et le jugement de transfert de propriété.
- L'ordonnance de prise de possession n'est pas susceptible d'appel.<sup>32</sup> Elle est rendue en l'absence des parties.
- Le jugement de transfert de propriété, rendu après une procédure écrite, peut faire l'objet d'un appel<sup>33</sup> ayant pour seul objet la revue de l'indemnité, dans un délai de trente jours à compter de sa notification.<sup>34</sup>

## **7.2 Occupation temporaire de durée renouvelable**

Le domaine public de l'Etat et le domaine forestier peuvent être occupés temporairement conformément à la réglementation régissant ces deux régimes.<sup>35</sup>

L'accord de l'occupation est matérialisé par une convention ou arrêté d'occupation temporaire établi par l'Administration gestionnaire du terrain concerné. Ces actes spécifient les frais

occasionnés et les redevances à payer annuellement au titre de cette occupation ainsi que les conditions dans lesquelles les parcelles occupées seront libérées à terme.

Cet accord est renouvelé ou reconduit tacitement tant que l'ouvrage justifiant l'occupation temporaire existe.

### **7.3 Incorporation ou acquisition du domaine privé de l'Etat**

Quand il s'agit du domaine privé de l'état, deux modes d'acquisition sont prévus par la loi :

- L'incorporation, par décret, du domaine Privé de l'Etat au domaine Public de l'Etat, et ce après une déclaration d'utilité publique ;
- l'acquisition des terrains de gré à gré, quand la nature du projet ne requiert pas le recours à l'expropriation, notamment en ce qui concerne les bâtiments administratifs ou techniques.

---

<sup>32</sup> Art.32 de la loi 7-81

<sup>33</sup> Art.32 et 33 de la loi 7-81

<sup>34</sup> Le contentieux en matière d'évaluation et de fixation des indemnités est très riche et les tribunaux ont tendance à défendre les droits du propriétaire et à réévaluer à la hausse les indemnités d'expropriation, quelquefois de façon très préjudiciable pour l'expropriant

## **8. MODALITES D'ACQUISITION DES TERRAINS PRATIQUEES PAR L'ONEE**

Les procédures d'acquisition des terrains, engagés par l'ONEE, varient selon leur statut foncier. Cependant, le mode d'acquisition par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique demeure le plus fréquent.

Quoique l'on cherche à s'éloigner autant que possible des assiettes foncières appartenant aux particuliers pour optimiser le coût du projet et minimiser l'impact social généré par l'expropriation des terrains, ce choix n'est pas toujours évident eu égard aux contraintes techniques rencontrés et aux spécificités des zones d'intervention et des projets d'alimentation en Eau Potable.

Les procédures suivantes, sont utilisées par l'ONEE selon la classification suivante<sup>36</sup> :

1. Expropriation pour cause d'utilité publique
2. Occupation du domaine Public routier
3. Occupation du domaine Public forestier
4. Incorporation du domaine Privé au domaine Public de l'Etat
5. Occupation du domaine Public Hydraulique
6. Occupation du domaine Public ferroviaire
7. Occupation du domaine Public Autoroutier
8. Extraction du domaine forestier
9. Acquisition à l'amiable

La gestion de ces procédures est partagée par la Direction Juridique centrale (DAJ) et les services régionaux de l'ONEE, conformément à leurs attributions respectives.

### **8.1 Description du processus d'exécution**

Le processus de mobilisation des terrains nécessaires aux projets est déclenché par le service topographique de l'ONEE à la demande du gestionnaire du projet.

Des études parcellaires sont menées, sous la responsabilité des Ingénieurs Géomètre Topographe (IGT). Elles donnent lieu à des dossiers parcellaires transmis aux services chargés des actions foncières relevant de la Direction Régionale concernée par le projet.

Les services régionaux engagent les procédures, dictées par le régime foncier des parcelles de terrain identifiés, et spécifiées au niveau de ces dossiers parcellaires<sup>37</sup>. Une copie de ces dossiers parvient également à la DAJ pour le suivi et la supervision des actions entreprises.

---

<sup>36</sup> Le recours à ces procédures varie d'une zone géographique à une autre de Royaume selon la prépondérance des régimes fonciers dans la région

<sup>37</sup> Annexe F

Le processus<sup>38</sup> comprend globalement les étapes suivantes avec:

- Consultations publiques (processus mis en œuvre conjointement par le service technique et la DCC de l'ONEE) ;
- Identifications et choix des sites nécessaires à la réalisation des ouvrages ;
- Identification des sites et recensement de la population affectées;
- Préparation des dossiers techniques parcellaires ;
- Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service Technique ;
- Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation ;
- Suivi des étapes d'approbation et de publication des DD ;
- Indemnisation et immatriculation des propriétés acquis au nom de l'ONEE ;
- Clôture de la phase administrative et consignation des indemnités non réglées à l'amiable ;
- Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des requêtes de prise de possession et transfert de propriété.

## **8.2 Consultations publiques**

La loi d'expropriation impose à l'autorité expropriante l'accomplissement intégral de formalités réglementaires précises, dont la publicité et l'affichage des actes de déclaration d'utilité publique (Paragr. n°7.1.1.1), et ce dans le but de bien informer les ayants droit et leur donner la possibilité de faire valoir leurs droits aux indemnisés.

Aussi, dans le cadre des campagnes d'animation effectuées auprès des populations au moment du démarrage du sous-projet les concernant, des consultations publiques sont organisées par l'ONEE pour présenter, en particulier, les activités du projet dans les provinces concernées, les pré-requis attendus de la population et les potentielles implications environnementales et sociales des activités financées par le projet. Ces consultations permettent également d'informer les populations et les acteurs concernés sur les besoins d'acquisition des terrains nécessaire aux ouvrages collectifs du Projet.

Un programme de communication plus élaboré sur la procédure d'expropriation et d'occupation temporaire pour cause d'utilité publique est en cours d'établissement par la Direction de Coopération et de communication de l'ONEE (DCC) en coordination avec DAJ avec l'assistance d'experts spécialisé dans ce domaine.

## **8.3 Identification des sites et recensement de la population affectée**

Le choix des terrains nécessaires aux projets se fait par les gestionnaires de l'ONEE,<sup>39</sup> tenant compte des contraintes techniques et des orientations urbanistiques dans les zones d'intervention.

---

<sup>38</sup> Ce processus est régi par un mode opératoire défini dans le manuel de procédure d'acquisitions foncières dont la première partie est mis en exécution depuis 2012 (annexe B). Les autres procédures constituant la 2<sup>ème</sup> partie du manuel sont cours de validation ou élaboration.

<sup>39</sup> Désormais, selon les procédures en cours de finalisation à l'ONEE, le choix des sites destinés à y abriter les projets sera fait conjointement, par le gestionnaire du projet (GP), le Topographe (IGT) et le gestionnaire des actions foncières (GAF). Le GP identifie le site au vu des besoins et contraintes techniques et le GAF, au vu de son expérience, vérifie, approuve, informe et sensibilise les ayants droit dans le but d'anticiper les oppositions éventuelles. Le Topographe ajuste le choix pour minimiser les dégâts de superficie et privilégie le passage dans les limites des voies publics ou le cas échéants dans les limites des propriétés minimisant ainsi l'impact négatif sur l'actif restant.

Il y a lieu de noter que le choix, par l'ONEE des tracés des conduites, privilégie le passage dans les limites des emprises des routes ou du domaine public. Dans le cas où le passage dans les propriétés privé est inévitable, les tracés sont choisis de manière à emprunter le plus possible les limites apparentes des propriétés et éviter toute construction et habitation.

Une fois les études détaillées du projet achevées et validées par les différents intervenants, l'IGT réalise les études topographiques et parcellaires pour établir des plans parcellaires et identifier les propriétaires, les régimes fonciers ainsi que le statut juridique des terrains à exproprier.

Selon les résultats des études parcellaires, des dossiers parcellaires sont préparés, conformément au cahier de charge établis à cet effet.<sup>40</sup>

A noter que dans une optique d'optimisation de ce processus, quel que soit le régime des terrains identifié, l'ONEE prépare les dossiers parcellaires permettant de lancer, de manière simultanée, toutes les procédures qui en découlent, notamment ; l'expropriation et l'occupation temporaire pour cause d'utilité publique, d'incorporation, l'occupation temporaire permanente des domaines publics et forestiers.

Le dossier d'expropriation et d'occupation temporaire, établi pour chaque commune concernée, comprend tous les régimes fonciers identifiés<sup>41</sup>, notamment ceux dont les terrains ne sont pas immatriculés ou délimités (cas des terrains collectifs et domaniaux).

Le type de procédure à engager est précisé au niveau des dossiers établis, pour chaque commune, selon le découpage administratif du Royaume. Chaque dossier parcellaire<sup>42</sup> est composé des documents principaux suivants :

- Une note de présentation qui précise le projet envisagé, la commune concernée et chargée de l'enquête publique
- Plan de situation du projet qui définit la zone concernée par l'expropriation
- des plans parcellaires délimitant avec précision les parcelles objets d'expropriation
- La liste des parcelles (l'état parcellaire) qui présente pour chaque parcelle le numéro, la référence foncière et la superficie, l'identité des propriétaires (ou présumés propriétaires), leur adresse, etc.
- Autant d'indications techniques et foncières données par les IGT agréés afin d'éviter toute anomalie ou imprécisions quant à la réserve foncière, appuyées par des certificats de propriété, des mappes cadastrales, des plans d'aménagement, etc. qui serviront de base tant à l'établissement de l'arrêté d'occupation temporaire que du projet de décret d'expropriation.

#### **8.4 Enlèvement des procédures d'occupation temporaire et d'expropriation**

Selon les dispositions de la loi, l'ONEE est en droit d'exercer, par délégation de l'autorité de tutelle, le droit d'expropriation de terrains pour les besoins de ses projets<sup>43</sup>.

---

<sup>40</sup> Annexe E

<sup>41</sup> Quelque soit le régime foncier des terrains, ils font l'objet tous de la déclaration d'utilité publique et l'enquête Administrative surtout quant les terrains en question ne sont pas immatriculés. Ceci permet aux propriétaires et ayant droits de se manifester pendant les délais réglementaires et faire valoir leurs droits sur les biens expropriés (exploitants, locataire...).

<sup>42</sup> Annexe F

<sup>43</sup> Art. 7 de la loi 7-81

### 8.4.1 OCCUPATION TEMPORAIRE DES TERRAINS

L'ONEE entame, dès la phase des études du projet, les démarches nécessaires pour disposer temporairement d'un droit d'occupation<sup>44</sup> des terrains identifiés quels que soient leurs régimes fonciers.

Cette occupation temporaire, d'une durée maximum de 5 ans, est sanctionnée par un arrêté signé par le Ministre de tutelle<sup>45</sup>. Cet acte est notifié à l'autorité locale pour informer les propriétaires et pour programmer une séance pour la Constatation de l'Etat des Lieux.

Le constat est effectué par une Commission de Constatation de l'Etat des Lieux (CCEL) formée des représentants de l'ONEE et des autorités locales, en la présence des propriétaires et des exploitants. Le recensement concerne les dégâts matériels apparents devant être occasionnés par l'occupation temporaire.

A l'issue de cette opération, un PV du constat des dégâts est établi qui fait ressortir la liste et la nature des dégâts<sup>45</sup>.

### 8.4.2 EXPROPRIATION

La procédure d'expropriation est déclenchée aussitôt que les dossiers de consultation des entreprises (DCE) sont établis et validés<sup>46</sup>. Elle est soit lancée en parallèle des démarches entreprises pour l'occupation temporaire des parcelles.

Après la préparation et diffusion du PDE, l'accomplissement des formalités de publicité et d'affichage (paragraphe 7) et le traitement des observations éventuelles résultant de l'enquête administrative (consignés au niveau du registre d'observation), l'ONEE déclenche de manière simultanée :

- Les étapes préalables à l'indemnisation des ayants droits moyennant des accords amiables;
- La constitution des dossiers des décrets définitifs d'expropriation pour les mettre en circuits d'approbation et de publication auprès du ministère de tutelle<sup>47</sup>.

## 8.5 Processus d'indemnisation

Le processus d'indemnisation à l'amiable est déclenché après la clôture de l'enquête publique et traitement des remarques du registre d'observations<sup>48</sup>. Une demande est adressée aux autorités locales pour provoquer la CAE pour l'évaluation des indemnités.

Cette commission (dont la composition est spécifiée au niveau du paragraphe 7.1.1.5) est présidée par l'autorité locale. L'ONEE y siège en qualité d'observateur et assure la rédaction du PV de la CAE.

---

<sup>44</sup> Art. 50 de la loi 7-81

<sup>45</sup> Annexe H

<sup>46</sup> Manuel des procédures (Procédure DAJ.FF.01.1)

<sup>47</sup> C'est un processus qui compte 12 à 24 mois de délais selon les statistiques disponibles, c'est pourquoi l'ONEE l'engage très tôt et en parallèle aux négociations amiables, les démarches préalables à la phase contentieuse visant la prise de possession des terrains par voie de justice en cas d'opposition éventuelle.

<sup>48</sup> Si le registre comprend des observations (erreur de superficie, identité des expropriés...), une séance est organisée, conjointement avec l'autorité locale et les intéressés afin d'étudier chaque observation et dresser un P.V. comprenant la suite réservée (ou à réserver) à chaque observation. En cas d'erreurs, le redressement se fait par acte modificatif au projet de décret et des lettres de réponses sont adressées aux personnes ayant émis des observations

Le but étant de procéder :

1. A l'indemnisation des propriétaires et/ou exploitants sur les dégâts matériels occasionnés par le projet ;
2. Au versement des indemnités relatives à la valeur vénale du terrain, aux propriétaires ayant accepté les prix fixés par la CAE et disposant des documents justifiant leur jouissance des biens expropriés ;
3. A la consignation à la CDG des montants d'indemnités non réglés à l'amiable.

Les critères de base<sup>49</sup> pour l'octroi de l'indemnité à l'exproprié recensé, est d'être détenteur d'un droit de propriété formel (titre foncier ou actes adoulaire), ou être reconnue exploitant des terrains qu'il occupe pour une période dépassant dix (10) ans. Laquelle reconnaissance est appuyée par un certificat administratif<sup>50</sup> ou actes de notoriété<sup>50</sup> délivrés par les Autorités Locales (AL).

### **8.5.1 FINANCEMENT DES ACQUISITIONS DES TERRAINS**

Le financement des coûts générés par le processus d'acquisitions des terrains est pris en charge par le budget propre de l'ONEE.

En fonction de l'état d'avancement des projets<sup>51</sup>, une provision budgétaire est allouée annuellement aux acquisitions des terrains dont 95% est dédié aux indemnités d'expropriation et de l'occupation temporaire.

Il est important de préciser que les superficies des terrains à acquérir par l'ONEE sont généralement petites et que le montant des indemnités correspondant est, par conséquent, relativement faible par rapport au coût global du projet.

Cependant, malgré le faible enjeu financier, les procédures et les délais d'acquisition des terrains peuvent constituer une contrainte majeure à la réalisation des projets dans les délais requis, c'est pour cette raison que la provision annuelle disponible, permet d'accélérer le processus de règlement des indemnités des terrains dès conclusion d'un accord à l'amiable ou leur consignation à la CDG au profit des ayants droit non indemnisés.

### **8.5.2 INDEMNISATION DES DEGATS AU TITRE DE L'OCCUPATION**

Sur la base du PV du constat des dégâts<sup>52</sup> et les prix fixés par la CAE<sup>53</sup>, une décision d'indemnisation<sup>52</sup> est établie par l'ONEE spécifiant les montants à indemniser à chaque ayant droit.

Une séance d'indemnisation est organisée par l'Autorité Locale à la demande de l'ONEE<sup>52</sup> à laquelle sont convoqués les ayant droit dont les noms figurent sur le PV de constat et la décision d'indemnisation.

Les indemnités allouées aux propriétaires et/ou exploitants, leur sont versées après présentation des pièces requises et signature des actes de renonciation. Un Procès Verbal de la séance<sup>52</sup> est établi et signé par l'autorité locale et le représentant de l'ONEE.

---

<sup>49</sup> Paragr. 15 de PO 4.12

<sup>50</sup> Annexe K

<sup>51</sup> La priorité est accordée aux projets dont les travaux de réalisation sont programmés courant l'année budgétaire.

<sup>52</sup> Annexe H

<sup>53</sup> L'indemnité fixée par la CAE est souvent égale ou légèrement supérieure à la valeur marchande.

### **8.5.3 INDEMNISATION DES TERRAINS EXPROPRIES DE PARTICULIERS**

Les indemnités fixées par la Commission par la CAE, sont déterminées au vu des prix du foncier prévalant dans la région en se référant à des postes de comparaison relatifs à des transactions réalisées et enregistrées au niveau des services d'Enregistrement et Timbres.

Dès que le PV<sup>54</sup> de ladite commission est signé par l'ensemble des participants à la réunion de CAE, l'ONEE saisit l'autorité locale pour l'organisation d'une séance de conciliation durant laquelle les expropriés sont appelés à produire les actes de propriété et signer des Procès-Verbaux d'Accord à l'Amiable (PVAA). Les PVAA<sup>54</sup> sont signés également par l'ONEE et par l'autorité locale.

Il y a lieu de préciser à ce niveau, que l'ONEE prévoit le paiement direct des bénéficiaires dès accord et justification des documents de propriété. Cependant, selon l'expérience de l'ONEE, plus de 90% des cas ne peuvent être réglés directement au cours d'une seule séance de conciliation ; plusieurs ayants droits réclament des délais pour produire ou compléter les documents de propriété.

Après accomplissement des formalités, d'enregistrement et d'immatriculation des PVAA signés par les parties concernées, il sera procédé au versement des indemnités aux ayants droit après signature des actes de renonciation<sup>54</sup>.

### **8.5.4 INDEMNISATION DES TERRAINS EXPROPRIES RELEVANT DU REGIME COLLECTIFS, GUICHES ET HABOUS**

Pour les terrains collectifs et Guichs, l'ONEE transmet, dès clôture de l'enquête administrative, des demandes au ministère de l'Intérieur, sollicitant l'accord du Conseil de tutelle, pour l'acquisition de ces terrains. Le contrat et le PV du conseil de tutelle, approuvant cette acquisition, sont transmis à l'ONEE pour poursuivre les démarches d'acquisition, à travers le versement des montants dus dans le compte ouvert au nom de ces collectivités et la signature des documents contractuels.

Pour les terrains Habous, la procédure d'expropriation est poursuivie jusqu'à la phase contentieuse. Les indemnités correspondant sont déposées à la CDG au nom des Habous.

Toutefois, les exploitants de ces terres, que ça soit les terres Collectifs, Guichs ou Habous ; percevront dans le cadre de l'occupation temporaire, les indemnités sur les dégâts et droits de surface.

## **8.6 Contraintes du règlement à l'amiable**

L'ONEE a toujours privilégié en matière d'expropriation, la voie de règlement à l'amiable, cependant plusieurs raisons entravent souvent ce mode de règlement et exigent le recours à la phase contentieuse. Parmi ces raisons :

- La non comparution, volontaire ou non, du propriétaire lors de la séance de conciliation, notamment, et la conclusion de l'accord amiable ;
- Le refus de l'indemnité offerte par l'administration, par un ou plusieurs copropriétaires;
- Lorsque le propriétaire n'a pas pu être identifié;
- Lorsque le propriétaire identifié ne peut produire des actes de propriété probants;



- En cas d'opposition inscrite sur le registre d'observation entre plusieurs personnes au sujet de la propriété de l'immeuble exproprié ;
- Lorsque qu'il y a risque que les délais de tractations pour conclure des accords amiables ne soient pas compatibles avec les délais de réalisation du projet
- Cas des litiges entre copropriétaires dans l'indivision ;
- Propriétaires indécis voulant délibérément recourir à la justice.
- lorsque l'expropriant veut éviter que le délai de deux ans expire avant qu'il puisse déposer les deux requêtes<sup>55</sup>

**N.B** : A noter que :

- les expropriés, n'ayant pas accepté les prix fixés par la CAE, peuvent toutefois, prétendre au versement de cette indemnité comme provisoire et faire valoir leur droit à une éventuelle augmentation par voie de justice<sup>56</sup> (phase judiciaire). Dans ce cas, un Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable pour une Prise de Possession est signé conjointement par l'ONEE, l'intéressé et par l'autorité locale.<sup>57</sup>
- Les propriétaires ou reconnu comme tel, qui n'arrivent pas à produire des actes de propriété probants, peuvent produire un acte de notoriété établi, désormais, selon les dispositions du nouveau code d'immatriculation foncière.<sup>58</sup>

## **8.7 Consignation des indemnités à la Caisse de Dépôt et de Gestion**

Le processus de la consignation des indemnités à la CDG peut être entamé au cours de la phase administrative, dès clôture de l'enquête administrative et évaluation des indemnités par la CAE. Cependant il devient exigible dès publication de l'acte de cessibilité et avant même le dépôt des requêtes de prise de possession et de transfert de propriétés par l'ONEE auprès du tribunal Administratif.

Les montants consignés, par décision<sup>59</sup> du Directeur Général de l'ONEE, sont mis à la disposition des expropriés dès qu'ils passent un accord amiable ou obtiennent un jugement de transfert de propriété.

En effet, la consignation des indemnités non payées directement aux bénéficiaires lors de la séance de conciliation, présente plusieurs avantages dans la mesure où :

- ✓ Il s'agit d'une sortie effective des fonds de la trésorerie de l'Office au compte ouvert à la CDG au profit des expropriés, consignés de manière nominative et ne pouvant donner lieu au changement de titulaire qu'au vu des pièces justificatives réclamées par la CDG ;
- ✓ Les sommes consignées ne sont pas restituables à l'Office que dans des cas rigoureusement prescrits : annulation de la procédure d'expropriation dûment justifiée, saisie du compte de l'ONEE par décision judiciaire ou versement des indemnités dans un compte ouvert auprès du tribunal compétent;
- ✓ Les sommes déposées sont productives d'intérêts au taux légal<sup>60</sup> ;

<sup>55</sup> Article 17 de la loi 7-81

<sup>56</sup> Art. 42 de la loi 7-81

<sup>57</sup> Annexe K

<sup>58</sup> Dahir n° 1.11.177 du 22 novembre 2011 portant promulgation de loi 14.07 relatif au code d'immatriculation foncière.

<sup>59</sup> Annexe G

<sup>60</sup> Article 31 de la loi N°7-81

- ✓ Les mainlevées peuvent être délivrées par l'Office aux ayants droit dès production des pièces justificatives.
- ✓ Les montant déconsignés au vu des mains levés obtenues sont payable localement aux ayants droit par les Perceptions décentralisés.

N.B : dans un souci d'éviter toute contestation, l'ONEE consigne à la Caisse de Dépôt et Gestion (CDG) les indemnités fixées par la Commission Administrative d'Evaluation dans les meilleurs délais possibles.

## **8.8 Etablissement des Décret Définitif**

Après la clôture de l'enquête publique et le traitement des remarques du registre d'observations récupérés des Communes dans lesquelles le projet de décret d'expropriation a été affiché pendant deux mois, l'ONEE entame la préparation des dossiers des décrets définitifs d'expropriation pour les mettre en circuit d'approbation et de publication auprès du ministère de tutelle.

En effet, il s'agit d'un processus engagé par le ministère de tutelle auprès du Ministère de l'Intérieur et le Secrétariat Général du Gouvernement.

A cet effet, en parallèle du processus d'indemnisation engagé et poursuivi par les Services régionaux de l'ONEE, la direction centrale (DAJ) transmet au ministère de tutelle un dossier d'expropriation composé de l'ensemble des documents produits pendant la phase Administrative dont principalement :

- Le projet de décret définitif (DD) ;<sup>61</sup>
- Le Bulletin Officiel et le journal ayant publié l'acte déclaratif d'utilité publique (Projet de Décret) ;
- Les certifications d'inscription du Projet de décret sur les titres fonciers ou sur le registre des oppositions et certificat administratif délivré par greffier concernant les immeubles non immatriculés ;
- Le registre d'observation ainsi que les certificats de son affichage et de sa clôture signés par l'autorité local ;
- Les réponses de l'ONEE aux requêtes, éventuellement consignées sur le registre d'observation ;
- Le PV de la CAE.<sup>62</sup>

## **8.9 Déclenchement de la phase contentieuse**

Cette phase, est engagé après l'achèvement de toutes les démarches inhérentes à la phase administrative et épuisement de toute tentative d'acquisition à l'amiable des terrains, et la consignation à la CDG des indemnités non réglées à l'amiable.

La phase judiciaire, dont le déclenchement requiert la publication de décrets d'expropriation dans le bulletin Officiel, est officiellement initiée par la DAJ par le dépôt des requêtes de prise de possession<sup>63</sup> et de transfert de propriété<sup>57</sup> auprès du tribunal compétent via l'avocat de l'Office.

<sup>61</sup> A la date de son établissement, le DD ne mentionne que les expropriés pour lesquels aucun accord amiable n'est convenu ou envisageable pour les raison citées au paragraphe n°8.6

<sup>62</sup> Document facultatif car la commission CAE ne peut être tenue antérieurement à la date d'établissement du DD.

<sup>63</sup> Annexe G

Un contrôle systématique est opéré par le juge des référés<sup>64</sup> ainsi que le juge du fond<sup>65</sup> qui vérifient la régularité et l'accomplissement, par l'ONEE, des formalités prévues par la loi lors de la phase administrative.

Ainsi, l'ordonnance de prise de possession<sup>57</sup> est aussitôt prononcée par le juge au vu des formalités conformes.

En effet, le délai moyen observé, à travers l'expérience de l'ONEE, pour une prise de possession des terrains expropriés par voie de justice est deux (2) mois, à compter de la date de dépôt de la requête et sa recevabilité par le juge.

De même le jugement de transfert de propriété<sup>57</sup> peut être prononcée par le juge dans des délais moyens allant de 3 à 4 mois en absence de toute opposition sur l'indemnité par l'exproprié.

L'expérience de l'ONEE a également montré que dans 60% des cas d'expropriation, le juge maintient le montant de l'indemnisation fixé par la CAE.

## **8.10 Procédures de mobilisation des domaines Public, Privé et Forestier**

### **8.11.1 DOMAINE PUBLIC ET FORESTIER**

Pour les terrains relevant du domaine public (routier, autoroutier, hydraulique ou forestier), ayant été identifiés de manière irrévocable et documentée, ils font l'objet d'une demande d'autorisation d'occupation par l'ONEE auprès des Administrations gestionnaires concernées en parallèle à la déclaration d'utilité publique du projet.<sup>66</sup>

L'ONEE transmet les demandes d'occupation temporaire accompagnées des documents :

- Une note de présentation spécifiant le but de l'occupation, sa durée, l'emplacement précis de la parcelle à occuper, sa superficie et la nature de l'occupation ;
- Un plan de situation établi par un géomètre agréé faisant ressortir l'emplacement exact de la parcelle sollicitée ;
- Un plan d'exécution précisant la description et la nature de l'ouvrage à réaliser.

---

<sup>63</sup> Annexe G

<sup>64</sup> Le juge des référés décide la prise de possession des terrains expropriés

<sup>65</sup> Le juge du fond prononce le jugement de transfert de propriété et la fixation de l'indemnité correspondante.

<sup>66</sup> Les présumés ayants droit (exploitants, locataires..) dont les parcelles de terrains sont expropriées devront faire valoir leurs droits pendant l'enquête administrative de 2 mois

### **8.11.1.1 Domaine public Routier,**

La demande est déposée auprès de la Direction Régionale de L'Équipement et du transport. Une lettre d'accord accompagnée du bulletin de versement relatif aux frais d'étude est transmise au demandeur en réponse à sa requête, suivi d'un AOT signé par le Directeur Régional du Ministère de l'équipement et transport.

### **8.11.1.2 Domaine public Autoroutier**

La demande est déposée auprès de la Direction des la société des autoroutes du Maroc (ADM). Une lettre d'accord accompagnée du bulletin de versement relatif aux frais d'étude est transmise au demandeur en réponse à sa requête, suivi d'une convention cosigné par l'ADM et l'ONEE

### **8.11.1.3 Domaine public Hydraulique**

La demande est déposée auprès de l'Agence de Bassin Hydraulique concernée. Une lettre d'accord accompagnée du bulletin de versement relatif aux frais d'étude est transmise au demandeur en réponse à sa requête, suivi d'un AOT signé par le Directeur de l'Agence de Bassin Hydraulique.

### **8.11.1.4 Domaine public Ferroviaire (ONCF)**

La demande est déposée auprès de la Direction Régionale de L'Office National des Chemins de Fer. Une lettre d'accord accompagnée du bulletin de versement relatif aux frais d'étude est transmise au demandeur en réponse à sa requête, suivi d'un AOT signé par le Ministre de l'Équipement et du Transport.

### **8.11.1.5 Domaine Forestier**

Les demandes de mobilisation du domaine forestier sont adressées au Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification HCEFLCD à Rabat.

Le choix des terrains est validé, conjointement par les parties concernées, des PV sont établis en conséquents et transmis à la direction centrale du HCEFLCD pour établissement et signature des AOT.

En cas de mobilisation du domaine forestier, autres que par voie d'occupation temporaire, les demandes doivent être signées par l'ONEE, via son ministère de tutelle

## **8.11.2 DOMAINE PRIVE**

Dès la déclaration de l'utilité publique du projet, l'ONEE transmet, via son ministère de tutelle, des demandes d'incorporation du domaine privé au domaine public à la direction des domaines du Ministère de l'Économie et des Finances.

Cette incorporation est concrétisée par l'inscription des parcelles en question au sommier des biens publics de l'État et leur mise à la disposition de l'ONEE pour y abriter son projet.

## **8.11.3 TERRAINS COLLECTIFS, GUICHES ET HABOUS**

Quoique les terrains relevant des régimes collectifs et Guichs et Habous, sont aliénables par voie d'expropriation, les administrations de tutelle, responsables de ces régimes ont toujours

conclut des accords de grès à grès avec l'ONEE sauf pour le cas des terrains Habous pour lesquels la procédure d'expropriation est poursuivie jusqu'à la phase contentieuse.

Ces terrains, font, préalablement, l'objet d'une déclaration d'utilité publique pour permettre, d'une part, aux détenteurs de quelconques droits sur lesdites parcelles de faire valoir ces droits. Et d'autre part, appuyer la demande de mobilisation des régimes précités auprès des administrations de tutelle par l'acte déclaratif d'utilité publique publié au BO et affiché à la commune.

## 9. PROCESSUS DE SUIVI ET D'EVALUATION DU PCAT

La Direction de l'ONEE responsable du projet (*DEP pour les sous projets ruraux et DTI pour les sous projets urbains*), ainsi que les Directions Régionales de l'ONEE concernées sont responsables de l'exécution PCAT, comme suit :

Processus	Responsable
Consultations publiques (processus exigible en cours de mise en œuvre par DCC)	DCC-DEP- DAJ
Identification et choix des sites nécessaires à la réalisation des ouvrages	DEP ou DTI
Identification des sites et recensement de la population affectée	DEP ou DTI
Préparation des dossiers techniques parcellaires	DEP ou DTI
Enclenchement des procédures spécifiées au niveau des dossiers préparés par le service Technique	DRi
Enclenchement du processus d'indemnisation à l'amiable et constitution des dossiers d'expropriation	DRi
Suivi des étapes d'approbation et de publication des DD	DAJ
Indemnisation et immatriculation des propriétés acquises au nom de l'ONEE	DRi
Clôture de la phase administrative et consignation des indemnités non réglées à l'amiable à la CDG	DAJ
Enclenchement de la phase judiciaire par le dépôt des requêtes de prise de possession et transfert de propriété	DAJ

A ce titre, les entités de l'ONEE, doivent assurer, chacun en ce qui le concerne, que l'ensemble des activités spécifiques aux acquisitions des terrains soient exécutées conformément aux modalités du PCAT et que leur avancement soit consigné et documenté au niveau du PAT dont l'ossature est présenté en annexe M.

A travers l'analyse de l'état d'avancement des activités du PAT, la Direction Juridique de l'ONEE (DAJ) assura un suivi et une évaluation systématiques opérés à quatre (4) niveaux :

1. **Niveau 1** : Au moment de la budgétisation de la rubrique expropriation et occupation temporaire : vérifier et s'assurer que le budget alloués aux acquisitions des terrains nécessaires au projet sont planifiés

2. **Niveau 2** : Au moment de lancement des appels d'offre pour la réalisation des travaux : s'assurer que toutes les procédures d'action foncière destinées à la mobilisation des terrains sont engagés par l'ONEE et par la commune chacun en ce qui le concerne. Ceci doit être documenté et récapitulé au niveau de l'état n°2 du PAT (annexe M)
3. **Niveau 3** : Au moment de démarrages des travaux de réalisation : les Ordres de Services ne seront établis que si le processus d'indemnisation décrit au paragraphe 8.1 soit engagé, documenté et renseigné par parcelle expropriée au niveau des états n°A2.2 et A3.2 du PAT annexe M), aussi bien pour les dégâts causés au cours des occupations temporaires (arbres et cultures) que pour la compensation des terrains expropriés. Le processus d'indemnisation des personnes affectées doit être finalisé et documenté au préalable du démarrage des travaux sur les parcelles concernées.
4. **Niveau 4** : Avant la mise en services des installations : la prise de possession de tous les terrains expropriés est effective soit de manière amiable (l'indemnité étant versée aux ayants droit dûment justifié aussi bien, par l'ONEE que par la commune en ce qui le concerne) ou consigné à la CDG en vue d'une prise de possession par voie de justice (les documents justificatifs à l'appui).

Une version actualisée du PAT reflétant l'état d'avancement des acquisitions de terrain et la compensation des ayants droit sera transmise régulièrement à la Banque Mondiale, dans le cadre des rapports semestriels d'avancement et autant de fois que demandé par la Banque mondiale pour la tenir informée des évolutions du PAT et de l'efficacité d'exécution du PCAT.

## 10. CONCLUSION

L'ONEE a accumulé une grande expérience, dans le domaine des acquisitions foncières, principalement celui de l'expropriation, à travers le traitement de plus de 50.000 parcelles de terrain expropriées pour les besoins des projets d'AEP réalisés ( $\approx$  1650 parcelles par an).

Cette expérience, lui a procuré la capacité de mener, dans des conditions satisfaisantes, les procédures d'acquisition des terrains, malgré un contexte caractérisé par la complexité du système foncier marocain, lequel est régi, par les principes de droit traditionnel (*droit musulman et coutumes locales*) et par le régime d'immatriculation foncière.

La nature des projets d'Alimentation en Eau Potable réalisés par l'ONEE, particulièrement en zone rurale, n'impliquent pas de déplacement physique involontaire de populations (propriétaire ou exploitant); donc ne nécessite pas de plan de réinstallation proprement dit. Seules des acquisitions partielles et des occupations temporaires des terrains expropriés sont nécessaires pour la construction des ouvrages du Projet.

Les délais de compensation varient de six (6) mois (*s'il y a possibilité d'accord à l'amiable*) à dix (10) mois si les indemnités sont consigné à la CDG (*en absence d'accord à l'amiable*).

La durée moyenne entre la déclaration d'utilité publique et la prise de possession des terrains peut varier de façon significative; Elle est de six (6) mois au minimum pour une prise de possession par voie amiable et de trente (30) mois au maximum pour une prise de possession par voie de justice.

Le recours au règlement à l'amiable et la voie privilégié par l'ONEE, cependant et pour les raisons et contraintes évoquées au niveau du paragraphe (8.6), l'ONEE est parfois contraint de recourir au tribunal pour disposer des terrains nécessaires aux projets, moyennant la

consignation des indemnités à la CDG.

Le recours à la voie judiciaire éventuellement, est conditionné par la publication des décrets définitifs d'expropriation par le ministère de tutelle. Cette formalité, dont les délais de mise en œuvre ne dépendent pas de l'ONEE a souvent entravé l'aboutissement de la procédure d'expropriation.

C'est pourquoi, l'ONEE a mis en place une procédure, incitant les gestionnaires des dossiers d'expropriation au niveau des Directions Régionales, à constituer le dossier d'expropriation (paragraphe 8.9) en parallèle des négociations avec les ayants droit pour l'indemnisation à l'amiable, en vue de les mettre en circuit d'approbation et de publication du DD au plus tard quatre (4) mois après la déclaration de l'utilité publique (effectuée en phase DCE du projet).

Cette procédure a été renforcée, par la mise en place au niveau de DAJ, d'une cellule de suivi et de coordination dont le rôle est d'intervenir auprès des départements concernés par le circuit précité afin d'activer la publication du DD.

Le bilan d'activité de la première année de ladite cellule a permis de constater une réduction des délais moyens de publication des DD de 10 à 15 mois (au lieu de 12 à 36 mois observé auparavant).

## **11. ANNEXES**

# Annexe A

Liste des textes de lois et réglementation

## LES REGIMES FONCIERS DES TERRAINS ET LES PROCEDURES CORRESPONDANTES

Régime du terrain	Procédure appliquée par l'ONEE	Référence Juridiques
Domaine Public de l'Etat : Routes, pistes classées, ponts	<u>Accord technique concrétisé par :</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir du 1 Juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public</li> <li>• Dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) relatif aux occupations temporaires du domaine public (publié au B.O 326 du 20/01/1919).</li> <li>• Décret n° 2.99.1123 du 4 Mai 2000 (29 moharrem 1421) pris pour l'application du dahir du 30 novembre 1918 (24 safar 1337) relatif aux occupations temporaires</li> </ul>
Domaine Public de l'Etat : Domaine maritime, Plages	<b>1. Arrêté d'Occupation Temporaire Ou</b> <b>2. Convention</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir du 2 novembre 1926 (25 rebia 2 1345) sur la police du domaine public.</li> <li>• Dahir n° 154.95.1 du 16 Aout 1995 (18 Rabia 1 1416) en application de la loi n°10-59 (publié au B.O n° 4325 du 20/09/1995).</li> </ul>
Domaine Public de l'Etat : Domaine fluvial, cours d'eau, lacs,.....		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir du 1 juillet 1914 (7 chaabane 1332) sur le domaine public.</li> <li>• Dahir n° 154.95.1 du 16 Aout 1995 (18 Rabia 1 1416) en application de la loi n° 10-95 (B.O n° 4325 du 20/09/1995).</li> </ul>
Domaine Public Ferroviaires (ONCF)		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir du 1er Juillet 1914 (7 Chaabane 1332 ) sur le Domaine Public et les Dahirs qui l'ont modifié ou complété;</li> <li>• Dahir du 24 Safar 1337 (30 Novembre 1918) relatif aux occupations temporaires du Domaine Public et les Dahirs qui l'ont modifié ou complété;</li> <li>• Dahir n°1.60.110 du 12 Kaada 1380 (28 Avril 1961) relatif à la Conservation, la Sûreté la Police et l'exploitation du Chemin de Fer ;</li> <li>• Dahir n° 1.61.346 du 24 Joumada I 1382 (24 Octobre 1962) réglementant les conditions relatives à la délivrance des autorisations, permissions et concessions des distributions d'énergie électrique ainsi qu'au fonctionnement et au contrôle desdites distributions</li> </ul>

Régime du terrain	Procédure appliquée par l'ONEE	Référence Juridiques
Terrains appartenant au Domaine Public de l'Etat	Mise à disposition par affectation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dahir du 1 juillet 1914 (7 chaâbane 1332) sur le domaine public</li> </ul>
	Déclassement au domaine privé puis acquisition	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dahir du 1 Juillet 1914 (7 chaâbane 1332) sur le domaine public</li> </ul>
Domaine Forestier	<p>1- Accord concrétisé par un Arrêté d'Occupation Temporaire</p> <p>2- Distraction</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dahir du 10 Octobre 1917 (20 hija 1335) relatif à la conservation et l'exploitation des forêts (publié au B.O 29/10/1917).</li> <li>Arrêté visiriel du 10 Octobre 1917 (20 Hijja 1335) déterminant les territoires auxquels s'applique le régime forestier institué par le dahir du 10/10/1917 (20 hidja 1335 sur la conservation et l'exploitation des forêts.</li> <li>Circulaire n° 2088 du 03/05/2011 signé par Mr le Haut -commissaire pour appliquer les procédures suivantes : Occupation Temporaires, la Distraction et les Change immobilier.</li> </ul>
Domaine Privé de l'Etat	Incorporation (pour les ouvrages techniques)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dahir du 22 Octobre 1962 (2 safar 1372) autorisant la vente de lots de Terrains domaniaux équipés de l'habitat.</li> </ul>
	Acquisition (Bâtiments administratifs et techniques)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dahir du 24 Mai 1922 (26 ramadan 1340) relatif à l'immatriculation des immeubles domaniaux délimités selon la procédure du dahir de 3/01/1916 (26 safar 1334) , portant règlement spécial sur la délimitation du domaine de l'état ( B.O n° 502 du 06/06/1922) .</li> </ul>

Régime du terrain	Procédure appliquée par l'ONEE	Référence Juridiques
Terrains Habous <b>Publics</b> gérés par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques	Expropriation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Code d'awqhaf</b> : Dahir chérif n° 236.09.1 du 23 Février 2010 (8 rabie 1 1431) publié au B.O n° 5847 du 14/6/2010)</li> </ul>
Terrains Habous <b>Privés</b> gérés par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques		
Terrains Habous gérés par des personnes physiques ou des particuliers (Représentant des Douars, Ksours ou tribus Zaouias)		
Terrains <b>Guichés</b> sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur	- Expropriation suivie d'une acquisition de grès à grès  ou - Expropriation par voie de justice (en cas de litige)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir du 16 Mars 1926 (1 ramadan 1344) portant modification au dahir du 27/4/1919 (26 rejab 1337) concernant des biens collectifs.</li> <li>• Dahir du 22 Janvier 1952 (24 rejb1337) organisant la tutelle administrative des collectifs indigènes et réglant la gestion et l'aliénation des biens collectifs.</li> <li>• Dahir du 18 Décembre 1921 (17 rebia 2 1340) accordant à certains la propriété collective des terres qu'elles occupent à titre Guich.</li> </ul>
Terrains collectifs <b>au nom des Collectivités locales</b> sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir du 16 Mars 1926 (1 ramadan 1344) portant modifications au dahir du 27 Avril 1919 (26 rejab 1337) concernant des biens collectifs.</li> </ul>
Terrains collectifs <b>appartenant aux conseils provinciaux</b> sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir 27 Avril 1919 (26 rejab 1337), organisant la tutelle administrative des collectivités et règlement la gestion et l'aliénation des biens collectifs (publié au B.O du 28/4/1919).</li> </ul>
Terrains collectifs <b>particuliers</b> sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir 27 Avril 1919 (26 rejab 1337), organisant la tutelle administrative des collectivités et règlement la gestion et l'aliénation des biens collectifs (B.O du 28/4/1919).</li> </ul>

Régime du terrain	Procédure appliquée par l'ONEE	Référence Juridiques
Terrains privés appartenant aux établissements publics et semi-publics.	Acquisition	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décret royal n° 330-66 du 21 Avril 1967 (moharrem 1387) portant règlement général de comptabilité publique (B.O n° 2843 du 26/04/1967)</li> </ul>
Terrains privés appartenant aux particuliers : Non immatriculés, en cours d'immatriculation ou Immatriculés	Expropriation Par voie amiable ou voie de justice	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dahir N° 1-81-254 du 6 mai 1982(11 rejev 1402) portant promulgation de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire (publié au B.O n° 3685 du 3 ramadan 1403 (13/06/1983).</li> <li>• Dahir Charif n° 178-11-1 du 22 Novembre 2011 (25 Ehija 1432) en application de la loi n° 08/39 sur code des droits réels.</li> <li>• Dahir Charif n° 177.11.1 du 22 Novembre 2011 (25 Ehijja 1432) en application de la loi n° 07.14 promulgation le dahir du 12/08/1913 (9 Ramadan 1331 sur la procédure d'immatriculation</li> </ul>

# Annexe B

Textes de la loi 7-81 relative l'expropriation et  
l'occupation temporaire pour cause d'utilité publique

**Dahir n° 1-81-254 du 11 rejev 1402 (6 mai 1982) portant promulgation de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire (B.O. n° 3685 du 3 ramadan 1403 (13 juin 1983))**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne, Vu la (constitution, notamment, son article 26,

A décidé ce qui suit :

Article Premier : Est promulguée la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire, adoptée par la Chambre des représentants le 14 safar 1401 (22 décembre 1980) et dont la teneur suit :

**Loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire.**

Titre Premier : Expropriation pour cause d'utilité publique.

Chapitre premier : Dispositions générales

Article Premier : L'expropriation d'immeubles, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée que lorsque l'utilité publique en a été déclarée et ne peut être poursuivie que dans les formes prescrites par la présente loi sous réserve des dérogations y apportées en tout ou partie par des législations spéciales.

Article 2 : L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice.

Article 3 : Le droit d'expropriation est ouvert à l'Etat et aux collectivités locales ainsi qu'aux autres personnes morales de droit public et privé ou aux personnes physiques auxquelles la puissance publique délègue ses droits en vue d'entreprendre des travaux ou opérations déclarés d'utilité publique.

Article 4 : Ne peuvent être expropriés : les édifices à caractère religieux des divers cultes, les cimetières, les immeubles faisant partie du domaine public et les ouvrages militaires.

Article 5 : L'utilité publique est déclarée, le transfert de propriété au profit de l'expropriant est prononcé et l'indemnité d'expropriation est fixée dans les conditions prévues par la présente loi.

Chapitre II : Déclaration d'utilité publique et cessibilité

Article 6 : L'utilité publique est déclarée par un acte administratif qui précise la Zone susceptible d'être frappée d'expropriation.

Cette zone peut comprendre, outre les immeubles nécessaires à la réalisation des ouvrages ou opérations déclarés d'utilité publique, la portion restante de ces immeubles ainsi que les immeubles avoisinants lorsque l'expropriation en est jugée nécessaire pour mieux atteindre le but d'utilité publique envisagé ou lorsque l'exécution des travaux doit procurer à ces immeubles une notable augmentation de valeur.

Dans ce cas, nonobstant les dispositions de l'article 40, l'acte administratif visé au 1er alinéa ou un acte administratif ultérieur, peut fixer le mode d'utilisation des immeubles qui ne sont pas incorporés effectivement à l'ouvrage ou les conditions de revente de ces immeubles.

Article 7 : L'acte déclaratif d'utilité publique peut désigner immédiatement les propriétés frappées d'expropriation, sinon il est procédé à cette désignation par un acte administratif dit acte de cessibilité

Cet acte doit intervenir dans le délai de deux ans à compter de la date de publication au Bulletin officiel de l'acte déclaratif d'utilité publique. Passé ce délai, il y a lieu à nouvelle déclaration d'utilité publique.

Article 8 : L'acte déclaratif d'utilité publique fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

1° publication intégrale au Bulletin officiel (1re partie) et insertion d'un avis dans un ou plusieurs journaux autorisés à percevoir les annonces légales, avec référence au Bulletin officiel dans lequel la publication a été faite ;

2° affichage intégral dans les bureaux de la commune du lieu de situation de la zone frappée d'expropriation.

Ces mesures peuvent être complétées par tous autres moyens de publicité appropriés.

Article 9 : Lorsque l'acte déclaratif d'utilité publique désigne en même temps les propriétés frappées d'expropriation, il a, de ce fait, valeur d'acte de cessibilité et, à ce dernier titre, est soumis et donne lieu aux formalités prescrites par les articles 10, 11 et 12.

Article 10 : L'acte de cessibilité doit être précédé d'une enquête administrative.

A cet effet, le projet dudit acte :

- est publié au Bulletin officiel (2e partie) et dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales ;

- est déposé, accompagné d'un plan, au bureau de la commune où les intéressés peuvent en prendre connaissance et présenter leurs observations pendant un délai de deux mois, à dater de sa publication au Bulletin officiel.

Article 11 : Pendant la délai fixé par l'article 10, les intéressés doivent faire connaître tous les fermiers, locataires et autres détenteurs de droits sur les immeubles, faute de quoi ils restent seuls chargés envers ces personnes des indemnités qu'elles pourraient réclamer. Tous autres tiers sont tenus, dans ce même délai, de se faire connaître sous peine d'être déchu de tout droit.

L'expropriant est tenu de se faire délivrer par le conservateur de la propriété foncière un certificat donnant l'état des détenteurs de droits réels inscrits aux livres fonciers. Ce certificat peut être collectif.

Article 12 : Le projet d'acte de cessibilité est également déposé à la conservation de la propriété foncière du lieu de situation des immeubles.

Au vu de ce dépôt, le conservateur de la propriété foncière est tenu de délivrer à l'expropriant un certificat attestant que la mention dudit projet d'acte a été inscrite:

- soit sur les titres fonciers concernés, en application de l'article 85 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sur l'immatriculation des immeubles ;

- soit, s'il s'agit d'immeubles en cours d'immatriculation le registre des oppositions, en application de l'article 84 du dahir précité. Dans ce cas, le certificat doit mentionner, en outre, le cas échéant, les opposants la nature exacte des droits invoqués, la capacité et le domicile déclaré de leurs détenteurs ainsi que toutes les charges grevant l'immeuble ou les droits réels immobiliers en cause.

Lorsqu'il s'agit d'immeubles qui ne sont ni immatriculés ni cours d'immatriculation, le projet d'acte de cessibilité est déposé au greffe du tribunal de première instance de la situation immeubles pour être inscrit sur le registre spécial prévu par l'article 455 du code de procédure civile. Un certificat attestant inscription est remis par le greffier à l'expropriant.

Article 13 : L'acte de cessibilité fait l'objet des mêmes mesures publicités, prévues à l'article 8, que l'acte déclaratif d'utilité publique.

Article 14 : Les formalités prévues aux articles 8, 9 et 10 sont facultatives lorsque l'acte déclaratif d'utilité publique concerne des opérations ou travaux intéressant la défense nationale.

S'il n'est pas recouru auxdites formalités, l'acte doit alors désigner les propriétés frappées d'expropriation et être notifié aux propriétaires présumés dans les conditions prévues à l'article 46.

Les propriétaires sont tenus de l'obligation prévue à l'article 11 dans le délai de deux mois à compter de la notification.

### Chapitre III : Effets des actes déclaratifs d'utilité publique et de cessibilité

Article 15 : Pendant une période de deux ans à compter de la publication au Bulletin officiel de l'acte déclaratif d'utilité publique, aucune construction ne peut être élevée, aucune plantation ou amélioration ne peut être effectuée sans l'accord de l'expropriant sur les immeubles situés dans la zone fixée par ledit acte.

Article 16 : Les propriétés désignées dans un acte de cessibilité restent soumises aux mêmes servitudes que celles prévues par l'article précédent, pendant une période de deux ans à compter de la publication dudit acte au Bulletin officiel ou, le cas échéant, de sa notification.

Article 17 : Le délai pendant lequel les propriétés désignées dans un acte de cessibilité peuvent rester sous le coup de l'expropriation est de deux ans à compter de la publication de cet acte au Bulletin officiel ou, le cas échéant, de sa notification.

Si au cours de ce délai, l'expropriant n'a pas déposé la requête Prévues au 1er alinéa de l'article 18, l'expropriation ne peut être prononcée qu'en vertu d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

### Chapitre IV : Prise de possession, prononcé de l'expropriation et fixation des indemnités

Article 18 : Dès que les formalités relatives à l'acte de cessibilité, telles que prévues aux articles 8, 9, 10 et 12, ont été accomplies ou dès notification dudit acte dans le cas prévu au 2e alinéa de l'article 14 et après expiration du délai visé au 3e alinéa dudit article, l'expropriant dépose auprès du tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé l'immeuble, une requête tendant à faire prononcer le transfert de propriété et fixer les indemnités.

L'expropriant dépose, également, auprès dudit tribunal, statuant cette fois dans la forme des référés, une requête pour que soit ordonnée la prise de possession moyennant consignation ou versement du montant de l'indemnité proposée.

Par dérogation à l'article 32 du code de procédure civile, ces requêtes sont recevables nonobstant le défaut de l'une des énonciations prescrites audit article si l'expropriant ne peut la rapporter.

Les requêtes visées ci-dessus, qui doivent préciser le montant des offres de l'expropriant, sont assorties de toutes les pièces justificatives de l'accomplissement desdites formalités et, notamment, le cas échéant, des certificats visés aux articles 11 et 12, délivrés par le conservateur.

Dans le cas où l'opération ou les travaux déclarés d'utilité publique doivent entraîner le dépôt soit sur le fond, soit sur la prise de possession, de deux ou plusieurs requêtes, les pièces justificatives visées à l'alinéa précédent peuvent être fournies, en un seul jeu valable pour toutes les procédures, lors du dépôt de la première requête.

Article 19 : Le juge des référés est seul compétent pour autoriser par ordonnance la prise de possession, moyennant le versement ou la consignation d'une indemnité provisionnelle égale au montant des offres de l'expropriant.

Le président du tribunal ou son délégataire, statuant comme juge de l'expropriation, est seul compétent pour prononcer par jugement au profit de l'expropriant le transfert de propriété des immeubles et/ou des droits réels faisant l'objet de l'expropriation et fixer le montant des indemnités.

Article 20 : L'indemnité d'expropriation est fixée conformément aux règles ci-après :

1° elle ne doit indemniser que du dommage actuel et certain directement causé par l'expropriation ; elle ne peut s'étendre à un dommage incertain, éventuel ou indirect ;

2° elle est fixée d'après la valeur de l'immeuble au jour de la décision prononçant l'expropriation sans qu'il puisse être tenu compte, pour la détermination de cette valeur des constructions, plantations et améliorations faites, sans l'accord de l'expropriant, depuis la publication ou la notification de l'acte déclaratif d'utilité publique désignant les propriétés frappées d'expropriation.

3° l'indemnité ainsi calculée ne peut dépasser la valeur de l'immeuble au jour de la publication de l'acte de cessibilité ou de la notification de l'acte déclaratif d'utilité publique désignant les propriétés frappées d'expropriation. Il n'est pas tenu compte dans la détermination de cette valeur des éléments de hausse spéculative qui se seraient manifestés depuis l'acte déclaratif d'utilité publique. Toutefois, dans le cas où l'expropriant n'a pas déposé, dans un délai de six mois à compter de la publication de l'acte de cessibilité ou de la notification de l'acte d'utilité publique désignant les immeubles frappés d'expropriation, la requête tendant à faire prononcer l'expropriation et fixer les indemnités ainsi celle demandant que soit ordonnée la prise de possession, la valeur que ne peut dépasser l'indemnité d'expropriation est celle de l'immeuble au jour où a lieu le dernier dépôt de l'une de ces requêtes au greffier du tribunal de première instance.

4° le cas échéant, l'indemnité est modifiée en considération de la plus-value ou de la moins-value résultant pour la partie de l'immeuble non expropriée de l'annonce de l'ouvrage ou de l'opération projetée.

Chacun des éléments visés aux paragraphes 2°, 3° et 4° ci-dessus donne lieu à la fixation d'un chiffre.

Article 21 : Dans le cas où il existe des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation ou autres droits analogues ou de même nature, une seule indemnité est fixée par le juge de l'expropriation eu égard à la valeur totale de l'immeuble. Les divers intéressés exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité.

Article 22 : Si les immeubles expropriés sont occupés par des locataires réguliers dûment déclarés à la suite de l'enquête administrative prévue à l'article 10 ou régulièrement inscrits sur les livres fonciers, leur indemnisation ou éventuellement, leur recasement, lorsque la possibilité en est offerte, sera à la charge de l'expropriant.

Article 23 : Le propriétaire d'un bâtiment frappé en partie d'expropriation peut en exiger l'acquisition totale par une déclaration expresse adressée à l'expropriant avant l'expiration du délai de deux mois prévu à l'article 10.

Il en est de même, sous les réserves ci-après, du propriétaire qui, à la suite de l'expropriation partielle d'un terrain lui appartenant, ne conserverait qu'une parcelle reconnue inutilisable au regard des règlements d'urbanisme ou d'une exploitation viable.

Toutefois :

- d'une part, le bénéfice de ces dispositions ne peut être accordé s'il a pour effet de faire échec au principe de non indemnisation des servitudes visé par l'article 8, 4e alinéa du dahir du 7 kaada 1371 (30 juillet 1952) relatif à l'urbanisme et l'article 5, 2e alinéa du dahir n° 1-60-063 du 30 hija 1379 (25 juin 1960) relatif au développement des agglomérations rurales ;

- d'autre part, lorsque du fait de la demande, l'expropriation risque d'être retardée, le juge se prononce par des jugements séparés sur le transfert de propriété et la fixation de l'indemnité concernant l'immeuble, objet de l'expropriation, et sur le transfert de propriété et la fixation de l'indemnité due pour la partie de l'immeuble reconnue inutilisable.

Article 24 : Lorsque la prise de possession est demandée par l'expropriant, le juge des référés ne peut refuser l'autorisation que pour cause de nullité de la procédure.

L'ordonnance autorisant la prise de possession prescrit le versement aux ayants droit ou la consignation de l'indemnité provisionnelle prévue à l'article 19.

Le jugement qui prononce le transfert de propriété fixe l'indemnité d'expropriation après avoir obligatoirement rappelé le montant des offres de l'expropriant et en prescrit le paiement ou la consignation.

Les décisions judiciaires visées aux alinéas précédents sont notifiées ou publiées dans les conditions prévues à l'article 26. Elles sont également déposées à la conservation de la propriété foncière. Lorsqu'il s'agit d'un immeuble qui n'est ni immatriculé ni en cours d'immatriculation, ces décisions sont inscrites par les soins du greffier du tribunal de première instance sur le registre prévu à l'article 455 du code de procédure civile.

Article 25 : Si l'immeuble est immatriculé ou si les droits réels portent sur un immeuble immatriculé, l'expropriant est fondé à requérir une pré notation sur le titre foncier pour la conservation provisoire de son droit en appuyant sa requête de l'ordonnance autorisant la prise de possession, prévue à l'article 24.

Par complément aux dispositions de l'article 86 du dahir récite du 9 ramadan 1331 (12 août 1913), l'effet de la pré notation ne prend fin qu'au moment de l'inscription du transfert de propriété dont le rang et les effets remontent à la date de ladite pré notation.

Si l'immeuble est en cours d'immatriculation ou si les droits réels portent sur un immeuble en cours d'immatriculation, le dépôt à la conservation de la propriété foncière de l'ordonnance autorisant la prise de possession est mentionné au registre des oppositions conformément à l'article 84 du dahir précité du ramadan 1331 (12 août 1913).

Aucun acte d'aliénation ou de constitution de droit réel intéressant un immeuble non immatriculé en cours d'expropriation, n'est opposable à l'expropriant s'il n'a acquis date certaine antérieurement à celle de l'ordonnance l'autorisant à prendre possession ou de l'accord amiable prévu à l'article 42, 2e alinéa.

Article 26 : Les décisions judiciaires prononçant l'expropriation ou autorisant la prise de possession sont notifiées d'office par le greffier à l'expropriant et aux expropriés qui se sont fait connaître à la suite de la publicité prévue aux articles 8, 9 et 10 ainsi que, lorsqu'il s'agit d'immeubles immatriculés ou en cours d'immatriculation, aux divers ayants droit tels qu'ils sont désignés dans le certificat prévu à l'article 11 et, le cas échéant, à l'occupant.

Lorsque la situation juridique de l'immeuble ou des droits réels expropriés s'est modifiée après l'enquête ou en cours d'instance, par suite, notamment, de décès, les décisions visées à l'alinéa précédent sont opposables à tous les ayants droit qui ne se seraient pas fait connaître régulièrement ou qui se sont faits inscrire sur le titre foncier ou la réquisition d'immatriculation concernés, mais ne seraient pas intervenus dans l'instance en qualité d'intervenants volontaires et le conservateur de la propriété foncière doit, lorsqu'il s'agit du jugement prononçant le transfert de propriété, procéder à l'inscription de ce transfert au profit de l'expropriant dans les conditions fixées à l'article 37, les droits des intéressés étant transportés sur l'indemnité.

Si les expropriés ne se sont pas fait connaître et si l'immeuble en cause n'est ni immatriculé, ni en cours d'immatriculation ou si les droits réels en cause ne portent pas sur un immeuble immatriculé ou en cours d'immatriculation, les décisions visées à l'alinéa le sont publiées en extrait par les soins de l'expropriant dans un ou plusieurs journaux autorisés à recevoir les annonces légales.

Ces décisions font également l'objet d'un affichage intégral au bureau de la commune du lieu de situation de l'immeuble.

Article 27 : La prise de possession par l'expropriant de l'immeuble ou des droits réels expropriés ne peut intervenir qu'après accomplissement des formalités de notification ou de publication prévues à l'article 26 et paiement ou consignation de l'indemnité provisionnelle.

Article 28 : Les dépens sont taxés par le juge de l'expropriation. Ils sont à la charge de l'expropriant.

#### Chapitre V : Paiement ou consignation des indemnités

Article 29 : L'indemnité provisionnelle et celle fixée par jugement sont versées dès accomplissement des formalités prévues à l'article 26.

Article 30 : Toutefois, quand les ayants droit ne se sont pas fait connaître, les indemnités leur revenant doivent être consignées à la Caisse de dépôt et de gestion.

Il en est de même si les titres justificatifs de propriété ne sont pas produits ou sont jugés insuffisants. Dans ce cas, l'expropriant fait procéder à l'affichage, dans les bureaux de la commune et de la conservation de la propriété foncière intéressées, d'avis qui font connaître les immeubles et les noms des ayants droit présumés ; si, dans le délai de six mois à dater de cet affichage, aucune opposition ne s'est manifestée, les indemnités sont versées entre les mains des ayants droit présumés. En cas d'opposition, l'indemnité demeure consignée jusqu'à ce que soit intervenue une décision judiciaire déterminant le bénéficiaire définitif de l'indemnité ou jusqu'à production par les ayants droit présumés d'une mainlevée en bonne et due forme de l'opposition qui s'est révélée.

En ce qui concerne les immeubles en cours d'immatriculation qui ont donné lieu à opposition et les immeubles non immatriculés qui font l'objet d'un litige devant les tribunaux, l'indemnité demeure consignée jusqu'à désignation, à l'issue de la procédure d'immatriculation ou de l'instance engagée, des véritables ayants droit.

Article 31 : Si les sommes dues ne sont pas versées ou consignées dans le délai d'un mois à compter du jour de la notification ou de la publication du jugement d'envoi en possession ou d'expropriation, des intérêts au taux légal en matière civile courent de plein droit au profit des intéressés dès l'expiration de ce délai.

Des intérêts courent également de plein droit au profit des intéressés, lorsque les sommes consignées n'ont pas été déconsignées dans le délai d'un mois à partir du jour où les intéressés ont produit soit des titres valables, soit la mainlevée des oppositions.

#### Chapitre VI : Voies de recours

Article 32 : Les décisions judiciaires prévues à l'article 24 sont pas susceptibles d'opposition.

L'ordonnance autorisant la prise de possession n'est pas susceptible d'appel.

Le jugement prononçant le transfert de propriété et fixant indemnité est susceptible d'un appel ayant pour seul objet la fixation de l'indemnité.

Article 33 : L'appel prévu au 3e alinéa de l'article précédent doit être interjeté, dans les trente jours suivant celui de la notification, au greffe du tribunal de première instance. Il n'est pas suspensif.

Article 34 : L'arrêt est notifié d'office par le greffier de la sur d'appel ou publié par l'expropriant dans les conditions revues à l'article 26.

Article 35 : En cas d'appel ou de pourvoi en cassation, le versement de la différence éventuelle soit entre le montant des offres et l'indemnité d'expropriation, soit entre celle-ci et l'indemnité fixée en appel, est, sous réserve des dispositions des articles 30 et 31, subordonné à la production par les ayants droit une caution bancaire.

A défaut de caution, la différence est consignée et le demeure jusqu'à aboutissement de la procédure judiciaire.

Article 36 : Sont applicables aux dépens, en appel et en cassation, les dispositions de l'article 28.

#### Chapitre VII : Effets de l'expropriations

Article 37 : Nonobstant toute disposition contraire de la législation relative au régime de l'immatriculation et du décret royal portant loi du 9 rejev 1386 (24 octobre 1966) rendant applicable dans l'ancienne zone de protectorat espagnol le régime foncier de l'immatriculation, tel qu'il a été modifié, le dépôt à la conservation de la propriété foncière du jugement prononçant le transfert de propriété emporte, à la date dudit dépôt, purge de tous droits et charges pouvant grever les immeubles en cause dans les conditions suivantes :

1° pour les immeubles immatriculés, il emporte de plein droit mutation au nom de l'autorité expropriante: toutes les inscriptions au profit de tiers, de quelque nature qu'elles soient, ont radiées d'office et les droits des bénéficiaires sont transportés sur les indemnités ;

2° pour les immeubles en cours d'immatriculation et pour eux soumis à la procédure prévue par le décret royal portant loi précitée du 9 rejev 1386 (24 octobre 1966), il entraîne l'établissement de titres nets de charges au profit de l'autorité expropriante, après simple récolement du bornage et établissement du plan foncier, les droits éventuels des opposants, qui restent à déterminer dans le cadre de la procédure normale d'immatriculation ou de celle prévue par le décret royal portant loi précitée du 9 rejev 1386 (24 octobre 1966) étant, d'office, transportés sur l'indemnité ;

3° En ce qui concerne les propriétés non immatriculées, ni en cours d'immatriculation, le jugement précité purge les immeubles ou les droits réels expropriés de tous droits et charges pouvant les grever.

Au vu de ce jugement, le conservateur de la propriété foncière procède à l'établissement des titres définitifs au nom de l'autorité expropriante après simple récolement du bornage établissement du plan foncier, aucune opposition ne pouvant être admise et tous droits éventuels au profit de tiers, de quelque nature qu'ils soient, ne pouvant s'exercer que sur l'indemnité.

Article 38 : Les actions en résolution ou en revendication et toutes autres actions réelles ne peuvent arrêter l'expropriation ou en empêcher les effets. Les droits des réclamants sont transportés sur l'indemnité et l'immeuble en demeure affranchi.

Article 39 : Si l'expropriant veut utiliser un immeuble acquis par voie d'expropriation pour des travaux ou opérations différents de ceux qui ont justifié l'expropriation, il ne pourra le faire que lorsque ce changement d'affectation aura été autorisé par un acte administratif.

Article 40 : L'expropriant ne peut revendre les immeubles acquis par voie d'expropriation depuis moins de cinq ans qu'en recourant à la procédure de l'adjudication. Pendant le même délai, les précédents propriétaires ont la faculté de reprendre leurs immeubles au prix initial à la condition de verser ce dernier dans le délai de vingt jours.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables lorsque la destination prévue dans la déclaration d'utilité publique a été remplie ou lorsque l'immeuble est revendu à une autre tierce personne physique ou morale avec obligation de lui donner la destination prévue par l'acte déclaratif d'utilité publique.

Les dispositions du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux droits d'eau expropriés en application des dispositions de l'article 41, l'administration pouvant disposer de ces droits conformément à la législation en vigueur sur le régime des eaux.

#### Chapitre VIII : Dispositions diverses

Article 41 : Lorsque l'urgence rend nécessaire le regroupement au profit de l'Etat de certaines ressources hydrauliques en vue d'un aménagement d'ensemble, l'acte déclaratif d'utilité publique fait mention de cette urgence et désigne, en même temps, les droits d'eau qu'il frappe de cessibilité.

Cet acte peut autoriser la prise de possession immédiate ou à temps desdits droits d'eau. Dans ce cas, à défaut d'accord amiable, la commission compétente doit procéder à l'évaluation des indemnités dans le délai de deux mois à compter de la date de publication de l'acte déclaratif d'utilité publique. Il est ensuite fait application de la procédure prévue aux articles 18 et suivants.

Le versement de l'indemnité d'expropriation est effectué conformément aux dispositions des articles 29 et suivants, déduction faite du montant perçu par l'exproprié.

Toutefois, par dérogation aux dispositions des articles précités, lorsque les expropriés sont propriétaires de terrains situés dans un secteur irrigué ou dont l'irrigation est prévue, l'indemnité n'est pas versée.

Il est alors délivré aux intéressés, sans enquête, une autorisation de prise d'eau correspondant aux normes d'irrigation des immeubles concernés. La redevance annuelle pour usage de l'eau n'est pas due par les expropriés tant que le montant total des redevances n'a pas atteint le montant de l'indemnité d'expropriation.

Si avant le paiement intégral de l'indemnité, il y a suspension du service de l'eau pendant toute la durée d'une campagne agricole, il est versé aux propriétaires concernés, dès la fin de la campagne, une indemnité égale au montant de la redevance pour usage de l'eau au titre de la campagne agricole précédente. Lorsqu'à la date de la suspension du service de l'eau, aucune redevance pour usage de l'eau n'a encore été mise à la charge du propriétaire, l'indemnité est égale à dix pour cent (10 %) de l'indemnité d'expropriation.

Dans tous les cas, le montant de l'indemnité payée pendant la période de suspension du service de l'eau vient en déduction de l'indemnité d'expropriation.

Article 42 : si après la publication de l'acte de cessibilité l'expropriant et l'exproprié s'entendent sur le prix fixé par la commission et sur les modalités de cession de l'immeuble ou des droits réels frappés d'expropriation, cet accord, qui doit être conclu en application de l'acte de cessibilité, est passé par procès-verbal devant l'autorité administrative locale du lieu de situation de l'immeuble lorsque l'exproprié réside dans ledit lieu. Lorsque l'exproprié ne réside pas dans ce lieu, cet accord est conclu conformément aux dispositions du droit privé par acte sous sein privé ou par acte notarié et il est notifié à l'autorité administrative locale.

L'accord emporte à partir de la date de son dépôt à conservation de la propriété foncière tous les effets prévus à l'article 37 et dessaisit, le cas échéant, le juge de l'expropriation, la cour d'appel ou la cour suprême.

Un accord amiable peut, également, intervenir dans les mêmes conditions entre l'expropriant et l'exproprié, en ce qui concerne la prise de possession. Dans ce cas le montant de l'indemnité provisionnelle allouée vient en déduction de l'indemnité d'expropriation. La perception de cette indemnité provisionnelle ne porte pas atteinte aux droits des intéressés de faire valoir ultérieurement en justice l'intégralité de leurs prétentions.

Si l'accord sur la prise de possession intervient avant la notification ou la publication du jugement prononçant le transfert de propriété et s'il s'agit soit d'un immeuble immatriculé ou en cours d'immatriculation soit de droits réels portant sur un immeuble immatriculé ou en cours d'immatriculation, l'expropriant est fondé, pour la conservation provisoire de son droit, à recourir aux formalités prévues par les alinéas 1er à 3 de l'article 25, l'accord tenant lieu, le cas échéant, de l'ordonnance de prise de possession visée audit article.

Article 43 : Sous réserve des dispositions de l'article 23, si à n'importe quel stade de la procédure administrative ou judiciaire avant le prononcé du transfert de propriété, l'expropriant, pour quelque raison que ce soit, renonce à l'expropriation de tout ou partie d'un immeuble compris dans la zone frappée d'expropriation ou désigné dans l'acte de cessibilité, cette renonciation donne lieu à l'établissement par l'expropriant, d'un rectificatif de l'acte déclaratif d'utilité publique ou de l'acte de cessibilité.

Cet acte rectificatif fait l'objet des mesures de publicité revues à l'article 8. Sa publication au Bulletin officiel emporte le plein droit, suivant le cas, la levée des servitudes prévues par les articles 15, 16 et 17, le dessaisissement du juge de l'expropriation et la remise en possession des propriétaires intéressés en ce qui concerne l'immeuble ou la partie d'immeuble distrait de l'expropriation.

Article 44 : Nonobstant toutes dispositions contraires, les tuteurs et représentants de mineurs, interdits ou absents peuvent, après autorisation, s'il y a lieu, du juge compétent, consentir des accords amiables relatifs aux immeubles et droits réels expropriés appartenant aux personnes qu'ils représentent, tant en ce qui concerne l'indemnité définitive que l'indemnité provisionnelle de prise de possession.

Le juge autorise l'accord amiable au vu d'une expertise déterminant la valeur vénale de l'immeuble ou des droits réels, objet dudit accord.

Article 45 : Les parties sont tenues de faire élection de domicile, au début de la procédure, au siège du tribunal de première instance de la situation de l'immeuble. Tous les actes de procédure de première instance et d'appel peuvent être notifiés à ce domicile élu.

Article 46 : Lorsque les intéressés n'ont pu être touchés par notifications administratives prévues par l'article 14 du présent titre il suffit de les adresser au procureur du Roi du lieu de la situation de l'immeuble. Les notifications ainsi effectuées font, notamment, le cas échéant, courir les délais des voies de recours.

En ce qui concerne les décisions judiciaires notifiées à curateur, les délais de recours ne commenceront à courir qu'après affichage pendant trente jours de la décision rendue, sur un tableau à ce destiné, au greffe du tribunal et sa publication aux frais de l'expropriant, dans deux journaux autorisés à recevoir les annonces légales désignés par le juge. Ces formalités doivent intervenir dès notification à curateur. L'accomplissement de ces formalités effectué par le greffier et attesté par lui, confère à la décision de caractère définitif en permettant l'exécution.

Article 47 : Lorsqu'une expertise est ordonnée par le juge, par dérogation à l'article 60, 2° alinéa, du code de procédure civile le greffier notifie sans délai à l'expropriant et aux expropriés l'intégralité du rapport d'expertise.

Article 48 : Les délais prévus par la présente loi sont des délais francs.

Article 49 : Sauf les dérogations prévues par la présente loi toutes les règles de compétence et de procédure établies par le code de procédure civile s'appliquent à la matière de l'expropriation.

## Titre II : De l'Occupation Temporaire

Article 50 : Le droit d'occupation temporaire autorise la prise de possession provisoire d'un terrain, par tout exécutant de travaux publics et permet à ce dernier, en vue de faciliter l'exécution des travaux publics dont il est chargé :

- 1 - soit d'y procéder aux études et aux travaux préparatoires des travaux publics ;
- 2 - soit d'y déposer temporairement des outillages, matériaux ou d'y établir des chantiers, des voies nécessaires à l'exécution des travaux ou autres installations ;
- 3 - soit d'en extraire des matériaux

Le droit d'occupation temporaire s'exerce dans les conditions ci-après.

Article 51 : Pour les opérations visées au paragraphe 1° de l'article 50, les agents de l'administration ou les personnes auxquelles elle délègue ses droits peuvent pénétrer dans les propriétés privées, à l'exception des maisons d'habitation, en vertu d'un acte administratif indiquant la nature desdites opérations, la région où elles doivent être faites ainsi que la date à laquelle elles doivent commencer.

Les bénéficiaires de ce droit reçoivent une copie conforme de l'acte administratif qu'elles doivent présenter à toute réquisition des propriétaires ou occupants ; ceux-ci peuvent, sur leur demande, obtenir une ampliation dudit acte.

A la fin des opérations et faute d'entente entre les propriétaires ou occupants et l'administration sur le règlement du dommage qui a pu résulter de l'occupation temporaire, l'indemnité est fixée suivant la procédure prévue à l'article 56.

Article 52 : L'occupation temporaire en vue des opérations visées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 50 est autorisée par un acte administratif indiquant les opérations à raison desquelles l'occupation est ordonnée, la surface sur laquelle elle doit porter, la nature et la durée probable de l'occupation.

Une ampliation dudit acte doit être notifiée, par les soins du président du conseil communal, au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant.

Article 53 : Ne peuvent être occupés temporairement les maisons d'habitation et les cours, vergers, jardins y attenants et entourés de clôtures ainsi que les édifices à caractère religieux et les cimetières.

Article 54 : A défaut d'accord entre le bénéficiaire de l'occupation temporaire et le propriétaire intéressé, il est procédé, contradictoirement, à une constatation de l'état des lieux effectuée par deux experts. A cet effet, ledit bénéficiaire en fait connaître la date à l'intéressé et l'invite en même temps à désigner son expert.

Article 55 : Au jour fixé, les deux experts dressent un procès verbal de l'opération qui doit fournir les éléments nécessaires pour évaluer le dommage.

Si le propriétaire ne s'est pas fait représenter, l'expert de l'administration procède seul à la constatation de l'état des lieux.

Dans ce dernier cas, ou si les parties sont d'accord, les travaux peuvent être commencés aussitôt.

En cas de désaccord sur l'état des lieux, la partie la plus diligente saisit le juge de l'expropriation.

Article 56 : Dans le mois qui suit la fin de l'Occupation ou si les travaux doivent durer plusieurs années, dans le dernier mois de chaque année d'occupation, et à défaut d'accord amiable sur le montant de l'indemnité, la partie la plus diligente saisit le juge de l'expropriation qui détermine l'indemnité en tenant compte, le cas échéant :

- 1° - du dommage fait à la surface ;
- 2° - de la valeur des matériaux extraits;
- 3° - de la plus-value pouvant résulter, pour les terrains, de l'exécution des travaux.

Les constructions, plantations et aménagements divers pouvant se trouver sur le terrain occupé ne donnent lieu à aucune indemnité lorsque, à raison de l'époque de leur exécution ou de toute autre circonstance, il est établi qu'ils ont été faits en vue d'obtenir une indemnité plus élevée.

Article 57 : L'occupation temporaire prévue par l'article 52 ne peut être autorisée pour une période supérieure à cinq années.

Si l'occupation se prolonge au-delà de cette période et à défaut d'accord, l'administration doit procéder à l'expropriation dans les formes prévues par la présente loi.

En tout état de cause, le bénéficiaire de l'occupation doit faire notifier la fin de celle-ci, par les soins du président du conseil communal, au propriétaire intéressé et, le cas échéant, à l'occupant.

Article 58 : Les dispositions de l'article 46, 1er alinéa, sont applicables aux notifications prévues par les articles 52 et 57.

### Titre III : Indemnité de plus-value

Article 59 : Lorsque l'annonce ou l'exécution de travaux ou opérations publics confère à des propriétés privées une augmentation de valeur supérieure à 20 %, les bénéficiaires de cette augmentation ou

leurs ayants droit sont solidairement redevables envers la collectivité intéressée d'une indemnité égale à la moitié de la totalité de la plus-value ainsi créée.

L'indemnité de plus-value est réduite, s'il y a lieu, de telle sorte qu'en aucun cas l'enrichissement restant acquis au redevables ne soit inférieur à 20 %.

Article 60 : Dans un délai de deux ans à compter de l'acte qui a désigné les propriétés frappées d'expropriation ou, à défaut, du commencement des travaux ou opérations publics, les zones englobant les propriétés soumises aux dispositions de l'article 59 sont délimitées par acte administratif.

Article 61 : Aussitôt après la publication de l'acte administratif prévu à l'article 60 et, au plus tard, avant l'expiration du délai prévu à l'article 62, les bénéficiaires de la plus-value ou leurs ayants droit sont convoqués devant l'autorité communale ou son mandataire afin de s'entendre avec l'administration sur le montant de la plus-value et celui de l'indemnité.

Il est dressé de chaque comparution un procès-verbal. En cas d'accord, le procès-verbal vaut titre de créance au profit de la collectivité intéressée et éteint le droit de l'administration de recourir à la procédure prévue à l'article 62.

Article 62 : Les intéressés qui n'auront pas accepté l'accord prévu à l'article précédent seront cités à la requête de l'administration, devant le tribunal de première instance statuant en matière civile pour que soit déterminée la plus-value acquise au jour de la requête et que soit fixée l'indemnité exigible.

La requête de l'administration devra être déposée dans un délai maximum de huit ans à dater de la publication des actes administratifs prévus à l'article 60.

Les règles de procédure fixées par les articles 45 et 47 du titre I de la présente loi sont applicables à ces instances.

L'appel est toujours possible.

Article 63 : Pour fixer le montant de l'indemnité, le tribunal détermine:

1° la valeur de l'immeuble avant l'annonce ou le commencement des travaux ou opérations publics ;

2° la valeur de l'immeuble au jour de la requête ;

3° éventuellement, l'augmentation de la valeur résultant de facteurs de plus-value étrangers aux travaux ou aux opérations publics.

Chacun des éléments visés aux paragraphes 1°, 2° et 3° ci-dessus donne lieu à la fixation d'un chiffre.

Article 64 : L'indemnité fixée par accord ou judiciairement est recouvrée comme en matière d'impôts directs. Toutefois, le juge ou, dans le cas d'accord, les parties peuvent décider d'échelonner le paiement sur dix années au maximum. Dans ce cas, le jugement ou l'accord doit conférer à la collectivité intéressée une hypothèque sur les biens immatriculés du redevable qui ont bénéficié de l'augmentation de valeur ayant donné lieu à l'indemnité.

Les sommes non acquittées au comptant ne sont pas productives d'intérêts. Le défaut de paiement d'une échéance fait perdre de plein droit au redevable le bénéfice du terme.

Article 65 : Tout redevable de l'indemnité peut se libérer en délaissant tout ou partie des immeubles qui ont bénéficié de plus-value.

Les immeubles ainsi donnés en paiement ne peuvent être admis pour une valeur supérieure à celle qui leur a été reconnu soit à la date de l'accord, soit à la date de la requête, pour la fixation de l'indemnité.

**Article 66** : Si la plus-value intéresse une propriété qui a fait l'objet d'une expropriation partielle, l'indemnité de plus-value et éventuellement diminuée du montant de la somme imputée sur l'indemnité d'expropriation en vertu du paragraphe 4° de l'article 20 ci-dessus.

Titre IV : Dispositions Transitoires et d'application

Article 67 : Les dispositions de la présente loi sont applicables aux procédures d'expropriation ayant fait l'objet d'un acte déclaratif d'utilité publique antérieurement à la publication de la présente loi et qui, à cette dernière date, n'ont pas donné lieu au dépôt de la requête introductive d'instance prévue par l'article 14 du dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, tel qu'il a été modifié et complété.

Article 68 : Les dispositions de la présente loi sont au applicables à toutes les instances pendantes devant les tribunaux sans que les actes, formalités ou décisions régulièrement intervenu antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente aient à être renouvelés.

Article 69 : Les références aux dahirs des 9 chaoual 1332 (21 août 1914) et 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire contenues dans les textes législatifs et réglementaires, s'appliquent de plein droit aux dispositions correspondantes de la présente loi.

Article 70 : Sont abrogés:

- le dahir du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire, tel qu'il a été modifié et complété ;
- le dahir du 25 hija 1345 (25 juin 1927) relatif à l'immatriculation des immeubles ayant fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique;
- le dahir du 25 jourmada II 1357 (22 août 1938) fixant la répartition des dépens en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- l'arrêté viziriel du 21 safar 1374 (20 octobre 1954) fixant la superficie maximum des parcelles dont les propriétaires sont en droit d'exiger l'acquisition, en vertu de l'article 19 du dahir précité du 26 jourmada II 1370 (3 avril 1951).

Article 2 : Le présent dahir sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Fès, le 11 rejeb 1402 (6 mai 1982).

Pour contreseing:Le Premier ministre, Maati Bouabid.

# Annexe C

Procédure Opérationnelle de la Banque Mondiale PO 4.12

Le présent document est la traduction du texte anglais de la **OP 4.12, « Involuntary Resettlement »**, en date de **décembre 2001**, qui contient la formulation de cette directive qui a été approuvée par la Banque mondiale. En cas de divergence entre le présent document et la version anglaise de la **OP 4.12**, en date de **décembre 2001**, c'est le texte anglais qui prévaudra.

## Réinstallation involontaire de personnes

1. L'expérience de la Banque<sup>1</sup> montre que, si elle n'est pas bien organisée, la réinstallation involontaire intervenant dans le cadre des projets de développement engendre souvent de graves problèmes économiques, sociaux et environnementaux : les systèmes de production sont démantelés ; les populations voient leurs moyens de production s'amenuiser ou perdent leurs sources de revenu ; elles sont relocalisées dans des environnements où leurs techniques de production risquent d'être moins performantes et la compétition sur les ressources plus forte ; les structures communautaires et les réseaux sociaux sont affaiblis ; les groupes de parenté sont dispersés ; l'identité culturelle, l'autorité traditionnelle et les possibilités d'entraide sont amoindries ou ruinées. Cette politique renferme des sauvegardes pour affronter et réduire ces risques d'appauvrissement. .

### Objectifs de la politique

2. Si des mesures appropriées ne sont pas soigneusement planifiées et mises en œuvre, la réinstallation involontaire peut provoquer des conséquences dommageables sur le long terme, un appauvrissement et des dommages environnementaux. C'est pour quoi les objectifs globaux de la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire sont les suivants :

- a) On s'efforcera d'éviter, dans la mesure du possible, ou de minimiser la réinstallation involontaire en étudiant toutes les alternatives réalisables dans la conception du projet<sup>2</sup>.
- b) Lorsqu'un déplacement de population est inévitable, les activités de réinstallation devront être conçues et exécutées sous la forme de programmes de développement procurant aux personnes déplacées par le projet suffisamment de moyens d'investissement pour leur permettre de bénéficier des avantages du projet. Les populations déplacées<sup>3</sup> devront être consultées de

- 
1. « Banque » inclut l'IDA ; « prêts » englobe les crédits, les garanties, les avances et dons accordés au titre du Fonds de préparation de projet (PPF) ; et « projets » inclut toutes les opérations financées dans le cadre a) des Prêts-programmes évolutifs ; b) des Prêts au développement des connaissances et à l'innovation ; c) du PPF et du Fonds de développement institutionnel (IDF), s'ils incluent des activités d'investissement ; d) des dons au titre du Fonds pour l'environnement mondial et du Protocole de Montréal, pour lesquels la Banque est agent d'exécution ; et e) des dons ou prêts fournis par d'autres bailleurs et administrés par la Banque. Le terme « projet » n'englobe pas les programmes d'ajustement financés par des prêts à l'ajustement. « Emprunteur » englobe également, quand la situation l'impose, le garant ou l'agence chargée de l'exécution du projet.
  2. Lors de l'élaboration d'approches pour la réinstallation dans le cadre de projets appuyés par l'Institution, il faudra prendre en compte d'autres politiques pertinentes de la Banque, comprenant la [PO 4.01, Évaluation environnementale](#) ; la [PO 4.04, Habitats naturels](#) ; la [PO 4.11, Sauvegarder la propriété culturelle dans les projets appuyés par la Banque](#) ; la [DO 4.20, Populations autochtones](#).
  3. Le terme « personnes déplacées » fait référence aux personnes affectées d'une des manières décrites au par. 3 de cette PO.

*Ces politiques ont été préparées à l'intention du personnel de la Banque mondiale et ne traitent pas nécessairement le sujet en question de manière exhaustive.*

manière constructive et avoir la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation.

- c) Les personnes déplacées devront être aidées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence et de leur niveau de vie, ceux-ci étant considérés, en terme réels, aux niveaux qui prévalaient au moment de la phase précédant le déplacement ou celle de la mise en œuvre du projet, selon la formule la plus avantageuse<sup>4</sup>.

---

4. Les populations déplacées relevant du par. 3 b) devront être aidées dans leur effort d'amélioration ou de reconstitution de leurs moyens d'existence, et ce d'une manière préservant la viabilité des parcs et aires protégées.

**Note :** Les PO et PB 4.12 remplacent à elles deux la DO 4.30, *Réinstallation involontaire*. Ces PO et PB s'appliquent à tous les projets soumis à un Examen du concept du projet effectué le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ou après cette date. Toute question peut être adressée au directeur du Département du développement social (SDV).

*Ces politiques ont été préparées à l'intention du personnel de la Banque mondiale et ne traitent pas nécessairement le sujet en question de manière exhaustive.*

### Impacts couverts par la politique

3. Cette politique couvre les conséquences économiques et sociales directes<sup>5</sup> qui, tout à la fois, résultent de projets d'investissement financés par la Banque<sup>6</sup> et sont provoquées par :

- a) le retrait involontaire<sup>7</sup> de terres<sup>8</sup> provoquant
  - i) une relocalisation ou une perte d'habitat ;
  - ii) une perte de biens ou d'accès à ces biens ; ou
  - iii) une perte de sources de revenu ou de moyens d'existence, que les personnes affectées aient ou non à se déplacer sur un autre site ; ou
- b) la restriction involontaire de l'accès<sup>9</sup> à des parcs définis comme tels juridiquement, et à des aires protégées entraînant des conséquences négatives sur les moyens d'existence des personnes déplacées.

4. Cette politique s'applique à toutes les composantes du projet entraînant une réinstallation involontaire, quelle que soit la source de financement de celui-ci. Elle s'applique également aux autres activités donnant lieu à une réinstallation involontaire, qui, aux yeux de la Banque, sont a) directement et significative en relation avec le projet financé par la Banque ; b) nécessaires pour atteindre les objectifs tels qu'ils ont été fixés dans le document du projet ; et c) réalisées, ou planifiées pour être réalisées, en parallèle avec le projet.

5. Les demandes de conseil sur les modalités et le champ d'application de la présente politique devront être adressées au Comité de réinstallation (Resettlement Committee) (voir [PB 4.12](#), par. 7)<sup>10</sup>.

5. S'il existe des impacts sociaux ou économiques négatifs indirects, l'Emprunteur établira une bonne pratique en entreprenant une évaluation sociale et en mettant en œuvre des mesures pour minimiser et atténuer ces impacts, en visant notamment les pauvres et les groupes vulnérables. D'autres impacts environnementaux, sociaux et économiques ne résultant pas du retrait des terres peuvent être identifiés et traités par le biais d'évaluations environnementales et autres rapports et instruments du projet.
6. La présente politique ne s'applique pas aux restrictions d'accès à des ressources naturelles nées de projets communautaires — par ex., dans le cas où une communauté utilisant les ressources décide d'en restreindre l'accès — à condition qu'une évaluation satisfaisante pour la Banque établisse que le processus communautaire de prise de décision soit approprié et qu'il permette l'identification des mesures propres à atténuer les impacts négatifs, s'il en est, sur les membres vulnérables de la communauté. Cette politique ne couvre pas non plus les réfugiés à la suite de catastrophes naturelles, de conflits armés ou de guerres civiles (voir [PO/PB 8.50](#), *Emergency Recovery Assistance*).
7. Aux fins de cette politique, « involontaire » signifie les actions pouvant être entreprises sans que les personnes déplacées donnent leur consentement en toute connaissance de cause ni qu'elles aient la faculté d'exercer un choix.
8. « Terres » inclut tout ce qui pousse ou est édifié de manière permanente, tel que des bâtiments ou des cultures. Cette politique ne s'applique pas aux réglementations sur les ressources naturelles en vigueur à un niveau national ou régional pour encourager leur viabilité, telles que la gestion des bassins versants, la gestion des eaux souterraines, la gestion de la pêche, etc. La politique ne s'applique pas non plus aux conflits, dans le cadre de projets de réforme foncière, entre personnes privées, et ce, bien que la réalisation d'une évaluation sociale et la mise en œuvre de mesures pour minimiser et atténuer les impacts sociaux négatifs, particulièrement ceux affectant les pauvres et les groupes vulnérables, constitue une bonne pratique de la part de l'Emprunteur.
9. Aux fins de la présente politique, la restriction involontaire de l'accès couvre les restrictions pesant sur l'utilisation des ressources et qui sont imposées aux populations vivant en dehors du parc ou de l'aire protégée, ou à celles qui continuent à vivre dans le parc ou l'aire protégée pendant ou après l'exécution du projet. Dans les cas où la création de nouveaux parcs ou aires protégées est inhérente au projet, les personnes perdant leurs habitat, terres ou autres éléments d'actif relèvent également du par. 3 a).

### Mesures requises

6. Pour traiter les impacts relevant du par. 3 a) de cette politique, l'Emprunteur prépare un plan de réinstallation ou un cadre de politique de réinstallation (voir par. 25-30) qui couvre les éléments suivants :

- a) Le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation inclut les mesures garantissant que les personnes déplacées sont
  - i) informées des options qui leur sont ouvertes et des droits se rattachant à la réinstallation ;
  - ii) consultées, soumises à plusieurs choix et informées des alternatives réalisables aux plans technique et économique ; et
  - iii) pourvues rapidement d'une compensation effective au coût intégral de remplacement<sup>11</sup> pour les pertes de biens<sup>12</sup> directement attribuables au projet.
- b) Si une relocalisation physique figure au nombre des impacts, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation inclut des mesures garantissant que les personnes déplacées sont
  - i) pourvues d'une aide (telle que des indemnités de déplacement) pendant la réinstallation ; et
  - ii) pourvues de logements ou de terrains à bâtir, ou, selon les exigences posées, de terrains agricoles présentant une combinaison de potentiel productif, d'avantages géographiques et autres facteurs au moins équivalente aux avantages du site antérieur<sup>13</sup>.
- c) Lorsque cela s'avère nécessaire pour que les objectifs de la politique soient atteints, le plan de réinstallation ou le cadre de politique de réinstallation inclut également des mesures garantissant que les personnes déplacées sont

- 
- 10. Le Manuel de réinstallation (*Resettlement Sourcebook*) (à paraître) donne, au personnel, des conseils de bonne pratique sur cette politique.
  - 11. « Le coût de remplacement » est la méthode d'évaluation des éléments d'actif qui permet de déterminer le montant suffisant pour remplacer les pertes subies et couvrir les coûts de transaction. L'amortissement des équipements et moyens de production ne devra pas être pris en compte lors de l'application de cette méthode d'évaluation (pour une définition plus précise du coût de remplacement, voir annexe A, note de bas de page 1). S'agissant des pertes qu'il est difficile d'évaluer ou de compenser en termes monétaires (l'accès à des services publics, à des clients ou des fournisseurs ; ou à la pêche, au pâturage ou zones forestières, par ex.), on tente d'établir un accès à des ressources et sources de revenu équivalentes et culturellement acceptables. Lorsque la législation nationale ne prévoit pas une compensation d'un niveau correspondant au coût intégral de remplacement, la compensation au titre de la législation nationale est complétée par les mesures additionnelles permettant de combler l'écart avec le coût de remplacement en vigueur. Cette aide additionnelle n'entre pas dans le cadre de l'aide à la réinstallation à fournir au titre des autres clauses du par. 6.
  - 12. Si la partie restante du bien pris n'est pas économiquement viable, une compensation et autre forme d'aide à la réinstallation doivent être fournies comme si la totalité de l'actif avait été perdue.
  - 13. La fourniture de biens alternatifs sera assortie des dispositions foncières idoines. Le coût des logements, des terrains à bâtir, des locaux commerciaux, des terrains agricoles de remplacement à fournir peut être déduit de la compensation totale ou partielle payable en indemnisation de l'élément d'actif perdu correspondant.

- i) recipiendaires d'une aide après le déplacement, pour une période transitoire d'une durée fondée sur une estimation raisonnable du temps probable nécessaire au rétablissement de leurs moyens d'existence et de leurs revenus<sup>14</sup> ; et
- ii) pourvues d'une aide au développement qui s'ajouterait aux mesures de compensation décrites au paragraphe 6 a) iii), telles que la viabilisation des terrains, des mécanismes de crédit, la formation ou des créations d'emploi.

7. Dans les projets impliquant une restriction involontaire de l'accès à des parcs définis comme tels juridiquement ou à des aires protégées (voir par. 3b)), la nature des restrictions, aussi bien que le type des mesures nécessaires à en atténuer les impacts négatifs, est déterminée, lors de la conception et de l'exécution du projet, avec la participation des personnes déplacées. Dans ces cas-là, l'Emprunteur élabore un cadre fonctionnel acceptable par la Banque, décrivant le processus participatif régissant

- a) la préparation et la mise en œuvre des composantes spécifiques du projet ;
- b) la définition des critères d'éligibilité des personnes déplacées ;
- c) l'identification des mesures à prendre pour aider les personnes déplacées dans leurs efforts d'amélioration, ou du moins de rétablissement, de leurs moyens d'existence, ceux-ci étant considérés à leur juste valeur avec, en accompagnement, le souci de maintenir la viabilité du parc ou de l'aire protégée ; et
- d) la résolution des conflits potentiels impliquant des personnes déplacées.

Le cadre fonctionnel inclut également une description des dispositions prises pour la mise en œuvre et le suivi du processus.

8. Pour que les objectifs de cette politique soient atteints, on prêtera une attention particulière aux besoins des groupes vulnérables au sein des populations déplacées, notamment les personnes vivant en deçà du seuil de pauvreté, les travailleurs sans terre, les femmes et les enfants, les populations autochtones<sup>15</sup>, les minorités ethniques et toutes les autres personnes déplacées risquant de ne pas être protégées par la législation nationale relative à la compensation foncière.

9. L'expérience de la Banque montre que la réinstallation de populations autochtones disposant de modes de production traditionnels fondés sur la terre est particulièrement complexe et peut avoir des impacts négatifs significatifs sur leur identité et survie culturelle. Pour cette raison, la Banque s'assure que l'Emprunteur a étudié toutes les alternatives réalisables dans la conception du projet permettant d'éviter le déplacement physique de ces groupes. Lorsqu'il n'y a pas d'autre alternative que le déplacement, les stratégies de réinstallation de ces groupes — compatibles avec leurs priorités culturelles et préparées en concertation avec eux (voir annexe A, par. 11) — sur des terres à vocation agricole sont privilégiées (voir par. 11).

10. La mise en œuvre des activités de réinstallation est connexe à l'exécution de la composante investissement du projet pour faire en sorte que le déplacement ou la restriction d'accès n'intervient pas

14. Un tel appui peut prendre la forme d'emplois temporaires, d'aide alimentaire, de dispositifs de maintien du salaire ou autres mesures similaires.

15. Voir [DO 4.20](#), *Populations autochtones*.

avant que les mesures nécessaires à la réinstallation soient en place. En ce qui concerne les impacts relevant du par. 3 a) de cette politique, ces mesures incluent la fourniture, avant que le déplacement n'intervienne, d'une compensation et des autres formes d'assistance requises pour la relocalisation, ainsi que la préparation et l'attribution de terrains de réinstallation assortis des équipements appropriés, là où cela est requis. La prise des terres et des biens qui lui sont attachés, notamment, ne peut se faire qu'après le versement de l'indemnisation et, là où cela s'applique, la fourniture aux personnes déplacées de terrains de réinstallation et d'indemnités de déplacement. Pour ce qui est des impacts relevant du par. 3 b) de cette politique, les mesures d'aide aux personnes déplacées sont mises en œuvre en concordance avec le plan d'action en tant que partie intégrante du projet (voir par. 30).

11. Les stratégies de réinstallation sur des terres devront être privilégiées en ce qui concerne des populations déplacées dont les moyens d'existence sont tirés de la terre. Ces stratégies peuvent inclure la réinstallation sur des terres domaniales (voir note de bas de page 1, ci-dessus), ou sur des terrains privés acquis ou achetés en vue de la réinstallation. À chaque fois que des terres de substitution sont proposées, les terrains fournis aux personnes réinstallées doivent afficher une combinaison de potentiel productif, d'avantages géographiques et autres facteurs au moins équivalente aux avantages des terres soustraites. Si les personnes déplacées choisissent une autre option que l'attribution de terres à vocation agricole, si la fourniture de terres porte préjudice à la viabilité d'un parc ou d'une aire protégée<sup>16</sup>, ou s'il n'y a pas suffisamment de terres disponibles à un coût raisonnable, il faudra proposer des options non foncières fondées sur des perspectives d'emploi ou de travail indépendant qui s'ajouteront à une indemnisation en espèces pour la terre et autres moyens de production perdus. L'absence de terrains à vocation agricole appropriés doit être prouvée et documentée de manière satisfaisante pour la Banque.

12. Le paiement en espèces d'une compensation pour perte de biens est acceptable dans les cas où a) les moyens d'existence étant tirés des ressources foncières, les terres prises par le projet ne représentent qu'une faible fraction<sup>17</sup> de l'actif affecté et le reste de l'actif est économiquement viable ; b) des marchés actifs existent pour les terres, les logements et le travail, les personnes déplacées utilisent de tels marchés et il y a une offre disponible suffisante de terres et d'habitations ; où enfin c) les moyens d'existence ne sont pas fondés sur les ressources foncières. Les niveaux de compensation en espèces devront être suffisants pour financer le remplacement des terrains perdus et autres actifs au coût intégral de remplacement sur les marchés locaux.

13. Pour les impacts mentionnés au par. 3 a) de la présente politique, la Banque requiert également ce qui suit :

- a) Les personnes déplacées et leurs communautés, ainsi que les communautés hôtes les accueillant, reçoivent, à temps, , une information pertinente, sont consultées sur les diverses options de réinstallation, et se voient offrir des possibilités de participation à la planification, la mise en œuvre, et le suivi de la réinstallation. Des mécanismes appropriés et accessibles d'expression des doléances sont mis en place pour ces groupes.
- b) Sur les sites de réinstallation, ou dans les communautés hôtes, l'infrastructure et les services publics sont fournis en tant que de besoin, afin d'améliorer, reconstituer, ou maintenir l'accessibilité des personnes déplacées et des communautés hôtes aux services et les niveaux de ceux-ci. Des ressources alternatives ou comparables sont fournies pour compenser la perte d'accès aux ressources

16. Voir PO 4.04, *Habitats naturels*.

17. D'une manière générale, ce principe s'applique aux cas où les terres retirées constituent moins de 20% de la zone productive totale.

communautaires (telles que les zones piscicoles, les zones de pâturage, les ressources énergétiques ou les fourrages).

- c) Les formes d'organisation communautaires adaptées aux nouvelles circonstances sont fonction des choix exercés par les personnes déplacées. Dans la mesure du possible, les structures sociales et culturelles existantes des personnes réinstallées, ainsi que des communautés hôtes, sont préservées, et les préférences des personnes réinstallées, pour ce qui est de la relocalisation au sein de communautés et groupes préexistants, sont respectées.

#### **Eligibilité pour recevoir une aide<sup>18</sup>**

14. Une fois la nécessité d'une réinstallation involontaire reconnue, pour un projet donné, l'Emprunteur conduit un recensement pour identifier les personnes susceptibles d'être affectées par le projet (voir annexe A, par. 6 a)), et ainsi déterminer qui sera éligible pour une aide et par là-même décourager l'arrivée massive de personnes non éligibles. L'Emprunteur met également au point une procédure, acceptable par la Banque, visant à établir les critères d'éligibilité des personnes déplacées aux fins de compensation et autre aide à la réinstallation. La procédure comprend des provisions pour effectuer des consultations de portée significative avec les personnes affectées et les communautés, les autorités locales, et, en tant que de besoin, les Organisations non gouvernementales (ONG) ; et elle spécifie les mécanismes de recours pour le traitement des doléances.

---

18. Les par. 13-15 ne s'appliquent pas aux impacts couverts par le par. 3 b) de la présente politique. Les critères d'éligibilité des personnes déplacées sous 3 b) sont énoncés dans le cadre fonctionnel (voir par. 7 et 30).

15. *Critères d'éligibilité.* Les personnes déplacées peuvent appartenir à l'une des trois catégories suivantes :

- a) les détenteurs d'un droit formel sur les terres (y compris les droits coutumiers et traditionnels reconnus par la législation du pays) ;
- b) celles qui n'ont pas de droit formel sur les terres au moment où le recensement commence, mais qui ont des titres fonciers ou autres — sous réserve que de tels titres soient reconnus par les lois du pays ou puissent l'être dans le cadre d'un processus identifié dans le plan de réinstallation (voir annexe A, par. 7 f)) ; et<sup>19</sup>
- c) celles qui n'ont ni droit formel ni titres susceptibles d'être reconnus sur les terres qu'elles occupent.

16. Les personnes relevant des par. 15 a) et b) reçoivent une compensation pour les terres qu'elles perdent, ainsi que toute autre aide prévue au par.6. Les personnes relevant du par.15 c) reçoivent une aide à la réinstallation<sup>20</sup> en lieu et place de la compensation pour les terres qu'elles occupent, et toute autre aide, en tant que de besoin, aux fins d'atteindre les objectifs énoncés dans la présente politique, à la condition qu'elles aient occupé les terres dans la zone du projet avant une date limite fixée par l'Emprunteur et acceptable par la Banque<sup>21</sup>. Les personnes occupant ces zones après la date limite n'ont droit à aucune compensation ni autre forme d'aide à la réinstallation. Toutes les personnes relevant des par.15 a), b), ou c) reçoivent une compensation pour la perte d'éléments d'actif autres que le foncier.

#### **Planification, mise en œuvre et suivi de la réinstallation**

17. Pour atteindre les objectifs de cette politique, plusieurs outils de planification peuvent être utilisés selon le type de projet :

- a) un plan de réinstallation, ou un plan succinct de réinstallation, est requis, sauf exception (voir par.25 et annexe A), pour toutes les opérations impliquant une réinstallation involontaire ;
- b) un cadre de politique de réinstallation est requis, sauf exception, pour les opérations mentionnées aux par. 26-30, susceptibles d'entraîner une réinstallation involontaire (voir annexe A) ; et
- c) un cadre procédural est préparé pour les projets impliquant une restriction d'accès telle que décrite en par.3 b) (voir par.31).

18. L'Emprunteur est responsable de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi, selon les cas, d'un plan de réinstallation, cadre de politique de réinstallation, ou cadre procédural (les « instruments de

---

19. De tels titres peuvent provenir d'un détournement de bien, d'une possession permanente de terrains publics sans tentative d'expulsion de la part du gouvernement (autrement dit, avec assentiment tacite du gouvernement), ou de lois et us coutumiers ou traditionnels, .....

20. L'aide à la réinstallation peut se faire sous forme de foncier, autres éléments d'actif, versement d'espèces, emplois, ainsi de suite, en tant que de besoin.

21. Normalement, cette date limite est la date de début du recensement. Toutefois, cette date limite peut aussi être celle à laquelle la zone de projet a été finalisée, en préalable au recensement, pour autant que l'information sur la délimitation de la zone auprès du public ait été effective et que, par la suite, la diffusion systématique et permanente d'information évite un afflux supplémentaire de personnes.

réinstallation »), conformément à la présente politique. L'instrument de réinstallation présente une stratégie permettant de réaliser les objectifs de la politique et recouvre tous les aspects de la réinstallation proposée. L'engagement de l'Emprunteur, tout comme sa capacité, à mener à son terme, dans de bonnes conditions, la réinstallation, est un déterminant clé de l'implication de la Banque dans un projet.

19. La planification de la réinstallation comprend un examen préalable, un balayage des problèmes clés, le choix de l'instrument de réinstallation et l'information requise pour préparer la (sous-)composante de réinstallation. Le contenu et le niveau de détail des instruments de réinstallation dépendent de l'ampleur et de la complexité de la réinstallation. Pour préparer la composante de réinstallation, l'Emprunteur s'appuie sur les expertises sociale, technique et juridique appropriées, ainsi que sur les organisations communautaires et ONG pertinentes<sup>22</sup>. L'Emprunteur informe, le plus tôt possible, les personnes susceptibles d'être déplacées des aspects du projet liés à la réinstallation et recueille leurs avis en compte dans la conception du projet.

20. Les coûts intégraux des activités de réinstallation nécessaires à la réalisation des objectifs du projet sont inclus dans les coûts totaux du projet. Les coûts de réinstallation, à l'instar des coûts des autres activités du projet, sont considérés comme une charge à déduire des bénéfices économiques procurés par le projet ; et tout bénéfice net retiré par les personnes réinstallées (par rapport au scénario « sans-projet ») est ajouté aux flux de bénéfices apportés par le projet. Il n'est pas nécessaire que les composantes de réinstallation ou les opérations autonomes de réinstallation, soient économiquement rentables en elles-mêmes ; elles doivent toutefois être réalisées dans un souci de la meilleure utilisation des ressources disponibles et du coût/bénéfice.

21. L'Emprunteur s'assure que le Plan d'exécution du projet est en parfaite cohérence avec l'instrument de réinstallation.

22. La fourniture à la Banque par l'Emprunteur d'un avant-projet d'instrument de réinstallation conforme à la présente politique — ainsi que la mise de cet avant-projet à la disposition, dans un lieu accessible, des personnes déplacées et des ONG locales, sous une forme, d'une manière et dans une langue qui leur soient compréhensibles — constitue une condition à l'évaluation de projets impliquant une réinstallation. Dès que la Banque accepte cet instrument comme formant une base adéquate pour l'évaluation du projet, elle le met à disposition du public par le biais de son InfoShop. Dès lors que la Banque a approuvé l'instrument final de réinstallation, elle-même et l'Emprunteur le diffusent à nouveau de la même manière<sup>23</sup>.

23. Les obligations de l'Emprunteur de mettre en œuvre l'instrument de réinstallation et d'informer la Banque pour les progrès de sa mise en œuvre sont définis dans les accords juridiques relatifs au projet.

24. L'Emprunteur est responsable d'un suivi-évaluation adéquat des activités spécifiées dans l'instrument de réinstallation. La Banque supervise régulièrement l'exécution de la réinstallation afin de

---

22. Pour les projets à haut risque ou très controversés, ou qui impliquent des activités de réinstallation complexes et d'envergure, l'Emprunteur devra normalement engager un panel consultatif indépendant, comprenant des spécialistes de la réinstallation de stature internationale, afin de le conseiller sur tous les aspects du projet relevant des activités de réinstallation. La taille, le rôle, ainsi que la fréquence des réunions dépendront de la complexité de la réinstallation. Si des panels consultatifs techniques indépendants sont créés en application de la [PO 4.01](#), *Évaluation environnementale*, le panel de réinstallation peut faire partie du panel d'experts environnemental.

23. Voir [PB 17.50](#), *Diffusion de l'information opérationnelle* (à paraître) pour les procédures détaillées de diffusion de l'information.

déterminer la conformité avec l'instrument de réinstallation. Une fois le projet achevé, l'Emprunteur entreprend une évaluation ex-post pour déterminer si les objectifs de l'instrument de réinstallation ont été atteints. Cette évaluation prend en compte les résultats de l'enquête initiale et ceux du suivi de la réinstallation. Si l'évaluation conclut que les objectifs n'ont pas été pleinement atteints, l'Emprunteur doit proposer des mesures subséquentes qui serviront de base pour la poursuite de la supervision par la Banque, si cette dernière le juge nécessaire. (voir également [PB 4.12](#), par. 16).

### Instruments de réinstallation

#### *Plan de réinstallation*

25. Un projet de plan de réinstallation conforme à la présente politique est une condition à l'évaluation (voir [annexe A](#), par. 2-21) des projets cités au par. 17 a) ci-dessus<sup>24</sup>. Toutefois, là où les impacts sur l'ensemble des populations déplacées sont mineurs<sup>25</sup>, ou bien lorsque moins de 200 personnes sont déplacées, un plan succinct de réinstallation peut faire l'objet d'un accord avec l'Emprunteur (voir [annexe A](#), para 22). Les procédures de diffusion de l'information décrites au par. 22 s'appliquent.

#### *Cadre de politique de réinstallation*

26. Pour les opérations d'investissement sectorielles susceptibles d'impliquer une réinstallation involontaire, la Banque requiert que l'agence d'exécution du projet effectue un examen initial des sous-projets présentés au financement de la Banque, ceci afin d'assurer leur cohérence avec la présente PO. Pour ces opérations, l'Emprunteur soumet, avant l'évaluation, un cadre de politique de réinstallation conforme à la présente politique (voir [annexe A](#), par. 23-25). Ce cadre comporte, autant que faire se peut, une estimation de la population totale à déplacer, ainsi que les coûts d'ensemble de la réinstallation.

27. Pour les opérations conduites par des intermédiaires financiers et impliquant une réinstallation involontaire, la Banque requiert que l'intermédiaire financier (FI) procède à un examen initial des sous-projets présentés au financement de la Banque, dans le but d'assurer leur cohérence avec la présente PO. Pour ces opérations, la Banque exige de l'Emprunteur ou du FI qu'il soumette à la Banque, avant l'évaluation, un cadre de politique de réinstallation se conformant à la présente politique (voir [annexe A](#), par. 23-25). De plus, ce cadre doit inclure une évaluation de la capacité institutionnelle et des procédures de chacun des FI responsables du financement des sous-projets. Lorsque, selon l'appréciation de la Banque, aucune réinstallation n'est envisagée dans les sous-projets susceptibles d'être financés par le FI, un cadre de politique de réinstallation n'est pas requis ; ce sont alors les accords juridiques qui, dans le cas d'un sous-projet donnant lieu à une réinstallation, spécifient l'obligation faite aux FI d'obtenir des sous-Emprunteurs potentiels un plan de réinstallation cohérent avec la présente politique. Pour tout sous-projet impliquant une réinstallation, le plan de réinstallation est fourni pour approbation à la Banque avant que le sous-projet ne soit éligible au financement par la Banque.

- 
24. Il est possible de faire une exception à cette exigence dans des circonstances fortement inhabituelles (comme des opérations d'interventions d'urgence) sous réserve de l'approbation par la Direction de la Banque (voir [PB 4.12](#), par. 8). Dans de tels cas, l'approbation par la Direction doit stipuler un calendrier et un budget de mise en œuvre du plan de réinstallation.
25. Les impacts sont jugés « mineurs » si les personnes affectées ne sont pas déplacées physiquement et/ou si moins de 10% de leurs éléments d'actif sont perdus.



28. Pour les autres projets appuyés par la Banque et comprenant de multiples sous-projets<sup>26</sup> susceptibles d'impliquer une réinstallation involontaire, la Banque requiert qu'un projet de plan de réinstallation conforme à la présente politique lui soit soumis avant l'évaluation dudit projet à moins que, en raison de la nature et de la conception du projet ou des sous-projets spécifiques, a) il ne soit impossible de déterminer la zone d'impact des sous-projets, ou b) la zone d'impact ne soit connue, mais sans précision de ses délimitations. Dans de tels cas, l'Emprunteur soumet un cadre de politique de réinstallation cohérent avec la présente politique avant l'évaluation (voir *annexe A*, par. 23-25). Pour les autres sous-projets ne correspondant pas aux critères ci-dessus, un plan de réinstallation conforme à la présente politique est requis avant évaluation.

29. Pour chaque sous-projet inclus dans un projet susceptible d'impliquer une réinstallation, selon les modalités décrites au par. 26, 27, ou 28, la Banque requiert qu'un plan de réinstallation acceptable, ou un plan résumé de réinstallation, cohérent avec les éléments du cadre de politique, lui soit soumis pour approbation avant que le sous-projet ne soit éligible à financement par la Banque.

30. Pour les projets décrits aux par. 26-28 ci-dessus, la Banque peut accepter, par écrit, que les plans de réinstallation du sous-projet soient approuvés par l'organisme chargé de l'exécution du projet ou un organisme d'État compétent, ou encore un intermédiaire financier sans examen préalable par la Banque, si cet organisme fait la preuve de ses capacités institutionnelles à examiner les plans de réinstallation et à garantir leur conformité avec cette politique. Toute délégation de pouvoir de cette nature ainsi que les recours appropriés contre l'entité chargée de l'approbation des plans de réinstallation qui seraient jugés non conformes à la politique de la Banque sont stipulés dans les accords juridiques du projet. Dans tous les cas, la mise en œuvre des plans de réinstallation fait l'objet d'un examen ex post par la Banque.

#### *Cadre procédural*

31. Pour les projets impliquant une restriction d'accès aux termes du par. 3 b) ci-dessus, l'Emprunteur fournit à la Banque, comme condition à l'évaluation, un projet de cadre procédural se conformant aux éléments pertinents de cette politique. De plus, lors de la mise en œuvre du projet et avant que la restriction n'entre en vigueur, l'Emprunteur prépare un plan d'action, acceptable par la Banque, décrivant les mesures particulières à prendre, et les dispositions de leur application, pour aider les personnes déplacées. Le plan d'action pourra prendre la forme d'un plan de gestion des ressources naturelles préparé pour le projet.

#### **Aide apportée à l'Emprunteur**

32. Pour servir les objectifs de cette politique, la Banque peut, à la demande de l'Emprunteur, appuyer celui-ci et les autres entités concernées en :

- a) fournissant une assistance pour l'évaluation et le renforcement des politiques, stratégies, cadres juridiques et plans particuliers de réinstallation aux niveaux national, régional ou sectoriel ;

---

26. Dans l'objectif de ce paragraphe, le terme « sous-projets » inclut les composantes et sous-somposantes.

- b) finançant une assistance technique visant à renforcer les capacités des organismes chargés de la réinstallation ou des populations affectées pour qu'elles participent plus efficacement aux opérations de réinstallation ;
- c) finançant une assistance technique visant à l'élaboration des politiques, stratégies et plans particuliers de réinstallation et à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des activités de réinstallation ; et
- d) finançant les coûts d'investissement de la réinstallation.

33. La Banque peut financer soit une composante de l'investissement principal entraînant un déplacement et imposant une réinstallation, soit un projet autonome de réinstallation avec les conditionnalités croisées adéquates, développé et mis en œuvre en parallèle avec l'investissement provoquant le déplacement. La Banque peut financer la réinstallation même si elle ne finance pas l'investissement principal qui rend la réinstallation nécessaire.

34. La Banque ne fera aucun décaissement pour le paiement des compensations en espèces et de toute autre forme d'assistance payée en espèces ou encore pour couvrir le coût d'acquisition des terres pour les besoins de la réinstallation (y compris la compensation pour l'acquisition des terres pour les besoins du projet). La Banque peut toutefois financer le coût d'amélioration des terres associées aux activités de réinstallation.

# Politiques opérationnelles

Le présent document est la traduction du texte anglais de la **OP 4.12, Annexe A « Involuntary Resettlement Instruments »**, en date de **décembre 2001**, qui contient la formulation de cette directive qui a été approuvée par la Banque mondiale. En cas de divergence entre le présent document et la version anglaise de la **OP 4.12, Annexe A**, en date de **décembre 2001**, c'est le texte anglais qui prévaudra.

## Annexe A : Instruments de réinstallation involontaire

1. Cette annexe décrit les différents éléments d'un plan de réinstallation involontaire de personnes, d'un plan résumé, d'un cadre politique et d'un cadre fonctionnel de réinstallation, tels que présentés dans la PO 4.12, par. 17-31.

### Plan de réinstallation

2. Le contenu et le niveau de détail du plan de réinstallation varient selon l'ampleur et la complexité de la réinstallation. Le plan s'appuie sur des informations actualisées et fiables concernant a) les modalités de réinstallation proposées ainsi que son impact sur les personnes déplacées et les autres groupes ayant à en subir des conséquences négatives et b) les problèmes juridiques afférents à la réinstallation. Le plan de réinstallation couvre les éléments ci-dessous, en tant que de besoin. Tout élément jugé non pertinent au regard du contexte du projet doit être mentionné dans le plan de réinstallation.

3. *Description du projet.* Description générale du projet et identification de la zone d'implantation du projet.

4. *Impacts potentiels.* Identification:

- a) de la composante ou des activités du projet donnant lieu à la réinstallation ;
- b) de la zone d'impact de la composante ou des activités ;
- c) des alternatives envisagées pour éviter ou minimiser la réinstallation ; et
- d) des mécanismes mis en place pour minimiser la réinstallation, autant que faire se peut, pendant la mise en œuvre du projet.

5. *Objectifs.* Principaux objectifs du programme de réinstallation.

6. *Études socioéconomiques.* Conclusions des études socioéconomiques à conduire au cours des premières phases de la préparation du projet et avec la participation des populations susceptibles d'être déplacées, y compris :

- a) les résultats d'un recensement couvrant :
  - i) les occupants présents sur la zone affectée afin d'établir une base pour la conception du programme de réinstallation et d'exclure du droit à compensation et à l'aide à la réinstallation des populations venues s'installer dans la zone affectée par le déplacement après la décision de réaliser le projet et l'élaboration

## Politiques opérationnelles

---

- du recensement des populations éligibles à la réinstallation et autres compensations ;
- ii) les caractéristiques essentielles des ménages déplacés, y compris une description des systèmes de production, des types d'emploi et de l'organisation des ménages ; ainsi que l'information de base sur les moyens d'existence (y compris, en tant que de besoin, les niveaux de production et de revenu tiré à la fois des activités économiques formelles et informelles) et les niveaux de vie (y compris l'état sanitaire) des populations déplacées ;
  - iii) l'ampleur de la perte prévue — totale ou partielle — de biens et l'importance du déplacement, physique et économique ;
  - iv) l'information sur les groupes ou personnes vulnérables telle que stipulée dans la PO 4.12, par. 8, pour lesquels des dispositions particulières doivent être prises ; et
  - v) les dispositions pour actualiser, à intervalles réguliers, les données sur les moyens d'existence et les niveaux de vie des populations déplacées de manière à disposer de l'information la plus récente au moment de leur déplacement.
- b) Autres études décrivant les éléments suivants :
- i) le régime foncier et les systèmes de cession, y compris un inventaire des ressources naturelles possédées en commun dont les populations tirent leurs moyens d'existence ; des systèmes d'usufruit sans titre foncier (y compris la pêche, le pâturage ou l'utilisation des zones forestières) régis par des mécanismes d'attribution des terres reconnus localement ; et de tous les problèmes soulevés par les différents systèmes fonciers existants dans la zone du projet ;
  - ii) les systèmes d'interaction sociale dans les communautés affectées, y compris les réseaux sociaux et les systèmes de soutien social ainsi que les conséquences qu'ils auront à subir du projet ;
  - iii) l'infrastructure publique et les services sociaux qui seront touchés ; et
  - iv) les caractéristiques sociales et culturelles des communautés déplacées, y compris une description des institutions formelles et informelles (par ex., structures communautaires, groupes religieux, organisations non gouvernementales – ONG –) qu'il sera bon de prendre en compte dans la stratégie de consultation et lors de la conception et de la mise en œuvre des activités de réinstallation.
7. *Cadre juridique.* Conclusions de l'analyse du cadre juridique, couvrant :
- a) le champ d'application du droit d'expropriation et la nature de l'indemnisation qui lui est associée, à la fois en termes de méthode d'estimation et de calendrier de paiement ;
  - b) les procédures juridiques et administratives applicables, y compris la description des recours disponibles pouvant être mis en œuvre par les personnes déplacées dans une

## Politiques opérationnelles

procédure judiciaire, ainsi que les délais normaux pour de telles procédures; tout mécanisme alternatif de règlement des différends existant qui pourrait être utilisé pour résoudre les problèmes de réinstallation dans le cadre du projet ;

- c) la législation pertinente (y compris les droits coutumier et traditionnel) régissant le régime foncier, l'estimation des actifs et des pertes, celle de la compensation et les droits d'usage des ressources naturelles ; le droit coutumier sur les personnes relatif au déplacement ; ainsi que les lois sur l'environnement et la législation sur le bien-être social ;
  - d) les lois et règlements applicables aux organismes responsables de la mise en œuvre des activités de réinstallation ;
  - e) les différences ou divergences, s'il en est, entre la politique de la Banque en matière de réinstallation les lois régissant l'expropriation et la réinstallation, de même que les mécanismes permettant de résoudre les conséquences de telles différences ou divergences; et
  - f) toute disposition légale nécessaire à assurer la mise en œuvre effective des activités de réinstallation dans le cadre du projet, y compris, si c'est approprié, un mécanisme d'enregistrement des doléances sur les droits fonciers — incluant les doléances dérivant du droit coutumier et de l'usage traditionnel (voir PO 4.12, par.15 b).
8. *Cadre institutionnel*. Conclusions d'une analyse du cadre institutionnel couvrant :
- a) l'identification des organismes responsables des activités de réinstallation et des ONG pouvant avoir un rôle à jouer dans la mise en œuvre du projet ;
  - b) une évaluation des capacités institutionnelles de tels organismes et ONG ; et
  - c) toutes les dispositions proposées pour améliorer les capacités institutionnelles des organismes et ONG responsables de la mise en œuvre de la réinstallation.
9. *Éligibilité*. Recensement de la population déplacée et critères permettant de déterminer l'éligibilité à une compensation et toute autre forme d'aide à la réinstallation, y compris les dates appropriées d'interruption de l'aide.
10. *Estimation des pertes et de leur indemnisation*. Méthodologie d'évaluation des pertes à utiliser pour déterminer le coût de remplacement de celles-ci ; ainsi qu'une description des types et niveaux de compensation proposés dans le cadre du droit local, de même que toutes les mesures supplémentaires nécessaires pour parvenir au coût de remplacement des éléments d'actif perdus<sup>1</sup>.

---

1. Eu égard aux régime et structures fonciers, « le coût de remplacement » est défini comme suit : pour les terres agricoles, c'est la valeur marchande, avant le projet ou le déplacement — selon celle qui est la plus avantageuse — d'une terre d'un potentiel productif semblable ou utilisée similairement dans le voisinage de la terre concernée, plus le coût de mise en valeur de la terre à des niveaux équivalents à ceux de la terre concernée, plus les frais d'enregistrement et de cession. Pour des terrains en zone urbaine, c'est la valeur marchande, avant le déplacement, d'un terrain de taille égale et utilisé de manière similaire, avec des équipements et des services publics équivalents, et situé dans le voisinage des terrains concernés, plus le coût des frais d'enregistrement et de cession. S'agissant de maisons et autres structures, c'est le coût, au prix du marché, des matériaux nécessaires

# Politiques opérationnelles

11. *Mesures de réinstallation.* Description des programmes d'indemnisation et autres mesures de réinstallation qui permettront à chaque catégorie de personnes déplacées éligibles d'atteindre les objectifs de la politique (voir PO 4.12, par. 6). En plus d'une faisabilité technique et économique, les programmes de réinstallation devront être compatibles avec les priorités culturelles des populations déplacées, et préparés en consultation avec celles-ci.

12. *Sélection, préparation du site, et relocalisation.* Les différents sites possibles de relocalisation envisagés et argumentaire sur leur sélection, couvrant :

- a) les dispositions institutionnelles et techniques pour l'identification et la préparation des sites de relocalisation, ruraux ou urbains, représentant un mélange de potentiel productif, d'avantages géographiques et d'autres caractéristiques au moins équivalent aux avantages procurés par les sites occupés antérieurement, avec une évaluation du temps nécessaire à l'acquisition et à la cession des terres ainsi que des ressources auxiliaires ;
- b) toutes les mesures permettant de prévenir la spéculation foncière ou l'afflux de personnes non éligibles sur les sites sélectionnés ;
- c) les procédures de relocalisation physique dans le cadre du projet, y compris les calendriers de préparation du site et de transfert ; et
- d) les dispositions juridiques relatives à la régularisation du régime foncier et de transfert des titres aux personnes réinstallées.

13. *Logements, infrastructures et services sociaux.* Plans de fourniture (ou de financement de la fourniture aux personnes réinstallées) de logements, d'infrastructures (par ex., approvisionnement en eau, voies de liaison) et de services sociaux (par ex., écoles, services de santé)<sup>2</sup> ; plans visant à assurer des services comparables aux populations hôtes ; toute viabilisation des terrains, travaux d'ingénierie et plans architecturaux nécessaires pour ces équipements.

14. *Protection et gestion environnementales.* Description des limites de la zone de réinstallation ; et évaluation des impacts environnementaux de la réinstallation proposée<sup>3</sup> de

---

pour construire une structure de remplacement de qualité et dans une zone similaires ou supérieures à celles de la structure concernée — ou pour réparer une structure partiellement endommagée —, plus le coût de transport des matériaux de construction sur le site de l'édification, plus le coût du travail et les rémunérations des entrepreneurs, plus les frais d'enregistrement et de cession. L'amortissement du bien et la valeur des matériaux de récupération ne sont pas pris en compte dans le calcul du coût de remplacement, pas plus que la valeur des avantages tirés du projet n'est déduite de l'estimation du bien touché par le déplacement involontaire. Là où la loi nationale ne concorde pas avec la règle d'indemnisation au coût total de remplacement, l'indemnisation dans le cadre de la loi nationale est assortie de mesures additionnelles de manière à correspondre au coût de remplacement normalisé. Une telle aide complémentaire se distingue des mesures de réinstallation à appliquer dans le cadre des autres clauses énoncées dans la PO 4.12, par. 6.

2. La fourniture de services de soins de santé, en particulier aux femmes enceintes, aux nouveau-nés et aux personnes âgées peut être importante pendant et après la relocalisation pour prévenir les augmentations de la morbidité et de la mortalité dues à la malnutrition, à la détresse psychologique du déracinement et à un risque accru de maladie.
3. Les impacts négatifs devant être prévenus et atténués incluent, pour la réinstallation en milieu rural, la déforestation, le surpâturage, l'érosion des sols, un mauvais système sanitaire et la pollution ; pour la réinstallation en milieu urbain, les projets doivent prendre en compte des problèmes liés à la densité tels que les

# Politiques opérationnelles

même qu'une présentation des mesures d'atténuation et de gestion de ces impacts (en coordination, comme il se doit, avec l'évaluation environnementale du projet d'investissement principal requérant la réinstallation).

15. *Participation communautaire*. Implication des populations réinstallées et des communautés hôtes<sup>4</sup>, incluant :

- a) une description de la stratégie de consultation des personnes réinstallées ainsi que des communautés hôtes et de participation de celles-ci à la conception et à la mise en œuvre des activités de réinstallation ;
- b) un résumé des points de vue exprimés et de la manière dont ces vues ont été prises en compte dans la préparation du plan de réinstallation ;
- c) un examen des alternatives de réinstallation présentées et des choix faits par les personnes déplacées en regard des options qui s'offraient à elles, y compris les choix relatifs : aux formes de compensation et d'aide à la réinstallation ; aux modalités de relocalisation en tant qu'entité familiale ou que partie d'une communauté préexistante ou d'un groupe apparenté ; à la conservation des systèmes d'organisation collective existants ; et au maintien de l'accès au patrimoine culturel (par ex., lieux de culte, centres de pèlerinage, cimetières)<sup>5</sup> ; et
- d) les canaux institutionnalisés par lesquels les populations déplacées peuvent communiquer leurs préoccupations aux autorités du projet tout au long de la planification et de la mise en œuvre, ainsi que les mesures prises pour s'assurer que les groupes vulnérables comme les populations autochtones, les minorités ethniques, les travailleurs sans terre et les femmes sont correctement représentés.

16. *Intégration avec les populations hôtes*. Mesures d'atténuation de l'impact de la réinstallation sur les communautés hôtes, incluant :

- a) des consultations avec les communautés hôtes et les autorités locales ;
- b) les dispositions prises pour que les populations hôtes puissent soumissionner rapidement pour toute indemnisation due au regard des terres ou autres moyens de production fournis aux personnes réinstallées ;
- c) les modalités de règlement des conflits pouvant surgir entre les personnes réinstallées et les communautés hôtes ; et
- d) toutes les mesures nécessaires à l'amélioration des services (par ex., éducation, eau, santé et services de production) dans les communautés hôtes pour rendre leur niveau au moins équivalent à celui des services mis à disposition des personnes réinstallées.

---

capacités des moyens de transport, l'accès à l'eau potable, les systèmes d'assainissement et les équipements sanitaires.

4. L'expérience montre que les ONG locales fournissent souvent une aide importante et assurent une participation communautaire viable.

5. NPO 11.03, *Gestion de la propriété culturelle dans les projets financés par la Banque*.

# Politiques opérationnelles

17. *Procédures de recours.* Procédures d'un coût abordable et à la portée de tous pour le règlement par une tierce partie des différends nés de la réinstallation; ces mécanismes de recours doivent prendre en compte l'existence de recours devant les tribunaux et les mécanismes de règlement communautaire et traditionnel"

18. *Responsabilités organisationnelles.* Cadre organisationnel d'exécution de la réinstallation, y compris l'identification des organismes responsables de l'élaboration des mesures et de la prestation des services ; dispositions prises pour assurer une coordination adéquate entre les organismes et les juridictions impliqués dans l'exécution ; et toute mesure (incluant l'assistance technique) nécessaire au renforcement des capacités des organismes à concevoir et déployer les activités de réinstallation ; modalités de transfert des prérogatives de gestion des équipements et services fournis par le projet aux autorités locales ou aux personnes réinstallées elles-mêmes, ainsi que pour le transfert d'autres responsabilités semblables assumées par les organismes chargés de l'exécution de la réinstallation, si approprié.

19. *Calendrier d'exécution.* Calendrier d'exécution couvrant toutes les activités de réinstallation, depuis la préparation jusqu'à la mise en œuvre, y compris les dates prévues auxquelles les personnes réinstallées ainsi que les populations hôtes jouiront effectivement des bénéfices escomptés et auxquelles les différentes formes d'assistance cesseront. Le calendrier devra indiquer les liens entre les activités de réinstallation et l'exécution du projet d'ensemble.

20. *Coûts et budget.* Tableaux indiquant les estimations de coût détaillées pour toutes les activités de réinstallation, incluant des provisions pour inflation, croissance démographique et autres imprévus ; le calendrier des dépenses ; l'origine des fonds ; et les mesures prises pour la mise à disposition des fonds en temps opportun ainsi que, le cas échéant, le financement de la réinstallation dans les zones extérieures à la juridiction des organismes chargés de l'exécution.

21. *Suivi et évaluation.* Dispositifs de suivi des activités de réinstallation par l'organisme chargé de l'exécution, complétés par une expertise d'intervenants indépendants pour autant que la Banque la juge nécessaire pour assurer une information complète et objective ; indicateurs de suivi de la performance pour mesurer les intrants, les réalisations et les résultats des activités de réinstallation ; participation des populations déplacées au processus de suivi ; évaluation des conséquences de la réinstallation sur une période de temps significative suivant la relocalisation une fois celle-ci et les activités de développement connexes totalement effectuées ; utilisation des résultats du suivi de la réinstallation pour orienter la mise en œuvre des activités ultérieures.

## Plan résumé de réinstallation

22. Un plan résumé recouvre au minimum les éléments suivants<sup>6</sup> :

- a) une enquête démographique sur les personnes déplacées et une estimation de leurs actifs;
- b) une description de la compensation et d'autre forme d'aide à la réinstallation à fournir ;

---

6. Dans le cas où certaines personnes déplacées perdent plus de 10 % de leurs moyens de production ou doivent être physiquement relocalisées, le plan contient également une enquête socioéconomique et des mesures de reconstitution du revenu.

# Politiques opérationnelles

- c) des consultations avec les populations déplacées sur les alternatives acceptables ;
- d) la responsabilité institutionnelle de l'exécution et les procédures permettant de réparer les préjudices;
- e) les dispositions prises pour le suivi et la mise en œuvre ; et
- f) un calendrier et un budget.

## Cadre de politique de réinstallation

23. L'objectif du cadre politique est de clarifier les principes guidant la réinstallation, les dispositions organisationnelles et les critères conceptuels devant être appliqués aux sous-projets à préparer pendant l'exécution du projet (voir PO 4.12, par. 26-28). Les plans de sous-projet de réinstallation, une fois mis en cohérence avec le cadre politique, sont soumis à la Banque pour approbation après que les données spécifiques sur la planification ont été rendues disponibles (voir PO 4.12, par. 29).

24. Le cadre politique de réinstallation couvre les éléments suivants, en cohérence avec les indications décrites aux par. 2 et 4 de la PO 4.12 :

- a) une brève description du projet et des composantes imposant une acquisition foncière et une réinstallation, ainsi qu'une explication de l'impossibilité de préparer un plan de réinstallation ou un plan abrégé tels que décrits respectivement aux par. 2-21 et au par.22 à l'heure de l'évaluation du projet ;
- b) les principes et objectifs régissant la préparation et l'exécution de la réinstallation ;
- c) une description du processus de préparation et d'approbation des plans de réinstallation ;
- d) une estimation du nombre de personnes déplacées et, dans la mesure du possible, les catégories auxquelles elles ont toutes les chances d'appartenir ;
- e) les critères d'appartenance pour la définition des différentes catégories de personnes déplacées ;
- f) un cadre juridique examinant l'adéquation entre les lois et réglementations du pays emprunteur et les exigences requises par la politique de la Banque ainsi que les mesures proposées pour résoudre les différences et/ou les divergences;
- g) les méthodes d'évaluation des éléments d'actif affectés ;
- h) les procédures organisationnelles pour l'attribution des droits, y compris, pour les projets associant des intermédiaires relevant du secteur privé, les responsabilités des intermédiaires financiers, du gouvernement et du promoteur privé ;
- i) une description du processus d'exécution, mettant en relation la mise en œuvre de la réinstallation avec les travaux de génie civil ;
- j) une description des mécanismes de réparation des préjudices ;

## Politiques opérationnelles

- k) une description des dispositifs de financement de la réinstallation, incluant la préparation et l'examen des coûts estimés, les flux financiers et les provisions pour imprévus ;
- l) une description des mécanismes envisagés pour consulter, lors de la planification, de l'exécution et du suivi, les populations déplacées et les faire participer à ces phases ; et
- m) les dispositifs de suivi par l'organisme chargé de l'exécution et, si requis, par des intervenants indépendants.

25. Lorsque le cadre de politique de réinstallation est le seul document à soumettre comme condition à l'obtention du prêt, il n'est pas nécessaire que le plan de réinstallation à soumettre comme condition au financement du sous-projet contienne les principes politiques, les droits et critères d'éligibilité, les dispositions organisationnelles, les dispositifs de suivi-évaluation, le cadre participatif, non plus que les mécanismes de réparation des torts figurant dans le cadre de politique de réinstallation. Le plan relatif au sous-projet spécifique de réinstallation doit contenir les résultats du recensement de base et de l'enquête socioéconomique ; les taux et modalités de compensation précisément explicités ; les droits politiques liés à tout impact additionnel identifié par le biais du recensement ou de l'enquête ; une description des sites de réinstallation et des programmes d'amélioration ou de reconstitution des moyens d'existence et des niveaux de vie ; le calendrier de mise en œuvre des activités de réinstallation ; et une estimation détaillée des coûts.

### Cadre fonctionnel

26. Un cadre fonctionnel est élaboré lorsque des projets appuyés par la Banque risquent de provoquer une restriction d'accès aux ressources naturelles renfermées par des parcs classés ou des aires protégées. Le cadre fonctionnel a pour but de mettre en place un processus par lequel les membres de communautés potentiellement affectées participent à la conception des composantes d'un projet, à la détermination des mesures nécessaires à la concrétisation des objectifs de la politique de réinstallation, ainsi qu'à l'exécution et au suivi des activités correspondantes du projet (voir PO 4.12, par. 7 et 31).

27. Plus précisément, le cadre fonctionnel décrit les processus participatifs par lesquels les activités suivantes sont entreprises :

- a) *Les composantes du projet seront préparées et mises en œuvre.* Le document devra décrire le projet et les composantes ou activités risquant d'impliquer des restrictions nouvelles ou plus draconiennes sur l'utilisation des ressources naturelles. Il devra également exposer le processus par lequel les personnes susceptibles d'être déplacées participent à la conception du projet.
- b) *Les critères d'éligibilité des personnes affectées seront définis.* Le document devra stipuler que les communautés susceptibles d'être affectées seront associées à l'identification de tout impact négatif, à l'évaluation de l'importance des impacts et à l'établissement des critères d'éligibilité pour bénéficier des mesures nécessaires d'atténuation ou de compensation.
- c) *Les mesures prises pour aider les populations affectées dans leur effort d'amélioration ou de reconstitution de leurs moyens d'existence — en termes réels — et a leur niveau d'avant la installation tout en veillant a maintenir le développement durable du parc*

## Politiques opérationnelles

---

*ou de l'aire protégée.* Le document devra décrire les méthodes et procédures auxquelles recourront les communautés pour identifier et choisir les mesures possibles d'atténuation ou de compensation à appliquer aux personnes ayant à subir des conséquences négatives, ainsi que les procédures qu'utiliseront les membres des communautés affectées pour exercer un choix parmi les options s'ouvrant à eux.

- d) *Les éventuels conflits surgissant entre les communautés affectées ou en leur sein seront réglés de même que les réclamations.* Le document décrira le processus de règlement des conflits relatifs aux restrictions imposées sur l'utilisation des ressources risquant de surgir entre et au sein des communautés affectées ainsi que les doléances pouvant provenir de membres de communautés insatisfaits des critères d'éligibilité, des mesures de planification collective ou de l'exécution elle-même.

Le cadre fonctionnel décrira, de surcroît, les dispositions concernant les éléments suivants :

- e) *Les procédures administratives et juridiques.* Le document passera en revue les accords auxquels il a été parvenu sur l'approche méthodologique avec les juridictions administratives pertinentes et les ministères en lice (incluant une définition claire des responsabilités administratives et financières dans le cadre du projet).
- f) *Les dispositifs de suivi.* Le document devra traiter des dispositions mises en place pour un suivi participatif des activités du projet, ces activités ayant un lien avec les conséquences (bénéfiques ou négatives) subies par les populations vivant dans la zone d'impact du projet, ainsi que pour le suivi de l'efficacité des mesures prises pour améliorer (ou du moins reconstituer) les revenus et les niveaux de vie.

# Annexe D

Manuel des procédures Action Foncière – 1<sup>ère</sup> Edition (2012)

14 JAN. 2013

**NOTE DE SERVICE N° 03**N°: **2 / 18** DAO/O/2013**Objet : Gestion des Projets Eau Potable**  
**Procédures Actions Foncières**

Dans le cadre de l'élaboration du manuel de gestion des projets, l'ONEE Branche Eau a lancé un chantier d'élaboration de procédures englobant tout le processus de gestion des projets en eau potable. Les procédures relatives aux actions foncières étant partie intégrante de ce processus sont ainsi, élaborées et mises en place dans le but de définir les circuits d'information et de validation, les instructions et les règles de gestion régissant l'acquisition des parcelles de terrain, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, et ce, pour la réalisation des ouvrages d'AEP.

Le premier livrable de ces procédures concerne :

- L'engagement de l'expropriation - Phase administrative ;
- L'occupation temporaire des terrains de particuliers ;
- L'approbation et publication des décrets définitifs de l'expropriation ;
- Et l'engagement des préalables à l'indemnisation.

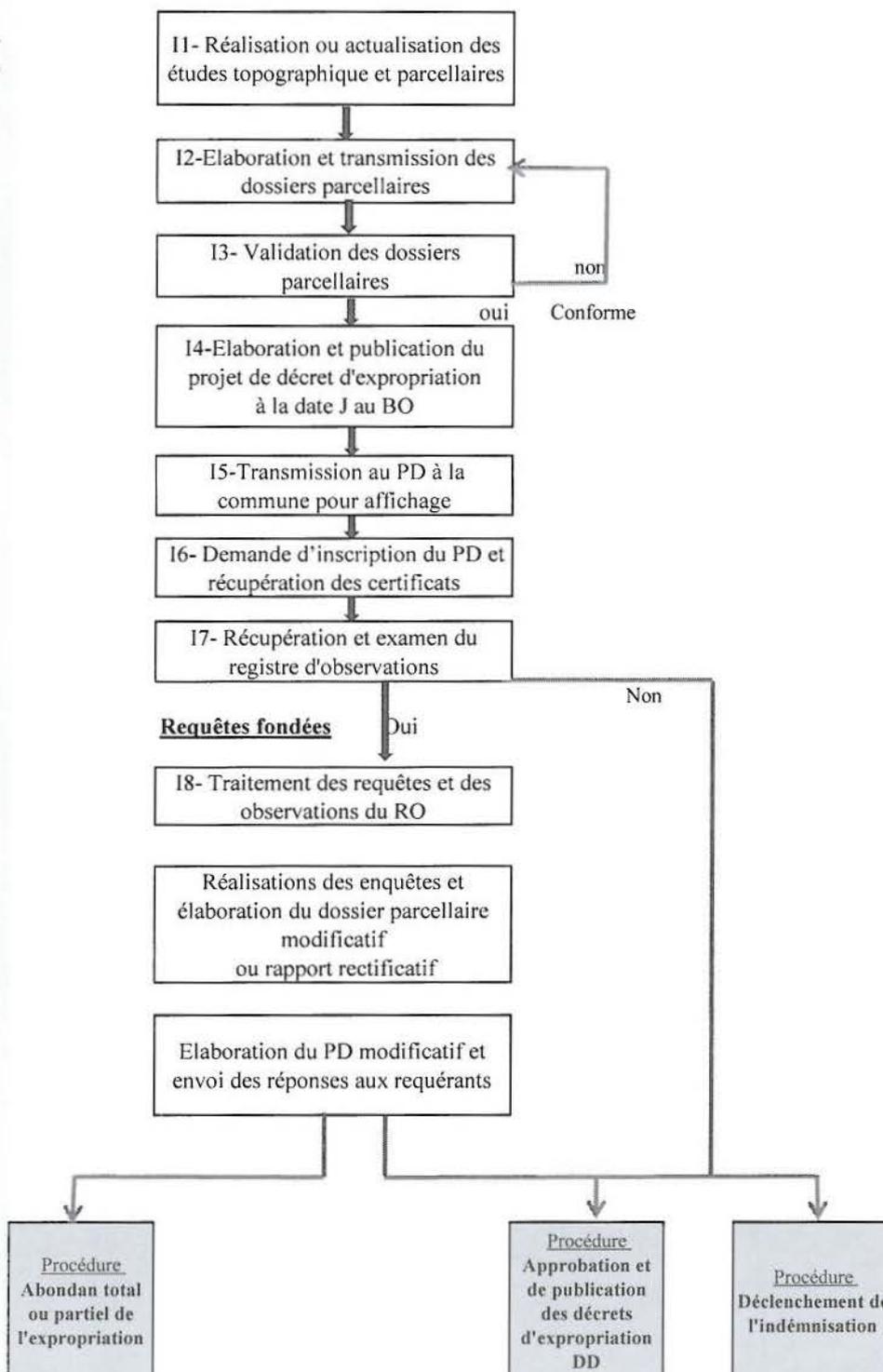
Tous les responsables de l'Office sont tenus de respecter et faire respecter rigoureusement les dispositions et instructions définies dans les procédures jointes à la présente note de service.

Le Directeur Général

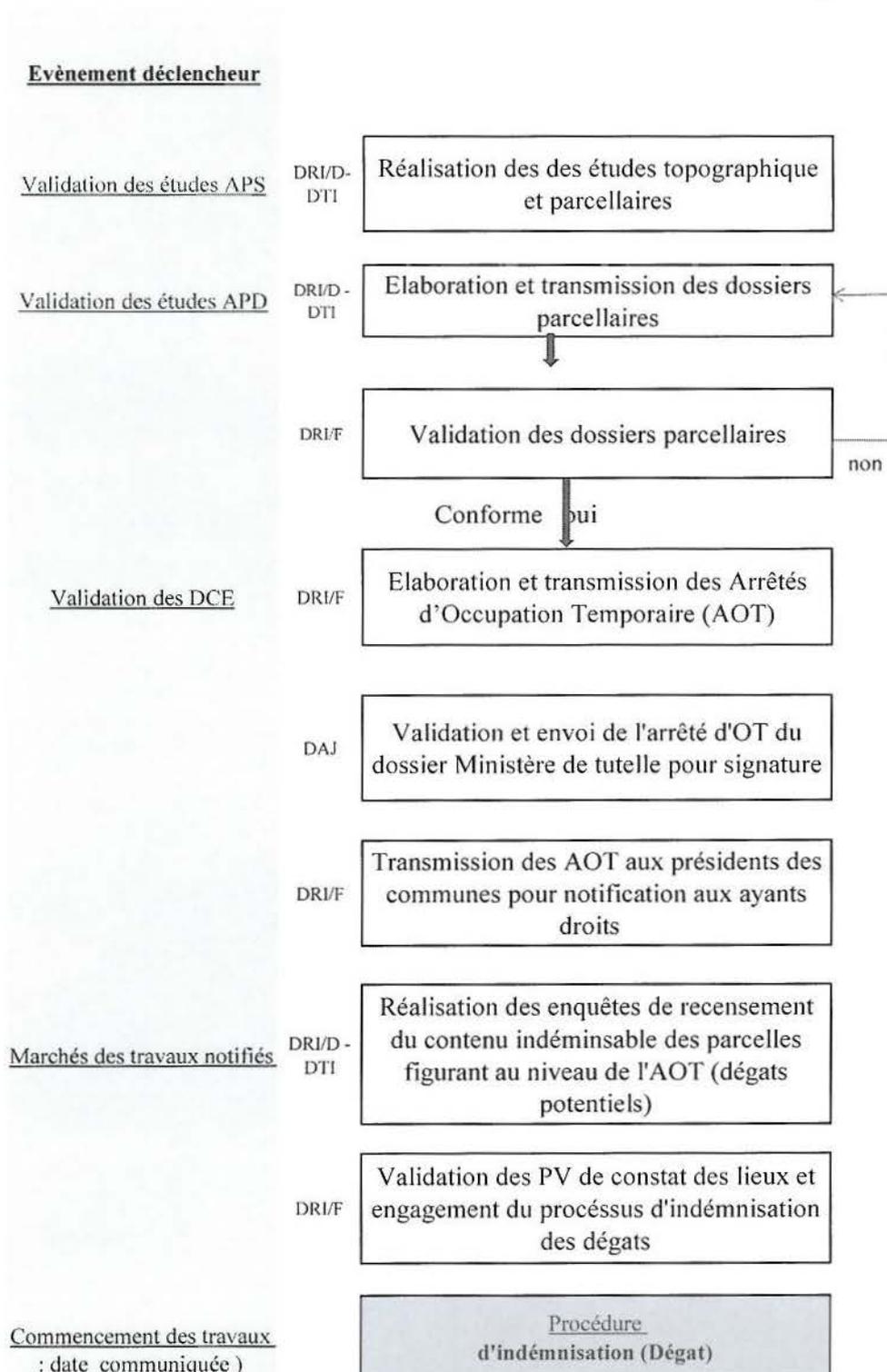
Ali FASSI Fihri

## Engagement de l'expropriation - Phase Administrative

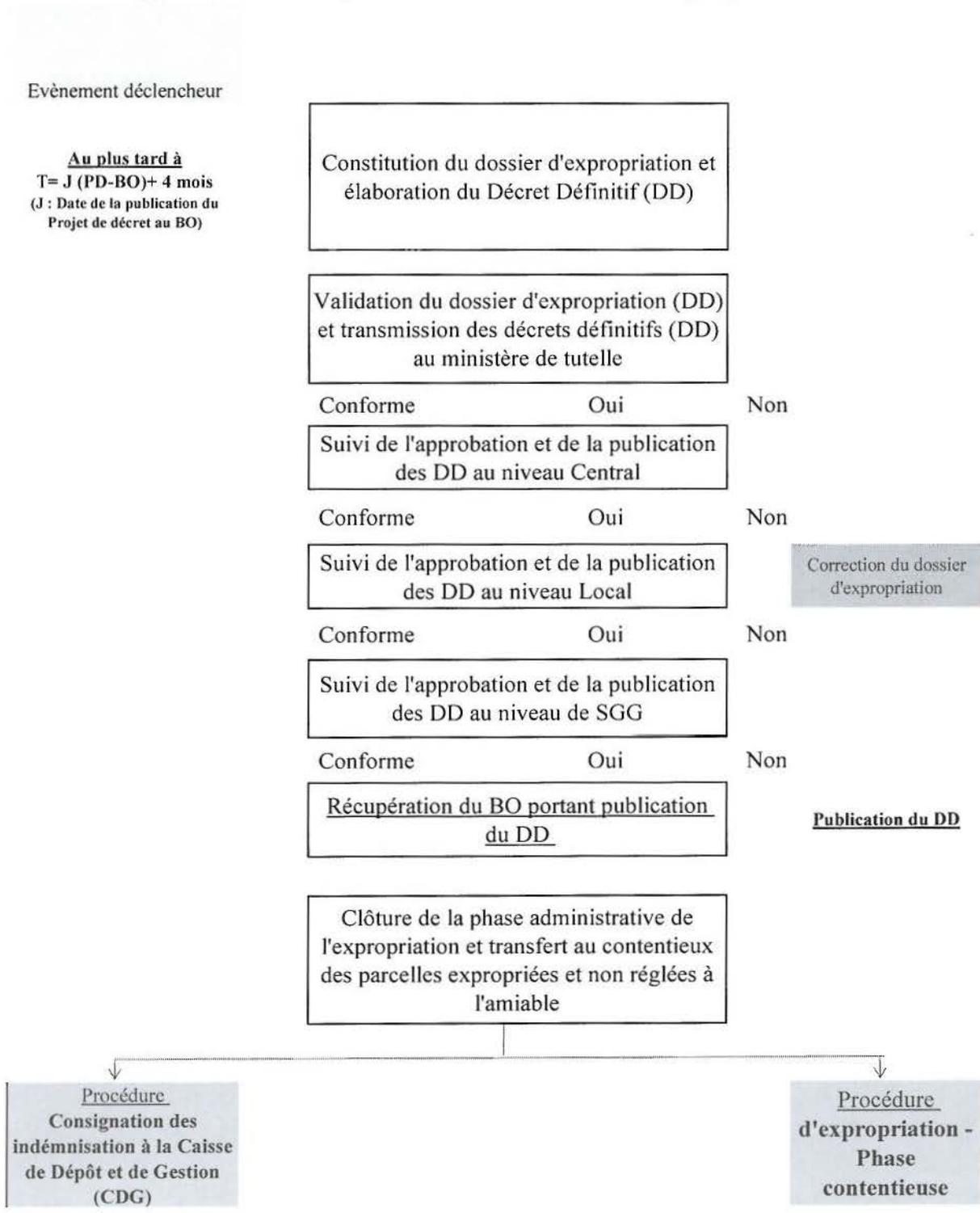
Evènement  
déclencheur  
Validation  
des études  
DCE



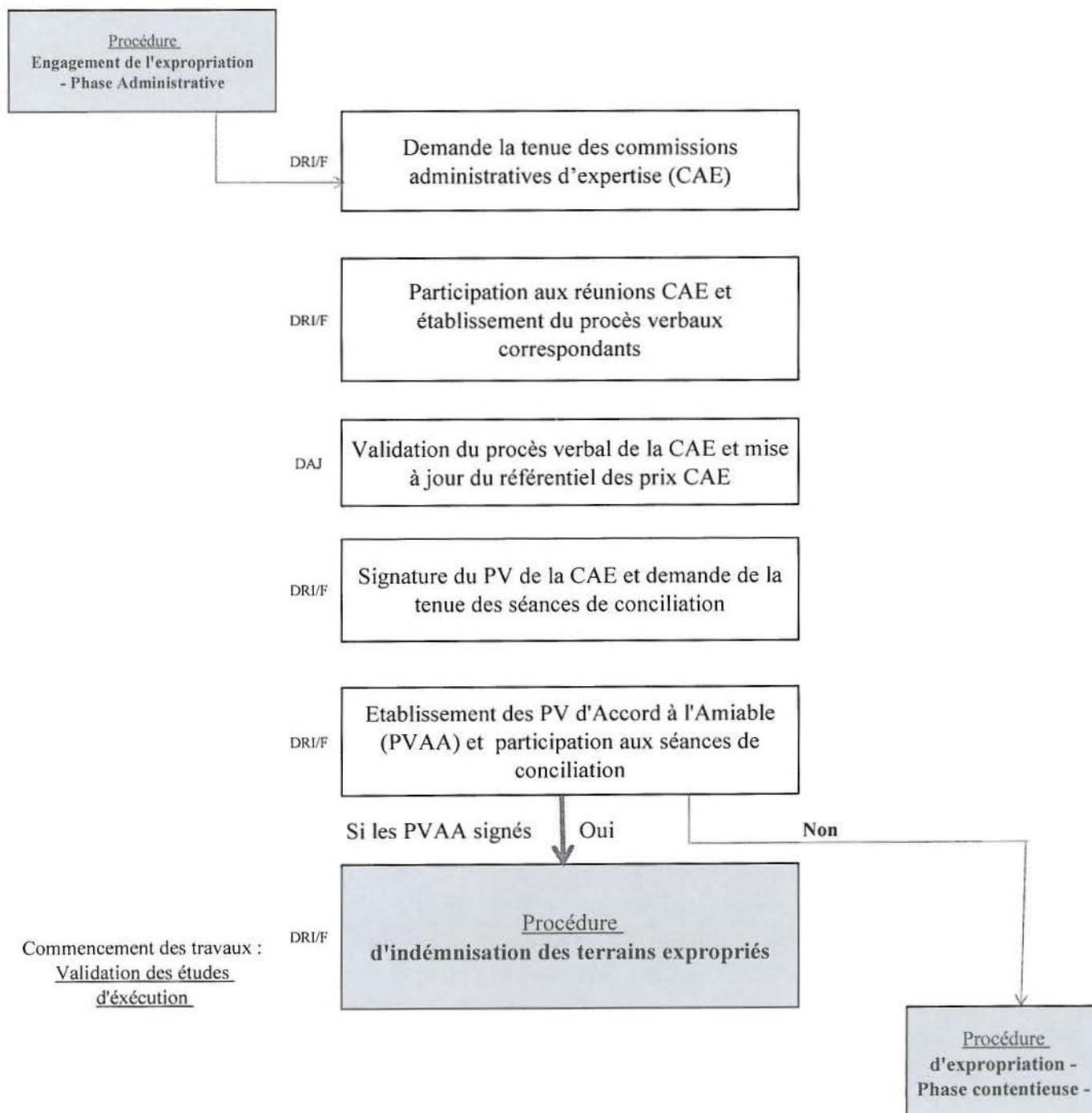
## Procédure d'Occupation Temporaire des terrains de particuliers



## Approbation et de publication des décrets d'expropriation DD



## Engagement du processus préalable à l'indemnisation Expropriation -



ROYAUME DU MAROC

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

Branche Eau

# Gestion des Projets d'AEP Procédures Actions Foncières

DAO-Janvier 2013

## Liste des Abréviations

Abréviation	Signification
AOT	Arrêté d'occupation temporaire
APD	Dossier Avant-Projet détaillé
APS	Avant-Projet sommaire
BO	Bulletin officiel
CAE	Commission administrative d'expertise
CF	Conservation foncière
DCE	Dossier de consultation des entreprises
DD	Décrets d'expropriation définitifs
DRI	Direction régionale
IGT	Ingénieur géomètre topographe
MI	Ministère de l'Intérieur
PEQ	Système d'Information : Domaine de la planification et l'équipement
PD	Projet de décret
PV	Procès-verbal
PVAA	Procès-verbal d'accord à l'amiable
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
TA	Tribunal administratif

TABLE DES MATIERES

Contexte .....	4
Objectif .....	4
DAJ.F.01. Procédure d'Engagement de l'Expropriation – Phase Administrative.....	5
Description.....	5
Logigramme .....	6
Instructions .....	7
❖ Instruction : 01 - Réalisation et/ou actualisation des études topographiques et parcellaires.....	7
❖ Instruction : 02 - Elaboration et transmission des dossiers techniques parcellaires .....	7
❖ Instruction : 03 - Validation des dossiers parcellaires.....	7
❖ Instruction : 04 - Elaboration et publication du projet de décret d'expropriation (PD) au Bulletin Officiel .....	8
❖ Instruction : 05 - Transmission du PD à la commune pour affichage.....	8
❖ Instruction : 06 - Demande d'inscription du Projet de Décret et récupération des certificats .....	9
❖ Instruction : 07 - Récupération et examen du registre des observations .....	9
❖ Instruction : 08 - Traitement des requêtes et observations du registre .....	9
❖ Instruction : 09 - Elaboration du dossier parcellaire modificatif ou rapport technique rectificatif .....	9
❖ Instruction : 10 - Elaboration du PD modificatif et envoi des réponses aux requérants .....	10
DAJ.F.03. Procédure d'Occupation Temporaire des Terrains de Particuliers.....	11
Description.....	11
Logigramme .....	12
Instructions .....	13
❖ Instruction : 01 - Réalisation des études topographiques et parcellaires.....	13
❖ Instruction : 02 - Etablissement et transmission des dossiers techniques parcellaires .....	13
❖ Instruction : 03 - Validation des dossiers techniques parcellaires .....	13
❖ Instruction : 04 - Elaboration et transmission du projet de l'Arrêté d'Occupation Temporaire (AOT) à DAJ .....	14
❖ Instruction : 05 - Validation et envoi de l'AOT au Ministère de tutelle pour approbation .....	14
❖ Instruction : 06 - Transmission des AOT aux présidents des communes concernées pour notification aux ayants droits 14	
❖ Instruction : 07 - Réalisation des enquêtes de recensement des dégâts (contenu indemnisable).....	14
❖ Instruction : 08 - Validation des PV de constat des lieux et engagement du processus d'indemnisation des dégâts.....	15
DAJ.F.05. Procédure d'Approbation et Publication des Décrets d'Expropriation Définitifs.....	16
Description.....	16
Logigramme .....	17
❖ Instruction : 01 - Constitution du dossier d'expropriation et élaboration du Décret Définitif.....	18
❖ Instruction : 02 - Validation du dossier d'expropriation et transmission des décrets définitifs au ministère de tutelle18	
❖ Instruction : 03 - Gestion des corrections apportées au dossier d'expropriation.....	18
❖ Instruction : 04 - Suivi du processus de signature des DD au niveau des Ministères de Tutelle et de l'Intérieur	19
❖ Instruction : 05 - Suivi du processus de vérification des DD au niveau local .....	19
❖ Instruction : 06 - Suivi du processus d'approbation et de la publication des DD au niveau de SGG.....	19
❖ Instruction : 07 - Récupération du BO portant publication du DD.....	19
❖ Instruction : 08 - Clôture de la phase administrative de l'expropriation et transfert au contentieux des parcelles expropriées et non réglées à l'amiable .....	19
DAJ.F.06. Procédure d'Engagement des Préalables à l'Indemnisation .....	21
Description.....	21
Logigramme .....	22
❖ Instruction : 01 - Demande de la tenue de commission administrative d'expertise .....	23
❖ Instruction : 02 - Participation aux réunions CAE et établissement des procès-verbaux correspondant .....	23
❖ Instruction : 03 - Validation du PV de la CAE et mise à jour du référentiel des prix CAE.....	23
❖ Instruction : 04 - Signature du PV de la CAE et demande de la tenue des séances de conciliation.....	23
❖ Instruction : 05 - Etablissement des PV d'accord à l'amiable (PVAA) et participation aux séances de conciliation 24	
Annexe 1 .....	25
1- .....	Cas de parcelles immatriculées ou en cours d'immatriculation... 25
2- .....	Cas de parcelles non immatriculées... 25

## Contexte

Pour la réalisation des ouvrages d'alimentation en eau potable, des actions foncières sont engagées en fonction du statut foncier des terrains choisis pour abriter ces ouvrages. Ainsi, l'ONEE Branche Eau est appelé à acquérir ces parcelles de terrain par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique après les avoir occupées temporairement et ce conformément à la loi n° 7-81 du 06/05/1982 et son décret d'application n° 2-82-382 du 16/04/1983.

Le choix des terrains à exproprier se fait par les gestionnaires de projets, en collaboration avec l'ingénieur géomètre topographe (IGT) et les entités chargées de la gestion du patrimoine foncier en essayant d'optimiser le coût du projet et minimiser l'impact social grevé par l'expropriation des terrains tenant compte des contraintes techniques, des spécificités et des orientations urbanistiques des zones d'intervention.

Après que les tracés de conduites et les sites d'ouvrages aient été identifiés et validés par les différents intervenants, notamment les gestionnaires du patrimoine foncier, l'IGT réalise les études topographiques et parcellaires pour établir des plans parcellaires et identifier les propriétaires, les régimes fonciers ainsi que le statut juridique des terrains à exproprier.

## Objectif

Les présentes procédures entrent dans le cadre de l'élaboration de procédures relatives au processus actions foncières. Celui-ci comprend les sous processus :

1. Expropriation
2. Occupation Temporaire des terrains de particuliers
3. Acquisition
4. Occupation Temporaire des Domaines (Forestier, Ferroviaire, Public Routier, Hydraulique, Public, Autoroutier, Public de l'Etat)
5. Incorporation au Domaine Public de l'Etat
6. Déclassement du Domaine public

Un premier livrable des procédures élaborées concerne :

Référence	Procédure
DAJ.F.01	Engagement de l'expropriation - Phase administrative
DAJ.F.03	Occupation temporaire des terrains de particuliers
DAJ.F.05	Approbation et publication des décrets d'expropriations définitifs
DAJ.F.06	Engagement des préalables à l'indemnisation

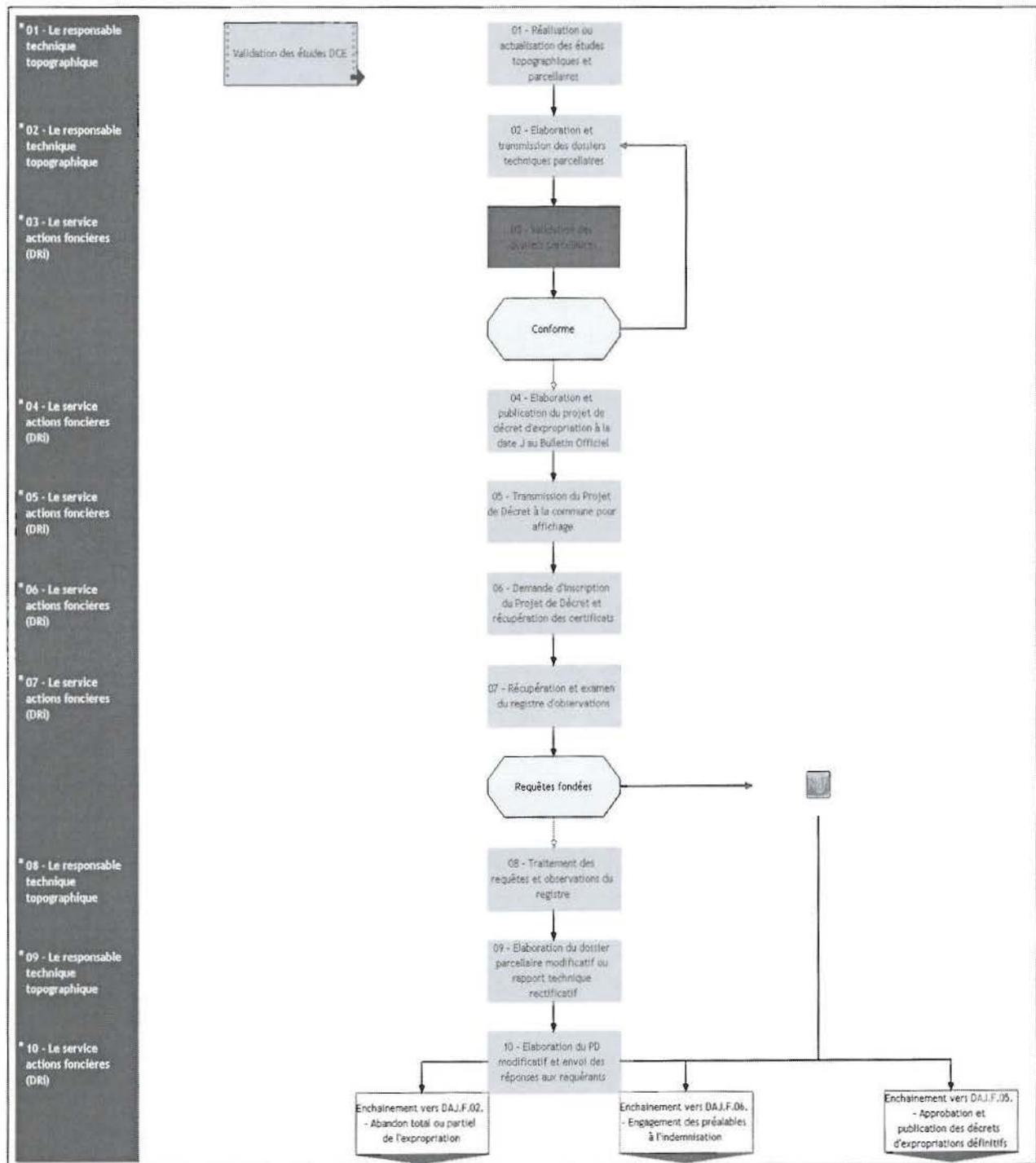
## DAJ.F.01. Procédure d'Engagement de l'Expropriation - Phase Administrative

### Description

---

La présente procédure décrit les instructions, les rôles et les règles de gestion entrant dans la phase administrative de l'engagement de l'expropriation. En effet, le dossier parcellaire résultant des études topographique et parcellaire constitue le document de base pour le déclenchement de toute opération d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Logigramme



## Instructions

---

### ❖ Instruction : 01 - Réalisation et/ou actualisation des études topographiques et parcellaires

Après la validation des DCE par l'ingénieur des études, le responsable topographique au niveau régional ou central réalise et/ou actualise l'étude parcellaire nécessaire au déclenchement de l'expropriation.

Les besoins en matière de parcelles de terrain nécessaires pour réaliser les projets étant préalablement identifiés et validés par l'entité chargée de la gestion du patrimoine (Procédure en entrée DAJ.FP.01).

### ❖ Instruction : 02 - Elaboration et transmission des dossiers techniques parcellaires

Sur la base des études parcellaires réalisées en interne ou par les IGT privés, le responsable topographique au niveau régional ou central établit les dossiers techniques parcellaires selon les cahiers de charges en vigueur à l'Office. Chaque dossier est composé au minimum des pièces suivantes :

- Une note de présentation du projet,
- La fiche projet,
- Les plans parcellaires et mappes cadastrales correspondants,
- Le plan de situation,
- L'état parcellaire,
- Les plans d'implantation des ouvrages (ou plans d'exécution si DCE est validé),
- Les certificats fonciers pour les parcelles immatriculées ou en cours d'immatriculation,
- Le PV d'enquête parcellaire pour les parcelles non immatriculées.

Les dossiers techniques parcellaires sont transmis par courrier (format papier) et les fichiers numériques correspondant sont saisis dans le système d'Information PEQ et validés via le module topographique de l'application « topographie et action foncière » conformément au manuel d'utilisation en vigueur. La validation dans PEQ est sanctionnée par une notification qui accompagne le dossier transmis.

### ❖ Instruction : 03 - Validation des dossiers parcellaires

Le service actions foncières de la DRi reçoit le dossier technique parcellaire avec la notification de sa validation au niveau du PEQ, vérifie et valide la consistance des informations reçues (composition du dossier technique).

<b>Règle de Gestion</b>	Si le dossier est non conforme, il sera dé-validé au niveau du PEQ moyennant une notification avec les motifs de non conformité et le complément d'informations à fournir par le service topographique.
-------------------------	---

❖ **Instruction : 04 - Elaboration et publication du projet de décret d'expropriation (PD) au Bulletin Officiel**

Le service actions foncières de la DRi prépare le projet de décret déclarant l'utilité publique, l'expropriation des terrains objet des dossiers parcellaires préparés par les services techniques, et le transmet pour publication 20 jours à partir de la date de l'envoi à :

- L'imprimerie officielle (bulletin des annonces administratives et légales),
  - Au moins un journal national d'annonces légales (figurant dans la liste validée par DG).
- Le service actions foncières, récupère dès publication :

- Le BO mentionnant le PD,
- Une copie du journal portant l'annonce du PD,
- Les factures relatives aux frais de publication.

❖ **Instruction : 05 - Transmission du PD à la commune pour affichage**

Le service actions foncières de la DRi transmet au président de la commune concernée une copie du projet de décret pour ouvrir l'enquête publique, accompagnée des pièces suivantes :

- le registre d'observations,
- le certificat d'affichage, avis de dépôt et certificat de clôture,
- les plans parcellaires,
- le plan de situation du projet,
- la note de présentation du projet.

Le service actions foncières, récupère après clôture de l'enquête publique :

- Le registre d'observations dûment renseigné par les remarques des ayants droits et signé par le président de la commune ;
- Les certificats d'affichage et de clôture (avis de dépôts et d'insertion) dûment signés par le président de la commune.

<b>Règle de Gestion</b>	La période réglementaire d'affichage du PD à la commune est de deux (2) mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête publique. (Article 10 de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire)
-------------------------	---

❖ **Instruction : 06 - Demande d'inscription du Projet de Décret et récupération des certificats**

Le service actions foncières de la DRi transmet :

- Le PD accompagné du plan parcellaire au greffier du tribunal administratif concerné pour l'inscription des parcelles de terrain non immatriculées (objet de l'expropriation) sur le registre spécial (Article 455 du code de procédure civile).
- Le PD à la conservation foncière concernée pour son inscription sur les titres fonciers (pour les parcelles immatriculées) ou dans le registre des oppositions (pour les parcelles en cours d'immatriculation).

Le service actions foncières de la DRi, récupère :

- Les certificats administratifs auprès du TA,
- Les certificats fonciers (CF).

❖ **Instruction : 07 - Récupération et examen du registre des observations**

La récupération et le traitement du registre des observations est une formalité réglementaire nécessaire pour l'aboutissement de l'expropriation, notamment lors de la phase contentieuse. Le service actions foncières de la DRi examine le registre en vue de fournir des réponses à toutes observations éventuelles et doléances formulées par les ayants droits dans un délai ne dépassant pas un (1) mois à partir de la date de clôture de l'enquête publique.

❖ **Instruction : 08 - Traitement des requêtes et observations du registre**

Les réclamations formulées lors de déroulement de la procédure d'expropriation sont prises en charge par le service actions foncières de la DRi (opposition sur l'expropriation, opposition sur le projet, demande d'indemnisation, ...etc).

Les réclamations et observations relatives à l'étude topographique et parcellaire sont transmises au responsable technique topographique régional ou central pour complément d'enquête et rectifications des dossiers parcellaires (superficie des parcelles, régime foncier des parcelles, propriétaires ....).

❖ **Instruction : 09 - Elaboration du dossier parcellaire modificatif ou rapport technique rectificatif**

Le responsable technique topographique régional ou central réalise les enquêtes parcellaires en vue de corriger, confirmer ou compléter les informations comprises dans les dossiers parcellaires initiaux.

Le résultat du complément d'enquête donne lieu soit à :

-Un dossier modificatif qui annule et remplace le dossier initial dans le cas où le nombre des parcelles, ayant fait l'objet du PD d'expropriation publié initialement, a été modifié (parcelles rajoutées ou supprimées),

-Un complément d'enquête consigné dans un rapport technique accompagné de documents qui complètent et rectifient le dossier initial, si les changements touchent le statut juridique des parcelles, leurs superficies ou les propriétaires présumés.

Le responsable technique topographique régional ou central transmet, par courrier, le dossier modificatif au service actions foncières et notifie sa prise en charge au niveau du PEQ avec la mention « annule et remplace le dossier initial n°.. ».

En cas de rectification du dossier initial, le rapport d'enquête est transmis par le service topographique au service actions foncières pour prise en charge.

Le délai d'établissement des dossiers parcellaires modificatifs ou rapports techniques rectificatifs ne doit pas dépasser deux (2) mois à partir de la date de clôture de l'enquête publique.

❖ **Instruction : 10 - Elaboration du PD modificatif et envoi des réponses aux requérants**

Le service actions foncières de la DRI procède, selon l'importance des modifications apportées, soit à:

-Publier un projet de décret modificatif (PDM) au bulletin des annonces administratives et légales (BO). Dans ce cas, le dossier initial est annulé au niveau du PEQ (procédure DAJ.FF.01.2),

-Informers les requérants des rectifications et corrections apportées au dossier d'expropriation qui sera mis en circuit pour l'approbation et la publication du DD d'expropriation. Dans ce cas, le dossier initial est rectifié au niveau du PEQ,

Le service actions foncières de la DRI peut également, sur la base d'une confirmation formelle écrite des gestionnaires du projet, de sursoir ou d'annuler l'expropriation selon la procédure en vigueur.

<b>Règle de Gestion</b>	<p>Le service actions foncières régional notifie aux requérants des réponses à chaque réclamation après son traitement.</p> <p>Toutes les réclamations formulées au niveau du registre des observations requièrent des réponses et doivent être saisies dans PEQ.</p>
-------------------------	---

## DAJ.F.03. Procédure d'Occupation Temporaire des Terrains de Particuliers

### Description

---

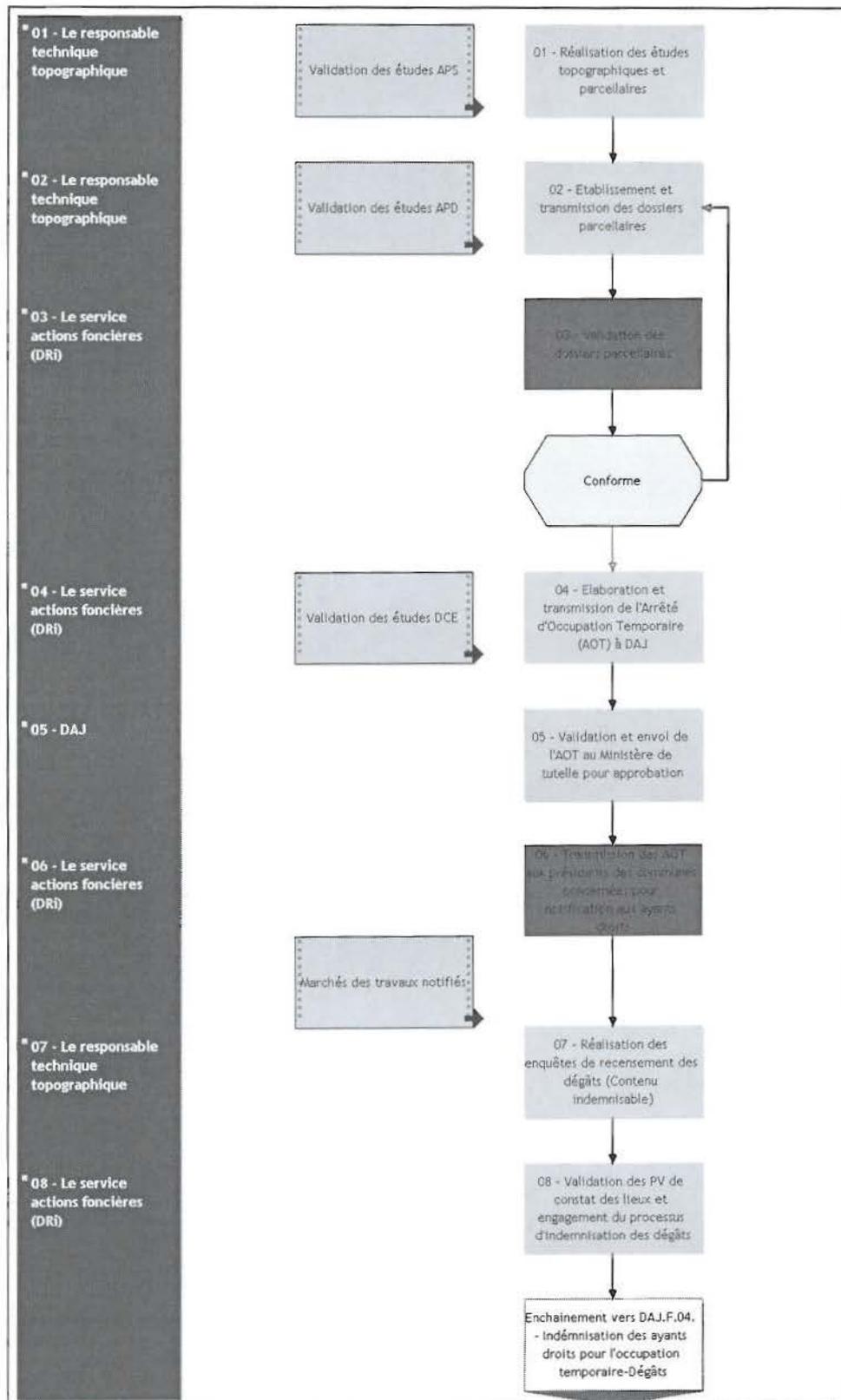
La présente procédure est relative à l'occupation temporaire par l'ONEE des parcelles de terrain pour la réalisation des ouvrages d'alimentation en eau potable.

Le choix des terrains à exproprier se fait par des gestionnaires de projets, en collaboration avec l'ingénieur géomètre topographe (IGT) et les entités chargées de la gestion du patrimoine foncier en essayant d'optimiser le coût du projet et minimiser l'impact social grevé par l'expropriation des terrains tenant compte des contraintes techniques, les spécificités et les orientations urbanistiques des zones d'intervention.

Après que les tracés des conduites et les sites des ouvrages aient été identifiés et validés par les différents intervenants, notamment les gestionnaires du patrimoine foncier, l'IGT réalise les études topographiques et parcellaires pour établir des plans parcellaires et identifier les propriétaires, **les régimes fonciers ainsi que leur contenu indemnisable (dégâts et leurs caractéristiques : cultures, arbres, constructions, puits...)**.

Le dossier parcellaire résultant des études topographique et parcellaire constitue le document de base pour le déclenchement de toute opération d'occupation temporaire sanctionné par un arrêté d'occupation (AOT) signé par le ministère de tutelle.

Logigramme



## Instructions

---

### ❖ Instruction : 01 - Réalisation des études topographiques et parcellaires

Après validation des études détaillées APD, le responsable topographique régional ou central déclenche l'étude parcellaire suite à la demande des gestionnaires de projet. Les besoins en foncier étant préalablement identifiés et validés par l'entité chargée de la gestion du patrimoine.

### ❖ Instruction : 02 - Etablissement et transmission des dossiers techniques parcellaires

Dès validation des études APD et sur la base des études parcellaires réalisées par l'Office ou par les IGT privés, le responsable topographique régional ou central établit les dossiers techniques parcellaires selon les cahiers de charges en vigueur à l'ONEE, Branche Eau. Chaque dossier est composé, au minimum, des pièces suivantes :

- Note de présentation du projet,
- Fiche projet,
- Plans parcellaires et mappes cadastrales correspondants,
- Plan de situation,
- Etat parcellaire,
- Plans des ouvrages (éventuellement plans d'exécution si DCE est validé),
- Certificats fonciers pour les parcelles immatriculées ou en cours,
- PV d'enquête parcellaire pour les parcelles non immatriculées.

Le responsable topographique régional ou central transmet les dossiers techniques parcellaires, par courrier normal (format papier) au service actions foncières, le fichier numérique correspondant doit être validé dans le système d'information PEQ via le module topographique conformément au manuel d'utilisation en vigueur. La validation dans PEQ, est sanctionnée par une notification qui accompagne le dossier transmis.

### ❖ Instruction : 03 - Validation des dossiers techniques parcellaires

Le service actions foncières de la DRi reçoit le dossier technique parcellaire avec la notification de sa validation au niveau du PEQ et vérifie et valide la consistance des informations reçues (composition du dossier technique).

<b>Règle de Gestion</b>	Si le dossier est non conforme, il sera dé-validé au niveau du PEQ moyennant une notification avec les motifs de non conformité et le complément d'informations à fournir par le responsable topographique.
-------------------------	---

### ❖ Instruction : 04 - Elaboration et transmission du projet de l'Arrêté d'Occupation Temporaire (AOT) à DAJ

Suite à la validation des études DCE par l'ingénieur des études, le service actions foncières de la DRi prépare un projet d'Arrêté d'Occupation Temporaire (AOT) et le transmet à DAJ pour prise en charge, accompagné de:

- Note de présentation du projet,
- Plans parcellaires et mappes cadastrales correspondants,
- Plan de situation,
- Etat parcellaire,
- Certificats fonciers pour les parcelles immatriculées ou en cours,
- PV d'enquête parcellaire pour les parcelles non immatriculées.

### ❖ Instruction : 05 - Validation et envoi de l'AOT au Ministère de tutelle pour approbation

DAJ vérifie et valide le dossier transmis par la DRi et transmet le projet d'AOT au ministère de tutelle, pour sa signature, accompagné de :

- Note de présentation du projet,
- Plans parcellaires.

DAJ assure le suivi des AOT transmis au ministère, les récupère après signature et les retourne aux directions régionales concernées pour prise en charge.

### ❖ Instruction : 06 - Transmission des AOT aux présidents des communes concernées pour notification aux ayants droits

Le service actions foncières de la DRi transmet au président de la commune concernée une copie de l'AOT signé, pour le notifier aux ayant droits dont les noms figurent sur l'arrêté, accompagnée de :

- Plans parcellaires,
- Plan de situation du projet,
- Note de présentation du projet.

Le service actions foncières de la DRi récupère auprès de la commune les copies des certificats ou attestations de notification de l'AOT (individuelle ou globale).

### ❖ Instruction : 07 - Réalisation des enquêtes de recensement des dégâts (contenu indemnisable)

Dès notification des marchés de travaux, le service topographique déclenche l'enquête de recensement du contenu indemnisable (cultures cultivées, les arbres et leurs caractéristiques, les constructions, puits ..... ) soit en interne soit par le biais d'un IGT conformément au cahier de charge en vigueur à l'ONEE-branche Eau, et dresse les Procès-Verbaux (PV) de constat des lieux validés par les autorités locales.

Le rapport d'enquête et les PV de constat des lieux sont transmis au service actions foncières pour prise en charge.

❖ **Instruction : 08 - Validation des PV de constat des lieux et engagement du processus d'indemnisation des dégâts**

Le service actions foncières de la DRi valide le rapport d'enquête et les PV de constat et engage le processus d'indemnisation des dégâts.

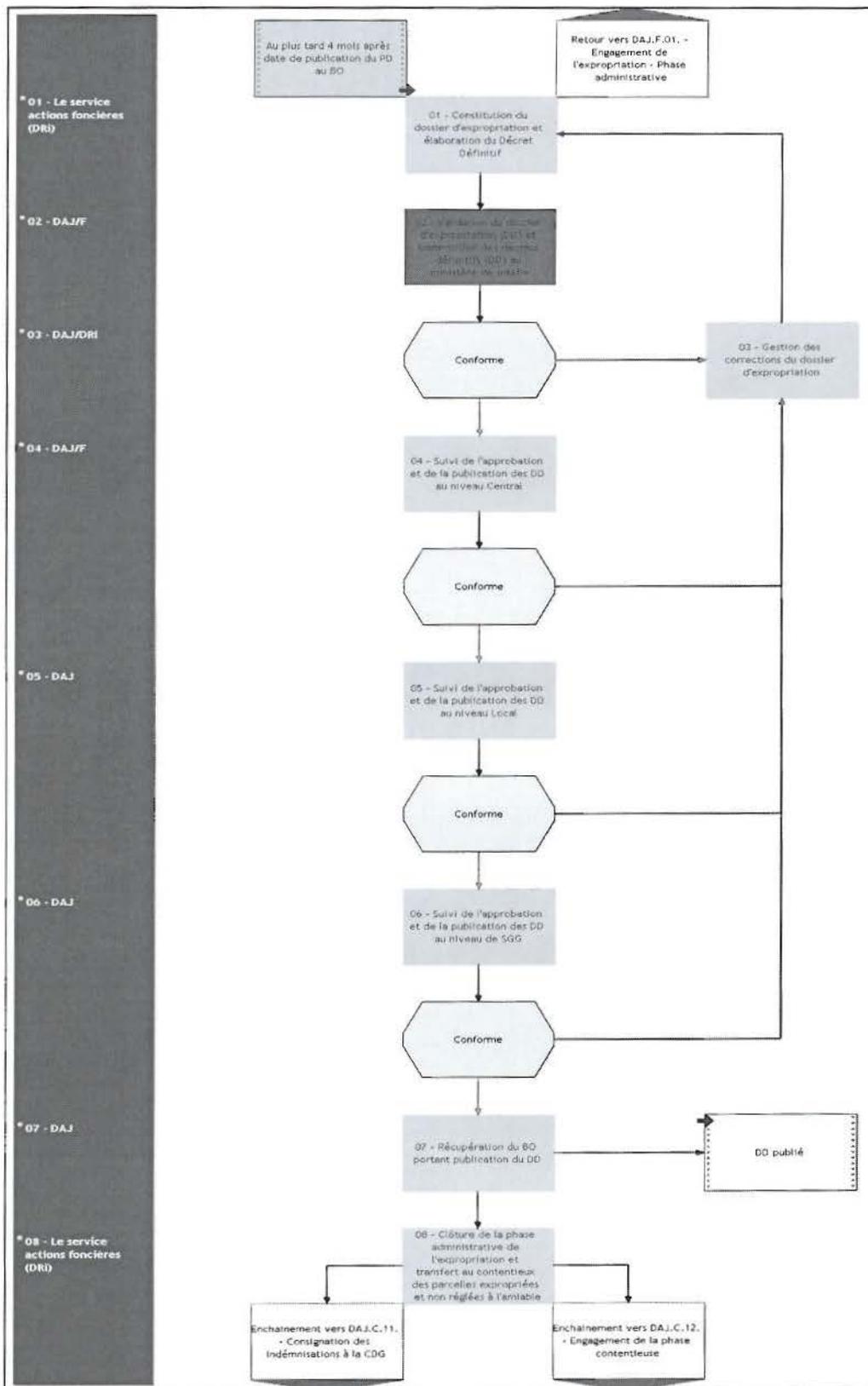
## DAJ.F.05. Procédure d'Approbation et Publication des Décrets d'Expropriation Définitifs

### Description

---

La présente procédure décrit les instructions, les rôles et les règles de gestion relatifs au circuit d'approbation et publication des décrets d'expropriation définitifs.

Logigramme



## Instructions

### ❖ Instruction : 01 - Constitution du dossier d'expropriation et élaboration du Décret Définitif

Après la clôture de l'enquête publique et traitement du registre d'observations récupéré des communes sur les projets de décrets ayant fait l'objet des formalités d'affichage et de publicité, le service actions foncières de la DRi constitue les dossiers relatifs à la mise en circuit d'approbation et de publication des décrets d'expropriation et les envoie à DAJ pour prise en charge.

Le dossier est composé des pièces suivantes :

- Note de présentation du projet,
- Copie du BO publiant le PD,
- Copie du journal national portant publication du PD,
- Certificats fonciers d'inscription délivrés par le conservateur,
- Certificats administratifs délivrés par le tribunal,
- Registre d'observations avec les certificats d'affichage et de clôture dûment signés par l'autorité,
- Lettres de réponses aux requérants,
- PV de CAE (facultatif),
- Dossier parcellaire définitif (décret définitif et plans parcellaires définitifs).

Règle de Gestion	Les dossiers doivent être transmis à DAJ <b>au plus tard quatre (04) mois</b> après la publication des PD au BO.
------------------	--

### ❖ Instruction : 02 - Validation du dossier d'expropriation et transmission des décrets définitifs au ministère de tutelle

DAJ/F vérifie et valide les dossiers d'expropriation. Les dossiers conformes sont transmis au ministère de tutelle pour la mise en circuit d'approbation des décrets définitifs (DD) auprès des départements concernés et leur publication au BO.

DAJ/F **met à jour, dans PEQ**, les dossiers d'expropriation mis en circuit d'approbation et de publication des décrets d'expropriation.

### ❖ Instruction : 03 - Gestion des corrections apportées au dossier d'expropriation

Au cours du processus d'approbation des DD, les remarques formulées par les différents départements concernés sont :

- soit traitées au niveau central (DAJ) quand il s'agit de remarques de forme ;
- soit transférées aux directions régionales concernées pour traitement, quand il s'agit de reprendre certaines formalités et apporter des corrections au dossier initial.

❖ **Instruction : 04 - Suivi du processus de signature des DD au niveau des Ministères de Tutelle et de l'Intérieur**

DAJ/F assure le suivi des DD transmis au niveau de tous les départements concernés situés au niveau de Rabat et informe les directions régionales concernées de l'état d'avancement de leurs dossiers mis en circuit d'approbation et de publication des décrets d'expropriation.

Le suivi est assuré auprès de :

1. Ministère de tutelle : qui accuse réception des dossiers d'expropriation de l'ONEE et signe les DD,
2. Secrétariat d'Etat chargé de l'Eau et de l'Environnement (SEEE) : qui valide les DD et assure leur transmission aux différents intervenants dans le circuit,
3. Ministère de l'Intérieur (MI) : qui déclenche les enquêtes auprès des autorités locales (commune) et signe les DD.

❖ **Instruction : 05 - Suivi du processus de vérification des DD au niveau local**

Les dossiers d'expropriation, transmis au Ministère de l'Intérieur (MI), par le Ministère de tutelle, sont envoyés à la province et/ou aux autorités locales pour enquête et validation avant leur signature par le MI.

Le service actions foncières de la DRi est ainsi informé par DAJ, à travers l'état d'avancement transmis périodiquement. Il assure le suivi des dossiers en question jusqu'à leur validation par les autorités locales (province et/ou commune). Il doit informer DAJ dès validation et retour des dossiers au MI.

❖ **Instruction : 06 - Suivi du processus d'approbation et de la publication des DD au niveau de SGG**

Le suivi est assuré par DAJ pour :

- l'approbation du DD par le premier Ministre via le SGG,
- la publication du DD au BO.

❖ **Instruction : 07 - Récupération du BO portant publication du DD**

DAJ récupère le BO portant publication du DD.

❖ **Instruction : 08 - Clôture de la phase administrative de l'expropriation et transfert au contentieux des parcelles expropriées et non réglées à l'amiable**

Le service actions foncières de la DRi transfère le dossier d'expropriation au contentieux, pour prise en charge. Le dossier en question est composé du:

- Décret d'expropriation approuvé,
- Copie du BO portant le DD,
- Copie du BO portant le PD,
- Copie du journal national,

- Certificats fonciers,
- Certificats administratifs,
- Registre d'Observations avec les certificats d'affichage et de clôture,
- Réponses aux requérants,
- Note relatant les parcelles réglées à l'amiable,
- Plan parcellaire,
- Plan de situation,
- Etat parcellaire,
- PV de CAE.

<b>Règle de Gestion</b>	la procédure contentieuse doit être déclenchée avant l'expiration du délai de validité des décrets d'expropriation qui est de deux (2) ans (Article 17 de la loi de la loi n° 7-81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire).
-------------------------	--

## DAJ.F.06. Procédure d'Engagement des Préalables à l'Indemnisation

### Description

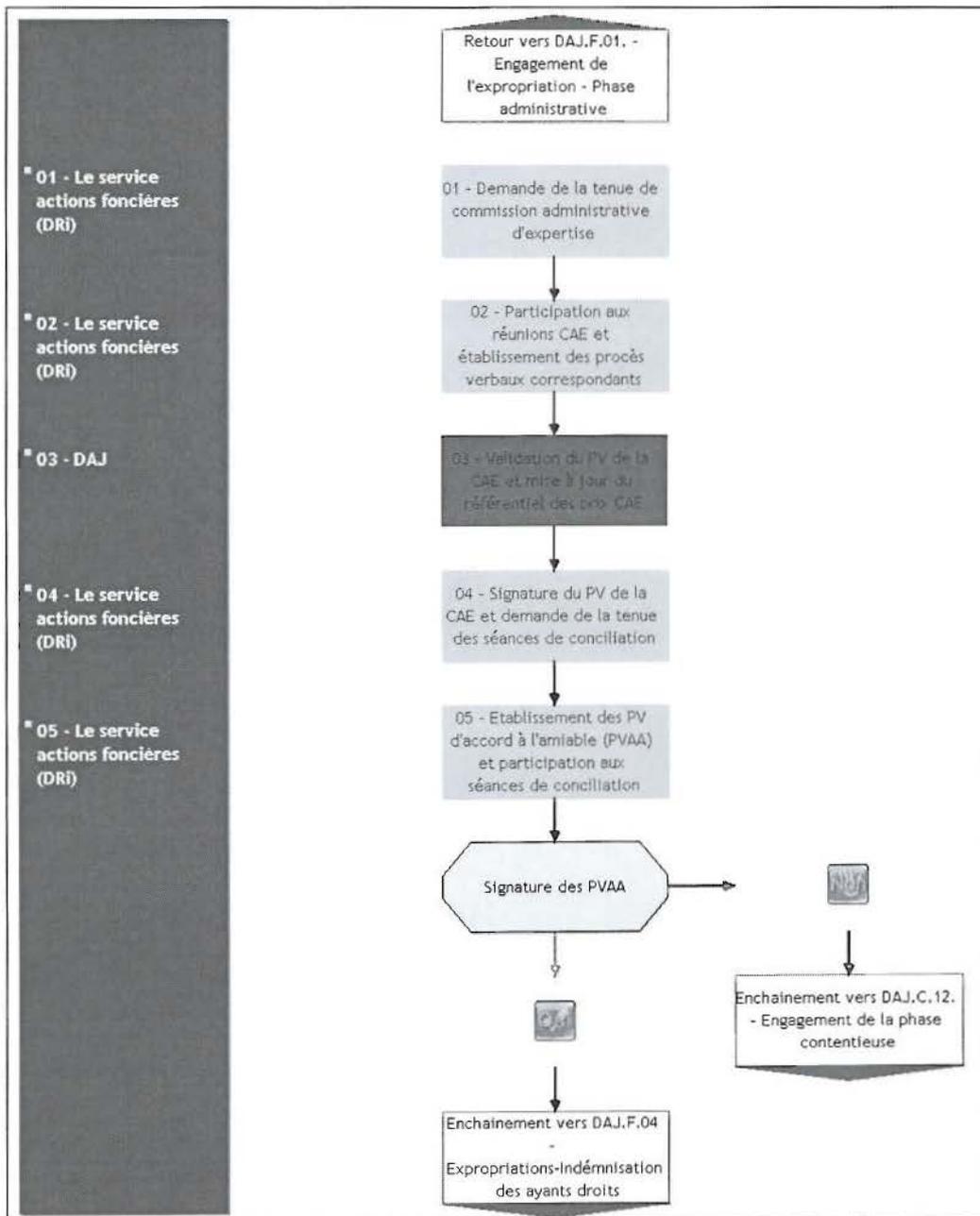
---

La présente procédure décrit les instructions, les rôles et les règles de gestion entrant dans la phase d'engagement des préalables à l'indemnisation.

Le processus d'indemnisation à l'amiable est déclenché, lors de la phase administrative de la procédure d'expropriation, après la clôture de l'enquête publique et traitement des remarques du registre d'observations.

L'objectif est de déterminer les prix unitaires de base, par la Commission Administrative d'Expertise (CAE), pour indemniser les propriétaires des parcelles expropriées ayant consentis aux prix fixés par la CAE et disposant des documents justifiant leur propriété.

Logigramme



## Instructions

---

### ❖ Instruction : 01 - Demande de la tenue de commission administrative d'expertise

Le service actions foncières de la direction régionale saisit l'autorité locale pour réunir la commission administrative d'expertise (CAE) pour évaluer le prix des parcelles de terrain objets d'expropriation.

Si la date de la réunion n'est pas communiquée, par l'autorité en question, dans un délai d'un (1) mois, il envoie des rappels via l'autorité supérieure.

### ❖ Instruction : 02 - Participation aux réunions CAE et établissement des procès-verbaux correspondant

Le service actions foncières de la DRi assiste à la réunion de CAE munis du référentiel des prix pratiqués dans la région concernée (mis à jour).

Le représentant de l'ONEE (service actions foncières au niveau régional) donne un aperçu sur le projet aux membres de CAE, vérifie les postes de comparaison présentés par les membres de la commission et dresse un projet du P.V de la réunion de CAE séance tenante.

Si le représentant de l'ONEE (service actions foncières au niveau régional) estime que la valeur vénale des terrains fixée par la CAE est élevée par rapport aux postes de comparaison ou le référentiel des prix dont il dispose, et que la commission CAE maintient sa décision, il doit faire mention de sa position au niveau du PV de la commission d'expertise.

### ❖ Instruction : 03 - Validation du PV de la CAE et mise à jour du référentiel des prix CAE

Le service actions foncières de la DRi transmet, à DAJ, l'entité centrale coordinatrice des activités foncières, le projet du PV de la CAE pour avis et validation avant d'entamer l'indemnisation des ayants droits et ce conformément aux délégations du pouvoir qui lui sont conférés.

Si DAJ considère l'évaluation juste et bien justifiée, elle valide le PV et notifie cette validation au service actions foncières concerné et met à jour le référentiel des prix CAE dans PEQ.

Si le PV présente des réserves du représentant de l'Office sur l'évaluation jugées raisonnables et/ou les prix fixés ne se réfèrent pas à des postes de comparaison bien établis, l'entité centrale peut demander la révision des prix par la commission ou décider de suspendre l'indemnisation à l'amiable et poursuivre la procédure d'expropriation en phase de contentieux.

### ❖ Instruction : 04 - Signature du PV de la CAE et demande de la tenue des séances de conciliation

Le service actions foncières de la DRi fait signer le PV par les membres de la commission et demande à l'autorité locale de convoquer les ayants droits pour assister à une séance de conciliation afin de leur présenter l'offre retenue par la CAE.

❖ **Instruction : 05 - Etablissement des PV d'accord à l'amiable (PVAA) et participation aux séances de conciliation**

Les procès d'accord à l'amiable (PVAA) sont préalablement établis avant la séance de conciliation  
Le représentant de l'ONEE (le service actions foncières au niveau régional) fait signer les PVAA par les propriétaires consentis au vu des documents fournis par les ayants droits en présence de l'autorité locale qui signe également les PVAA.

Il dresse à l'issue de la séance de conciliation un PV signé.

<b>Règle de Gestion</b>	Si les ayants droits ne se présentent pas à la séance de conciliation avec tous les documents nécessaires (voir annexes), un délai d'un mois peut leur être accordé après avoir signé le PVAA (à programmer avec l'autorité local une 2 <sup>ème</sup> séance dans un (1) mois et le consigner dans le PV).
-------------------------	---

## Annexe 1

---

Document à produire par les ayants droits lors d'une séance de conciliation dans le cadre de l'expropriation

### 1- Cas de parcelles immatriculées ou en cours d'immatriculation

---

- Certificat foncier de date récente comportant la quote-part de chaque copropriétaire (cas où le T.F ou la Réquisition est dans l'indivision)
- Certificat de main levée partielle (cas où la propriété expropriée est grevée d'une hypothèque ou autres charges foncières)
- Certificat foncier de date récente justifiant la radiation de la rénovation (cas où la propriété fait l'objet d'une action judiciaire)
- Copie de la Carte d'Identité National du bénéficiaire de l'indemnité
- Certificat d'individualité (cas où les noms ne sont pas conformes)
- Procurations (cas où il y a des copropriétaires qui sont d'accord pour donner procuration)

### 2- Cas de parcelles non immatriculées

---

- Actes justifiant le droit de propriété de l'exproprié de la parcelle concernée
- Procuration (cas de plusieurs propriétaires de la parcelle expropriée)
- Certificat de vie collective
- Acte d'hérédité/ acte de partage
- Ordonnance du juge chargé des affaires des mineurs (cas des mineurs parmi les héritiers) quand le montant dépasse 200.000,00dh
- Certificat d'individualité (cas où les noms ne sont pas conformes)
- Copie de la Carte d'Identité National du bénéficiaire de l'indemnité

## Listes des procédures relatives aux activités foncières

Code	Procédure	Avancement
<b>En matière d'acquisition des réserves foncières nécessaires aux projets</b>		
DAJ.FF.01.1	Procédure relative à l'engagement de la phase administrative de l'expropriation	Mis en exécution
DAJ.FF.01.2	Procédure relative à l'abandon partiel ou total de l'expropriation	En cours
DAJ.FF.02.1	Procédure relative à l'occupation temporaire des terrains des particuliers	Mis en exécution
DAJ.FF.02.2	Procédure relative à l'indemnisation des dégâts causés par les travaux dans le cadre de l'occupation temporaire	En cours
DAJ.FF.03	Procédure relative à l'approbation et la publication des décrets d'expropriation	Mis en exécution
DAJ.FF.04.1	Procédure relative à l'engagement du processus préalable à l'indemnisation	Mis en exécution
DAJ.FF.04.2	Procédure relative à l'indemnisation dans le cadre de l'expropriation à l'amiable	En cours
DAJ.FF.05.1	Procédure relative à l'acquisition des réserves foncières pour la construction des bâtiments administratifs	En cours
DAJ.FF.05.2	Procédure relative à l'indemnisation dans le cadre des acquisitions de grès à grès	En cours
DAJ.FF.05.3	Procédure relative à l'indemnisation dans le cadre des acquisitions des terrains du domaine privé de l'Etat	En cours
DAJ.C.01	Procédure relative à la consignation des indemnités à la CGD	En cours
DAJ.C.02	Procédure relative à l'engagement de la phase contentieuse de l'expropriation	En cours
DAJ.C.03	Procédure relative à la délivrance des mains levées sur l'indemnisation dans le cadre de la phase contentieuse l'expropriation	En cours
<b>Réservations et/ou location des parcelles de terrain</b>		
DAJ.FF.06	Procédure relative à l'engagement des procédures d'occupation temporaire des domaines forestiers	En cours
DAJ.FF.07	Procédure relative à l'engagement des procédures d'occupation temporaire des domaines ferroviaires	En cours
DAJ.FF.08	Procédure relative à l'engagement des procédures d'occupation temporaire des domaines publics routiers	En cours
DAJ.FF.09	Procédure relative à l'engagement des procédures d'occupation temporaire des domaines publics autoroutiers	En cours
DAJ.FF.10	Procédure relative à l'engagement des procédures d'occupation temporaire des domaines publics hydraulique	En cours
DAJ.FF.11	Procédure relative à l'engagement des procédures d'occupation temporaire des domaines publics	En cours
DAJ.FF.12	Procédure relative aux paiements des redevances annuelles d'occupation temporaire	En cours
DAJ.FF.13	Procédure relative à l'Incorporation	En cours
DAJ.FF.14	Procédure relative au déclassement	En cours
<b>Gestion du patrimoine et mise à jour de la base des données du foncier</b>		
DAJ.FP.01	Procédure relative à la formulation des besoins en foncier (mise à disposition des parcelles de terrain)	En cours
DAJ.FP.02	Procédure relative à la réalisation des enquêtes parcellaires <u>préliminaires</u>	En cours
DAJ.FP.03	Procédure relative au suivi de l'immatriculation foncière des biens acquis	En cours
DAJ.FP.04	Procédure relative à la mise à jour du foncier de l'office après la réalisation des projets d'investissement (Conduite, installation, bâtiments...)	En cours
DAJ.FP.05	Procédure relative à l'Occupation, par les tiers, des emprises des ouvrages de l'ONEP	En cours
DAJ.FP.06	Procédure relative à l'Occupation des emprises des ouvrages (conduites) de l'ONEP au niveau du périmètre urbain par les voies d'aménagement de lotissements	En cours
DAJ.FP.07	Procédures de mains levées et radiations des inscriptions des projets de décrets et décrets d'expropriations portées sur les réquisitions et titres fonciers des biens frappés d'expropriations appartenant aux tiers.	En cours
DAJ.FP.08	Procédures relatives à la cession des biens fonciers ONEP à des tiers ou autres.	En cours
<b>Réalisation des études topographiques et parcellaires</b>		
Service Topographique	Plusieurs procédures à rédiger concernant les modes opératoires et les intervenants dans les différentes phases de réalisation des études topographiques et parcellaires qui déclenchent les actions foncières.	En cours

# Annexe E

Extrait du cahier de charge de l'ONEE pour la réalisation des études topographiques et parcellaires nécessaires à la délimitation des zones affectées par le projet et le recensement des ayants droit concernés (propriétaire et exploitant )

## ETUDES TOPOGRAPHIQUE ET PARCELLAIRES

### Les Prestations à réaliser sont énumérées comme suit :

1.	ENQUETES PARCELLAIRES
2.	CONSTITUTION DES DOSSIERS PARCELLAIRES
3.	CONSTITUTION DES DOSSIERS DE BORNAGES
4.	DOCUMENTS A FOURNIR

### **DEROULEMENT DES ENQUETES PARCELLAIRES**

#### PREALABLES

Le tracé de la conduite et les ouvrages doit être reportés sur les mappes cadastrales de la zone concernée.

#### En zone rurale :

L'IGT doit se rapprocher des services de l'Agriculture, des Travaux Publics; des Circonscriptions Domaniales, des Collectivités Locales etc. pour prendre connaissance des réalisations projetées dans la zone du projet.

#### En zone urbaine :

L'IGT doit se rapprocher des services municipaux de l'urbanisme et des agences foncières. Le tracé devra alors être reporté sur les trottoirs projetés par le plan d'aménagement de la ville dernier plan homologué. Dans le cas de non projection des rues, l'IGT doit se rapprocher de la Municipalité et de l'ONEP pour arrêter les mesures à prendre; un PV contradictoire doit être établi.

#### ENQUETES PARCELLAIRES

##### *a) Terrains non immatriculés*

Une enquête parcellaire doit être effectuée sur les lieux en présence d'un représentant des autorités locales. L'IGT fournira à l'ONEP le PV de l'enquête et les états parcellaires signés et cachetés par l'IGT et les autorités locales.

##### *b) Terrains immatriculés*

L'IGT doit se procurer les éléments techniques pour chaque titre foncier ou réquisition et les limites doivent être reportées sur les plans parcellaires.

Une enquête auprès de la conservation foncière et du cadastre doit être effectuée.

L'IGT doit se procurer les certificats fonciers et plans cadastraux des terrains touchés par le projet.

##### *c) Terrains appartenant ou soumis aux administrations, établissements publics ou semi-publics et collectivités locales*

L'enquête doit être menée de la même manière que a) et b)

L'IGT doit en plus se rapprocher des administrations concernées pour complément d'enquête appuyé par des pièces justificatives.

Les emprises des voies et lignes routes, pistes, lignes électriques, voies ferrées, etc. doivent être justifiées par des documents provenant des administrations compétentes.

### I-3. CONSTITUTION DES DOSSIERS PARCELLAIRES

#### a) Plan Parcellaire

Le plan parcellaire doit être réalisé sur le fond du tracé en plan et les plans fonciers disponibles aux services du cadastre, il comprendra :

- **Les limites, les numéros et les fenêtres de coordonnées (X,Y) et de contenances** des parcelles touchées par les emprises des conduites et les ouvrages qui s'y rapportent (réservoirs, stations de pompage, etc.) et des emprises des pistes d'accès aux ouvrages de l'ONEP.
- **Les points Kilométriques (PK) le long du tracé des conduites (à afficher tous les 50m).**
- La toponymie sera en langue arabe.
- Pour les Pistes et voies, leur appartenance juridique doit être déterminée et leurs numéros mentionnés si elles sont classées.
- Les édifices à caractère religieux des divers cultes, les cimetières, les immeubles faisant partie du Domaine Public et les ouvrages militaires ne peuvent pas être compris dans l'emprise (Article 4 du Dahir n° 1.81.254 du 11 Rajeb 1402, 6 Mai 1982).

#### b) Etat Parcellaire

L'état parcellaire doit indiquer :

- Le numéro de la parcelle
- Le nom et l'adresse du propriétaire ou du présumé propriétaire
- La superficie touchée par l'emprise de l'ouvrage ONEP. (Les superficies doivent être déterminées analytiquement et graphiquement).

Pour les propriétés immatriculées:

- Les Numéros des titres fonciers ou des réquisitions, la dénomination de la propriété, les Noms et Adresses des Propriétaires ou des ayants droits.

Pour les propriétés non immatriculées:

- Les Noms et Adresses des Propriétaires ou des ayants droits.

Pour les terrains Habous, Collectifs, Eaux et Forêts, Domaniaux, etc., il faudra mentionner en plus leurs numéros d'enregistrement dans leurs administrations.

**N.B : L'état parcellaire doit être signé contradictoirement par les Autorités Locales et l'IGT.**

#### c) Constitution Des Dossiers Parcellaires

Les dossiers parcellaires doivent être élaborés de manière à respecter l'appartenance juridique des terrains et leur situation administrative. En fonction de la typologie des parcelles de terrain, l'action foncière appropriée sera engagée.

Un dossier sera établi par type d'action foncière et pour chaque collectivité locale. Le tableau en annexe définit les types de terrains.

**Pour le parcellaire de la commune 1, l'IGT doit constituer :**

- 1) Un dossier pour les terrains Privés, Collectifs et Habous.

- 2) Un dossier pour les terrains du Domaine Privé de l'Etat.
- 3) Un dossier pour les terrains du Domaine Forestier, etc.
- 4) **L'état récapitulatif du parcellaire** (*classement par commune et par parcelle*) (voir annexe-2)
- 5) **L'état récapitulatif du parcellaire** (*classement par commune et par type de terrain*) (voir annexe-3)

L'IGT procédera de la même manière pour la commune 2, 3, 4.....etc.

**Pour chaque dossier parcellaire, l'IGT doit fournir :**

- Tracés des parcellaires sur fond de mappe cadastrale les plus récentes récupérées aux services de cadastres
- Les procès-verbaux, sanctionnant son enquête parcellaire, signés contradictoirement par les Autorités Locales et l'IGT.
- L'état parcellaire signé contradictoirement par les Autorités Locales et l'IGT.
- Plans parcellaires coloriés.
- Plan de situation.
- Les certificats des propriétés foncières des terrains immatriculés, leurs plans cadastraux et leurs calculs de contenances.
- Les certificats des propriétés foncières des terrains en cours d'immatriculation.
- Les mappes cadastrales qui couvrent le projet
- **L'état récapitulatif du parcellaire - TABLEAU.A** : les données seront classées comme suit : (*voir Annexe 2*) :
  - par Commune,
  - par Parcelle,
  - par Ouvrage,
  - par Type de Terrain.
- **L'état récapitulatif du parcellaire - TABLEAU.B** : les données seront classées comme suit : (*voir Annexe 3*) :
  - par Commune,
  - par Type de Terrain,
  - par Parcelle,
  - par Ouvrage.
- **Le fichier informatique du dossier parcellaire sous format ONEP.**

Chaque dossier parcellaire sera rangé à part dans des boîtiers en plastique.

L'IGT doit fournir tous les fichiers sur CD en deux exemplaires.

Les fichiers de dessins doivent être structurés et organisés en couches d'information séparée: (couche emprise ONEP, couche parcelle, couche conduite, couche réseau routier, couche réseau hydrographique, couches symboles ponctuels, etc.) et doivent correspondre :

- aux éditions avec la mise en page identiques aux plans remis par l'IGT sous forme papier
- aux dessins originaux complets et Géo-référenciés sans mise en page.

**ARTICLE 19 – DOSSIERS DE BORNAGES**

Pour chaque parcelle du dossier parcellaire immatriculée ou non immatriculée, l'IGT fournira les éléments suivants :

- Plan cadastral au 1/200 (Format cadastral ST.25, 26,...), portant la mention (Parcelle ONEP N° \_\_\_), tout en indiquant les numéros des parcelles riveraines et les vers bornes.
- Calcul de contenance.
- Listing des coordonnées (X,Y) des bornes.

L'IGT doit fournir tous les fichiers sur CD en deux exemplaires.

#### ARTICLE 20 - PRESENTATION DES DOCUMENTS DE LA MISSION II

A l'achèvement de la mission II; tous les documents doivent être présentés en dossiers soigneusement constitués (**Format papier et format numérique sur CD**).

##### **Pour chaque dossier parcellaire, l'IGT doit fournir :**

- **Tracés des parcellaires sur fond de mappe cadastrale les plus récentes récupérées aux services de cadastres** : 03 copie.
- Les procès-verbaux :30 copies.
- L'état parcellaire: 30 copies.
- Plans parcellaires coloriés: 30 tirages sur papier + 1 tirage sur calque stable.
- Plan de situation: 30 tirages sur papier + 1 tirage sur calque stable.
- Les certificats des propriétés foncières des terrains immatriculés : 30 copies.
- **L'état récapitulatif du parcellaire - TABLEAU.A** : les données seront classées par Commune, par Parcelle, par Ouvrage et par Type de Terrain : (voir Annexe 2) : 30 copie.
- **L'état récapitulatif du parcellaire - TABLEAU.B** : les données seront classées par Commune, par Type de Terrain, par Parcelle et par Ouvrage : (voir Annexe 3) : 30 copie.
- **Le fichier informatique du dossier parcellaire sous format ONEP** : 5 exemplaires.

Chaque dossier parcellaire sera rangé à part dans des boîtiers en plastique.

##### **Fichiers numérique**

L'IGT doit fournir tous les documents définitifs du dossier parcellaire et dossier de bornage (dossier TOPO, Plans parcellaires, Etats parcellaires...), sur support magnétique (CD), et en format compatible avec Microsoft Word et Excel, tous les plans devront également être fournis sous Format AutoCad (DWG) sur le même support (CD) que celui des pièces écrites. Ce (CD) doit être étiqueté et doit porter un fichier contenant la liste de tous les documents et plans (à fournir en 5 exemplaires).

## ANNEXE 1: PROCEDURES SELON LA NATURE JURIDIQUE DES TERRAINS

TYPE DE TERRAIN	CADRE JURIDIQUE DU TERRAIN	PROCEDURE A SUIVRE	REFERENCES JURIDIQUES
1) Domaine Public de l'Etat	- Domaine fluvial et cours d'eau - Routes et pistes classées - Pistes non classées - Plages - Ponts - Lacs	- Accord technique - Affectation	Dahirs du: - 1/7/1914 - 8/11/1919 - 1/8/1925 Régimes d'eau. - 30/7/1952 (L'urbanisme).
2) Domaine Privé de l'Etat géré par le Ministère des Finances Direction des Domaines	- Domaine privé de l'Etat	- Acquisition - Incorporation - Expropriation en cas de litige.	- Dahir: 1/11/1912 - Dahir: 7/7/1914 - Dahir: 3/1/1916
3) Domaine Forestier	- Domaine Forestier	- Occupation Temporaire - Incorporation - Expropriation en cas de litige.	- Dahir du 10/10/1917
4) Terrains Habous gérés par le Ministère des Habous et des Affaires Islamiques	A) Public  B) Privé	A) - Acquisition - Expropriation en cas de litige B) - Expropriation - Acquisition.	A) Dahir: 31/7/1913  B) Dahir: 16/1/1917 Dahir: 18/4/1979
5) Terrains Habous gérés par des personnes physiques ou des particuliers	- Représentant des Douars ou Ksours ou tribus - Représentants des Zaouias.	Expropriation au nom des représentants.	- Fiqh Islamique
6) Terrains collectifs et guiches sous la tutelle du Ministère de l'Intérieur.	- Collectivités locales	- Acquisition - Expropriation en cas de litige.	- Dahir: 5/01/1914 - Dahir: 21/11/1916 - Dahir: 27/04/1919 - Dahir: 30/9/1959

TYPE DE TERRAIN	CADRE JURIDIQUE DU TERRAIN	PROCEDURE A SUIVRE	REFERENCES JURIDIQUES
7) Terrains collectifs particuliers.		Expropriation au nom des représentants.	- Fiqh Islamique.
8) Terrains appartenant aux conseils provinciaux	Terrains appartenant aux Conseils provinciaux.	- Acquisition - Expropriation en cas de litige.	- Dahir: 15/2/1977
9) Terrains appartenant aux établissements publics et semi-publics.	1) Domaine Privé de l'Etat  2) Domaine Public de l'Etat	1)- Acquisition - Expropriation en cas de litige.  2)- Accord technique (A) - Occupation Temporaire (B)	Titres des propriétés Décret Royal du 21/4/1967. -(A) Dahir de remboursement. -(B) O.N.C.F.
10) Terrains privés	- Immatriculés - en cours d'immatriculation - Non immatriculés.	- Occupation Temporaire. - Expropriation	- Dahir 12/8/1913 et 2/6/1915. - Fiqh Islamique + D.O.C.

N.B. : Les procédures d'expropriation et d'occupation temporaire sont appliquées conformément aux dispositions du Dahir N° 1.81.254 du 11 Rajeb 1402 (6/5/82).

**ANNEXE 2: ETAT RECAPITULATIF DU PARCELLAIRE - TABLEAU.A -**  
***(Classement par Commune, par Parcelle, par Ouvrage et par Type de Terrain)***

**PROJET :** \_\_\_\_\_

**Préfecture :** \_\_\_\_\_

**Cercle :** \_\_\_\_\_

**Caïda :** \_\_\_\_\_

**Commune :** \_\_\_\_\_

**Tableau résumé :**

du PK_ au PK_	du Pt. N°: au Pt. N°: _	de la Plle N°: à la Plle N°: _	Ouvrage	Superficie Totale (m <sup>2</sup> )	Longueur Totale (m)	Type de Terrain	Dossier établi		
							OT.	Inc.	Exp.

**Tableau détaillé :**

PK	Pt. N°:	Plle N°:	Superficie	Ouvrage	Type de Terrain	Propriétaire	Coordonnées des limites (Bornes)		Plan Parcelaire	Mapp e cadastrale	Cart e 1/50.000	Dossier établi		
							X (m)	Y (m)				OT.	Inc.	Exp.

**Type de terrain:**

- Domaine public de l'Etat
- Domaine privé de l'Etat
- Domaine privé
- Domaine Forestier
- Terrains Habous
- Terrains collectifs

**PK :** point kilométrique.

**Plle N°:** parcelle N°: \_.

**Pt. N°:** borne d'axe, sommet ou piquet N°: \_.

**Ouvrage°:** Conduite, Réservoir, Station de pompage, Station de traitement...

**Dossier établi :**

- OT. : Occupation Temporaire
- Inc. : Incorporation
- Exp. : Expropriation

## ANNEXE 3: ETAT RECAPITULATIF DU PARCELLAIRE - TABLEAU.B -

*(Classement par Commune, par Type de Terrain, par Parcelle et par Ouvrage)*

<b>PROJET :</b> _____
<b>Préfecture :</b> _____
<b>Cercle :</b> _____
<b>Caïda :</b> _____
<b>Commune :</b> _____
<b>Type de terrain: (*)</b> _____

**Tableau résumé :**

du PK au PK	du Pt. N°: au Pt. N°:	de la Plle N°: à la Plle N°:	Ouvrage	Superficie Totale (m <sup>2</sup> )	Longueur Totale (m)	Dossier établi		
						OT.	Inc.	Exp.

**Tableau détaillé :**

P K	Pt N°:	Pl N°:	Superf icie	Ouvr age	Propriét aire	Coordon nées des limites (Bornes)		Plan Parcell aire	Mappe cadastr ale	Carte 1/50.0 00	Dossier établi			
						X (m)	Y (m)				O T.	In c.	Ex p.	

**NB :****Type de terrain: (\*)**

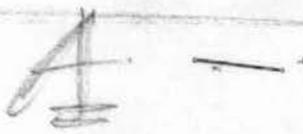
- Domaine public de l'Etat
- Domaine privé de l'Etat
- Domaine privé
- Domaine Forestier
- Terrains Habous
- Terrains collectifs

**PK :** point kilométrique.**Plle N°:** parcelle N° :\_\_.**Pt. N°:** borne d'axe, sommet ou piquet N°:\_\_.**Ouvrage°:** Conduite, Réservoir, Station de pompage, Station de traitement...**Dossier établi :**

- **OT.** : Occupation Temporaire
- **Inc.** : Incorporation
- **Exp.** : Expropriation

# Annexe F

1. Modèle de dossier d'expropriation et d'occupation temporaire
2. Modèle de dossier d'Occupation Temporaire
3. Modèle de dossier d'occupation temporaire du domaine forestier
4. Modèle de dossier d'incorporation



ROYAUME DU MAROC  
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

Branche Eau

قطاع الماء

DTI/AT A DR3

2 / 894

S/C DE DTI/A

20 JUIN 2013

N°: 2/.....DTI/AT/2013/336.

N° dossier 336/EXP/DTI/2013

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>AEP des Villes de KHOURIBGA, OUED ZEM, ABOUJAAD et K.TADLA à partir du barrage AIT MASSEUD.</p> <p>- Conduite -</p> <p>Municipalité : K.TADLA</p> <p><u>EXPROPRIATION</u></p> <p>- Note de présentation</p> <p>- Plan de situation</p> <p>- Plan Parcellaire</p> <p>- État parcellaire</p> <p>- PV d'enquête</p>	<p>06</p> <p>05</p> <p>05</p> <p>05</p> <p>05</p> <p>01</p>	<p>Pour prise en charge, en vous demandant de nous transmettre une copie de projet de décret une fois publié.</p> <p>Le Chef de Service Topographie Eau Potable Rachid EL HASSANI ALAOUI</p> <p>Le Chef de la Division Assistance Technique et Consolidation Abderrahmane AIT ERROUHI</p>

Arrivée Courrier  
Date: 20 JUIN 2013  
DAJ DAJE DAJG DAJF DAJXA

ARRIVEE: 20 JUIN 2013  
DAJFF DAJFC DAJFP DAJFE DAJF

C.T à : DTI/C pour information (+1copie du dossier).  
: DAJ pour information (+1copie du dossier).

تزويد مدن خريبكة، واد زم، أبي الجعد و قصبه تادلة والمنشآت الفوسفاطية بالماء الشروب انطلاقا من مياه سد ايت مسعود.

طلب نزع الملكية  
مذكرة تقديمية  
بلدية : قصبه تادلة

سيشرع المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع-، في انجاز مشروع تزويد مدن خريبكة، واد زم، أبي الجعد و المنشآت الفوسفاطية بالماء الشروب انطلاقا من مياه سد أيت مسعود و يتكون هذا المشروع من :

- بناء و تجهيز محطة المعالجة.
- بناء و تجهيز 7 محطات للضخ.
- بناء 4 خزانات.
- مد قنوات الماء.
- مد قناة التفريغ.

إن مد شطر من قناة الماء، يستلزم نزع الملكية لبقع أرضية في ملك الخواص، و ذلك طبقا لمقتضيات الظهير الشريف المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982) المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة والاحتلال المؤقت.

توجد هذه البقع الأرضية ببلدية قصبه تادلة، عمالة إقليم بني ملال وبدائرة المحكمة الإدارية بالدار البيضاء و المحافظة العقارية ببني ملال.

أما تكاليف هذه العملية فهي مدرجة ضمن اعتمادات نزع الملكية.

المصلحة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -  
مديرية التقنية و الهندسة  
المصلحة الطبوغرافية الماء الشروب

تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي جعد و قصابة تادلة  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود

تصميم تجزيئي

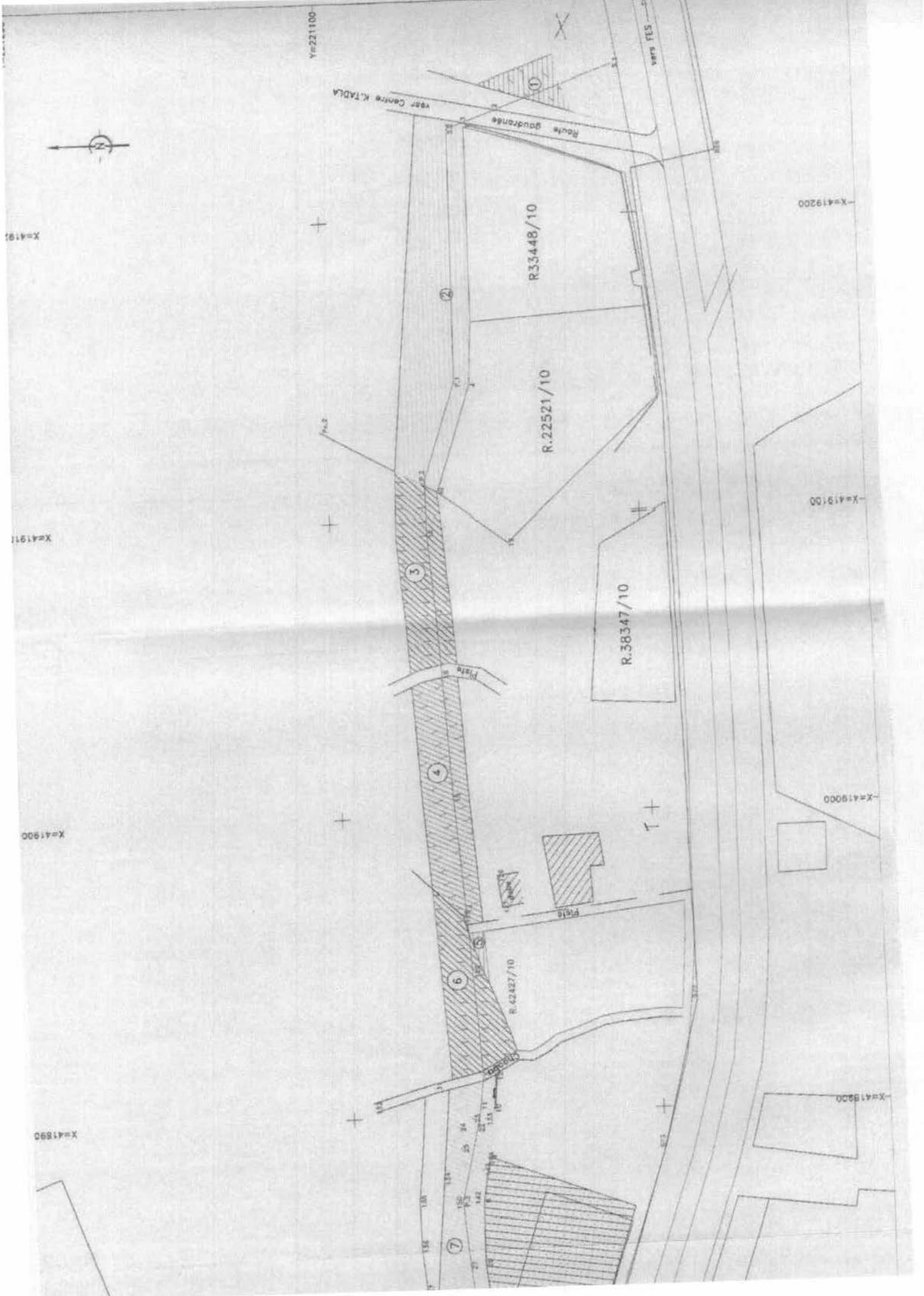
عمالة إقليم : بني ملال

بلدية : قصابة تادلة

مقياس : 1000/1

رقم : 1/1

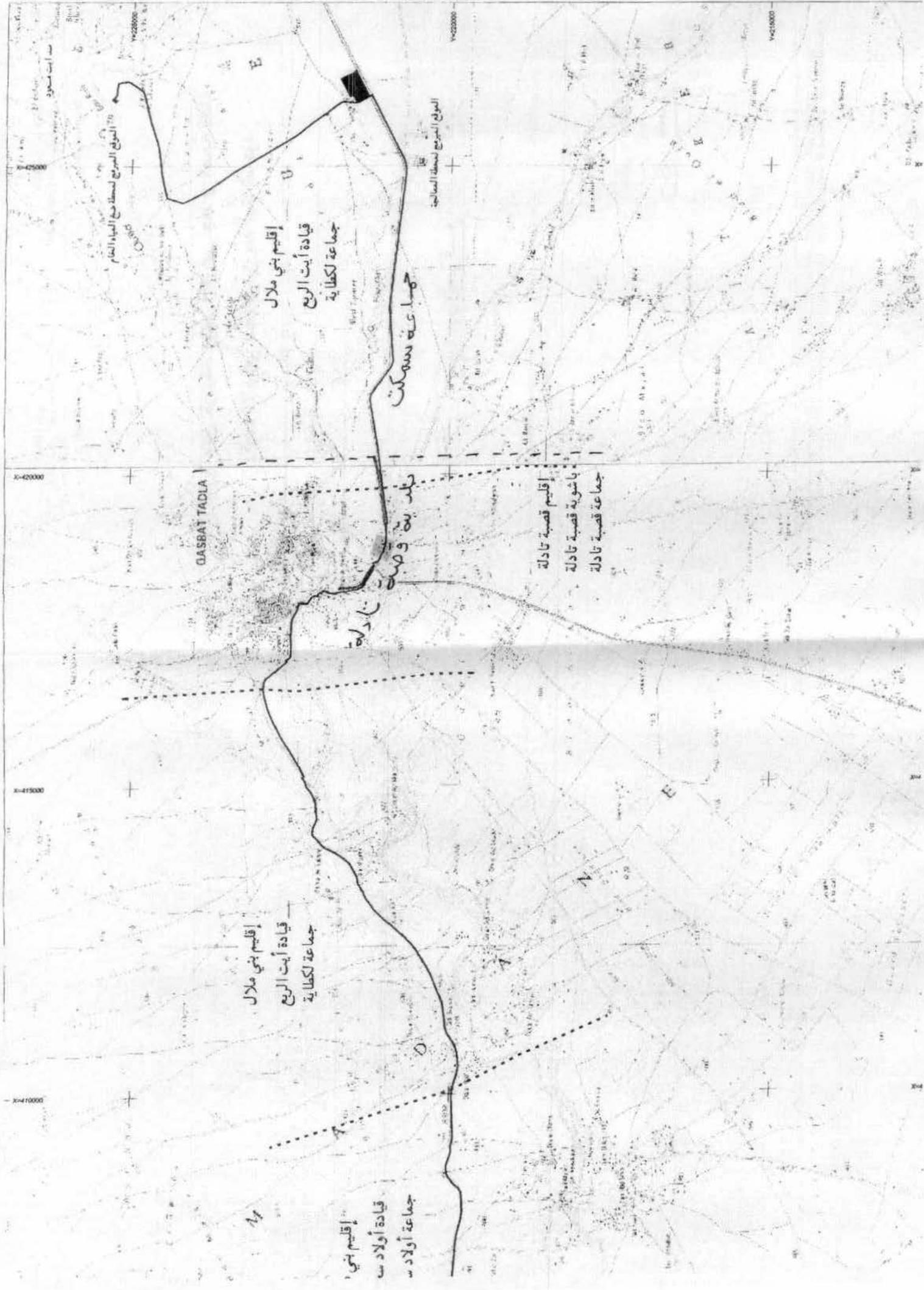
تاريخ : ماي 2013



تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي جعد و قصابة تادلة  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود

تصميم الموقع

مقياس : 1/50000  
رقم : 1/1  
تاريخ : ديسمبر 2012



جماعة تادلة

بلدية تادلة

بلدية قصب تادلة

إقليم بني ملال  
قيادة أيت الربع  
جماعة لكلاية

إقليم بني ملال  
قيادة أيت الربع  
جماعة لكلاية

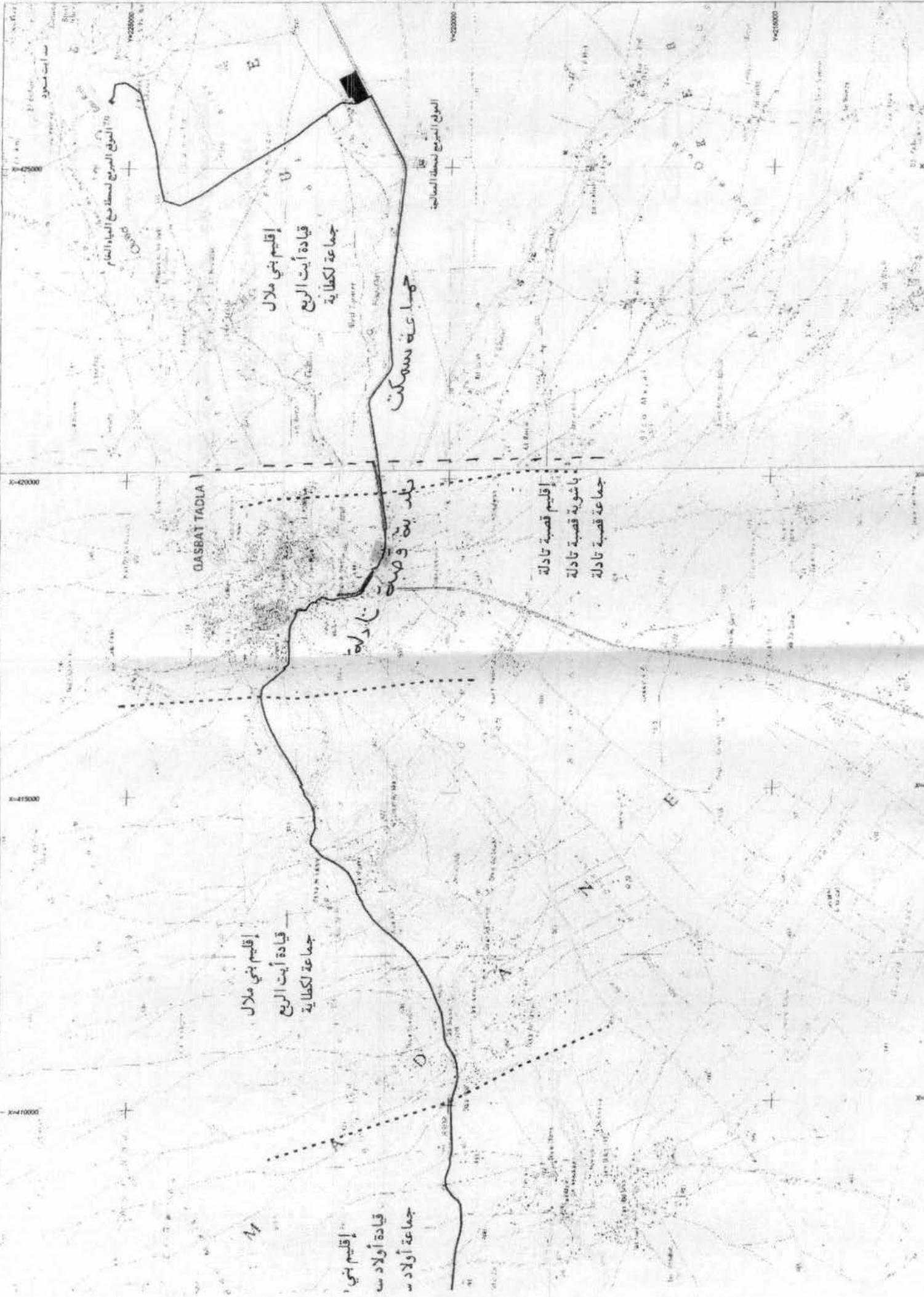
إقليم بني ملال  
قيادة أولاد س  
جماعة أولاد س

إقليم قصب تادلة  
باشوية قصب تادلة  
جماعة قصب تادلة

إقليم قصب تادلة  
باشوية قصب تادلة  
جماعة قصب تادلة

المرج المروج لسطح المساحة

GASBAT TADLA



المملكة المغربية

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -

مديرية التقنية و الهندسة

المصلحة الطبوغرافية الماء الشروب

تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي جعد و قسبة تادلة  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود.

## لائحة الأملاك

عمالة : إقليم بني ملال

بلدية : قسبة تادلة

## بلدية : قسبة تادلة

ملاحظة	المساحة			العنوان	اسم المالك	أسماء الأملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	س	أر	هـ				
	00	02	52	بلدية قسبة تادلة.	العايدي محمد.	غير محفظة	1
	00	23	26	بلدية قسبة تادلة.	العايدي محمد.	غير محفظة	2
	00	09	29	بلدية قسبة تادلة.	ورثة بريق لحسن - ورثة بريق قدور - بوراس يوسف.	غير محفظة	3
	00	11	76	بلدية قسبة تادلة.	فرداوي محمد، فرداوي فاطمة ورثة فرداوي عقة العزاوي حسن و من معهم.	غير محفظة	4
	00	00	47	بلدية قسبة تادلة.	ورثة حمود دردر.	مطلب عدد 10/42427	5
	00	08	45	بلدية قسبة تادلة.	ورثة بريق موحى.	غير محفظة	6
	00	21	44	بلدية قسبة تادلة.	القاسمي السعدية و من معها.	غير محفظة	7
	00	04	53	بلدية قسبة تادلة.	القاسمي الحسين.	غير محفظة	8
	00	02	88	بلدية قسبة تادلة.	القاسمي صالح.	غير محفظة	9
	00	01	93	بلدية قسبة تادلة.	ورثة سميري أحمد.	مطلب عدد 10/4445	10

## محضر بحث عقاري

في يوم الاربعاء 2013/04/10 وفي إطار تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و قسبة تادلة بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود، خرجت لجنة، تحت إشراف السلطة المحلية، مكونة من السادة :

- فيصل بنزاوية : قائد رئيس الملحقة الادارية الثانية  
- رشيد ايت محمد : ممثل المكتب التقني الملحقة الثانية قسبة تادلة  
- صالح لمودني : عون السلطة الحلية.  
- بو عزي بوطاهر : ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - بالرباط.  
- الطاوس نوال : ممثلة المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - بالرباط.

لاجراء بحث عقاري بعين المكان بطريق فاس قصد إحصاء ملاكي أو المفترض أنهم ملاكي البقع الأرضية التي سوف توضع عليها قناة الماء و التي ستزرع ملكيتها من طرف المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - ، و قد تم حصر اللائحة كالتالي :

- 1- العايدي محمد.
- 2- العايدي محمد.
- 3- ورثة برقيق لحسن - ورثة برقيق قدور - بوراس يوسف.
- 4- فرداوي محمد، فرداوي فاطمة ورثة فرداوي عقة العزاوي حسن و من معهم.
- 5- ورثة حمود الدردار.
- 6- ورثة برقيق موحى.
- 7- القاسمي السعدية و من معها.
- 8 - القاسمي الحسين.
- 9- القاسمي صالح.
- 10- ورثة سميري أحمد.

توجد هذه البقع الأرضية داخل المدار الحضري ببلدية قسبة تادلة عمالة إقليم بني ملال.

### التوقيعات

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -  
مديرية التقنية و الهندسة  
بو عزي بوطاهر

- بو عزي بوطاهر

Eawant

- الطاوس نوال

رشيد ايت محمد

- رشيد ايت محمد

- صالح لمودني

السلطة المحلية



فيصل بنزاوية

Branche Eau

قطاع الماء

DTI/AT A DR3

2 / 895

S/C DE DTI/A

N°:2/.....DTI/AT/2013/335.

20 JUIN 2013

N° dossier 335/OT/DTI/2013

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION	NOMBRE	OBSERVATIONS										
<p>AEP des Villes de KHOURIBGA, OUED ZEM, ABOUJAAD et K.TALA à partir du barrage AIT MASSEFOUD.</p> <p>- Conduite -</p> <p><u>Municipalité : K.TADLA</u></p> <p><u>OCCUPATION TEMPORAIRE</u></p> <p>- Note de présentation - Plan de situation - Plan Parcellaire - État parcellaire - PV d'enquête</p>	<p>06 05 05 05 01</p>	<p>Pour prise en charge en vous demandant de nous transmettre une copie de l'arrêté d'occupation temporaire une foie signé.</p> <p>Le Chef de Service Topographie Eau Potable Rachid EL HASSANI ALAOUI</p> <p>Le Chef de la Division Assistance Abderrahmane AIT EKROUHI</p>										
<p>Arrivée Courrier Date: 20 JUIN 2013</p> <table border="1"> <tr> <td>DAJ</td> <td>DAJE</td> <td>DAJC</td> <td>DAJF</td> <td>DAJXA</td> </tr> </table>	DAJ	DAJE	DAJC	DAJF	DAJXA		<p>ARRIVEE:.....21.JUIN.2013.....</p> <table border="1"> <tr> <td>DAJ/FF</td> <td>DAJ/FC</td> <td>DAJ/FP</td> <td>DAJ/FE</td> <td>DAJ/F</td> </tr> </table>	DAJ/FF	DAJ/FC	DAJ/FP	DAJ/FE	DAJ/F
DAJ	DAJE	DAJC	DAJF	DAJXA								
DAJ/FF	DAJ/FC	DAJ/FP	DAJ/FE	DAJ/F								
<p>C.T à : DTI/C pour information (+1copie du dossier). : DAJ pour information (+1copie du dossier).</p>												

تزويد مدن خريبكة، واد زم، أبي الجعد و قصبه تادلة والمنشآت الفوسفاطية بالماء  
الشروب انطلاقا من مياه سد آيت مسعود.

طلب احتلال مؤقت  
مذكرة تقديمية  
بلدية : قصبه تادلة

سيشرع المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع-، في انجاز مشروع تزويد  
مدن خريبكة، واد زم، أبي الجعد و المنشآت الفوسفاطية بالماء الشروب انطلاقا من مياه سد  
آيت مسعود و يتكون هذا المشروع من :

- بناء و تجهيز محطة المعالجة.
- بناء و تجهيز 7 محطات للضخ.
- بناء 4 خزانات.
- مد قنوات الماء.
- مد قناة التفريغ.

إن مد شطر من قناة الماء، يستلزم احتلالا مؤقتا لبقع أرضية في ملك الخواص، و ذلك طبقا  
لمقتضيات الظهير الشريف المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982) المتعلق بنزع  
الملكية لأجل المنفعة العامة والاحتلال المؤقت.

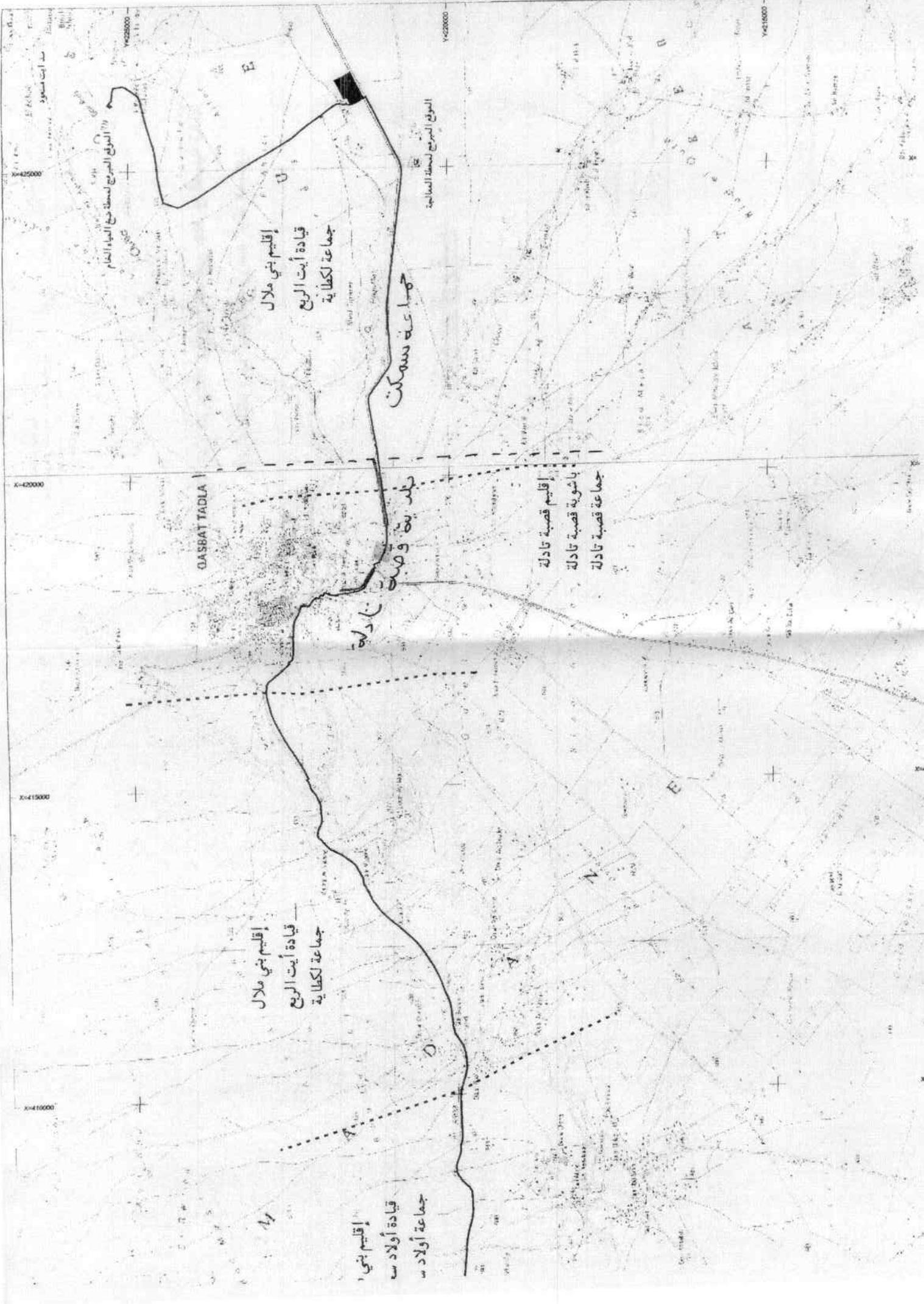
توجد هذه البقع الأرضية ببلدية قصبه تادلة ، عمالة إقليم بني ملال.

أما تكاليف هذه العملية فهي مدرجة ضمن اعتمادات نزع الملكية.

تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي جعد و قصبه تادلة  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود

تصميم الموقع

مقياس : 1/50000  
رقم : 1/1  
تاريخ : ديسمبر 2012



إقليم بني ملال  
جماعة أولاد سة

إقليم بني ملال  
جماعة أولاد سة

إقليم قصبه تادلة  
باشوية قصبه تادلة  
جماعة قصبه تادلة

بلدية قصبه تادلة

جماعة سمكنت

إقليم بني ملال  
جماعة لكلاية

الموقع المحطة معالجة المياه الخام

الموقع المحطة المعالجة

QASBAT TADLA

X=425000

X=420000

X=415000

X=410000

Y=220000

Y=215000

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -  
مديرية التقنية و الهندسة  
المصلحة الطبوغرافية الماء الشروب

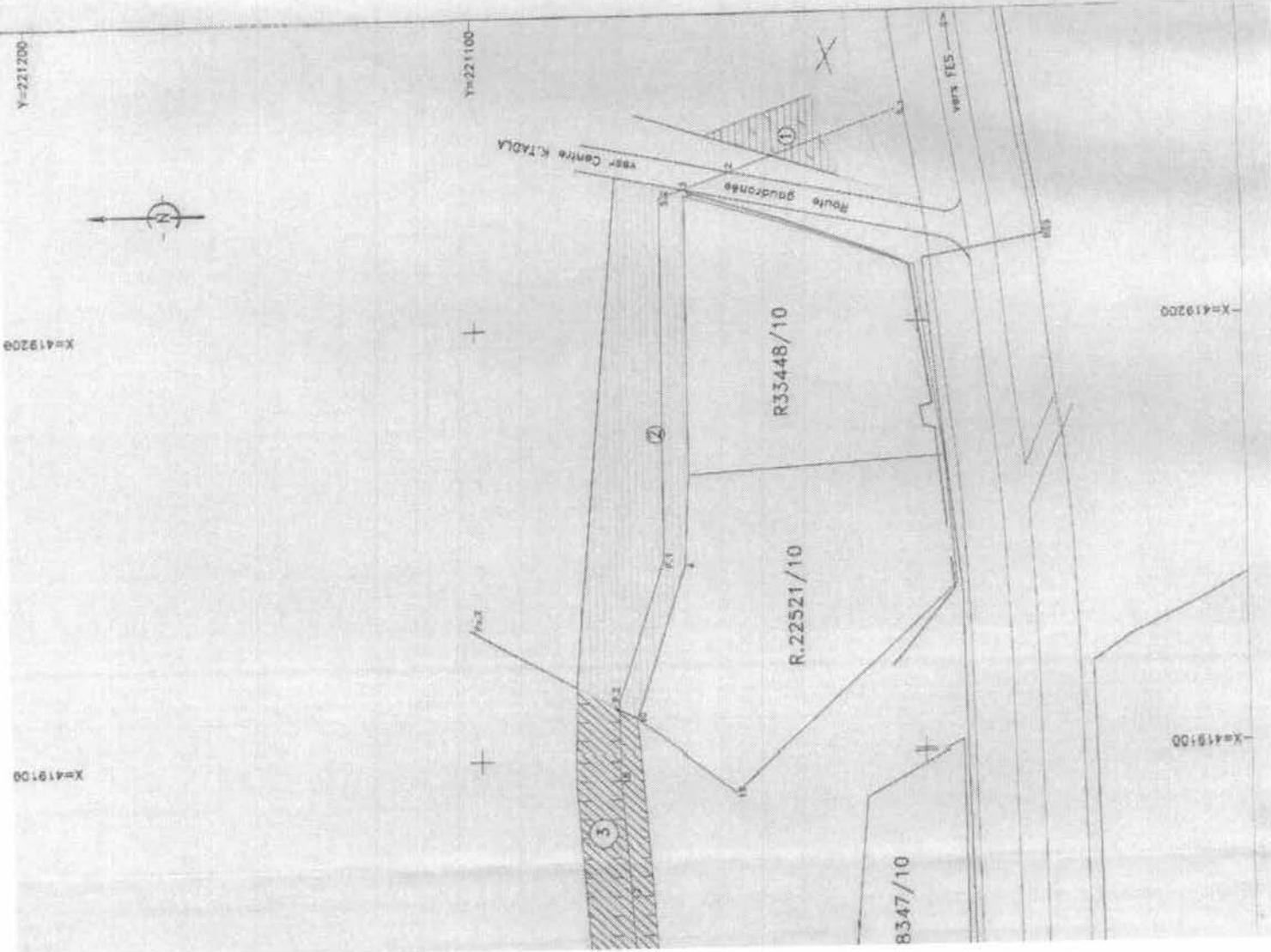
تزويد مدن خريبكة، وادي زم، ابي جعد و قصبة تادلة  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود

تصميم تجزيئي

عمالة إقليم : بني ملال

بلدية : قصبة تادلة

مقياس : 1/1000  
رسم : 1/1  
تاريخ : سبتمبر 2013



المملكة المغربية

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -

مديرية التقنية و الهندسة

المصلحة الطبوغرافية الماء الشروب

تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي جعد و قصبه تادلة  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود.

## لائحة الأملاك

عمالة : إقليم بني ملال

بلدية : قصبه تادلة

## بلدية : قسبة تادلة

ملاحظة	المساحة			العنوان	اسم المالك	أسماء الأملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	هـ	أر	س				
	00	02	52	بلدية قسبة تادلة.	العايدي محمد.	غير محفظة	1
	00	23	26	بلدية قسبة تادلة.	العايدي محمد.	غير محفظة	2
	00	09	29	بلدية قسبة تادلة.	ورثة برفيق لحسن - ورثة برفيق قدور - بوراس يوسف.	غير محفظة	3
	00	11	76	بلدية قسبة تادلة.	فرداوي محمد، فرداوي فاطمة ورثة فرداوي عقة العزاوي حسن و من معهم.	غير محفظة	4
	00	00	47	بلدية قسبة تادلة.	ورثة حمود دردر.	مطلب عدد 10/42427	5
	00	08	45	بلدية قسبة تادلة.	ورثة برفيق موحى.	غير محفظة	6
	00	21	44	بلدية قسبة تادلة.	القاسمي السعدية و من معها.	غير محفظة	7
	00	04	53	بلدية قسبة تادلة.	القاسمي الحسين.	غير محفظة	8
	00	02	88	بلدية قسبة تادلة.	القاسمي صالح.	غير محفظة	9
	00	01	93	بلدية قسبة تادلة.	ورثة سميري احمد.	مطلب عدد 10/4445	10

## محضر بحث عقاري

في يوم الاربعاء 2013/04/10 وفي إطار تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و قصبه تادلة بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود، خرجت لجنة، تحت إشراف السلطة المحلية، مكونة من السادة :

- |                 |   |
|-----------------|---|
| - فيصل بنزاوية  | : قائد رئيس الملحقة الادارية الثانية  |
| - رشيد ايت محمد | : ممثل المكتب التقني الملحقة الثانية قصبه تادلة                             |
| - صالح لمودني   | : عون السلطة الحلية.  |
| - بوغزى بوطاهر  | : ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - بالرباط.  |
| - الطاوس نوال   | : ممثلة المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - بالرباط. |

لاجراء بحث عقاري بعين المكان بطريق فاس قصد إحصاء ملاكي أو المفترض أنهم ملاكي البقع الأرضية التي سوف توضع عليها قناة الماء و التي ستزرع ملكيتها من طرف المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - ، و قد تم حصر اللائحة كالتالي :

- 1- العايدي محمد.
- 2- العايدي محمد.
- 3- ورثة بريق لحسن - ورثة بريق قدور - بوراس يوسف.
- 4- فرداوي محمد، فرداوي فاطمة ورثة فرداوي عقة العزاوي حسن و من معهم.
- 5- ورثة حمود الدرदार.
- 6- ورثة بريق موحى.
- 7- القاسمي السعدية و من معها.
- 8 - القاسمي الحسين.
- 9- القاسمي صالح.
- 10- ورثة سميري أحمد.

توجد هذه البقع الأرضية داخل المدار الحضري ببلدية قصبه تادلة عمالة إقليم بني ملال.

### التوقيعات

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -  
مديرية التقنية و الهندسة  
بوغزى بوطاهر

- بوغزى بوطاهر

Eawatt

- الطاوس نوال

رشيد ايت محمد

- رشيد ايت محمد

- صالح لمودني

السلطة المحلية



فيصل بنزاوية

Branche Eau

قطاع الماء

DTI/AT A DRI

S/C DE DTI/A

N°: 2/ 1453 .....DTI/AT/2013/351.

N° dossier 351/OT/DTI/2013

2013 23

B O R D E R E A U D ' E N V O I

DESIGNATION	NOMBRE	OBSERVATIONS										
<p>AEP de la ville d'AGADIR à partir du barrage Sidi Abdellah</p> <p><u>Domaine forestier</u></p> <p><u>CR : TAMRI</u></p> <p><u>OCCUPATION TEMPORAIRE</u></p> <p>- Note de présentation. - État parcellaire. - Plan Parcellaire n°1/10 au 10/10. - Plan de situation. - PV d'enquête.</p>	<p>06 06 06x10 06 01</p>	<p>Veillez trouver ci-joint copie du dossier parcellaire d'occupation temporaire qui a été remis en main propre à Mr AGLIF lors de la réunion tenue aux locaux du chantier de TAMRI le 19/06/2013, pour prise en charge, en vous demandant de nous transmettre une copie de l'arrêté d'occupation temporaire une fois signé.</p> <p>Le Chef de la Division Assistance Technique et Consolidation Abderrahmane AIT ERROUHI</p>										
<p>Arrivée Courrier Date: 24 OCT. 2013</p> <table border="1"> <tr> <td>DAJ</td> <td>DAJ/E</td> <td>DAJ/C</td> <td>DAJ/F</td> <td>DAJ/XA</td> </tr> </table>	DAJ	DAJ/E	DAJ/C	DAJ/F	DAJ/XA		<p>ARRIVEE: 2013 24</p> <table border="1"> <tr> <td>DAJ/FF</td> <td>DAJ/FC</td> <td>DAJ/FP</td> <td>DAJ/FE</td> <td>DAJ/F</td> </tr> </table>	DAJ/FF	DAJ/FC	DAJ/FP	DAJ/FE	DAJ/F
DAJ	DAJ/E	DAJ/C	DAJ/F	DAJ/XA								
DAJ/FF	DAJ/FC	DAJ/FP	DAJ/FE	DAJ/F								
<p>C.T à : DTI/S pour information + copie du dossier. : DAJ pour information + copie du dossier.</p>												

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء  
مديرية التقنية والهندسة  
مصلحة الطبوغرافية الماء الشروب

تقوية تزويد اكادير الكبرى  
بالماء الشروب انطلاقا من سد  
مولاي عبدالله

## المياه والغابات

عمالة : إقليم اكادير

قيادة : تامري

جماعة : تامري

N° : 351 / OT / DTI / 20 13

N° : / / EXP / DTI / 20

N° : / / INC / DTI / 20

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء  
المديرية التقنية و الهندسة

تقوية تزويد أكادير بالماء الشروب إنطلاقا من سد مولاي عبد الله

إحتلال مؤقت

جماعة : تامري

مذكرة تقديمية

سيشرع المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب في إنجاز مشروع تزويد مدينة أكادير  
بالماء الشروب إنطلاقا من سد مولاي عبد الله .  
و يتكون هذا المشروع من :  
- مد قناة الماء

إن بناء ورش الأشغال اللازمة لبناء شطر من القناة يستلزم إحتلالا مؤقتا لبقع أرضية  
في ملك الغابوي وذلك طبقا لمقتضيات الظهير الشريف المؤرخ في 11 رجب 1402هـ  
الموافق ل 6 مايو 1982م المتعلق بنزع الملكية العامة و الإحتلال المؤقت.  
توجد هذه البقع الأرضية بجماعة تامري قيادة تامري عمالة إقليم أكادير.

مكتب فكتور أوبير  
Cabinet OBER VICTOR  
Bureau d'Etude et Topographie  
60, Rue Jules Gras - (Oasis) - Casablanca  
Tél. 022.25.56.25 Fax 022.25.80.86

00000

92500



427500

425000

422500



المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

قطاع الماء

المديرية التقنية و الهندسة  
مصلحة الطبوغرافية للماء الشروب



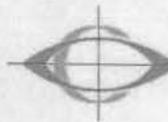
تقوية تزويد أكادير الكبرى  
بالماء الصالح للشرب انطلاقا من سد  
مولاي عبد الله

تصميم الموقع

مكتب فيكتور أوبير  
Cabinet OBER VICTOF  
Bureau d'Etude et Topographie  
60, Rue Jules Gros - (Oasis) - Casablanca  
Tél. 022.25.80.86 Fax 022.25.80.86

مقياس : 1/25000  
رقم :  
تاريخ :

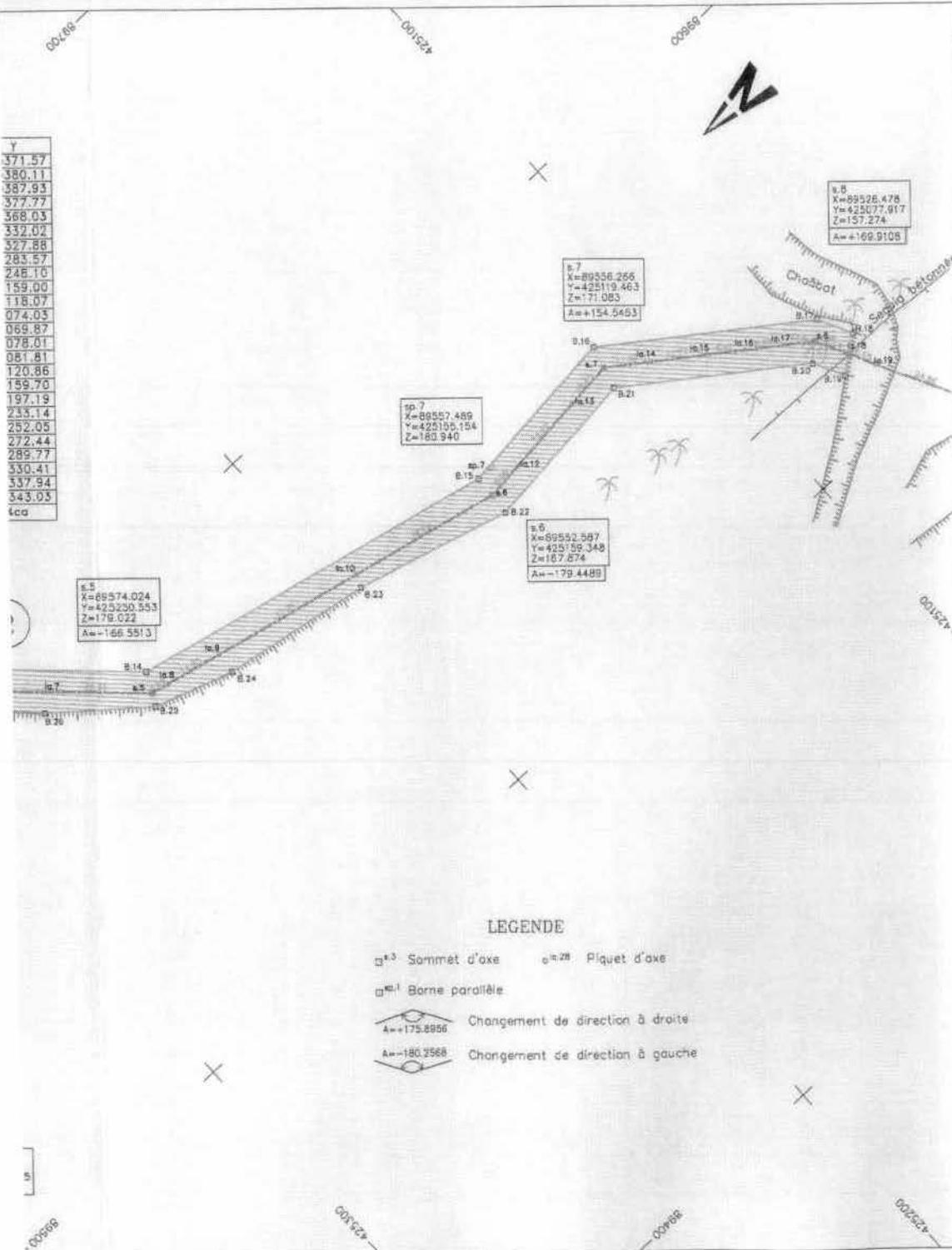
الرسام :  
المساح : مكتب أوبير فيكتور  
الباحث :



CABINET OBER

مكتب أوبير

60, Rue Jules Gros - Oasis - 20100 CASABLANCA - Tél.: 022 25.56.25 - 022 98.68.09  
Fax: 022 25.80.86 E-mail: cabinetober@menara.ma  
R.C. Casa 114978 - Patente 34752400 - N.I.F. 42305510 - CNSS 1727067



Y
371.57
380.11
387.93
377.77
368.03
332.02
327.88
283.57
248.10
159.00
118.07
074.03
069.87
078.01
081.81
120.86
159.70
197.19
233.14
252.05
272.44
289.77
330.41
337.94
343.03
cca

LEGENDE

- <sup>3</sup> Sommet d'axe      ○<sup>28</sup> Piquet d'axe
- <sup>4</sup> Borne parallèle
- ↘  
A=+175.8866      Changement de direction à droite
- ↙  
A=-180.2568      Changement de direction à gauche

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
قطاع الماء  
المديرية التقنية و الهندسة  
مصلحة الطبوغرافية للماء الشروب



تقوية تزويد أكادير الكبرى  
بالماء الصالح للشرب انطلاقا من سد  
مولاي عبد الله

تصميم تجزيئي  
المياه و الغابات

عمالة اقليم : أكادير

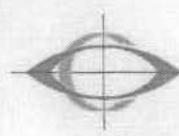
قيادة : تامري

جماعة : تامري

مقياس : 1/1000  
رقم : 1/10  
تاريخ :

مكتب فكتور أوبير  
Cabinet OBER VICTOF  
Bureau d'Etude et Topographie  
60, Rue Jules Gros - Oasis - Casablanca  
Tél : 022 25.56.25 Fax : 022 98.68.09

الرسام :  
المساح : مكتب أوبير فكتور  
الباحث :



CABINET OBER

مكتب أوبير

60, Rue Jules Gros - Oasis - 20100 CASABLANCA - Tél.: 022 25.56.25 - 022 98.68.09  
Fax: 022 25.80.86 E-mail: cabinetober@menara.ma  
R.C. Casa 114978 - Patente 34752400 - N.I.F. 42305510 - CNSS 1727067

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
المديرية التقنية والهندسة  
مصلحة الطبوغرافية للماء الشروب

تقوية وتزويد أكادير الكبرى بالماء الشروب  
إنطلاقا من سد مولاي عبد الله

المياه و الغابات

عمالة إقليم : أكاديرادواتنان

قيادة : تامري

جماعة : تامري

## جماعة تامري

ملاحظة	المساحة			العنوان	إسم المستغل	إسم الملاك أو المفترض أنه الملاك	اسماء الأملاك و أرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	س	أر	هـ					
	00	36	24			المياه و الغابات	غير محفظة	2
	00	07	40		الصالح امحمد بن سعيد	المياه و الغابات	غير محفظة	36
	00	01	85		الفاضلي محمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	37
	00	02	69		بوقداير امحمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	38
	00	01	39		اندجار أحمد بن أحمد	المياه و الغابات	غير محفظة	39
	00	00	50		ورثة أبوغا محمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	40
	00	00	49		ورثة أندجار سعيد	المياه و الغابات	غير محفظة	41
	00	00	56		ورثة سعيد بن عبد الله أندجار	المياه و الغابات	غير محفظة	42
	00	00	46		أندجار محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	43
	00	00	66		اندجار أحمد بن لكرافي	المياه و الغابات	غير محفظة	44
	00	00	96			المياه و الغابات	غير محفظة	45
	00	01	74		الفاضلي محمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	46
	00	02	43		إبراهيم أمليل	المياه و الغابات	غير محفظة	47
	00	01	32		إبراهيم أمليل	المياه و الغابات	غير محفظة	48
	00	01	84		الفاضلي محمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	49
	00	01	16		السعيد آيت مالك بن الحسين	المياه و الغابات	غير محفظة	50
	00	08	78		الصالح محمد بن لحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	51
	00	03	69		الصالح محمد بن لحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	52
	00	08	75		أمين الحسين	المياه و الغابات	غير محفظة	53
	00	21	36		ورثة بوقدير الحسين بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	54

## جماعة تامري

ملاحظة	المساحة			العنوان	إسم المستقل	إسم الملاك أو المقترض أنه الملاك	أسماء الأملاك و أرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	س	أر	هـ					
	00	09	38		فاضلي محمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	75
	00	05	41		ورثة فارسي محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	76
	00	01	12		أمين الحسين بن إدريس	المياه و الغابات	غير محفظة	77
	00	01	70		أمين محمد بن إدريس	المياه و الغابات	غير محفظة	78
	00	02	35		فاضلي محمد بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	79
	00	01	96		أمين الحسين بن إدريس	المياه و الغابات	غير محفظة	80
	00	01	01		أمين محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	81
	00	02	66		ورثة الفارسي محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	82
	00	02	85		ورثة آيت إبراهيم اومدني	المياه و الغابات	غير محفظة	83
	00	08	54		اوشود حسن بن إبراهيم	المياه و الغابات	غير محفظة	84
	00	04	16		اوشود حسن ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	85
	00	01	68		كونكوش صالح بن محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	86
	00	03	11		اشيودان حسن ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	87
	00	01	65		ورثة إيد عبد الرحمان	المياه و الغابات	غير محفظة	88
	00	05	00		اسلطين محمد بن لحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	89
	00	12	24		اتوكة محمد ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	91
	00	81	74		اسلطين محمد بن لحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	92

## جماعة تامري

ملاحظة	المساحة			العنوان	إسم المستغل	إسم الملاك أو المفترض أنه الملاك	أسماء الأملاك و أرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	هـ	أر	س					
	00	04	67		صديمان سالم بين مسعود	المياه و الغابات	غير محفظة	108
	00	02	69		اندراحي عبد الرحيم بن عبد الله	المياه و الغابات	غير محفظة	130
	00	04	00		اندراحي عبد الرحيم بن عبد الله	المياه و الغابات	غير محفظة	131
	00	02	19		ورثة أحمد ابازيني	المياه و الغابات	غير محفظة	132
	00	02	07		ورثة أحمد ابازيني	المياه و الغابات	غير محفظة	133
	00	01	09		ورثة يوسف عمر ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	134
	00	01	16		ورثة يوسف عمر ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	135
	00	03	01		ورثة يوسف عمر ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	136
	00	00	98		ورثة يوسف عمر ومن معه	المياه و الغابات	غير محفظة	137
	00	03	44		ورثة أحمد ابازيني	المياه و الغابات	غير محفظة	138
	00	00	67		يوسفى مولاي الحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	139
	00	02	19		يوسفى مولاي الحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	140
	00	08	23		ورثة آيت توكرة لحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	141
	00	01	78		ورثة آيت توكرة لحسن	المياه و الغابات	غير محفظة	142
	00	05	25		ورثة توريت إبراهيم	المياه و الغابات	غير محفظة	143
	00	03	08		ورثة أومسكين الحاج علي	المياه و الغابات	غير محفظة	144

## جماعة تامري

ملاحظة	المساحة			العنوان	اسم المستغل	اسم الملاك أو المفترض أنه الملاك	اسماء الأملاك و أرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	د	أر	س					
	00	02	93		وصفي الحاج محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	145
	00	02	08		وصفي الحاج محمد	المياه و الغابات	غير محفظة	146

Branche Eau

قطاع الماء

DTI/AT A DR2

29 AVR. 2013

2 / 6 0 5

S/C DE DTI/A

N°:.....DTI/AT./2013

Dossier n°319/INC/DTI/2013

B O R D E R E A U D ' E N V O I

DESIGNATION	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p><u>AEP de la ville de MARRAKECH à partir du canal Rocade</u></p> <p><u>Conduite de rejet</u></p> <p><u>Incorporation</u></p> <p><u>Commune de TASOLTANTE</u></p> <p>-Note de présentation</p> <p>-Etat parcellaire</p> <p>-Plan parcellaire N° 1</p> <p>-Plan de situation</p> <p>-Copie du P. V d'enquête</p>	<p>10</p> <p>10</p> <p>06</p> <p>04</p> <p>01</p>	<p>Suite à la déviation du tracé de la conduite projetée au moment des travaux, veuillez trouver ci-joint pour prise en charge le dossier parcellaire actualisé.</p> <p>Nous vous informons que ce dossier annule la parcelle n° 17 du dossier d'incorporation n° 247/INC/DTI/2011</p> <p>Nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre copie de la lettre adressée au ministère tutelle.</p> <p><b>NB</b> : le dossier sera mis dans PEQ dès déblocage de l'application</p> <p>Le Chef de Service Topographie Eau Potable</p> <p>Rachid EL BASSANI ALAOUI</p> <p>Le Chef de la Division Assistance Technique et Consolidation</p> <p>Abderrahmane AIT ERROUHI</p>

Arrivée Courrier  
Date: 29 AVR. 2013

DAJ	DAJ/E	DAJ/C	DAJ/F	DAJ/XA
-----	-------	-------	-------	--------

CT à :  
-DTI/S pour information  
-DAJ pour information(+copie du dossier)

ARRIVEE: 29 AVR. 2013

DAJ/E	DAJ/C	DAJ/F	DAJ/E	DAJ/F
-------	-------	-------	-------	-------

Pour suivi

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
المديرية التقنية والهندسة  
مصلحة الطبوغرافيا الماء الشروب

تزويد مدينة مراكش  
بالماء الشروب انطلاقا من قناة الروكاد  
قناة التفريغ

ادماج

عمالة : مراكش  
قيادة : تسلطانت  
جماعة : تسلطانت

N° :	/	OT / DTI / 20
N° :	/	EXP / DTI / 20
N° :	319	INC / DTI / 20

تزويد مدينة مراكش بالماء الشروب انطلاقا من قناة الروكاد  
قناة التفريغ

ادماج

مذكرة تقديمية

سيشرع المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب في انجاز مشروع تزويد مدينة مراكش بالماء الشروب انطلاقا من قناة الروكاد.

و يتكون هذا المشروع من:

- مد قناة التفريغ

إن بناء مد شطر من قناة التفريغ على طول 773 م يستلزم ادماج بقع أرضية في ملك الخاص للدولة الى الملك العمومي للدولة.

توجد هذه البقع الأرضية بجماعة تسلطانت قيادة تسلطانت عمالة مراكش.

ROYAUME DU MAROC  
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

Branche Eau

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

قطاع الماء

DIRECTION TECHNIQUE ET INGENIERIE

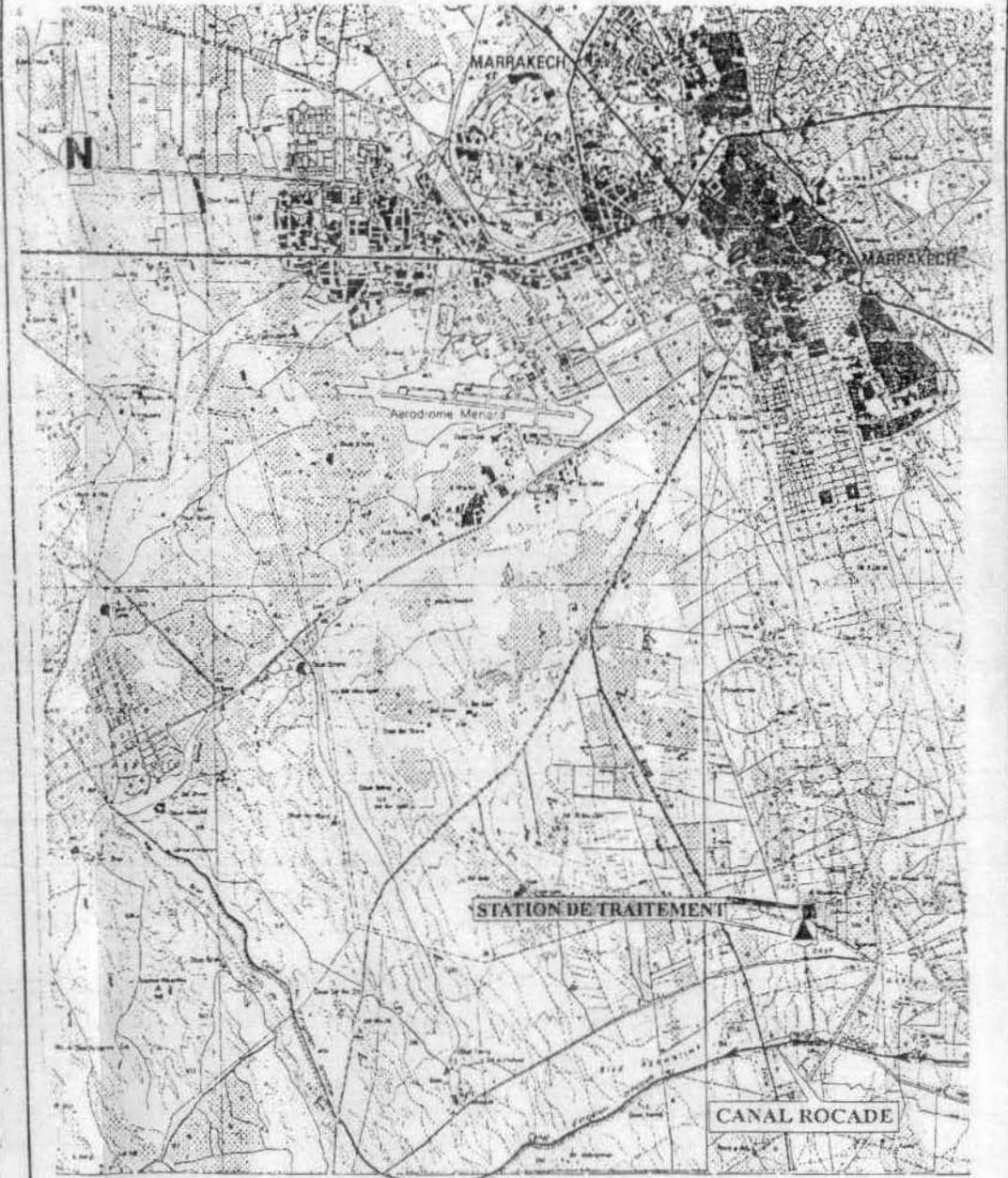
RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE  
DE LA VILLE DE MARRAKECH

تزويد مدينة مراكش بالماء الصالح للشرب

تصميم الموقع

PLAN DE SITUATION DU PROJET

عمالة : مراكش  
بلدية أو قيادة : تسلطات  
جماعة : تسلطات



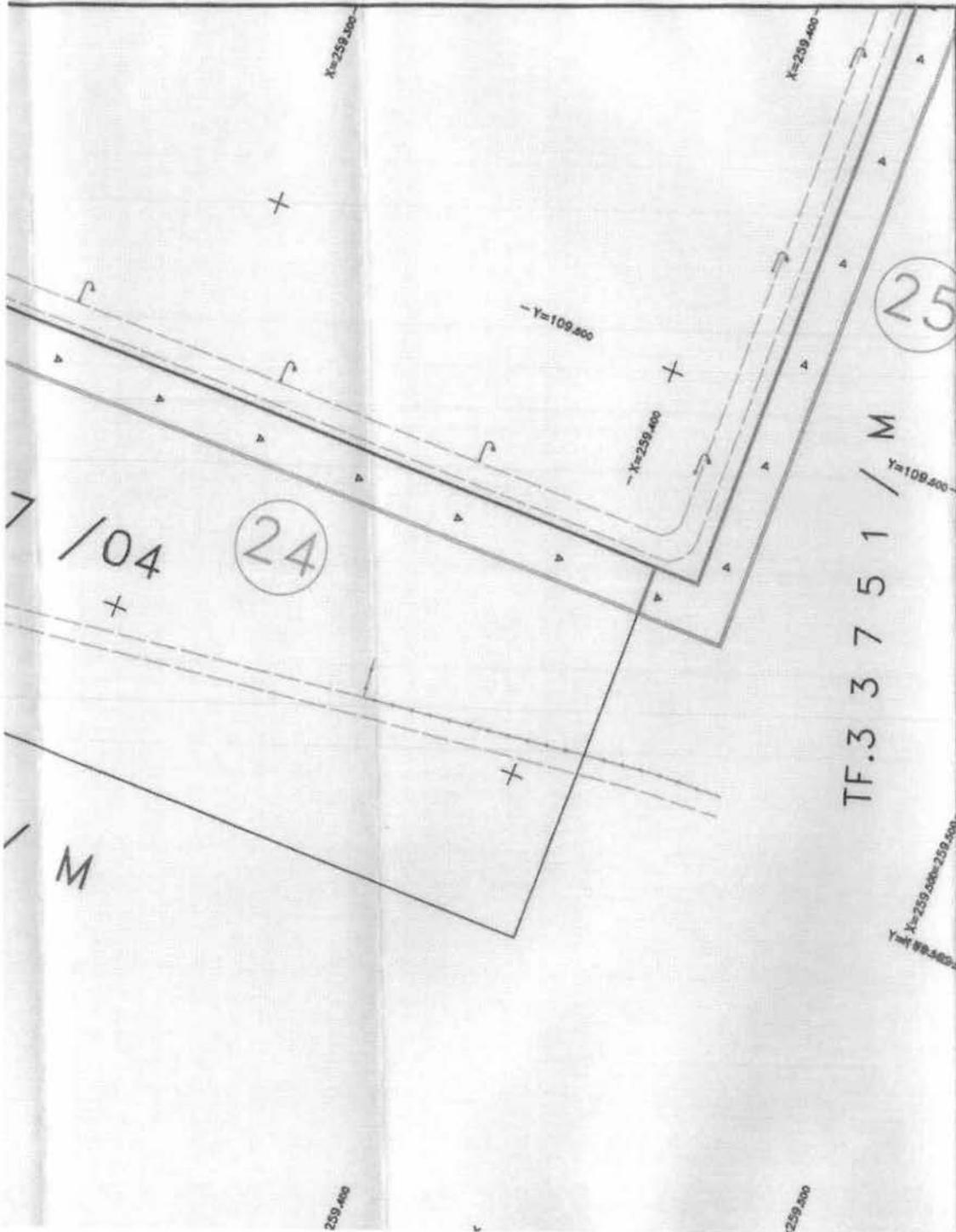
ECH : 0 1 2 3 4 5 Km

تزويد مدينة مراكش  
بالماء الشروب انطلاقا من قناة الروكاد  
قناة التفريغ

تصميم تجزيئي

المقياس: 1/1000  
رقم: 1  
التاريخ: ابريل 2013

عمالة : مراكش  
قيادة : تسطانت  
جماعة : تسطانت



## جماعة تاسلطانت

ملاحظات	المساحة			اسم و عنوان المستغل	اسم و عنوان الملاك	اسماء الأملاك و أرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	س	آر	هـ				
	00	09	18	لهنيدة الجليلي - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	27
	00	04	33	المدني عبدالمجيد - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	28
	00	09	89	الركيطة حسن - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	29
	00	06	06	ورثة محمد بن قدور البهري - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	30
	00	06	07	عبدالقادر بوكصة - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	31
	00	01	70	ورثة حميد بوكصة - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	32
	00	02	26	محمد ولد الشلحة - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	33
	00	02	79	محجوب العيسي - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	34
	00	04	20	الزهواني عباس - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	35
	00	03	18	بوريم محمد - دوار زمران	املاك مخزنية	غير محفظة	36

محت عتاري

في إطار تزويد مدينة مراكش بالماء الشروب انطلاقا من قناة الروكاد - قامت لجنة يوم 20 فبراير 2013 تحت اشراف السلطة المحلية بجماعة تاسلطان وقيادة تاسلطان بالخروج إلى عين المكان وذلك قصد معاينة وإحصاء الملاكين والمستغلين للبعق الأرضية التي شملها تخطيط مسار قناة التفريغ الرابطة بين محطة المعالجة وواد إيسيل.

لقد تم إحصاء الملاكين والمستغلين الآتية أسماء وهم:

العنوان	المستغل	الملاك	الرقم
دوار زمران	بلكاهية	بلكاهية	1
"	ورثة المنصوري	ورثة المنصوري	2
"	دينادا بي	ورثة المنصوري	3
"	لمسيدة الجبلالي	لملاك محرزنية	4
"	المدني عبد الحميد	"	5
"	المدني عبد الحميد	"	6
"	الركيطة حسن	"	7
"	ورثة حمدين قدور السطري	"	8
"	عبد القادر بوكهة	"	9
"	ورثة حميد بوكهة	"	10
"	11	"	11



رقم لترقية	الملاك	المستغل	العنوان
12	الأملاك الخزنية	مجنوب العيسوي	دوار زمران
13	"	الفرهواني عباسي	"
1			

توجد هذه البقعة الأرضية بدوار زمران جماعة وقيادة  
تاسلطانت عمالة إقليم حوز مراكش

الإمضاءات  
المكتب الوطني للكهرباء والماء  
الصالح للشرب

1 - الجوهري عبد الله

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء -  
مديرية التقوية والتفتيش  
عبد الله الجوهري

2 - الشوقاوي حسن

حسن الشوقاوي

السلطة المحلية

عبد الرحيم بوقنوة  
مقدم  
دوار زمران اولاد سعيد  
شبيخة زمران اولاد سعيد قيادة تاسلطانت



# Annexe G

Modèle de documents produits dans le cadre d'exécution de la  
procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique

L'intitulé du document	n°
Acte déclaratif d'utilité publique (Projet de décret) (PD)	Modèle n°1
Lette d'envoi du projet de décret au Belletin Officiel (BO)	Modèle n°2
Lette d'envoi du projet de décret accompagner et du registre d'observation à la commune pour affichage	Modèle n°3
Lette d'envoi du projet de décret au journal national pour publication	Modèle n°4
Lette d'envoi du projet de décret au greffe du Tribunal Administratif pour inscription sur le registre spécial	Modèle n°5
Lette d'envoi du projet de décret à la conservation foncière pour inscription sur les livres fonciers et/ou registre des oppositions	Modèle n°6
Extrait du BO portant affichage du projet de décret	Modèle n°7
Extraitdu journal national portant publication du projet de décret	Modèle n°8
Certificat administratif portant inscription du PD	Modèle n°9
Certificats fonciers portant inscription du PD	Modèle n°10
Registre d'observation clôturé après 2 mois d'enquêteadministrative et publique	Modèle n°11
Demande de la tenue de la réunion de la Commission Administrative d'Evaluation (CAE)	Modèle n°12
Procès verbal de CAE	Modèle n°13
Demande de la tenue de la séance de conciliation	Modèle n°14
Procès verbal de la séance de conciliation	Modèle n°15
Procès Verbal d'Accord à l'Amiable signés(PVAA)	Modèle n°16
Demande d'immatriculation de la parcelle expropriée au nom de l'ONEP	Modèle n°17
Certificat foncier de transfert de propriété au nom de l'ONEP	Modèle n°18
Acte de renonciation signé par l'exproprié après réception du Chèque	Modèle n°19
Elaboration du décret définitif	Modèle n°20
Lette d'envoi du décret définitif au Ministère de tutelle pour signature	Modèle n°21
Lette d'envoi du décret définitif au Ministère de l'intérieur pour signature	Modèle n°22
Lette d'envoi du décret définitif par le Ministère de l'intérieur à la province pour enquête	Modèle n°23
Lette d'envoi du décret définitif par le Ministère de tutelle au Secretriats du Général de Gouvernement pour approbation par le Chef du Gouvernement	Modèle n°24
Extrait du BO portant affichage du Décret d'expropriation Définitif	Modèle n°25
Extraitdu journal national portant publication du Décret d'expropriation Définitif	Modèle n°26
Décision de consignation à la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) des indemnités non perç par les ayants droit	Modèle n°27
Requêtes de Prise de Possesstion (PP) de la parcelle de terrain expropriée	Modèle n°28
Requêtes de Transfert de Propriété (TP) de la parcelle de terrain expropriée	Modèle n°29
Ordonnance de Prise de Possesstion (PP) de la parcelle de terrain expropriée	Modèle n°30
Jugement de Transfert de propriété (TP) de la parcelle de terrain expropriée au profit de l'ONEE	Modèle n°31
Demande adressée à la conservation foncière pour l'inscription de l'ordonnance de PP sur les livres fonciers et/ou le registre des oppositions	Modèle n°32
Lette d'envoi du jugement de TP à la commune pour affichage de six mois (parcelles non immatriculées)	Modèle n°33
Demande adressée à la conservation foncière pour l'exécution du jugement de TP au profit de l'ONEE (pour les parcelles immatriculées ou en cours)	Modèle n°34
Décision de consignation de l'indemnité additionnelle décidée par le juge	Modèle n°35
Décision de main levé sur l'indemnité	Modèle n°36

**إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة  
تزويد دوار اهماميس بالماء الشروب ( عمالة القنيطرة )  
وتنزع بموجبه ملكية القطع الارضية اللازمة لهذا الغرض**

يوجد الملف وكذا الدفتر المعد لتدوين ملاحظات وتصريحات من يهمهم الامر رهن اشارة العموم بمكاتب جماعة أولاد سلامة ( عمالة القنيطرة ) في أوقات العمل بها وذلك لمدة شهرين ابتداء من تاريخ نشر مشروع المرسوم الآتي نصه في الجريدة الرسمية .

كما وضع مشروع المرسوم والتصميم التجزيئي لدى كتابة الضبط بالمحكمة الادارية بالرباط والمحافظة العقارية على الاملاك العقارية والرهون بالقنيطرة، وذلك طبقا لمقتضيات الفصل 12 من الظهير الشريف المؤرخ في 6 ماي 1982 والقاضي بتنفيذ القانون رقم 7 . 81 المتعلق بنزع الملكية لاجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت .

مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة تزويد دوار اهماميس بالماء الشروب وتنزع بموجبه ملكية القطع الارضية اللازمة لهذا الغرض .

**الفصل الاول :** يعلن أنه من المنفعة العامة تزويد دوار اهماميس بالماء الشروب وتنزع بموجبه ملكية القطع الارضية اللازمة لهذا الغرض .

**الفصل الثاني :** تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطع الارضية المبينة في الجدول أسفله والمعلم عليها بالوان مختلفة في التصميم التجزيئي المضاف الى أصل مشروع هذا المرسوم .

ملاحظات	المساحة			اسم وعنوان الملاك والمستغل		أسماء الاملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	هـ	آر	س	اسم المستغل	اسم الملاك		
	00	06	19	الشايدي محمد	الجماعة السلالية اهماميس قسم الاراضي الجماعية مديرية الشؤون القروية وزارة الداخلية	غير محفظة مسجلة بلائحة املاك الجموع تحت رقم 53	1
	00	00	39	برياحيا محمد	كذلك	كذلك	2
	00	03	84	زغول ادريس بن محمد	كذلك	كذلك	3
	00	01	44	البرادعي عبد القادر	كذلك	كذلك	4
	00	01	74	زغول ادريس بن احمد الحجام	كذلك	كذلك	5

ملاحظات	المساحة			اسم وعنوان الملاك والمستغل		أسماء الاملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	هـ	آر	س	اسم المستغل	اسم الملاك		
	00	05	66	- الميراوي بوعزة بن الغزواني - الحاج نشاط	الجماعة الساللية اماميس قسم الاراضي الجماعية مديرية الشؤون القروية وزارة الداخلية	غير محفظة مسجلة بلائحة املاك الجموع تحت رقم 53	6
	00	00	26	كذلك	كذلك	ملك مسمى " دومين لوسات" رسم عدد 2133 ره	6 مكرر
	00	13	59		كذلك	كذلك	7
	00	00	50	- المعطي زغلول بن علال	كذلك	غير محفظة مسجلة بلائحة املاك الجموع تحت رقم 53	8
	00	03	18		كذلك	كذلك	9

**الفصل الثالث :** يفوض حق نزع الملكية الى المكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

**الفصل الرابع :** يعهد بتنفيذ مشروع هذا المرسوم الذي سينشر في الجريدة الرسمية الى الوزير المكلف باعداد التراب الوطني والماء والبيئة والى المدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب كل واحد منهما فيما يخصه .

MODELE 2

م ج 3/م.ق/2013/303

رقم :

إلى  
إلى السيد مدير المطبعة الرسمية  
الرباط

ورقة الإرسال

ملاحظات	عدد	بيان الوثائق
<p>يشرفني أن أوجه إليكم رفقة إعلاننا عن إيداع و نشر مشروع مرسوم، قصد نشره في الجريدة الرسمية عدد 5247 بتاريخ 2013/05/22 نشرة الإعلانات القانونية و القضائية و الإدارية) و تتحمل المديرية الجهوية للمكتب (الحي الإداري شارع الزلافة- خريبة) نفقة هذا النشر.</p> <p>نظير الحضور المنطقة الوسطى الجنوبية مراكش</p> <p>24 JUL 2013 1459 885</p>	01	<p><u>نزع الملكية</u> تزويد مدن خريبة، وادي زم، أبي الجعد و قسبة تادلة بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود (جماعة سمكت)</p> <p>- مشروع المرسوم</p> <p>ARRIVEE: 25 JUL 2013</p> <p>DAJIF DAJIFC DAJIFP DAJIFE DAJIF</p> <p>م س ق، للأخبار</p> <p>Arrivé Courrier Date: 25 يوليو 2013</p> <p>DAJIF DAJIFC DAJIFP DAJIFE DAJIF</p>

إلى السيد  
رئيس جماعة سمكت  
تحت إشراف  
السيد والي جهة تادلة أزيلال  
وعامل إقليم بني ملال

الموضوع: نزع الملكية - تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و قسبة تادلة بالماء الشروب  
انطلاقا من سد أيت مسعود  
( جماعة سمكت ) .

سلام تسام بوجود مولانا الإمام

و بعد،

تطبيقا لمقتضيات الفصل 10 من ظهير 11 رجب 1402 (6 ماي 1982) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت، يشرفني أن أبعث إليكم طيه ملف بحث عقاري لمدة شهرين حول مشروع مرسوم نزع الملكية المذكور أعلاه.

و أحيطكم علما أن مشروع المرسوم سينشر في الجريدة الرسمية (نشرة الإعلانات القانونية و القضائية و الإدارية) عدد 5247 تاريخ 2013/05/22 و بالتالي فإن البحث بالنسبة للعموم سيبتدئ قانونيا في هذا التاريخ.

لذا يتعين عليكم إتخاذ الترتيبات اللازمة لإعداد هذا البحث وفق المسطرة التالية:

- فتح ملف البحث لمدة شهرين لتلقي تصريحات من يهمهم الأمر خلال هذه المدة.
- وضع نسخة من مشروع المرسوم و التصميم رهن إشارة العموم للإطلاع عليهما.
- العمل على لصق الإعلان عن البحث في الأماكن المخصصة لذلك خلال مدة البحث الإداري.

هذا و أثير انتباهكم إلى أن التصريحات التي يدلي بها أرباب الأملاك (طبقا للفصل 10 من الفقرة الأخيرة من الظهير المشار إليه أعلاه)، بالتعريف بمستأجري الأراضي و المكترين و غيرهم ممن بيدهم حقوق تتعلق بالعقارات تصنف في سجل للملاحظات.

و بمجرد انتهاء مدة البحث يرجع إلينا الملف مكونا من الوثائق المذكورة أدناه، بعد تكميلها و توقيعها من طرفكم:

- سجل الملاحظات مع توقيع الصفحة الأولى و الأخيرة منه.
- الإعلان عن الوضع.
- شهادة الوضع و النشر و لصق الإعلان.

بهذا سيتأتى للمكتب أن يقوم بإجراءات تقييد مشروع مرسوم نزع الملكية لدى المحكمة الإدارية و المحافظة العقارية و كذا نشره في الجريدة الرسمية و جرائد الإعلانات القانونية مؤمنة من طرف المكتب.

و تقبلوا فائق الإحترام و التقدير و السلام

مدير المكتب  
العمومي للمحافظة  
العقارية  
بمحافظة  
البيضاء

#### المرفقات:

- ملف البحث
- مشروع المرسوم
- تصميم تجزيئي
- نسخة موجهة إلى:
- م ش ق للإخبار
- و م 1/3 قصد الإتصال بالسيد رئيس جماعة القروية لسمكت للتعجيل بالقيام بما هو مطلوب.

MODELE 4

رقم م ج 3/م.ق/2013/303

إلى  
السيد مدير جريدة الحركة  
8 ساحة العلويين  
- الرباط -

الموضوع: نزع الملكية - تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و قسبة تادلة بالماء الشروب  
انطلاقا من سد أيت مسعود .  
( جماعة سمكت).

سلام تام بوجود مولانا الإمام

و بعد،  
يشرفني أن أبعث إليكم طيه مشروع مرسوم معد للبحث القانوني، طبقا لمقتضيات الفصل 10 من  
ظهير 6 ماي 1982، بتنفيذ القانون رقم 7.81 بشأن نزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالإحتلال المؤقت  
يتعلق بالموضوع المذكور أعلاه، من أجل نشره بجريدتكم.  
و تجدر الإشارة إلى أنه ضمانا لسلامة المسطرة، يتعين أن ينجز هذا النشر قبل تاريخ 05/22/  
2013، حيث يعتبر كانطلاقة لإنجاز البحث القانوني المشار إليه سابقا.  
و حتى نتمكن من تسوية فاتورة الحساب، أطلب منكم موافاتي بها في أقرب الآجال في ست نسخ  
أصلية.

و من جهة أخرى، أرجو منكم أن تبعثوا إلى المديرية الجهوية للمكتب الوطني للكهرباء و الماء  
الصالح للشرب بخريبكة (المصلحة القانونية والعقارية) بنسختين من الجريدة التي نشر فيها مشروع  
المرسوم المذكور، و ذلك لإثبات سلامة المسطرة أمام المحاكم المختصة.  
و تقبلوا فائق الإحترام و التقدير.

المرفقات: مشروع المرسوم (01).  
نسخة إلى:

- م ش ق للإخبار.  
- و م 1/3 للإخبار.

MODELE 5

رقم م ج 3 م/ق. 303/2013

إلى  
السيد رئيس كتابة الضبط لدى  
المحكمة الإدارية  
بالدار البيضاء

الموضوع: نزع الملكية - تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و قصابة تادلة بالماء الشروب  
انطلاقا من سد أيت مسعود .  
(جماعة سمكت).

سلام تمام بوجود مولانا الإمام

و بعد،

يشرفني أن أبعث إليكم نسخة من مشروع مرسوم نزع ملكية القطع الأرضية اللازمة لإنجاز الأشغال المذكورة في الموضوع أعلاه، طالبا منكم العمل على تطبيق مقتضيات الفصل 12 من ظهير 11 رجب 1402 (6 ماي 1982) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالإحتلال المؤقت، و ذلك بتسجيل مشروع المرسوم على السجل الخاص المنصوص عليه في الفصل 455 من قانون المسطرة المدنية، و موافاتنا بشهادة تثبت هذا التسجيل بالنسبة للقطع الأرضية غير المحفوظة و التي ليست في طور التحفيظ.

كما أثير انتباهكم إلى أن مشروع مرسوم نزع الملكية سينشر بالجريدة الرسمية عدد 5247 بتاريخ 2013/05/22 و كذا في جرائد الإعلانات القانونية.

وتقبلا و فائق الإحترام و التقدير و السلام.

المرفقات:

- مشروع مرسوم نزع الملكية.
- تصميم تجزيئي.

نسخة إلى:

- م ش ق للإخبار.
- و م 1/3 للإخبار.

Branche Eau

قطاع الماء

MODELE 6

23 مايو 2013

رقم 4 / 13 / 2 م ش ق / ق ش ع / 2013

إلى  
السيد المحافظ على الأملاك  
العقارية و الرهون  
بأسفي

الموضوع: نزاع الملكية – تزويد الساكنة القروية لإقليم أسفي بالماء للشرب جماعة بوكدر (إقليم أسفي)

سلام تمام بوجود مولانا الإمام

و بعد،

يشرفني أن أبعث إليكم نسخة من مشروع مرسوم نزاع ملكية القطع الأرضية اللازمة لإنجاز الأشغال المذكورة في الموضوع أعلاه، طالبا منكم العمل على تطبيق مقتضيات الفصل 12 من ظهير 11 رجب 1402 (6 ماي 1982) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت، مع موافقتنا بالشواهد العقارية المطلوبة، و ذلك بتسجيل مشروع المرسوم على الرسوم العقارية الواردة في المشروع المرسوم المرفق طيه، و على سجل التعرضات بالنسبة للبعث التي هي في طور التحفيظ، كما اطلب منكم موافقتي بالشهادة العقارية التي تثبت التقيد السالف الذكر و ذلك قصد مواصلة مسطرة نزاع الملكية .

و تقبلوا فائق الاحترام و التقدير.

المرفقات: - مشروع المرسوم المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5187 بتاريخ 2012/03/28.  
نسخة موجهة إلى: المديرية الجهوية لجهة لتانسيفت

مدير الشؤون القانونية والعقارية

عبد الله مجيدي

إعلان عن وضع ونشر مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة  
تزويد الدواوير المجاورة لقناة الجر التي تزود مركز ميضار بالماء الصالح للشرب  
وتنزع بموجبه ملكية القطع الأرضية اللازمة لهذا الغرض.

يوجد الملف وكذلك الدفتر المعد لتدوين ملاحظات وتصريحات من يهمهم الأمر رهن إشارة العموم بمكاتب جماعة تيزطوطين (إقليم الناظور) في أوقات العمل بها، وذلك لمدة شهرين ابتداء من تاريخ نشر مشروع المرسوم الآتي نصه في الجريدة الرسمية.

كما وضع مشروع المرسوم والتصميم التجزيئي بالمحكمة الإدارية بوجدة وذلك طبقا لمقتضيات الفصل 12 من الظهير الشريف المؤرخ في 6 مايو 1982 والقاضي بتنفيذ القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت.

مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة تزويد الدواوير المجاورة لقناة الجر التي تزود مركز ميضار بالماء الصالح للشرب (إقليم الناظور) وتنزع بموجبه ملكية القطع الأرضية اللازمة لهذا الغرض.

الفصل الأول : يعلن أنه من المنفعة العامة تزويد الدواوير المجاورة لقناة الجر التي تزود مركز ميضار بالماء الصالح للشرب (إقليم الناظور) وتنزع بموجبه ملكية القطع الأرضية اللازمة لهذا الغرض.

الفصل الثاني : تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطع الأرضية المبينة في الجدول الآتي والمعتم عليها بألوان مختلفة على التصاميم التجزيئية ذي المقياس 1/200 المضاف إلى أصل مشروع هذا المرسوم.

ملاحظات	المساحة			اسم وعنوان الملاك		اسماء الأملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	هـ	آر	س	العنوان	الملاك		
	00	02	42	دوار الزاوية	ورثة بن غنو	غير محفظة	1
	00	04	25	دوار الزاوية	الحبشي	غير محفظة	2
	00	03	67	دوار الزاوية	ورثة بن غنو	غير محفظة	3

الفصل الثالث : يفوض حق نزع الملكية إلى المكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

الفصل الرابع : يعهد بتنفيذ مشروع هذا المرسوم الذي ينشر في الجريدة الرسمية إلى وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة والى المدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب كل واحد منهما فيما يخصه.



MODELE 9

المملكة المغربية  
وزارة العدل  
محكمة الاستئناف الإدارية  
بمراكش  
المحكمة الإدارية  
بمراكش  
2012/13

## إشهاد

بناء على طلبكم عدد 1146 م ج2/م ق/81/2012 بتاريخ 2012/02/27 المرفق  
بنسخة من مشروع مرسوم نزع الملكية، يعلن أنه من المنفعة العامة تزويد الساكنة  
القروية لإقليم اسفي بالماء الشروب ( إقليم اسفي) وبتنزع ملكية القطع الأرضية غير  
المحافظة ولاهي في طور التحفيظ اللازمة لهذا الغرض والمبينة بالجدول المضمن  
بمشروع المرسوم المذكور.

وتطبيقا لمقتضيات الظهير الشريف رقم 1-81-254 بتاريخ 1982/5/06 الصادر  
بتنفيذ القانون 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالإحتلال المؤقت  
لاسيما الفقرة الثالثة من الفصل 12 منه.

يشهد رئيس مصلحة كتابة الضبط بالمحكمة الإدارية بمراكش أن مشروع  
المرسوم الأنف الذكر قد تم تقييده بالسجل المعد لذلك تحت عدد: 2012/13 بتاريخ  
2012/3/07 وذلك تطبيقا للفصل 455 من قانون المسطرة المدنية.

وحرر بمراكش في: 2012/3/07

رئيس كتابة الضبط





الوكالة الوطنية للمحافظة العقارية و المسح العقاري و الخرائطية

Agence Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie

## شهادة الملكية

إن المحافظ على الأملاك العقارية ببني ملال الممضي أسفله يشهد :

- أن الملك المسمى " سمكتية K1 ""، ذي الرسم العقاري عدد 10/28857 الكائن بدائرة قصبية تادلة قيادة ايت الربع جماعة سمكت تجزئة السنبله الذهبية مساحته 21 هكتار 98 أر المتكون من قطعة فلاحية رقم K1، هو في اسم:

1- عبد القادر بناس بن موح ( ABDELKADER BENNAS )

- و أنه لا يوجد لحد الآن بالرسم العقاري المذكور أي تقييد لحق عيني أو لتحمل عقاري ماعدا:

1 -- مشروع نزع الملكية المقيد بتاريخ: 2012/09/05 (سجل : 145 : عدد: 2392) لقطعة مساحتها 63 أر و 48 سنتيار من اجل المصلحة العامة

حرر ببني ملال في: 2013/03/13 على الساعة 15 و 6 دقيقة و 37 ثانية

عن المحافظ \_\_\_\_\_ ظ و بأمر منه

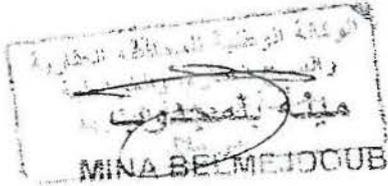
سجل المداخيل : 2874

رقم : 46703

مدفوع : 75 درهم

بتاريخ : 2013/03/13

طالب الشهادة : السيد عبد القادر



## بحث إعلان عن الوضع

مشروع مرسوم يعلن أنه من المنفعة العامة تزويد الساكنة التروية لأسفي بالساء  
الشروب (إقليم أسفي)

### نزع الملكية

يعلم للعموم أنه قد وضع بمكاتب جماعة سدي عيسى (إقليم أسفي) ملف  
البحث المتعلق بنزع ملكية الأراضي اللازمة للمشروع المذكور أعلاه.

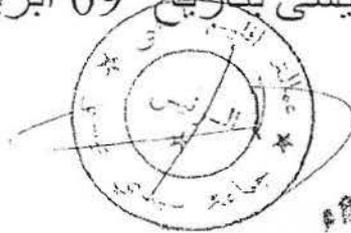
ويحتوي الملف على سجل مخصص لتدوين ملاحظات وتصريحات من  
يهمهم الأمر.

وفي هذا الصدد، ينبغي إثارة انتباه الملاكين المعنيين إلى أنه يتحتم عليهم أن  
يصرحوا بواسطة رسالة موجهة إلى الجماعة المحلية، أو بواسطة التدوين في سجل  
الملاحظات أسماء مستأجري الأراضي الزراعية والمكترين وغيرهم ممن بيدهم  
حقوق تتعلق بالعقارات المنزوعة ملكيتها.

وفي حالة إغفال الإجراء السالف الذكر، يبقى الملاكون وحدهم مدينون  
لهؤلاء الأشخاص بالتعويضات التي قد يطالبون بها.

كما يجب على ذوي الحقوق المذكورة أن يعرفوا بشخصياتهم وإلا سقطت  
حقوقهم.

حرر بجماعة سدي عيسى بتاريخ 09 أبريل 2008



محمد عبد السلام

بمديرية أسفي

نزع الملكية

بحث

## شهادة الوضع والنشر ولصق الإعلان

إن رئيس جماعة سدي عيسى ( إقليم أسفي ) يشهد أنه طبقا لمقتضيات الفصل 10 من ظهير 11 رجب (6 ماي 1982) القاضية بتنفيذ القانون رقم 81.7 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت.

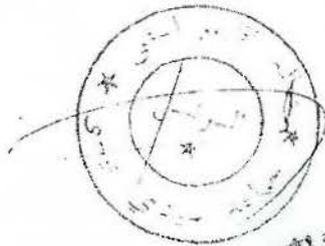
1- قد وضع بمكاتب جماعة سدي عيسى ( إقليم أسفي ) مشروع مرسوم مرفق بتصميم الأماكن المنزوعة ملكيتها يعلن انه من المنفعة العامة تزويد الساكنة القروية بأسفي بالماء الشروب.

2- قد نشر والصق تحت إشرافي وفي الأماكن المعدة لذلك ليعلم الجمهور بما يلي :

- I . بوضع ملف للبحث بمكاتب الجماعة المعنية بالأمر.
- II . بوجود سجل الملاحظات رهن إشارة العموم خلال ساعات العمل بمكاتب جماعة سدي عيسى التي تدخل الأراضي المنزوعة تحت نفوذها.
- III . قد نشر مشروع مرسوم نزع الملكية في الجريدة الرسمية ( نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية ) عدد 4980 بتاريخ 09 أبريل 2008 وكذلك بجراند الإعلانات القانونية.

3- قد فتح سجل الملاحظات لمدة شهرين ابتداء من 09 أبريل 2008 إلى غاية 08 يونيو 2008 لتقبل ملاحظات وتصريحات المعنيين بالأمر، لكي يعرف الملاكون بأنفسهم أو يقدموا مستأجري الأراضي الزراعية والمكترين وغيرهم ممن بيدهم حقوق تتعلق بال عقارات المنزوعة ملكيتها، وأنهم في حالة عدم تقديم أسمائهم يبقون وحدهم مدينين لهؤلاء الأشخاص بالتعويضات التي يطالبون بها.

حرر بجماعة سدي عيسى 08 يونيو 2008



مستعمل  
بالتفويض



رئيس المجلس القومى العربى على

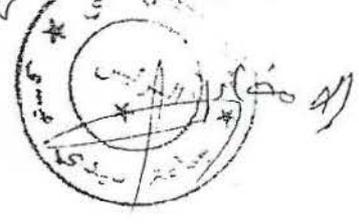
يستعد ان هذا البطل لا يحتوى على أية

ملاحظات وقد تم احتفاله بنا فى

٨ يونيو ١٩٥٤

محرر سيد بنى فى ٨ يونيو ١٩٥٤

رئيس المجلس القومى العربى



استعداد معجزة الاله

بالنيابة

المديرية الجهوية للمنطقة الوسطى  
- خريبكة -

رقم م ج 3/ م ق/ 154-150-148-142/2010

1680

إلى  
السيد قائد قيادة آيت الربيع  
تحت إشراف  
السيد والي جهة تادلة أزيلال  
و عامل إقليم بني ملال

الموضوع: نزع الملكية - تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و المنشآت الفوسفاتية بالماء الشروب انطلاقاً من سد آيت مسعود.  
اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم

سلام تـمام بوجود مولانا الإمام

و بعد،

بشرفني أن أخبركم أنه في إطار القيام بالأشغال المذكورة في الموضوع، قام المكتب الوطني للماء الصالح للشرب بنزع بقع أرضية بموجب المرسومين اللذان نشر مشروعهما بالجريدتين الرسميتين أعداد 5094 بتاريخ 2010/06/16 و 5095 بتاريخ 2010/06/23 (تجدون نسخة منهما).

و حتى يتسنى للمكتب منح تعويضات نزع الملكية لذوي الحقوق في أقرب الأجال المرجو منكم العمل على جمع أعضاء اللجنة الإدارية للتقييم لتحديد قيمة العقارات المنزوعة ملكيتها و المنصوص عليها في الفصل 7 من المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 من رجب 1403 (16 أبريل 1983) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالإحتلال المؤقت، الصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 ماي 1982).

كما التمس منكم اخبارنا مسبقا بتاريخ و مكان الاجتماع و ذلك حتى يتمكن ممثل المديرية الجهوية للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب من الحضور في التاريخ المحدد و إن اقتضى الحال عن طريق الهاتف بواسطة الرقم التالي: 0523-49-89-07 (السيد رئيس المصلحة القانونية و العقارية) أو التلغرس: 10-89-07-49 أسبوعين على الأقل قبل انعقاده.

و تقبلوا فائق الاحترام و التقدير.

المدير الجهوي للمنطقة  
الوسطى  
المستشار

المرفقات:

### محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم

بناء على مقتضيات الفصل 7 من المرسوم رقم 2-82-382 الصادر بتاريخ 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) تطبيقاً للقانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالإحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-81-254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 ماي 1982).

و بطلب من المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب (قطاع الماء) انعقد بتاريخ 2013/09/26 على الساعة الحادية عشر صباحاً بمقر قيادة إمينفري اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم المكلفة بتحديد ثمن القطعة الأرضية المنزوعة ملكيتها بموجب المرسوم الذي نشر مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 5198 بتاريخ 2012/06/13 و اللازمة لتزويد جماعة تيفني بالماء الشروب.

و تتكون هذه اللجنة من الأعضاء الآتية أسماؤهم:

- |                       |   |
|-----------------------|---|
| 1- محمد ازري          | : قائد قيادة إمينفري  |
| 2- محمد اليمين        | : ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب بخريبكة (قطاع الماء) |
| 3- عزوزي عماد         | : عن مكتب التسجيل و التتبر بأزيلال                                      |
| 4- عبد الرحيم بوعلالة | : عن دائرة أملاك الدولة ببني ملال                                       |
| 5- عبد الحكيم العدري  | : ممثل المحافظة العقارية بأزيلال  |

### أعمال اللجنة:

بعد الكلمة الافتتاحية للسيد الرئيس حول موضوع الاجتماع قدم ممثل المكتب الوطني للماء الصالح للشرب الإيضاحات المتعلقة بالمشروع و أهميته و كذا الشروحات الخاصة بمسطرة نزع الملكية لأجل المنفعة العامة المعمول بها في هذا المضمار.

موقع القطع الأرضية المنزوعة ملكيتها:  
توجد هذه القطعة الأرضية بجماعة تيفني قيادة إمينفري دائرة دمنات (إقليم أزيلال).

## عناصر المقارنة:

تم الاعتماد في تحديد الثمن على قطعة أرضية مساحتها 1299 م<sup>2</sup> حدد لها الثمن في 50 درهم للمتر المربع الواحد وذلك بتاريخ 2011/09/06.  
و نظرا للموقع السياحي الذي تتميز به هذه القطعة الأرضية حيث توجد بجانب الطريق الوطنية و قرب المرافق العمومية و التجمع السكاني.

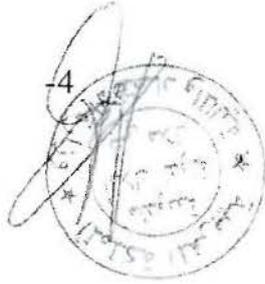
## تحديد القيمة العقارية:

صرح أعضاء اللجنة أنهم يعرفون موقع القطعة الأرضية المذكورة أعلاه و على ضوء المعطيات الواردة أعلاه و بعد مناقشة لمختلف النقط المدرجة اتفق جميع الأعضاء على تحديد القيمة العقارية بمبلغ 100 درهم للمتر المربع الواحد نظرا لخصوصية العقار.

وحرر هذا المحضر في التاريخ و المكان المذكور أعلاه.

## التوقيعات

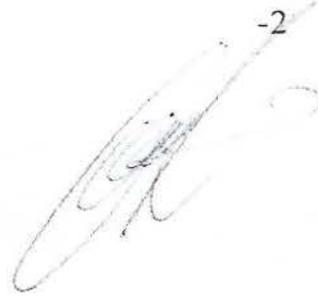
-4



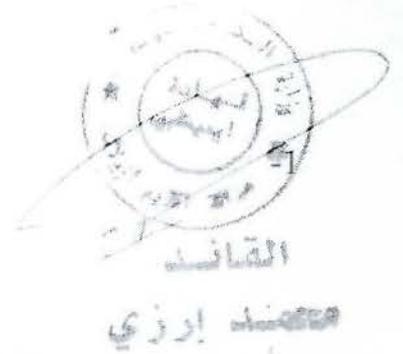
-3



-2



-1



القائد  
عبد إرزي

-5



المديرية الجهوية للمنطقة الوسطى  
- خريبكة -

رقم م ج 3/م ق/142-148-154

الى  
السيد قائد قيادة آيت الربيع  
تحت إشراف  
السيد والي جهة تادلة أزيلال  
و عامل إقليم بني ملال

الموضوع: نزاع الملكية - تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد، قصبة تادلة و المنشآت الفوسفاطية  
بالماء الشروب انطلاقا من سد آيت مسعود  
جلسة وفاق

سلام تمام بوجود مولانا الإمام

و بعد،

يشرفني أن أخبركم أنه تم بتاريخ 2011/01/05 انعقاد اللجنة الإدارية للتقييم التي حددت ثمن القطع  
الأرضية المنزوعة ملكيتها بموجب المرسومين المنشور مشروعهما بالجريدتين الرسميتين عدد 5094  
بتاريخ 2010/06/16 و 5095 بتاريخ 2010/06/23 (تجدون نسخة منهما).

و عملا بمقتضيات الفصل 42 من الظهير الشريف رقم 1.81.254 الصادر في 11 من رجب 1402 (6  
ماي 1982) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال الموقت، أرجو  
منكم العمل على استدعاء الملاكين المشار إليهما في اللاوائح رفقته في أقرب الأجل، مصحوبا بكل الوثائق  
التي تثبت ملكيته و ذلك قصد الحضور في جلسة وفاق مع ممثل المكتب الوطني للماء الصالح للشرب للتوقيع  
على محضر الإتفاق بالتراضي التي تثبت قبوله الثمن المحدد من طرف اللجنة الإدارية للتقييم و بالتالي  
تعويضه عن نزع الملكية بعد استيفاء الإجراءات القانونية الجاري بها العمل.

كما أتمس منكم إخبارنا مسبقا بتاريخ و مكان الإجتماع و ذلك حتى يتمكن ممثل المديرية الجهوية  
للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب من الحضور في التاريخ المحدد و إن اقتضى الحال عن طريق الهاتف  
بواسطة الرقم التالي : 0523-49-89-07 (السيد رئيس المصلحة القانونية و العقارية) أو التلغرس: 10-89-  
0523-49 أسبوعين على الأقل قبل انعقاده.

و تقبلوا فائق الاحترام و التقدير.

المدير الجهوي للمنطقة  
الوسطى

المصطفى السوحي

المرفقات:

- الجريدة الرسمية.
- نسخة من محضري اللجنة الإدارية للتقييم.

MODELE 15

المملكة المغربية

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

قطاع الماء

محضر جلسة وفاق

انعقد بتاريخ 31 أكتوبر 2013 بمقر قيادة الصويرة القديمة اجتماع جلسة وفاق بين ممثل المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب (قطاع الماء) وملاكي القطع الأرضية المنزوعة ملكيتها بموجب المرسوم المنشور مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 5182 بتاريخ 22 فبراير 2012 والمعلن أنه من المنفعة العامة تزويد مدينة الصويرة القديمة والداوير المجاورة بالماء الشروب (اقليم آسفي).

وقد أسفر هذا الاجتماع على النتائج التالية:

ملاحظات	غياب المعنيين بالأمر	نزاع حول القطعة الأرضية	عدم قبول مبلغ التعويض المقترح	أرقام القطع الأرضية التي تم في شأنها التوقيع على محاضر الاتفاق بالتراضي		أرقام القطع الأرضية المعنية بالأمر
				في انتظار اعداد الوثائق	بعد الادلاء بالوثائق	
سيتم ارسال الوكالة من طرف المكتب بالتاريخ	7	7	7	1 تنقص وكالة	2 - 3 - 4 1006 - 1008	-4-3-2-1 -1006 1008

ممثل المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

(قطاع الماء)

أمنج ملكية

السعيد سيوس



MODELE 16

المملكة المغربية

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب (قطاع الماء)

المديرية الجهوية للمنطقة الوسطى

خريبكة -

يعفى من أداء واجبات التسجيل و التنبر طبقا لمقتضيات الظهير الشريف المؤرخ في 14 نونبر 1931 و المذكرة رقم 1309 المؤرخة في 26 أكتوبر 1976.

محضر الإتفاق بالتراضي

بناء على الظهير الشريف رقم 1.81.254 الصادر في رجب 1402 (6 ماي 1982) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالإحتلال المؤقت.

بناء على المرسوم الذي نشر مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 5198 بتاريخ 2012/06/13 و المعلن أنه من المنفعة العامة تزويد مدن خريبكة، وادي زم، أبي الجعد و المنشآت القوسفاطية بالماء الشروب انطلاقا من سد أيت مسعود و القاضي بنزع ملكية القطع الأرضية اللازمة لهذا الغرض.

أنا الموقع أسفله:

أشهد أنه حضر أمامنا:

السيد: محمد اليمين ممثل المديرية الجهوية للمكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب من جهة.

و السيد: **بناس عبد القادر**

ملاك القطعة الأرضية المنزوعة ملكيتها و المذكورة في الجدول الآتي:

رقم البقعة	رقم الرسم العقاري	المساحة	الثلث الفردي	الثلث الإجمالي
1	رسم عقاري 10/28857	6348 م <sup>2</sup>	80 درهم / م <sup>2</sup>	507.840.00 درهم

و طبقا لما أقرته اللجنة الإدارية للتقويم بتاريخ 2013/02/06 فإن ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب (قطاع الماء) يعلن عن منح تعويض نهائي قدره خمس مائة و سبعة الف و ثمان مائة و أربعون درهما إلى المنزوعة ملكيته. و بعد قراءة هذا المحضر صرح السيد **بناس عبد القادر** قبوله للثلث الممنوح له، كما أن البقعة الأرضية ملك له و لا توجد أية تحملات أو حقوق عينية مدرجة أو من المحتمل أن تدرج فيه لفائدة الغير. و أن الطرفان سيتأكدان من حقيقة المساحة سواء كانت زائدة أو ناقصة و ذلك خلال عمليات التحديد النهائي على أساس المحضر المشار إليه أعلاه.

حرر هذا المحضر في ثمانية نسخ لإثبات ما وجب.

11 ماي 2013

بتاريخ:

حرر في: **الكلاية**

منزوع الملكية

السلطة المحلية

نازع الملكية

**بناس عبد القادر**  
كطانية في 709 | 2013

ALPHILHUYGVEN  
1003  
القاضي علي الشريف

مدير الشؤون القانونية و العقارية  
عبد الله مجردي

**بناس عبد القادر**

09 يوليو 2012

رقم  
م ق / ع ع  
1779إلى  
السيد المحافظ على الأملاك  
العقارية و الرهون  
بني ملالالموضوع: نزع الملكية - تزويد مدن خريكة وادي زم، أبي الجعد والمنشآت الفوسفاطية بالماء الشروب.  
تقييد على الرسم العقاري عدد 10/28843.

سلام تام بوجود مولانا الإمام

و بعد،

يشرفني أن أطلب منكم تقييد على الرسم العقاري عدد 10/28843 ، محاضر الإتفاق بالتراضي التي بموجبها باع شركاء الرسم العقاري السالف الذكر لفائدة المكتب الوطني للماء الصالح للشرب القطعة الأرضية رقم 39 البالغة مساحتها الإجمالية 119587 م<sup>2</sup> و المنزوعة ملكيتها بموجب مشروع المرسوم الصادر بالجريدة الرسمية عدد 5094 بتاريخ 2010/6/16 و المعلن أنه من المنفعة العامة تزويد مدن خريكة، وادي زم، أبي الجعد والمنشآت الفوسفاطية بالماء الشروب .

و تجدون طيه لهذا الغرض الوثائق التالية:

- مطلب تقييد
- محاضر الاتفاق بالتراضي (07)
- نسخة من الجريدة الرسمية
- شهادة مطابقة الاسم
- تصميم تجزيئي.

و بالتالي أرجو منكم موافقتنا في أقرب الآجال بالشهادة العقارية للرسم العقاري الجديد المؤسس لفائدة المكتب الوطني للماء الصالح للشرب و الذي سيسمى " محطة معالجة المياه للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب-المغرب الأوسط " و المستخرج عن طريق الإقتطاع من الرسم العقاري الأم عدد 10/28843.

و تقبلوا سيدي فائق الاحترام.

مدير الشؤون القانونية والعقارية

عبد الله مجيدي

المرفقات: 11



Branche Eau

MODELE 19

قطاع الماء

Nom fournisseur : MOHAMED BAIDAOUI : BE500585  
 Rue : MOHAMED BAIDAOUI  
 code postable : *DA 1*  
 Ville : N° CIN : BE500585  
 Pays : MA

Rabat le : 09.07.2013  
 Référence de Paiement : 1500002417

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-dessous le chèque N° AXY0001231 tiré sur  
 ATTIJARI-WAFA-BANK d'un montant de 18.750,00 Dirhams ( \*\*\* DIX-HUIT MILLE SEPT CENT  
 CINQUANTE Dirhams ) \*\*\*

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur, nos  
 salutations distinguées

*Chèque remis à Mr Mohamed Baidaoui  
 le 24/07/2013*

*Baidaoui*

شارع محمد بلحسن الوزاني - الرمز البريدي : 10220 - الرباط - المغرب - هاتف : (212) 5 37 75 96 00 - فاكس : (212) 5 37 75 91 06  
 Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - code postal : 10220 - Rabat - Maroc - Tél : (212) 5 37 75 96 00 - Fax : (212) 5 37 75 91 06

NON ENDOSSABLE  
 التجاريف وفا بنك  
 Attijariwafa bank

B.P.DH

18.750,00

Payez contre ce chèque

\*\*\* DIX-HUIT MILLE SEPT CENT CINQUANTE DIRHAMS \*\*\*

À l'ordre de MOHAMED BAIDAOUI : BE500585

Payable à *يؤدى في*  
 Tous les guichets Attijariwafa bank  
 Domicilié à  
 Centre d'Affaires RABAT EXP  
 Angle Rue d'Alger et Rue d'Oran - Rabat  
 Tél.: 0537 73 04 54 / 61 / 91

À RABAT Le 09.07.2013

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable  
 Branche Eau  
 Compte n° 0151 A 000000497

Signature

Série AXY0001231

La signature ne doit pas atteindre la zone ci-dessous

000000123140073400004544000004971840

عقد التخلي والتعويض  
القطعة الأرضية رقم 10 ج

أنا الموقع أسفله السيد: بيضاوي محمد

الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم: ب و 500585

الساكن ب: تجرئة تفراوت زنقة 2 رقم 15 الحي المحمدي البيضاء

أصرح بصفة قطعية بأنني أتخلي حاضرا ومستقبلا عن اللجوء إلى أي طعن قضائي أو غير قضائي ضد المكتب الوطني للماء الصالح للشرب يقصد منه الحصول على تعويض عن القطعة الأرضية رقم 10 ج غير محفظة موضوع نزاع الملكية لإنجاز محطة تحلية مياه البحر لتزويد مدينة أكادير بالماء الشروب أو أي تعويض كيفما كانت طبيعته بإجراء الأشغال التي يقوم بها المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

إن الشرط الوحيد لهذا التخلي يكمن في قيام المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب بمنحي تعويضا

قدره : ثمانية عشر ألفا وسبعمائه وخمسون درهما (18.750 درهم).

وأصرح علانية بتعهدي على أكون ضامنا للقطعة الأرضية ضد أي شكاية يكون مصدرها وارث أو شريك

أو مكتري أو منتفع أو أي شخص أخرج من ذوي الحقوق على القطعة الأرضية السالف ذكرها والمتروعة ملكيتها

بموجب المرسوم المنشور مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 5211 بتاريخ 2012/9/12.

وحرر في.....بتاريخ.....

*Bi... 2012*

اطلع على نسخة التوقيع  
Vu Pour la Légitimation de la Signature  
Apposé par

*بيضاوي محمد*

الذي له  
السنة  
بالقصر

12 05 JUIL 2012

Par Délégation

المملكة المغربية  
ROYAUME DU MAROC

20

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب

Président et Pré-Délégué

MODELE 20

مرسوم رقم ..... صادر في .....  
 باعلان أن المنفعة العامة تقضي بتزويد مركز السعيدية بالماء الشروب  
 (إقليم بركان)  
 وينزع ملكية القطعة الارضية اللازمة لهذا الغرض.

المملكة المغربية  
 وزارة الطاقة والمعادن  
 والماء والبيئة

رئيس الحكومة،

بناء على القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لاجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه  
 الظهير الشريف رقم 1.81.254 بتاريخ 11 رجب 1401 ( 6 ماي 1982 ) .  
 وعلى المرسوم رقم 2.82.382 بتاريخ 2 رجب 1403 ( 16 أبريل 1983 ) في شأن تطبيق القانون  
 رقم 7.81 المشار اليه أعلاه.

وبعد الاطلاع على ملف البحث الاداري المباشر بمكاتب جماعة لعثامنة من 2004/06/30 الى  
 2004/08/30.

وباقتراح من وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة وبعد استشارة وزير الداخلية،

وقعه بالعطف،  
 الوزير المعنى  
 بالأمر  
 الامضاء :

رسم ما يلي :

المادة الاولى : يعلن أن المنفعة العامة تقضي بتزويد مركز السعيدية بالماء الشروب - إقليم بركان  
المادة الثانية : تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطعة الارضية المثبتة في الجدول أسفله والمعلم عليها  
 باللون الأصفر في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1 / 500 الملحق بأصل هذا المرسوم.

ملاحظات	المساحة			اسم وعنوان الملاك	أسماء الاملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم اليقعة
	س	آر	هـ			
	00	04	00	شركة دومين كلمان	ر ع عدد 2/2638	1

المادة الثالثة : يفوض حق نزع الملكية الى المكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

وزير الداخلية  
 الامضاء :

المادة الرابعة: يعهد بتنفيذ ما جاء في هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية الى وزير الطاقة والمعادن والماء  
 والبيئة والمدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب كل واحد منهما فيما يخصه.

وحرر بالرباط، في

رئيس الحكومة

MODELE 21

رقم: م ق ع ع ع ع 2013/ع

2 / 2 8 8 7

2 '9 OCT. 2013

إلى

وزارة الطاقة والمعادن  
والماء والبيئة

الرباط

الموضوع: نزع الملكية - تزويد الدواوير التابعة للجماعة القروية بني مالك بالماء الشروب  
(إقليم القنيطرة)

سلام تام بوجود مولانا الإمام

وبعد، يشرفني أن أبعث اليكم طيه مشروع المرسوم النهائي مشفوعا بالوثائق الآتية ملتصقا منكم  
عرضه على المصادقة و التوقيع :

- نسخة من مشروع المرسوم المنشور بالجريدة الرسمية عدد 4988 بتاريخ 2008/06/04 ؛
- نسخة من الجريدة الوطنية؛
- نسخة من الشهادة الإدارية تثبت تقييد مشروع المرسوم؛
- نسخ من الشواهد العقارية تثبت تقييد مشروع المرسوم (3\*1)؛
- سجل الملاحظات ؛
- إعلان عن الوضع؛
- شهادة الوضع والنشر ولصق الإعلان؛
- مذكرة تقديمية ؛
- لائحة الأملاك ؛
- تصميم الموقع؛
- تصميم تجزيئي (3\*1).

وتقبلوا فائق الاحترام و التقدير و السلام.

نسخة الى م ج 4 لكل غاية مفيدة.

مدير الشؤون القانونية والعقارية

عبد الله مجيدي

→ FR



MODELE 22

وزير الطاقة و المعادن و الماء و البيئة

إلى

السيد وزير الداخلية

**الموضوع:** نزع ملكية أراضي الخواص، لفائدة المكتب الوطني للماء الصالح للشرب، قصد مد قناة لتزويد مركز اولاد تايمه بالماء الشروب (اقليم تارودانت).

المرفقات: - مذكرة تقديمية

- مشروع المرسوم الخاص بتزع الملكية

- التصميم التجزيئي لحدود القطعتين الأرضيتين موضوع نزع الملكية (الأصل)

سلام تام بوجود مولانا الإمام،

و بعد، فعلاقة بالموضوع المشار إليه أعلاه، يشرفني أن أبعث إليكم طيه بمشروع المرسوم الخاص بتزع الملكية في إطار مشروع بمد قناة لتزويد مركز اولاد تايمه بالماء الشروب (اقليم تارودانت). و كذا التصميم التجزيئي لحدود القطعتين الأرضيتين موضوع نزع الملكية، راجيا منكم التأشير عليهما و إرجاعهما لهذه الوزارة.

وتفضلوا بقبول فائق التقدير.

المملكة المغربية  
وزارة الداخلية

المديرية العامة للجماعات المحلية

مديرية المتلكات

رقم : .....

تاريخ : .....

MODELE 23

وزير الداخلية

إلى السيد عامل إقليم الدريوش

الموضوع : مشروع مرسوم نزع الملكية لأجل المنفعة العامة.

المرفقات : مشروع المرسوم و مذكرة تقديم .

سلام تام بوجود مولانا الإمام.

وبعد، علاقة بالموضوع المشار إليه أعلاه ، يشرفني أن أبعث إليكم نسخة من مشروع مرسوم مقترح من طرف السيد وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة، يعلن أن المنفعة العامة تقضي تزويد جماعة الدريوش بالماء الشروب، وبتزاع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذه الغاية، قصد دراسته، وموافاتي في أجل أقصاه 20 يوما بتقرير مفصل يبرز رأيكم في الموضوع .

وينبغي أن يتضمن هذا التقرير، كذلك، الإشارة إلى مدى:

- ملاءمة المشروع لوثائق التعمير المعمول بها في المنطقة، إن وجدت، أو للنسيج العمراني المحيط بالقطعة الأرضية موضوع نزع الملكية في حالة عدم توفر المنطقة على وثيقة للتعمير؛  
- احترام الإجراءات القانونية المحددة في النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بتزاع الملكية لأجل المنفعة العامة؛

- مطابقة المعطيات الواردة في مشروع المرسوم للمشروع الأصلي الذي أجري البحث بشأنه، وعند الاقتضاء، بيان أسباب عدم هذا التطابق ومرراته، بتنسيق مع المصالح التابعة للإدارة نازعة الملكية.

والسلام.



المملكة المغربية  
وزارة الداخلية  
المديرية العامة للجماعات المحلية

المرسل

مديرية ممتلكات الجماعات المحلية

الموضوع

تأشيرة السيد الوالي، المدير العام	<p>- تحيين توقيع مشروع مرسوم مقترح من طرف السيد وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة بإعلان المنفعة العامة وبتزاع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لتزويد جماعة زاوية سيدي عبد السلام ودوار أيت إبراهيم بالماء الصالح للشرب انطلاقا من الثقب رقم 1590/22 ( إقليم إفران ).</p> <p>- يعرض مشروع هذا المرسوم على توقيع السيد وزير الداخلية تبعا لمقتضيات المادة الثانية من المرسوم رقم 382-82-2 بتاريخ 16/04/1983 الصادر بتنفيذ القانون رقم 81/7 المتعلق بتزاع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت .</p> <p>- رأي السيد العامل : بالموافقة .</p>
	تأشيرة السيد رئيس القسم
	تأشيرة السيد مدير الممتلكات

عدد التوقيعات : 02	موجه لتوقيع السيد الوزير تحت الرقم..... بتاريخ.....
--------------------	--

المملكة المغربية  
وزارة الداخلية

المديرية العامة للجماعات المحلية  
مديرية الممتلكات  
رقم : .....  
تاريخ : .....

وزير الداخلية

إلى السيدة وزيرة الطاقة والمعادن والماء والبيئة  
- مديرية الشؤون العامة والتقنية -

ورقة الإرسال

نوع المراسلات وتلخيص موضوعها	عدد المرفقات	الملاحظات
- أصل مشروع مرسوم يعلن أن المنفعة العامة تقضي بتزويد جماعة بني عياط والدواوير المجاورة بالماء الشروب (إقليم أزيلال) وبتزاع ملكية القطعة الأرضية اللازمة لهذا الغرض .....	1	يشرفني أن أعيد إليكم الوثيقتين المشار إليهما بمنته، بعد التأشير عليهما. تبعاً لإرساليتكم عدد 2264 م ش ع ت بتاريخ 2011/05/16. وتفضلوا بقبول فائق التقدير.
- أصل التصميم .....	1	





N°... 28/5/2013

MODELE 24

الرقم 28/5/2013

وزير الطاقة و المعادن و الماء و البيئة

إلى  
السيد الأمين العام للحكومة  
(مديرية الدراسات التشريعية)  
- الرباط -

ورقة الإرسال

ملاحظات	العدد	بيان المرفقات
		إعلان المنفعة العامة ونزع ملكية قطعتين أرضيتين قصد مد قناة لتزويد مركز اولاد تايمية بالماء الشروب (اقليم تارودانت).
		- مشروع المرسوم
	01	أصلي.....
	07	نسخة.....
يشرفني أن أحيل عليكم مشروع المرسوم و التصميم المرفقين طيه، راجيا منكم أن تفضلوا بعرضه على توقيع السيد رئيس الحكومة و نشره في أقرب جريدة رسمية مع إخباري بذلك في الوقت المناسب.		- مذكرة تقديم
	01	أصلي.....
	07	نسخة.....
	01	- التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/1000 الملحقه بأصل المرسوم
	01	- الجريدة الوطنية المنشور بها مشروع المرسوم
	01	- شهادة التقييد بالمحكمة الإدارية
	01	- الإعلان عن البحث الإداري
	01	- ملف البحث الإداري
	01	- شهادة الوضع و النشر و لصق الإعلان
	01	- الجريدة الرسمية عدد 4942 بتاريخ 18 يوليو 2007

المادة الثالثة. - يفوض حق نزاع الملكية إلى المكتب الوطني للماء الصالح للشرب.  
المادة الرابعة. - يسند تنفيذ ما جاء في هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة وإلى المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، كل واحد منهما فيما يخصه.  
وحرر بالرباط في 13 من ذي القعدة 1434 (20 سبتمبر 2013).

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

وقعه بالعطف :

وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة ،

الإمضاء : فؤاد دويري.

رقم القطعتين الأرضيتين	أسماء وعناوين الملاك أو المفروض أنهم كذلك	الرسم العقاري أو مطلب التحفيظ أو مساحتهما
س	س	س
172	القسطاني سعيد، نوار الحجامه أولاد سعيد، قيادة آيت زكري بن عمر، جماعة آيت بويحيى الحجامه، إقليم الخميسات.	غير محفظة 02
173	ورثة الدروسي بن لعزیز، نوار الحجامه أولاد سعيد، قيادة آيت زكري بن عمر، جماعة آيت بويحيى الحجامه، إقليم الخميسات.	كذلك 19

المادة الثالثة

يفوض حق نزاع الملكية إلى المكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

المادة الرابعة

يسند تنفيذ ما جاء في هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة وإلى المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، كل واحد منهما فيما يخصه.  
وحرر بالرباط في 13 من ذي القعدة 1434 (20 سبتمبر 2013).

الإمضاء : عبد الإله ابن كيران.

وقعه بالعطف :

وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة،

الإمضاء : فؤاد دويري.

مرسوم رقم 2.13.599 صادر في 13 من ذي القعدة 1434 (20 سبتمبر 2013)  
بإعلان أن المنفعة العامة تقضي بتقوية تزويد مدينتي الخميسات وتيفلت بالماء الشروب انطلاقا من سد الكنزرة ونزاع ملكية القطعتين الأرضيتين اللزمتين لهذا الغرض بإقليم الخميسات.

رئيس الحكومة،

بناء على القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 بتاريخ 11 من رجب 1402 (6 ماي 1982) ؛

وعلى المرسوم رقم 2.82.382 الصادر في 2 رجب 1403 (16 أبريل 1983) في شأن تطبيق القانون رقم 7.81 المشار إليه أعلاه ؛

وبعد الاطلاع على البحث الإداري الذي أجري من 19 إلى 19 يوليو 2010 بالجماعة القروية آيت بويحيى الحجامه بإقليم الخميسات ؛

وبإقتراح من وزير الطاقة والمعادن والماء والبيئة وبعد استشارة وزير الداخلية،

رسم ما يلي :

المادة الأولى

يعلن أن المنفعة العامة تقضي بتقوية تزويد مدينتي الخميسات وتيفلت بالماء الشروب انطلاقا من سد الكنزرة بإقليم الخميسات.

المادة الثانية

تنزع بناء على ما ذكر ملكية القطعتين الأرضيتين الموجودتين بقراب الجماعة القروية آيت بويحيى الحجامه بإقليم الخميسات والمبينتين في الجدول أسفله والمعلم عليهما باللونين الأحمر والأزرق في التصميم التجزيئي ذي المقياس 1/500 الملحق بأصل هذا المرسوم :

قرار لرئيس الحكومة رقم 3.62.13 صادر في فاتح رمضان 1434 (10 يوليو 2013) بتغيير وتتميم القرار رقم 3.62.09 الصادر في 14 من رمضان 1430 (4 سبتمبر 2009) بتعيين أمرين مساعدين بالصرف.

رئيس الحكومة،

بعد الاطلاع على القرار رقم 3.62.09 الصادر في 14 من رمضان 1430 (4 سبتمبر 2009) بتعيين أمرين مساعدين بالصرف كما وقع تغييره وتتميمه ؛



المملكة المغربية  
وزارة الداخلية  
عمالة إقليم العرائش

دائرة الرمان  
قيادة أحد الغوالم  
جماعة الغوالم  
إعلان عن طلب عروض مفتوح  
رقم: 2011/06

في يوم 2011.09.26 على الساعة العاشرة صباحا سيتم بمكتب السيد رئيس الجماعة القروية للغوالم عملية فتح الأقرعة المتعلقة بطلب العروض بغرض اقتناء لاستغلال المخزنتين الجماعتين التابعتين لجماعة الغوالم (الغوالم وضنارة) لفترة الممتدة من فاتح يناير 2012 إلى غاية 31 دجنبر 2012.

يمكن سحب ملف طلب العروض بوكالة المدخل بالجماعة ويمكن إرسال ملف طلب العروض إلى المتنافسين بطلب منهم طبق الشروط الواردة في المادة 19 من المرسوم رقم 2.06.388 الصادر في 16 من محرم 1428 (5 فبراير 2007) بتحديد شروط وأشكال إبرام صفقات الدولة وكذا بعض القواعد المتعلقة بتدبيرها ومراقبتها.

حدد الضمان المأمور في مبلغ: اثني عشر ألف درهم (12.000,00 درهم).

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المادتين 26 و28 من المرسوم رقم: 2.06.388. ويمكن للمتنافسين:

- أ. التصریح بالشرف.
- ب. نسخة من دفتر التجمعات مصابق عليها
- 1. الملف الإداري ويتضمن الوثائق التالية:
- أ. التصريح بالشرف
- ب. نسخة من دفتر التجمعات مصابق عليها

قيادة أولاد عزوان  
جماعة العكاكشة

إعلان عن طلب عروض مفتوح  
رقم 2011/02  
(جلسة عمومية)

في يوم 2011/09/23 على الساعة العاشرة صباحا سيتم في مقر الجماعة القروية العكاكشة فتح الأقرعة المتعلقة بطلب العروض بغرض اقتناء عروض الثمن اشغال تهيئة المسلك القروية الغير المرتبة داخل ثراب الجماعة القروية العكاكشة التالية:

- 1- مسلك العكاكشة الرابط بين القنارة السفلى لري والطريق الاقلية رقم 3430
- 2- مسلك اولاد الكاسح الرابط بين المسك الفلاحي وداخل الدوار
- 3- مسلك اولاد سعيد الرابط بين الطريق الوطنية رقم 1 ودوار اولاد سعيد
- 4- مسلك الربوالة الرابط بين اعدادية الطاووس ومنزل عبد الرخيم شكيب
- 5- مسلك التعاونية العكوشية الرابط بين الرباط بين منزل حمزة احمد ومنزل غريباتي خلوق
- 6- مسلك لرييح الرابط بين المسلك الفلاحي ودوار لرييح
- 7- مسلك اولاد بن ميلود الرابط بين منزل اولاد اهدالة ومنزل اولاد ابراهيم
- 8- مسلك اولاد بن الطاهر الرابط بين مدرسة اولاد بن الطاهر في اتجاه جماعة تغنادرة
- 9- مسلك اولاد اخسح الرابط بين مسجد اولاد احسين وجانب الدوار
- 10- مسلك لعشائش الرابط بين المسلك الجماعي ومنزل ابراهيم ولد الحاج الشرقي
- 11- مسلك لحميمات الرباب بين المسلك الجماعي ومنزل ابراهيم ولد الحاج الشرقي
- 12- مسلك العلبشات الرابط بين الريق الاقلية وداخل ادوار
- 13- مسلك الكطاشه الرابط بين المسلك الفلاحي ومنزل الخيرات غلال

يمكن سحب ملف طلب العروض من جماعة العكاكشة ويمكن كذلك نقله إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة:

www.marchespublics.gov.ma

ويمكن إرسال ملف طلب العروض إلى المتنافسين بطلب منهم طبق الشروط

المملكة المغربية  
وزارة الداخلية  
عمالة إقليم شفشاون  
جماعة بني أحمد الشرقية  
إعلان عن مباراة

يعلن رئيس المجلس القروي لجماعة بني أحمد الشرقية أنه تطبيقا لمقتضيات المرسوم رقم: 2.10.453 صادر في 20 من ذي القعدة 1431 هـ (29 أكتوبر 2010) بشأن النظام الخاص بهيئة المساعدين الإداريين المشتركين بين الوزارات. ولإحكام المرسوم رقم: 403.04.2 بتاريخ 29 شوال 1426 هـ (02 دجنبر 2005) بتحديد نظام امتحان الكفاءة المهنية للترقي إلى درجة مساعد إداري من الدرجة الثانية (س 7)

تقرر إجراء امتحان الكفاءة المهنية، ويفتح في وجه المساعدين الإداريين من الدرجة الثالثة التابعين للجماعة والمدرجين في السلم 06، والذين قضاوا ما لا يقل على 06 سنوات من الخدمة الفعلية بهذه الصفة.

ويجرى هذا الامتحان بمقر الجماعة لبني أحمد الشرقية بتاريخ: 2011/09/25 ويشتمل الامتحان على اختبارات كتابية وشفوية.

الاختبار	المدة	المعامل
تحرير مذكورة أو تقرير أو رسالة إدارية بعد دراسة ملف	ثلاث ساعات (03)	2
تحرير موضوع يتعلق بتنظيم واختصاصات الإدارة المعنية	ثلاث ساعات (03)	3

الاختبار الشفوي:

الاختبار	المدة	المعامل
مناقشة حول اختصاصات القطاع المعني ومهام المترشح وقدراته لممارسة مهام الدرجة المعتمدين بشأنها	بين 15 و 30 دقيقة	2

وتودع طلبات الترشيح بمقر الجماعة (مصلحة الموظفين) قبل تاريخ 2011/09/02 وهو آخر أجل لقبول الترشيحات

الجماعة

أما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام.

أما تسليمها مباشرة لرئيس مكتب طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأقرعة.

إن الوثائق الممنعة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 23 من المرسوم رقم 02.388.06 المذكور والمخصوص عليها في قانون الممارات. وهي كالتالي:

1. الملف الإداري الذي يتضمن الوثائق التالية:
1. التصريح بالشرف
2. الوثيقة التي تثبت السلطات المخولة إلى الشخص الذي يتصرف باسم المتنافس
3. شهادة القاض في محل فرض الضريبة مسلمة منذ أقل من ستة
4. الشهادة المسلمة منذ أقل من ستة من طرف المستوفى الوطني للضمان الاجتماعي
5. وصل الضمانة المؤقتة أو شهادة الكفالة الشخصية والتضامنية التي تقوم مقامه
6. شهادة القيد في السجل التجاري
2. الملف التقني الذي يتضمن الوثائق التالية:

1. مذكورة تدين الوسائل البشرية والتقنية التي يتوفر عليها ومكان وتاريخ وطبيعة وأهمية الأعمال التي انجزها أو التي سأنجزها

إن رئيس المجلس القروي لجماعة رأس الواد - بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 04 شعبان 1377 (24 فبراير 1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية حسمها وقم بتغييره وتنظيمه.

- بناء على المرسوم رقم 2.77.738 الصادر بتاريخ 3 شوال 1397 (27 شتنبر 1977) بمثابة النظام الأساسي لوظيفة الجماعات حسمها وقم بتغييره وتنظيمه.

- بناء على المرسوم الملكي رقم 401.67 الصادر في 13 ربيع الأول 1387 (22 يونيو 1967) بسن نظام عام للمباريات والامتحانات الخاصة بولوج أسلاك ودرجات ومناصب الإدارات العمومية.

- بناء على المرسوم رقم 2.62.345 الصادر في 15 صفر 1383 (08 يوليو 1963) بمثابة النظام الأساسي الخاص بأسلاك الإدارة المركزية والموظفين المشتركين بين الإدارات العمومية.

- بناء على المرسوم رقم 2.04.403 الصادر في 29 شوال 1426 (02 دجنبر 2005) المتعلق بتحديد شروط ترفي موظفي الدولة في الدرجة أو الإطار.

- بناء على المرسوم رقم 2.05.1367 الصادر في 29 شوال 1426 (02 دجنبر 2005) بتحديد مسطر تنقيط وتقييم موظفي الإدارات العمومية.

- بناء قرار السيد الوزير المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 1523.06 الصادر في 17 جمادى الثانية 1427 (13 يوليو 2006) بتحديد نظام امتحان الكفاءة المهنية الخاصة بالأعوان المعوقين - وعلى منشور السيد وزير الداخلية عدد 40 بتاريخ 22 يناير 2009 حول تنظيم امتحانات الكفاءة المهنية لوظيفة الجماعات الحضرية والقروية.

- وعلى دورية السيد وزير الداخلية عدد 8 بتاريخ 9 فبراير 2011 بشأن تنظيم امتحانات الكفاءة المهنية بالجماعات الحضرية.

بقر مابلي:

الفصل الأول: تنظم الجماعة امتحان الأهلية المهنية لولوج درجة مساعد تقني الدرجة 2 وذلك بو 13 شتنبر 2011 على الساعة التاسعة صباحا بمقر الجماعة.

الفصل الثاني: عدد المناصب المتقاربي في شأنها منصب واحد.

الفصل الثالث: يفتح الامتحان في وجه المساعدين التقنيين من الدرجة 3 التابعين للجماعة والمتوفرين على ست سنوات من الخدمة الفعلية بهذه الصفة إلى غاية 31/12/2011.

الفصل الرابع: على الراغبين في المشاركة أن يسعدوا بطلبات ترشحهم إلى مصلحة الموظفين بالجماعة وذلك قبل تاريخ 27 غشت 2011 وهو آخر أجل لقبول الترشيحات.

الفصل الخامس: يشتمل الامتحان على اختبارات كتابية وشفوية.

أ- الاختبار الكتابي:

إعلان بالشرف الجديدة الرسمية

يعلن المكتب الوطني للماء الصالح للشرب أن المرسوم رقم 2.10.638 المؤرخ في 09/02/2011 الذي يعلن أن المتقعة العامة تقضى تزويد الساكنة القروية التابعة لجماعة أولاد ميمون (أقليم حوكني يعقوب).

وتنزع ملكية النقع الأرضية اللازمة لذلك، والذي سبق أن أقره بشارته بحث إداري بمكاتب الجماعة القروية لأولاد ميمون

أقدم حوكني يعقوب خلال الفترة الممتدة من 2009/04/04 إلى 2009/02/04 قد صدر بالجمدية الرسمية (النشرة العامة) عدد 5923 بتاريخ 2011/03/07.

وعلى من تهمهم الأمر الاتصال بالمصالح التابعة لهذا المكتب قصد تصفية ملفاتهم.

المملكة المغربية  
وزارة الداخلية  
أقليم الحاح

بأشوية عين تاوحدات  
تلمبة عين تاوحدات  
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوحة  
رقم: 2011/04

في 2011/09/27 على الساعة 10 صباحا سيتم بمكتب السيد رئيس بلدية عين تاوحدات فتح الاضرفة المتعلقة بطلب عروض أثمان مفتوحة لأجل:

المملكة المغربية  
وزارة الداخلية  
عمالة إقليم تاونات  
دائرة تيسة  
جماعة رأس الواد  
قرار رقم 20  
يقضى بتنظيم امتحان الأهلية المهنية لولوج درجة مساعد تقني الدرجة 2 السلم 07 برسم سنة 2010

إن رئيس المجلس القروي لجماعة رأس الواد - بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 04 شعبان 1377 (24 فبراير 1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية حسمها وقم بتغييره وتنظيمه.

- بناء على المرسوم رقم 2.77.738 الصادر بتاريخ 3 شوال 1397 (27 شتنبر 1977) بمثابة النظام الأساسي لوظيفة الجماعات حسمها وقم بتغييره وتنظيمه.

- بناء على المرسوم الملكي رقم 401.67 الصادر في 13 ربيع الأول 1387 (22 يونيو 1967) بسن نظام عام للمباريات والامتحانات الخاصة بولوج أسلاك ودرجات ومناصب الإدارات العمومية.

- بناء على المرسوم رقم 2.62.345 الصادر في 15 صفر 1383 (08 يوليو 1963) بمثابة النظام الأساسي الخاص بأسلاك الإدارة المركزية والموظفين المشتركين بين الإدارات العمومية.

- بناء على المرسوم رقم 2.04.403 الصادر في 29 شوال 1426 (02 دجنبر 2005) المتعلق بتحديد شروط ترفي موظفي الدولة في الدرجة أو الإطار.

- بناء على المرسوم رقم 2.05.1367 الصادر في 29 شوال 1426 (02 دجنبر 2005) بتحديد مسطر تنقيط وتقييم موظفي الإدارات العمومية.

- بناء قرار السيد الوزير المكلف بتحديث القطاعات العامة رقم 1523.06 الصادر في 17 جمادى الثانية 1427 (13 يوليو 2006) بتحديد نظام امتحان الكفاءة المهنية الخاصة بالأعوان المعوقين - وعلى منشور السيد وزير الداخلية عدد 40 بتاريخ 22 يناير 2009 حول تنظيم امتحانات الكفاءة المهنية لوظيفة الجماعات الحضرية والقروية.

- وعلى دورية السيد وزير الداخلية عدد 8 بتاريخ 9 فبراير 2011 بشأن تنظيم امتحانات الكفاءة المهنية بالجماعات الحضرية.

بقر مابلي:

الفصل الأول: تنظم الجماعة امتحان الأهلية المهنية لولوج درجة مساعد تقني الدرجة 2 وذلك بو 13 شتنبر 2011 على الساعة التاسعة صباحا بمقر الجماعة.

الفصل الثاني: عدد المناصب المتقاربي في شأنها منصب واحد.

الفصل الثالث: يفتح الامتحان في وجه المساعدين التقنيين من الدرجة 3 التابعين للجماعة والمتوفرين على ست سنوات من الخدمة الفعلية بهذه الصفة إلى غاية 31/12/2011.

الفصل الرابع: على الراغبين في المشاركة أن يسعدوا بطلبات ترشحهم إلى مصلحة الموظفين بالجماعة وذلك قبل تاريخ 27 غشت 2011 وهو آخر أجل لقبول الترشيحات.

الفصل الخامس: يشتمل الامتحان على اختبارات كتابية وشفوية.

أ- الاختبار الكتابي:

الاختبار	المدة	المعامل
اختبار حول القطاع المعني	ساعتان	2
اختبار حول المهام المرتبطة بالدرجة المعتمدين بشأنها	ساعتان	3

ب- الاختبار الشفوي أو التطبيقي:

الاختبار	المدة	المعامل
اختبار حول المهام المؤكولة للمترشح وإمكاناته لممارسة المهام المرتبطة بالدرجة المعتمدين بشأنها	بين 15 و 30 دقيقة	2

Branche Eau

قطاع الماء

13 أكتوبر 2013

م ق ع / 2013

م م  
رقم

2 / 2900

السيد المدير العام  
لصندوق الإيداع والتدبير  
الرباط.

الموضوع: نزع الملكية - تزويد مدينة أكادير بالماء الشروب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر.

سلام تام بوجود مولانا الإمام

وبعد،

في إطار إيداع مبلغ التعويض الاحتياطي المتعلق بالبيع الأرضية أرقام 1-3-4-5-7-10-11-13-19-20 و 22 والمنزوعة ملكيتها بمقتضى المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 2013/05/13، اللازمة لإنجاز الأشغال المذكورة في الموضوع، يشرفني أن أبعث إليكم طيه بالوثائق التالية:

- مقرر الإيداع،
- بطاقة الحسابات،
- شيك رقم 0001783 بمبلغ 19.205.558,82 درهم.

وأثير انتباهكم، إلى أن المبلغ المودع سيودي لملاكي البيع الأرضية الأنفة الذكر، وذلك بعد الإدلاء بمقرر رفع اليد الصادر عن المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

وتقبلوا فائق الاحترام والسلام.

Caisse de Dépôt et de Gestion  
Accueil

Reçu le: .....

Heure 0. A. N.V. 2013

مدير الشؤون القانونية والعقارية

عبد الله صبيح عادي

المرفقات: (03)

- مقرر الإيداع،
- بطاقة الحسابات،
- شيك رقم 0001783 بمبلغ 19.205.558,82 درهم.

مقرر الإيداع

- إن المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب أو من ينوب عنه،
- بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982) الصادر بتنفيذ القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وباحتلال المؤقت ولا سيما الفصل 27 منه،
- بمقتضى المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 2013/05/13، والذي يعلن أن المنفعة العامة تقتضي بتزويد مدينة أكادير بالماء الشروب، والذي بموجبه تقرر نزع ملكية البقع الأرضية أرقام 1-3-4-5-7-10-11-13-19-20-21 و22، اللازمة لهذا الغرض،
- نظرا لمحضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقويم المنعقدة بتاريخ 2012/09/19، بمقر قيادة تامري (عمالة أكادير-إداوتنان)،
- نظرا لبطاقة الحسابات المرفقة طيه،

يقرر ما يلي :

**الفصل الأول :** يودع لدى السيد المدير العام لصندوق الإيداع والتدبير بالرباط مبلغ تسعة عشر مليون ومنتان وخمسة ألف وخمسمائة وثمانية وخمسون درهما (19.205.558,82 درهم)، الذي يمثل التعويض الاحتياطي الناتج عن نزع ملكية البقع الأرضية السالفة الذكر والمشار إليها في بطاقة الحسابات.

**الفصل الثاني :** سيؤدى المبلغ المودع لملاك البقع الأرضية الأنفة الذكر وذلك بعد الإدلاء بمقرر رفع اليد الصادر عن المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

المدير العام

علي الفاسي الفهمري

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب - قطاع الماء -  
مديرية الشؤون القانونية والعقارية  
قسم النزاعات  
م م

بطاقة الحسابات

رقم 2 / 2323

الملحقة بمقرر الإيداع رقم 2 / 2322 المؤرخ في 19 أفرس 2013

**الموضوع:** نزاع الملكية - تزويد مدينة أكادير بالماء الشروب والذي بموجبه تقرر نزع ملكية القطع الأرضية اللازمة لهذا الغرض.  
**المرجع:** المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 بتاريخ 2013/05/13.

رقم البقعة	محافظة أو غير محافظة	اسم المالك وعنوانه	المساحة	الثمن الفردي الذي حددته اللجنة الإدارية للتقييم	مبلغ التعويض الإجمالي بالدرهم
1	رسم عقاري عدد 09/23716 الملك المسمى تكورامين	1-فاطمة بنت محمد بن ابراهيم بنسبة .44064/750 العنوان: زفقة الانبيات الحي الصناعي أكادير. 4-مولاي علي أبو المحاسين بن احمد بنسبة .44064/750 نفس العنوان. 5-مولاي عبد المالك بن مولاي احمد بنسبة .44064/750 نفس العنوان. 6-مولاي الحسين أبو المحاسين بن احمد بنسبة 44064/750. نفس العنوان. 7-مولاي محمد أبو المحاسين بن احمد بنسبة .44064/750 نفس العنوان. 8-عائشة أبو المحاسين بنت احمد بنسبة .44064/375 نفس العنوان. 9-فاطمة أبو المحاسين بنت احمد بنسبة . 44064/375 نفس العنوان.	24.48468م2	250 درهم/م2	12117058.82 درهم

تم إعداد هذه الحسابات بناءً على ما ورد في الملف.

			<p>10-سأطانة أبو المحاسين بنت عبد الرحمان بنسبة 44064/2868. نفس العنوان.</p>
			<p>11-مولاي محمد أبو المحاسير بن محمد بنسبة 44064/1240. نفس العنوان.</p>
			<p>12-مولاي الحسين أبو المحاسين بن محمد بنسبة 440640/1240. نفس العنوان.</p>
			<p>13-عبد الكريم أبو المحاسين بن عبد الكبير بنسبة 44064/1200. نفس العنوان.</p>
			<p>14-عبد المالك أبو المحاسين بن عبد الكبير بنسبة 44064/1200. نفس العنوان.</p>
			<p>15-عبد العالي أبو المحاسين بن عبد الكبير بنسبة 44064/1200. نفس العنوان.</p>
			<p>16-صفية أبو المحاسين بنت عبد الكبير بنسبة 44064/600. نفس العنوان.</p>
			<p>17-عائشة أبو المحاسين بنت عبد الكبير بنسبة 44064/600 . نفس العنوان.</p>
			<p>18-عبد العزيز أبو المحاسين بن عبد الكبير بنسبة 44064/1200. نفس العنوان.</p>
			<p>-ابراهيم مرياح بن الطيب بنسبة 44064/320. نفس العنوان.</p>
			<p>20-الحسن مرياح بن مولاي محمد بنسبة 44064/128. نفس العنوان.</p>
			<p>21-فاطمة مرياح بنت مولاي محمد بنسبة 44064/64. نفس العنوان.</p>
			<p>22-زينب مرياح بنت مولاي محمد بنسبة 44064/64. نفس العنوان.</p>



			23-ربيعة مرياح بنت مولاي محمد بنسبة 44064/64. نفس العنوان.
			24-مولاي محمد أبو المحاسين بن عبد الرحمان بنسبة 44064/188. نفس العنوان.
			25-مولاي احمد أبو المحاسين بن عبد الرحمان بنسبة 44064/188. نفس العنوان.
			26-زينب أبو المحاسين بنت مولاي عبد الرحمان بنسبة 44064/94. نفس العنوان.
			27-فاطمة أبو المحاسين بنت عبد الرحمان بنسبة 44064/94 . نفس العنوان.
			28-فاضمة أبو المحاسين بنت مولاي عبد الرحمان بنسبة 44064/94. نفس العنوان.
			29-مولاي محمد بوسكون بن محمد بنسبة 44064/174. نفس العنوان.
			30-ابراهيم حابزهور بن محمد بنسبة 44064/174.
			31-فاطمة بوسكون بن محمد بنسبة 44064/88. نفس العنوان.
			32-مولاي عبد الكبير بوسكون بن محمد بنسبة 44064/174. نفس العنوان.
			33-ربيعة بوسكون بنت محمد بنسبة 44064/88
			34-فاطمة بنت الحسن بن محمد بنسبة 44064/201. نفس العنوان.
			35-فاطمة بنت عبد الله بن احمد بنسبة 44064/201. نفس العنوان.
			36-احمد أبو المحاسين بن مولاي محمد بن عبد الرحمان بنسبة 44064/782. نفس العنوان.

ROYAUME DU MAROC

المملكة المغربية

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Branche Eau

قطاع الماء

Nom fournisseur : CAISSE DE DEPOT ET DE GESTIC  
Rue : PLACE MOULAY EL HASSAN  
code postable :  
Ville : RABAT  
Pays : MA

Rabat le : 23.09.2013  
Référence de Paiement : 1500003070

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous remettre ci-dessous le chèque N° AXY0001783 tiré sur  
ATTIJARI-WAFA-BANK d'un montant de 19.205.558,82 Dirhams ( \*\*\* DIX-NEUF MILLIONS DEUX  
CENT CINQ MILLE CINQ CENT CINQUANTE-HUIT Dirhams et 82 CTS ) \*\*\*

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d'agréer, Monsieur, nos  
salutations distinguées

شارع محمد بن الحسن الوزاني - الرمز البريدي : 10220 - الرباط - المغرب - هاتف : (212) 5 37 75 96 00 - فاكس : (212) 5 37 75 91 06  
Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - code postal : 10220 - Rabat - Maroc - Tél : (212) 5 37 75 96 00 - Fax : (212) 5 37 75 91 06

NON ENDOSSABLE  
التجاري وفا بنك  
Attijariwafa bank

E.PDH

19.205.558,82

Payez contre ce chèque

حوال مقابل هذا الشيك

\*\*\* DIX-NEUF MILLIONS DEUX CENT CINQ MILLE CINQ CENT  
CINQUANTE-HUIT DIRHAMS et 82 CTS \*\*\*  
À l'ordre de

Payable à CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION

Tous les guichets Attijariwafa bank  
Domicilié à  
Centre d'Affaires RABAT EXP  
Angle Rue d'Alger et Rue d'Oran - Rabat  
Tél.: 0537 73 04 54 / 61 / 91

RABAT  
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable  
Branche Eau

Compte n° 0151 A 000000497

23.09.2013

Série AXY 0001783

La signature ne doit pas atteindre la zone ci-dessous

0000000178300078300001510000004970000

الأستاذ : الحسن الفاروقي  
1- زاوية مراکش (سابقا) وزنقة 18 نونبر  
ص.ب: 5218 - أكادير.

مقال معفى من الأداء المسبق للرسوم  
القضائية طبقا للقانون الجاري به العمل\*

إلى جناب المحترم السيد رئيس  
المحكمة الإدارية بأكادير  
بصفته قاضيا للأمر المستعجلة

مقال من أجل الحصول على الحيابة  
في إطار الفصل 18 من الظهير الشريف  
المؤرخ في 6 مايو 1982.  
استعجالي

يتشرف المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب-قطاع الماء- في شخص مديره العام،  
الكائن مقره الاجتماعي، شارع محمد بلحسن الوزاني، الرمز البريدي - 10002 - الرباط، المحدث  
بموجب ظهير شريف رقم 1.11.160 الصادر في 2011/09/29 بتنفيذ القانون رقم 40.09 الذي تم بموجبه  
الجمع بين المكتب الوطني للكهرباء والمكتب الوطني للماء الصالح للشرب في مؤسسة عامة واحدة.  
ينوب عنه الأستاذ الحسن الفاروقي، الجاعل محل المخابرة معه بزواية زنقة مراکش (سابقا)  
وزنقة 18 نونبر ص.ب: 5218 - أكادير-.

أن يعرض على جنابكم ما يلي:

أنه بمقتضى المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04، والمنشور بالجريدة الرسمية عدد  
6151 الصادرة في 2013/05/13 والذي يعلن أن المنفعة العامة تقضي بتزويد مدينة أكادير بالماء  
الشروب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر بإقليم أكادير-إداوتتان، والذي بموجبه تقرر نزع ملكية  
القطعة الأرضية رقم رقم 10 غير محفظة البالغة مساحتها 16750 م<sup>2</sup>.

حيث إن المعارض قام بجميع الإجراءات المنصوص عليها في الظهير الشريف رقم 1.81.254  
المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982) والقاضي بتنفيذ القانون 81-7 المتعلق بنزع الملكية من أجل  
المنفعة العامة وبالإحتلال المؤقت، ولاسيما الفصول 8-9-10-11-12 و 13 كما تثبته الوثائق المرفقة طيه.

حيث إنه طبقا لمقتضيات الفقرة الأخيرة من الفصل 18 من الظهير السالف الذكر، فإن المستندات  
المثبتة المرفقة طيه، يمكن الإدلاء بها مرة واحدة وقت إيداع الطلب الأول وتعتبر كافية بالنسبة لجميع  
الطلبات.

حيث إن المعارض تقدم بمقال أمام قضاء الموضوع لدى محكمته الموقرة من أجل طلب نقل  
الملكية لفائدته.

\* الملحق الأول بالمرسوم رقم 1151 - 58 - 2 الصادر في 12 من جمادى الآخرة 1378 (24 نونبر 1958)، بتكوين التصوص المنفعة  
بالسجل و نشر، بعد نسخه و تعويضه بالظهير الشريف رقم 54 - 84 - 1 الصادر في 25 من رجب 1404 (27 أبريل 1984) بمثابة قانون عمالية لسنة  
1984.

حيث إن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب-قطاع الماء- وضع لدى المحكمة الإدارية المختصة المقال الرامي إلى الحكم بنقل الملكية وتحديد التعويضات وكذا المقال الرامي إلى طلب الأمر بالحيازة في ظرف ستة أشهر من نشر "مقرر التخلي"، فإن التعويض يجب ألا يتجاوز قيمة العقار يوم نشر "مقرر التخلي" وذلك طبقا لمقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 20 من قانون نزع الملكية.

حيث إن العارض محق والحالة هذه أن يطلب من جنابكم السماح له بحيازة القطعة الأرضية المسالفة الذكر، والتي تبلغ مساحتها الإجمالية 16750 م<sup>2</sup>، مقابل مبلغ التعويض الاحتياطي المحدد من طرف اللجنة الإدارية للتقييم خلال اجتماعها المنعقد بتاريخ 2012/09/19، بمقر قيادة التامري (إقليم أكادير-إداوتنان) في مبلغ أربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألف وخمسمائة درهم (4.187.500.00 درهم).

### لهذه الأسباب:

يلتمس العارض من محكمكم الموقرة :

حفظ حقوق الأطراف ومن الآن نظرا لحالة الاستعجال القصوى.

وعملا بالفصول 148 وما بعده من قانون المسطرة المدنية وكذا الفصول أرقام 18-19 و 20 وبالمخصوص الفقرتين الأولى والثانية من الفصل 24 من الظهير الشريف رقم 1.81.254 الصادر في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982)، والقاضي بتنفيذ القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العامة وبلاحتلال المؤقت استدعاء المدعى عليهم الأتي ذكرهم لأقرب جلسة تعقدونها وذلك من أجل سماعهم.  
-السادة ورثة ايت بنعيد عنوانهم دوار برج الضوء جماعة تامري (إقليم أكادير-إداوتنان).

في الشكل : قبول الطلب لتوفره على كافة شروط القبول.

في الموضوع: السماح للعارض بحيازة البقعة الأرضية رقم 10 المنزوعة ملكيتها بموجب المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04، والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 2013/05/13 المرفق طيه، وإيداع مبلغ التعويض المؤقت والمحدد في أربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألف وخمسمائة درهم (4.187.500.00 درهم) بصندوق الإيداع والتدبير والمحدد من طرف اللجنة الإدارية للتقييم التي اجتمعت وحررت محضرها بتاريخ 2012/09/19، مع شمول الأمر بالنفاذ المعجل.

### المرفقات :

- مرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04.
- محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم،
- مقال من أجل نقل الملكية،
- سجل الملاحظات،
- الإعلان عن الوضع،
- شهادة الوضع والنشر ولصق الإعلان،
- شهادة إدارية،
- مشروع مرسوم،
- الجريدة الوطنية.
- الظهير الشريف رقم 1.11.160 بتاريخ 2011/09/29 المتعلق بالمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
إقليم أكادير-إداوتنان  
الطريق الوطنية رقم 1  
أكادير-إداوتنان  
البريد الإلكتروني: akadiri@onera.ma  
البريد الإلكتروني: akadiri@onera.ma

الأستاذ : الحسن الفاروقي  
1- زاوية زنقة مراكش (سابقا) وزنقة 18 نونبر  
ص.ب:5218- أكادير-

مقال معفى من الأداء المسبق للرسوم  
القضائية طبقا للقانون الجاري به العمل\*

إلى جناب المحترم السيد رئيس  
المحكمة الإدارية بأكادير

مقال من أجل نقل الملكية

نسخة طبق الأصل

يشرف المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب في شخص مديره العام، الكائن مقره الاجتماعي، شارع محمد بلحسن الوزاني، الرمز البريدي - 10002 - الرباط، المحدث بموجب ظهير شريف رقم 1.11.160 الصادر في 2011/09/29 بتنفيذ القانون رقم 40.09 الذي تم بموجبه الجمع بين المكتب الوطني للكهرباء والمكتب الوطني للماء الصالح للشرب في مؤسسة عامة واحدة.

ينوب عنه الأستاذ الحسن الفاروقي، الجاعل محل المخابرة معه بزواية زنقة مراكش (سابقا) وزنقة 18 نونبر ص.ب:5218 - أكادير.

أن يعرض على جنابكم ما يلي :

أنه بمقتضى المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04، والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة في 2013/05/13، والذي يعلن أن المنفعة العامة تقضي بتزويد مدينة أكادير بالماء الشروب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر بإقليم أكادير-إداوتنان، والذي بموجبه تقرر نزاع ملكية البقعة الأرضية رقم 10 غير محفوظة، البالغة مساحتها 16750 م<sup>2</sup>.

حيث إن العارض قام بجميع الإجراءات المنصوص عليها في الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982) والقاضي بتنفيذ القانون 7-81 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العامة وبالإحتلال المؤقت، ولا سيما الفصول 8-9-10-11-12 و 13 كما تتيحه الوثائق المرفقة طيه.

حيث إن طبقا لمقتضيات الفقرة الأخيرة من الفصل 18 من الظهير السالف الذكر، فإن المستندات المثبتة المرفقة طيه، يمكن الإدلاء بها مرة واحدة وقت إيداع الطلب الأول وتعتبر كافية بالنسبة لجميع الطلبات.

حيث إن العارض تقدم بمقال أمام السيد قاضي المستعجلات لدى محكمكم الموقرة من أجل الحصول على الكفائة في إطار الظهير الشريف المذكور أعلاه.

\* الملحق الأول بالمرسوم رقم 1151-58-2 الصادر في 12 من جمادى الآخرة 1378 (24 دجنبر 1958)، بشؤون النصوص المنعفة بالتسجيل و التبر، بعد نسخه و تعويضه بالظهير الشريف رقم 54 - 84 - 1 الصادر في 25 من رجب 1404 (27 أبريل 1984) بمثابة قنين عملية لسنة 1984.

حيث إن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب-قطاع الماء- وضع لدى المحكمة الإدارية المختصة المقال الرامي إلى الحكم بنقل الملكية وتحديد التعويضات وكذا المقال الرامي إلى طلب الأمر بالحيازة في ظرف ستة أشهر من نشر "مقرر التخلي"، فإن التعويض يجب ألا يتجاوز قيمة العقار يوم نشر "مقرر التخلي" وذلك طبقاً لمقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 20 من قانون نزاع الملكية.

حيث يحق للعارض والحالة هذه الانتجاع إلى قضاء الموضوع عملاً بمقتضيات الفصل 18 من قانون نزاع الملكية لطلب نقل الملكية من أجل المنفعة العامة للقطعة الأرضية السالفة الذكر، مقابل تحديد التعويض النهائي المحدد من طرف اللجنة الإدارية للتقييم خلالها اجتماعها المنعقد بتاريخ 2012/09/19، بمقر قيادة التامري (إقليم أكادير-إداوتنان)، في مبلغ أربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألفاً وخمسمائة درهم (4.187.500.00 درهم).

### لهذه الأسباب:

يلتمس العارض من محكمكم الموقرة :  
استدعاء المدعى عليهم ورثة ايت بلعيد عنوانهم دوار برج الضوء جماعة تامري (إقليم أكادير-إداوتنان) لأقرب جلسة تعقدونها وذلك من أجل سماعهم وإسماعهم الحكم.

- في الشكل : قبول الطلب لتوفره على كافة شروط القبول.  
- في الموضوع : القول والحكم بنقل الملكية من أجل الصالح العام لليقعة الأرضية رقم 10 في جدول المرسوم المذكور أعلاه، مقابل أداء التعويض النهائي أو وضعه بصندوق الإيداع والتدبير طبقاً للفصل 30 من قانون نزاع الملكية.  
الحكم بتحديد التعويض المؤقت في مبلغ أربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألفاً وخمسمائة درهم (4.187.500.00 درهم) والحكم على المدعى عليهم بمصاريف الدعوى.

### المرفقات :

- مرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04،
- محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم،
- مقال من أجل الحيازة،
- سجل الملاحظات،
- الإعلان عن الوضع،
- شهادة الوضع والنشر ولصق الإعلان،
- شهادة إدارية،
- مشروع مرسوم،
- الجريدة الوطنية،
- الظهير الشريف رقم 1.11.160 بتاريخ 2011/09/29 المتعلق بالمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
مديرية إدارية للتقييم  
الطريق الوطنية رقم 1  
بني ملال  
البريد الإلكتروني: info@onera.ma  
البريد الإلكتروني: info@onera.ma

بسم الله الرحمن الرحيم  
أصل الحكم المحفوظ بكتابة الضبط بالمحكمة الإدارية بأكادير  
باسم جلالة الملك وطبقا للقانون

## — القاعدة —

— يستجاب لطلب الابتن في حيازة العقار موضوع نزاع الملكية متى تبين ان  
المستطرة المنصوص عنها في الفصل 8 وما بعده من قانون 81-7 المتعلق بنزع  
الملكية لاجل المنفعة العامة وبالاختلال المؤقت قد وقع احترامها وأجريت بكيفية  
سليمة من طرف طالب الحيازة .

بتاريخ الأربعاء 24 شعبان 1434 الموافق 03 يوليوز 2013 أصدرنا  
نحن عبد السلام شكورنياية عن رئيس المحكمة الإدارية بأكادير بصفته  
قائما للمستعجلات وبمساعدة السيد اسماعيل أنجار كاتباً للضبط  
الحكم الآتي نصه بـيـن:

الطرف المدعي : المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب بإترياط في  
شخص مديره العام الكائن مقره الاجتماعي بشارع محمد بلحسن الوزلي الرباط  
الناقب عنه الأستاذ الحسن الخاروقي المحامي ببيئة أكادير

من جهة

وبين الطرف المدعي عليه : ورقة ايت بلعيد الكائنين بدوار برج الضوء جماعة

بتامري أكادير ادواتان

من جهة اخرى



سلمت طبقا للأصل  
والأجل التبليغ

11 SEP. 2013

المملكة المغربية  
وزارة العدل والحريات  
محكمة الاستئناف الإدارية  
بمراكش  
المحكمة الإدارية بأكادير  
قسم القضاء الاستعجالي

ملف رقم — 2013/7101/122

— حكم رقم —

2013/129

بتاريخ: 03-7-2013

— المدعي —

المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح  
للشرب بإترياط

— المدعي عليهم —

ورقة ايت بلعيد

Mhho DAT

## — الوقائع —

بناء على المقال استعجالي الذي تقدم به المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب بواسطة محاميه الى هذه المحكمة بتاريخ 21-05-2013 والمعفى من اداء الرسوم القضائية عارضا فيه أن المرسوم رقم 2-13-37 المؤرخ في 2013/04/04 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 13-05-2013 أعلن أن المنفعة العامة تقضي بتزويد مدينة أكادير بالماء الشروب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر بإقليم أكادير إذا وتتان وبموجبه تقرر نزع ملكية القطعة الأرضية رقم 10 الغير المحفظة والبالغة مساحتها 16750 مترا مربعا. وأنه قام بجميع الإجراءات المنصوص عليها في الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 ( 6 مايو) والقاضي بتنفيذ القانون 7/81 المتعلق بنزع الملكية من اجل المنفعة وبالاحتلال المؤقت ولاسيما الفصول 8-9-10-11-12 و 13 وأنه وطبقا لمقتضيات الفقرة الأخيرة من الفصل 18 من الظهير السالف الذكر فإن المستندات المثبتة العرفية طيه يمكن الإدلاء بها مرة واحدة وقت ايداع الطلب الأول وتعتبر كافية بالنسبة لجميع الطلبات. وأنه تقدم بمقال أمام قضاء الموضوع لدى المحكمة الإدارية بأكادير من اجل طلب نقل الملكية لفائدته لذلك يطلب: في الشكل قبول الطلب. وفي الموضوع السماح له بحيازة القطعة الأرضية رقم 10 المنزوعة ملكيتها بموجب المرسوم رقم : 2-13-37 المؤرخ في 2013/04/04 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 13-05-2013 وإيداع مبلغ التعويض المؤقت الإجمالي والمحدد في 4.187.500,00 درهم ( أربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألف وخمسمائة) درهما بصندوق الإيداع والتدبير والمحدد من طرف اللجنة الإدارية للتقييم التي اجتمعت وحرر محضرها بتاريخ 2012/09/19 مع شمول الأمر بالنفاذ المعجل. وأرفق المقال بنسخ مطابقة للأصل للمستندات التالية: - مرسوم رقم 2-13-37 المؤرخ في 04-04-2013. - محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم . - مقال من اجل نقل الملكية . - سجل الملاحظات . - الإعلان عن الوضع. - شهادة الوضع والنشر ولصق الإعلان . - شهادة إدارية . - مشروع مرسوم. - الجريدة الوطنية. - الظهير الشريف رقم 1.11.160 بتاريخ 2011/9/29 المتعلق بالمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب. وأدرجت القضية بجلسة 25-06-2013 حضرها الأستاذ الفاروقي عن المكتب المدعي وتخلف الورثة المدعى عليهم رغم توصلهم وأكد دفاع المدعي المقال. وتقرر حجز القضية للتأمل والنطق بالحكم بجلسة 03-07-2013 .



ويعد التأمل طبقا للقانون

المحكمة

سلمت طبقا للأصل  
والأجل القبول

أولاً- حيث قدم الطلب مستوفياً لكافة الأوضاع والشروط المطلوبة قانوناً ففُضِيَ لذلك بقبوله شكلاً.  
ثانياً- عن الموضوع : فالطلب يهدف الى حيازة القطعة الأرضية موضوع المحدودة والموصوفة  
بالمقال وذلك لاجل المنفعة العامة مقابل أداء التعويض المحدد من طرف اللجنة الادارية .

وحيث إن المقرر بنص الفقرة الأولى من الفصل 19 للقانون 81/7 المنظم لنزع الملكية من أجل  
المنفعة العامة والاحتلال المؤقت أنه يختص قاضي المستعجلات وحده بالإذن بواسطة أمر في الحيازة  
مقابل دفع أو إيداع تعويض احتياطي يعادل مبلغ التعويض الذي اقترحه نازع الملكية كما أن المقرر  
بنص الفصل 24 من ذات القانون أنه عندما يتمس نازع الملكية الحيازة لا يجوز لقاضي المستعجلات  
رفض الإذن في ذلك إلا بسبب بطلان المسطرة. لما كان ذلك وكان الثابت من استقراء مقال هذه الدعوى  
ومن البادي من ظاهر الوثائق والمستندات المرفقة أن المدعي احترم واستوفى القيام بكافة الإجراءات  
الضرورية لحيازة ونزع ملكية القطعة المدعى فيها من أجل المصلحة العامة فيكون بذلك طلب الإذن  
بحيازة تلك القطعة وجيهاً وتقضي هذه المحكمة بالاستجابة له في مقابل أن يودع المكتب المدعي  
التعويض المقترح والمحدد من طرف اللجنة الادارية للتقييم على النحو المبين بالمنطوق أسفله.

وحيث ينبغي تحميل المكتب المدعي نازع الملكية كافة المصاريف .

\*\*\*\*\* لهذه الأسباب \*\*\*\*\*

وعملاً بمقتضيات المواد 7 و8 و19 و37 من قانون 41/90 المحدث والمنظم للمحاكم الإدارية و  
الفصول 7 و8 و19 و24 و28 من القانون عدد 81/7 المنظم لنزع الملكية من أجل المنفعة العامة  
والاحتلال المؤقت.

نحكم علنياً ابتدائياً غيابياً: أولاً- بقبول الدعوى شكلاً . ثانياً- وفي الموضوع الإذن للمكتب الوطني  
للكهرباء والماء الصالح للشرب في شخص مديره العام بحيازة القطعة الأرضية الغير المحفظة البالغة  
مساحتها 16750 متراً مربعاً والحاملة لرقم 10 بالجدول المبين بالمادة الثانية من مرسوم نزع الملكية عدد  
2/13/37 المؤرخ في 2013/4/4 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ  
2013/5/13 مقابل إيداعه التعويض المقترح من طرف اللجنة الادارية للتقييم وقدره (4.187.500,00  
أربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألفاً وخمسمائة درهم) ويتحميله كافة المصاريف وشمول هذا الحكم  
بالنفاذ المعجل بقوة القانون .

بهذا صدر الحكم في اليوم والشهر والسنة أعلاه .



إمضاء  
كاتب الضبط

3

الرئيس

3

مستند مطبوعاً للأصل  
لاجل التبليغ

أصل الحكم المحفوظ بكتابة الضبط بالحكمة الإدارية بأكادير

باسم جلالتك الملكة والملكة الكائنين

السلطة القضائية

احترام نزعة الملكية للإجراءات المتصوص عليها في الفصول 8-10 و12 من القانون رقم 81/7 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العامة والاحتلال المؤقت يبرر الاستجابة لطلب نقل ملكية القطعة الأرضية المنزوعة ملكيتها... نعم.

بتاريخ 01 رمضان 1434 الموافق ل 09 يوليوز 2013

أصدرت المحكمة الإدارية بأكادير وهي متكونة من السادة:

- المستشار الحسين ادجار ..... رئيسا مقررا
- المستشار أحمد نفروين ..... عضوا
- القاضي عبد المجيد قباب ..... عضوا
- بحضور المستشار رشيد الناصري ..... مفوضا ملكيا
- وبمساعدة السيد عبد الرحيم الهروان ..... كاتباً للضبط

بمن

**الطرف المدعى:**

– المكتب الوطني للكهرباء وناماء الصالح للشرب بالرباط في شخص مديره العام الكائن مقره الاجتماعي بشارع محمد بلحسن الوزاني الرباط  
ينوب عنه الأستاذ الحسن الفاروقي المحامي بهيئة اكادير

من جهة

**وبين الطرف المدعى عليه:**

– ورثة ايت بلعيد  
الكائنين بدوار برج الضوء جماعة تامري اكادير اداوتان

من جهة اخرى

سلمت طبقا لارسل  
ولاجل التبليغ



06 AOUT 2013  
9467 Dest. DAG

مصادرة استارة  
ملاوي  
08108112

2110

المملكة المغربية  
وزارة العدل والحريات  
محكمة الاستئناف الإدارية  
بمراكش  
المحكمة الإدارية بأكادير

التبليغ بالبريد

التبليغ رقم

2013/ 714

تاريخ: 2013-07-09

التبليغ رقم

2013/7108/376

أمانة التبليغ

المكتب الوطني للكهرباء  
والماء الصالح للشرب بالرباط

أمانة التبليغ

ورثة ايت بلعيد

البريد رقم التبليغ

مغلي

من الأداء المسبق

وأي التبليغ للملكي

الحكم وفق الطلب

07-AOÛT 2013

التبليغ

08108112

بناء على المقال الافتتاحي للدعوى المقدم من طرف المدعي المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب في شخص مديره العام بواسطة محاميه اعلاه بتاريخ : 21-05-2013 والمعفى مسبقا من اداء الرسوم القضائية ، والذي يعرض فيه أن المرسوم رقم : 37-13-2 المؤرخ في 2013/04/04 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 13-5-2013 والذي يعلن أن المنفعة العامة تقضي بتزويد مدينة اكادير بالماء الشروب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر بإقليم اكادير الداوئتان والذي يمجبه تقرر نزع ملكية البقعة الأرضية رقم 10 ، الغير المحفظة ، البالغة مساحتها 16750 م<sup>2</sup> ، وإن العارض قام بجميع الإجراءات المنصوص عليها في الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 ( 6 مايو) والقاضي بتنفيذ القانون 7/81 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة والاحتلال المؤقت ولا سيما الفصول 8-9-10-11-12 و13 كما تثبته الوثائق المرفقة بالمقال ، وانه طبقا لمقتضيات الفقرة الأخيرة من الفصل 18 من الظهير السالف الذكر فإن المستندات المثبتة المرفقة طيه يمكن الإدلاء بها مرة واحدة وقت إيداع الطلب الأول وتعتبر كافية بالنسبة لجميع الطلبات، وإن العارض تقدم امام قاضي المستعجلات بمقال من أجل الحصول على الحيازة ، وإن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب وضع لدى المحكمة الإدارية المختصة المقال الرامي إلى الحكم بنقل الملكية وتحديد التعويضات وكذا المقال الرامي إلى طلب الامر بالحيازة في ظرف ستة أشهر من نشر مقرر التحلي فإن التعويضات يجب ألا يتجاوز قيمة العقار يوم نشر مقرر التحلي " وذلك طبقا لمقتضيات الفقرة الثالثة من الفصل 20 من قانون نزع الملكية ، ملتصقا في الشكل قبول الطلب وفي الموضوع الحكم بنقل الملكية من أجل الصالح العام للبقعة الأرضية رقم 10 مقابل اداء التعويض النهائي او وضعه بصندوق الإيداع والتدبير، والحكم بتحديد التعويض المؤقت في مبلغ 4.187.500.00 (اربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألفا وخمسائة) درهم والحكم على المدعى عليهم بمصاريف الدعوى، وأرغى المقال بصورة من:

— مرسوم رقم 37-13-2 المؤرخ في 04-04-2013.

— محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم .

— مقال من الحيازة.

— سجل الملاحظات .

— الإعلان عن الوضع.

— شهادة الوضع والشتر ولصق الإعلان .

— شهادة إدارية.

— مشروع مرسوم.

— الجريدة الوطنية.

— الظهير الشريف رقم 1.11.160 بتاريخ 29/9/2011 المتعلق بالمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

وبناء على إدراج القضية بالجلسة العلنية المنعقدة بتاريخ 25-6-2013 فحضر الاستاذ انفاروقي عن المدعي وحضر من الثورثة ايت بلعيد كل من ايت بلعيد ابراهيم وايت بلعيد احمد وايت بلعيد خديجة وايت بلعيد فاضمة وايت بلعيد ممان وايت بلعيد الصافية وصرحوا انهم لا ينازعون في التعويض المقترح، وأعطيت الكلمة للسيد المفوض الملكي للدفاع عن القاتون والحق الذي التمس قبول الطلب، فقررت القضية حجز القضية بالمداولة لجلسة 2013/07/09.

ويعد المداولة طبقا للقانون

حيث يهدف الطلب الى الحكم بنزع الملكية من أجل الصالح العام للبقعة الأرضية رقم 10 الغير المحفظة ، البالغة مساحتها 16750 م<sup>2</sup> لغادة المكتب المدعي مقابل ادائه للطرف المدعي او وضعه بصندوق الإيداع والتدبير، التعويض المؤقت المحدد في مبلغ 4.187.500.00 (اربعة ملايين ومائة وسبعة وثمانون ألفا وخمسائة) درهم والحكم على المدعى عليهم بمصاريف الدعوى.



Branche Eau

29 OCT. 2013

قطاع الماء

رقم م 2877 / 2  
م.ق.ع.ن/2013

السيد المحافظ على الأملاك

العقارية والزهون.

بأكادير

**الموضوع :** نزع الملكية - تزويد مدينة أكادير بالماء الصالح للشرب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر (عمالة أكادير إداوتنان).

\*\*\*\*

سلام تام بوجود مولانا الإمام

وبعد، تطبيقا لمقتضيات الفصل 37 من القانون رقم 81-7 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت، و من أجل تسجيل الأمر القاضي بحيازة البقعة الأرضية رقم 7، والتي تبلغ مساحتها الإجمالية 414 م<sup>2</sup>، على مطلب التحفيظ عدد 09/34341 لفائدة المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، المنزوعة ملكيتها واللازمة لإنجاز الأشغال المذكورة في الموضوع، يشرفني أن أبعث إليكم طيه بالوثائق الآتية :

- مطلب التقييد،
  - نسخة طبق الأصل من الأمر الاستعجالي رقم 2013/130 الصادر عن المحكمة الإدارية بأكادير بتاريخ 2013/07/03 في الملف رقم 2013/7101/123.
  - نسخة من مرسوم نزع الملكية رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04.
- و بهذا الصدد، أطلب منكم موافاتي بالشهادة العقارية التي تثبت هذا التسجيل.

وتقبلوا سيدي فائق الاحترام والسلام.

المرفقات : 03

عدير الشؤون القانونية والعقارية  
عبد الله عجبدي

### مطلب التقييد

إن الممضي أسفله، المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، الممثل في شخص مديره العام أو من ينوب عنه، الجاعل محل المخابرة بمحطة المعالجة، شارع محمد بلحسن الوزاني-الرمز البريدي:10220-الرباط، يطلب من السيد المحافظ على الأملاك العقارية و الرهون بأكادير أن يقوم بالإجراءات الآتية :

1- التسجيل على مطلب التحفيظ عدد 09/34341 للملك المسمى " اكرازري " الكائن بساحل افرنى جماعة وقيادة تامري عمالة أكادير اداوتنان، الأمر عدد 2013/130 الصادر عن المحكمة الإدارية بأكادير بتاريخ 2013/07/03 في الملف عدد 2013/7101/123، والقاضي بالإذن بحياسة البيعة الأرضية رقم 7 البالغة مساحتها الإجمالية 414 م<sup>2</sup>، والمنزوعة ملكيتها بمقتضى المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04، والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 بتاريخ 2013/05/13، والمعلن أنه من المنفعة العامة تزويد مدينة أكادير بالماء الصالح للشرب، وذلك تطبيقاً لمقتضيات الظهير الشريف رقم 1.81.254 الصادر بتاريخ 11 رجب 1402 ( 6 مايو 1989 ) والقاضي بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت و لاسيما الفصل 25 منه الذي ينص على أنه: " إذا كان العقار في طور التحفيظ أو كانت الحقوق عينية تتعلق بعقار في طور التحفيظ وجب التنصيص على إيداع الأمر الصادر بالإذن في الحيضة لدى المحافظة على الأملاك العقارية في سجل التعرضات طبقاً للفصل 84 من الظهير الشريف المشار إليه أعلاه المؤرخ في 9 رمضان 1331 ( 12 غشت 1913 ) ولا يحتج على نازع الملكية برسم أي تقويت أو تأسيس حقوق عينية يهم عقارا غير محفظ في طور نزع الملكية إذا لم يكن لهذا الرسم تاريخ ثابت قبل تاريخ الأمر الصادر بالإذن له في الحيضة أو تاريخ المراضاة المنصوص عليها في المقطع الثاني من الفصل 42 .

وتتميماً لأحكام الفصل 84 من الظهير الشريف المؤرخ في 9 رمضان 1331 ( 12 غشت 1913 ) المتعلق بنظام التحفيظ العقاري، فإن أثر التقييد الأولي لا ينتهي إلا وقت تقييد نقل الملكية الذي يرجع ترتيبه و أثره إلى تاريخ التقييد الأولي المذكور"

2- موافاة هذا المكتب بالشهادة العقارية الي تثبت هذا التسجيل.

مدير الشؤون القانونية العقارية  
عبد الله مجيليني

24 OCT. 2013

رقم 2837 / م.ق.ع/ن/2013

إلى

السيد رئيس جماعة تامري

إقليم أكادير إداوتنان

**الموضوع :** نزح الملكية - تزويد مدينة أكادير بالماء الشروب انطلاقا من محطة تحلية مياه البحر  
(إقليم أكادير إداوتنان)

\*\*\*\*

سلام تام بوجود مولانا الإمام وبعد،

في إطار نزح ملكية البقع الأرضية رقم 10، بمقتضى المرسوم رقم 2.13.37 المؤرخ في 2013/04/04 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 6151 الصادرة بتاريخ 2013/05/13 واللازمة لإنجاز الأشغال المذكورة في الموضوع، وتطبيقا للقانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت ولا سيما الفصلين 26 و 30 منه، يشرفني أن أبعث إليكم طيه، بنسخة من الحكم رقم 2013/724، الصادر عن المحكمة الإدارية بأكادير في الملف عدد 2013/7108/376 بتاريخ 2013/07/09، والقاضي بنقل ملكية البقعة الأرضية السالفة الذكر لفائدة المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب وذلك لأجل تعليقها بمكاتب جماعتكم لمدة ستة أشهر لأطلاع ذوي الحقوق عليها.

كما أطلب منكم إرجاع شهادة التعليق المرفقة طيه في نسختين إلى المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب قطاع الماء- مديرية الشؤون القانونية و العقارية-محطة المعالجة شارع بلحسن الوزاني ر.ب 10220-الرباط بعد انتهاء المدة القانونية للتعليق ستة أشهر(06) وتوقيعها وتأريخها وكذا الإشارة فيها إلى ملاحظات ذوي الحقوق وذلك حتى يتسنى لي متابعة المسطرة الجاري بها العمل في هذا الصدد وبالتالي منح التعويضات لمستحقيها في أقرب الأجل.

وتقبلوا فائق الاحترام والسلام.

مدير الشؤون القانونية والعقارية

عبد الله محمدي

**المرفقات : (06)**

- نسخة من الحكم رقم 2013/724 الصادر عن المحكمة الإدارية بأكادير بتاريخ 2013/07/09.
- نسختين من شهادة التعليق.(02)

11 OCT. 2013

السيد المحافظ على الأملاك  
العقارية والرهنون  
بتازة

2 / 2769

الموضوع : نزاع الملكية- تزويد مدينة تازة بالماء الشروب.  
\*\*\*\*

سلام تام بوجود مولانا الإمام وبعد،

تطبيقاً لمقتضيات الفصل 37 من القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت، و من أجل تحفيظ البقعة الأرضية رقم 2 ، والتي تبلغ مساحتها الإجمالية 328 م<sup>2</sup>، في اسم المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب (الذي حل محل المكتب الوطني للماء الصالح للشرب بموجب الظهير الشريف رقم 1.11.160 الصادر بتاريخ 2011/09/29 بتنفيذ القانون رقم 40.09 المتعلق بالمكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب )، المنزوعة ملكيتها بمقتضى المرسوم رقم 2.06.457 المؤرخ في 2006/10/26 والمنشور بالجريدة الرسمية عدد بالجريدة الرسمية عدد 5473 الصادرة بتاريخ 2006/11/13 ، يشرفني أن أبعث إليكم طيه ، بالوثائق التالية :

- مطلب للتحفيظ،
- نسخة طبق الاصل من الحكم رقم 2009/1155 الصادرة عن المحكمة الإدارية بغاس بتاريخ 2009/11/11.
- نسخة من المرسوم رقم 2.06.457 المؤرخ في 2006/10/26
- تصميم تجزيئي.

وبالتالي، أرجو منكم موافاتي بالشهادة العقارية التي تثبت تحفيظ البقعة الأرضية السالفة الذكر في اسم المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب.

وتقبلوا فائق الاحترام والسلام.

مدير الشؤون القانونية والعقارية

المرفقات : 04

عبد الله محمدي



SITUATION	Consistance Balneat, Maisons, Plantations, Labours, etc.	Contenance	VALEUR VENALE	القيمة الحالية للعقار	المساحة	نوع الملك (مباني أو ديار أو أعراس أو حراث، الخ)	الموقع
Province ou Préfecture :							إقليم أو بولتانا عمالة:
Ville :						الرقعة أو صفة رقم 2	مدينة:
Cercle :				15.900	53		دائرة:
Commune :							جماعة: بالموتية أحيى أريون
Lieu dit :							المحل المدعو:
Contenance totale : (en toutes lettres) .....			مجموع المساحة (بكل الحروف) ..... ثلاثون وخمسون ألفاً مربعاً				
Valeur vénale globale : (en toutes lettres) .....			مجموع القيمة الحالية للعقار (بكل الحروف) ..... خمس مائة ألف وستمائة ألف درهم فقط				

Cette propriété est limitée (Indiquer les limites par points cardinaux et par parcelles. Les noms et adresses de tous les riverains.)

الغريغريغ والبروس والرفيدون

وهذا الملك يحده  
(يتبني بيان حدود الملك بواسطة الجهات الأربع وما  
اشتمل عليه من قطع مع ذكر أسماء ومنازل جميع  
الجارين)

Branche Eau

قطاع الماء

31 يونيو 2013

رقم م ق ع/ن 2013

م م

رقم

2 / 2 / 47

### مقرر الإيداع

- إن المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب أو من ينوب عنه،  
- بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 مايو 1982) الصادر بتنفيذ القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت ولا سيما الفصل 35 منه،  
- بمقتضى المرسوم رقم 2.11.360 المؤرخ في 2011/08/17، والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 5977 الصادرة بتاريخ 2011/09/12، والذي يعلن أن المنفعة العامة تقضي بمد قناة للتزويد بالماء الرابطة بين قناة الروكاد ومحطة معالجة المياه بمرآكش لتزويد مدينة مرآكش بالماء الشروب (إقليم الحوز)، وبنزع ملكية البقعة الأرضية رقم 1 اللازمة لهذا الغرض،  
- نظرا لمحضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقييم المنعقدة بتاريخ 2006/11/09، بمقر ملحقة تمصلوحت (إقليم الحوز)،  
- بناء على مقرر الإيداع عدد 361 م و ش/ق/2012 بتاريخ 2012/02/16 الذي يثبت إيداع مبلغ التعويض الاحتياطي الناتج عن نزع ملكية البقعة الأرضية رقم 1، والمقدر بـ 877.500.00 درهم (الحساب 0012820414306131)،  
- بناء على الحكم رقم 627، الصادر عن المحكمة الإدارية بمرآكش بتاريخ 2013/05/30، القاضي بنقل ملكية البقعة الأرضية رقم 1 لفائدة المكتب مقابل الرفع من مبلغ التعويض من 877.500.00 درهم إلى 1.287.000.00 درهم)  
- نظرا لبطاقة الحسابات المرفقة طيه،

### يقرر ما يلي :

- الفصل الأول :** يودع لدى السيد المدير العام لصندوق الإيداع والتدبير بالرباط مبلغ اربعمائة وتسعة ألف وخمسمائة درهم (409.500.00 درهم )، الذي يمثل الفرق بين مبلغ التعويض الاحتياطي ومبلغ التعويض النهائي الناتج عن نزع ملكية البقعة الأرضية رقم 1 المشار إليها في بطاقة الحسابات.
- الفصل الثاني :** سيؤدى المبلغ المشار إليه أعلاه (409.500.00 درهم )، لملك البقعة الأرضية الأنفة الذكر وذلك بعد الإدلاء بمقرر رفع اليد الصادر عن المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب.

عبد الله عيسى

عبد الله عيسى

المملكة المغربية  
لمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء -  
مديرية الشؤون القانونية والعقارية

رقم م ق ع/لن/2013

بطاقة الحسابات

2 / 2 1 4 8

الملحقة بمقرر الإيداع رقم 2 / 2 1 4 7 المؤرخ في 31 يونيو 2013

الموضوع: نزاع الملكية - مد قناة التزويد بالماء الرابطة بين قناة الروكاد ومحطة معالجة المياه بمراكش لتزويد مدينة مراكش بالماء الشروب (إقليم الحوز).

المرجع: المرسوم رقم 2.11.360 المؤرخ في 2011/08/17 و المنشور في الجريدة الرسمية عدد 5977 بتاريخ 2011/09/12.

رقم البيعة الأرضية	محافظة أو غير محافظة	اسم المالك أو المفروض أنه المالك وعنوانه	المساحة المنزوعة ملكيتها بالمتر مربع	التمن الفردى المحدد من طرف اللجنة الإدارية للتقويم	مبلغ التعويض الاحتياطي المودع بالحساب رقم 0012820414306131	مبلغ التعويض المحكوم به من طرف المحكمة الإدارية بمراكش.	مبلغ الفرق بين التعويض الاحتياطي والمبلغ المحكوم به من طرف المحكمة.
1	رسم عقاري رقم 04/57757 الملك المسمى: تعاونية الزهرية13	شركة اغواطيم البركة (غ.م)	2م5850	150.00 درهم/م <sup>2</sup>	877.500.00 درهم	1.287.000.00 درهم	409.500.00 درهم

مدير الشؤون القانونية والعقارية

محمد الهادي مهندي

Branche Eau

MODELE 36

قطاع الماء  
م ع ق ن / 2013  
م م  
رقم  
2 / 1934

11 يوليوز 2013

### مقرر رفع اليد

- إن المدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب أو من ينوب عنه،

- بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 ماي 1982) الصادر بتنفيذ القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت.

- بمقتضى المرسوم رقم 2.04.415 المؤرخ في 2004/06/14، والمنشور بالجريدة الرسمية عدد 5228 الصادرة بتاريخ 2004/07/08، والذي يعلن أن المنفعة العامة تقتضي بمد قناة الماء وتجهيز محطة الضخ وإنشاء الخزان لتزويد مدينة أيت باها بالماء الشروب، وينزع ملكية البقعة الأرضية رقم 4 اللازمة لهذا الغرض.

- بناء على محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقويم المنعقدة بتاريخ 1999/12/09 بمقر قيادة أيت أمزال (إقليم اشتوكة أيت باها)،

- نظرا إلى أن مبلغ التعويض الاحتياطي الناتج عن نزع ملكية البقعة الأرضية السالفة الذكر، والمقدر بعشرة ألف وسبعمئة وعشرة دراهم (10.710.00 دراهم) قد تم إيداعه بصندوق الإيداع والتدبير بالرباط بواسطة مقرر الإيداع رقم 1485 م و ش/ق/2005 الصادر عن المدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب بتاريخ 2005/06/22 (حساب رقم 0012820414304671).

- بناء على الحكم عدد 2007/391 ش الصادر عن المحكمة الإدارية بأكادير بتاريخ 2006/11/09، القاضي بنقل ملكية البقعة الأرضية السالفة الذكر لفائدة المكتب الوطني للماء الصالح للشرب (المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب) مقابل الرفع من مبلغ التعويض من (10.710.00 دراهم) إلى (153.000.00 درهم).

- بناء على مقرر الإيداع عدد 1530 م و ش/ق/2007 بتاريخ 2007/08/03 الذي يثبت إيداع مبلغ الفرق بين التعويض الاحتياطي والتعويض النهائي والمقدر ب (142.290.00 درهم).

- بناء على القرار رقم 179 الصادر عن محكمة الاستئناف الإدارية بمراكش بتاريخ 2008/04/23، المؤيد للحكم المستأنف فيما قضى به من تعويض.

- بناء على القرار عدد 252 المؤرخ في 2009/04/15 الصادر عن المجلس الأعلى بالرباط والقاضي برفض الطلب الذي تقدم به المكتب.

- بناء على الشهادة الإدارية المسلمة من طرف رئيس جماعة أيت أمزال (إقليم اشتوكة أيت باها)، المؤرخة في 2010/08/25، والتي تثبت بأنه لم يسجل أي تعرض عن البقعة الأرضية رقم 4 خلال الفترة الممتدة من 2010/01/29 إلى 2010/06/28.

- بناء على الأعدار بتنفيذ الحكم الصادر عن المحكمة الإدارية بأكادير في الملف عدد 2005/539 ش بتاريخ 2007/11/29، (ملف التنفيذ عدد 7/2008/372) المقدم من طرف المحكمة الإدارية بالرباط،

- إن جميع الإجراءات التي ينص عليها قانون نزع الملكية قد تم القيام بها،

- بناء على بطاقة الحسابات المرفقة طبعاً

.../...

-2-

يقرر ما يلي :

الفصل الأول: ترفع اليد عن مبلغ التعويض الإجمالي والمقدر بمائة وثلاثة وخمسون ألف درهما (153.000.00 درهم) المودع لديكم بواسطة مقرري الإيداع السابق الذكر.

الفصل الثاني: يحون المبلغ المشار إليه أعلاه، إلى الحساب رقم 310810010127600345000133، المفتوح لدى صندوق الإيداع والتدبير بالرباط في اسم المحكمة الإدارية بالرباط.

مدير الشؤون القانونية والخطابية

محمد الله محمدي

# Annexe H

Modèle de documents produits dans le cadre d'exécution des démarches préalables à l'occupation temporaire et l'indemnisation des dégâts qui en résultent.

L'intitulé du document	n° du modèle
Lette d'envoi du projet d'arrêté d'occupation temporaire au Ministère de Tutelle	Modèle n°37
Arrêté d'Occupation Temporaire signé (AOT)	Modèle n°38
Lettre d'envoi de l'AOT à la commune pour sa notification aux ayants droits	Modèle n°39
Demande à l'autorité locale de programmer le Constat de l'Etat des Lieux (CEL)	Modèle n°40
Procès verbal de la CEL	Modèle n°41
Demande de la tenue de la réunion de Commission Administrative d'Evaluation (CAE)	Modèle n°42
Procès verbal de la CAE	Modèle n°43
Décision d'indemnisation des dégats	Modèle n°44
Demande à l'autorité locale la tenue de la séance d'indemnisation	Modèle n°45
Procès verbal de la séance d'indemnisation	Modèle n°46

المديرية الجهوية للغرب  
ب ت

9 أكتوبر 2010

إلى  
السيدة وزيرة الطاقة  
والمعادن والماء والبيئة  
الرباط

الرقم : م ج 4 / م / 10 / 145

الموضوع : احتلال مؤقت - تقوية تزويد مدينتي الخميسات وتيفلت  
بالماء الشروب انطلاقا من سد الكنزرة (إقليم الخميسات)

سلام تام بوجود مولانا الامام

وبعد ،

يشرفني أن أبعث اليكم طيه الملف التقني المتعلق بالاحتلال المؤقت للقطع  
الارضية اللازمة لانجاز الاشغال المذكورة في الموضوع أعلاه، والمكون من  
الوثائق التالية :

- مذكرة تقديمية (01 نسخ) ؛
  - تصميم الموقع (01 نسخ) ؛
  - تصميم تجزيئي (01 نسخ) ؛
  - مشروع قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت (03 نسخ) .
- وعليه، أتمس منكم العمل على توقيع القرار المشار اليه أعلاه، وذلك حتى  
يتسنى للمصالح المختصة القيام بانجاز الاشغال المذكورة في الموضوع .

وتقبلوا فائق الاحترام والسلام.

المرفقات : 07

نسخة إلى و خ 3/4: قصد الإخبار

نسخة إلى م ج 4/ت: قصد الإخبار

المدير الجهوي للغرب

محمد...  
...  
...

MODELE 38

المملكة المغربية  
وزارة الطاقة والمعادن  
والماء والبيئة

بتاريخ: 2012/04/30

رقم: م.و.م.ص.ش.ا.م / 17/2012

قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت لتزويد الساحل الأطلسي بالماء الشروب  
انطلاقا من سد سيدي محمد بن عبد الله (عمالة إقليم الصخيرات تمارة).

**إن وزير الطاقة والمعادن و الماء و البيئة:**

بمقتضى الظهير الشريف رقم 1.81.254 الصادر بتاريخ 11 رجب 1402 (06 ماي 1982) بتنفيذ القانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت و لاسيما الباب الثاني منه.

و حيث أنه من المستعجل القيام بإنجاز ورش الأشغال لتزويد الساحل الأطلسي بالماء الشروب انطلاقا من سد سيدي محمد بن عبد الله فإن الاحتلال المؤقت للقطع الأرضية الكائنة بجماعة أم عزة (إقليم الصخيرات تمارة) يعتبر ضروريا للقيام بالأشغال المذكورة أعلاه، و باقتراح من المدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

**تقرر ما يلي:**

**الفصل الأول:** يؤذن للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب، و ذلك لأجل إنجاز ورش الأشغال لتزويد الساحل الأطلسي بالماء الشروب انطلاقا من سد سيدي محمد بن عبد الله أن يحتل مؤقتا القطع الأرضية الكائنة بجماعة أم عزة (إقليم الصخيرات تمارة)، و المبينة في الجدول أسفله و المرسومة بألوان مختلفة على التصميم التجزيئي المضاف إلى أصل هذا القرار.

ملاحظة	المساحة			العنوان	اسم المالك	أسماء الأملاك وأرقام رسومها العقارية	رقم البقعة
	س	ار	هـ				
	46	89	00	عمالة الصخيرات تمارة	فريدة التازي المزعلك ومن معها	ر.ع 3130/3	8
	67	60	00	عمالة الصخيرات تمارة	خبير خليل بن صالح و من معه.	" بوشناعي " ر.ع 7768/3	9
	78	15	00	عمالة الصخيرات تمارة	مصطفى خبير بن صالح و من معه.	" الشناي " ر.ع 7771/3	10
	67	03	00	عمالة الصخيرات تمارة	فتاح القرشي بن بوعزة و من معه	" القرشي " ر.ع 38/1313	11
	75	05	00	عمالة الصخيرات تمارة	عقيل العربي بن محمد و من معه	" بوالشناح " ر.ع 3155/3	12
	44	64	00	عمالة الصخيرات تمارة	لطيفة غنام الحاج عبد السلام غنام بن زين العابدين	" ضاية الخزواعة " ر.ع 38/20232	13
	20	13	02	عمالة الصخيرات تمارة	فريدة التازي المزعلك ومن معها	ر.ع 3130/3	14

	00	08	84	عمالة الصخيرات تمارة	فريدة التازي المزعلك ومن معها	ر.ع 3130/ر	ب14
	01	85	16	عمالة الصخيرات تمارة	الشرقية المولات بنت محمد ومن معها	" النمسية " ر.ع 2115/ر	15
	00	22	70	عمالة الصخيرات تمارة	فريدة التازي المزعلك ومن معها	ر.ع 3130/ر	16
	01	31	30	عمالة الصخيرات تمارة	عبد السلام بنسلام بن احمد ومن معه	" طالع رقية " ر.ع 2909/ر	17
	00	53	75	عمالة الصخيرات تمارة	بركاش الحاج علي بركاش مصطفى كمال	" طالع رقية 2 " ر.ع 14183/ر	19
	00	71	26	عمالة الصخيرات تمارة	عبد السلام رشوق بن الطيبي ومن معه	" الدشيرة " ر.ع 4422/ر	20
	00	37	63	عمالة الصخيرات تمارة	فاطنة رشوق ومن معها	" المغنيرة " ر.ع 33920/ر	21
	00	52	43	عمالة الصخيرات تمارة	الميلودي لمسرار ومن معه	" بلاد العربي " ر.ع 6257/ر	22
	00	35	04	عمالة الصخيرات تمارة	الشبكي العربي	مطلب 38/198	23
	00	28	94	عمالة الصخيرات تمارة	بوشارب فريدة ومن معها	" القصيبة " ر.ع 20669/ر	24
	00	07	94	عمالة الصخيرات تمارة	الجوهري فتح الله ومن معه	" العوينة " ر.ع 4828/ر	25
	00	21	08	عمالة الصخيرات تمارة	رحمة بنت محمد ومن معها	" العوينات " ر.ع 25818/ر اليقعة 1	26
	00	36	46			" العوينات " ر.ع 25818/ر اليقعة 2	27
	00	28	75	عمالة الصخيرات تمارة	عيسات محمد	" القيسارية 6 " ر.ع 20559/ر	28
	00	50	32	عمالة الصخيرات تمارة	البوعبيدي ميرة ومن معها	" القيسارية 4 " ر.ع 3684/ر	29
	00	14	59	عمالة الصخيرات تمارة	حسن عيسات ومن معه	ر.ع 38/31660	30
	00	10	61	عمالة الصخيرات تمارة	بن مسعود إدريس	" جنان القيسارية " ر.ع 20220/ر	31
	00	10	84	عمالة الصخيرات تمارة	بن مسعود إدريس	" " بلاد أحمد " ر.ع 38/24778	32
	00	11	77	عمالة الصخيرات تمارة	الزهراري التهامي ومن معه	" بلاد موحى " ر.ع 38/24777	33
	01	96	76	عمالة الصخيرات تمارة	محمد عيسات بن الحبشي ومن معه	" القيسارية " ر.ع 3682/ر	34
	00	38	41	عمالة الصخيرات تمارة	ميرة البوعبيدي ومن معها	" القيسارية 4 " ر.ع 3684/ر	35

الفصل الثاني: يمكن الشروع في الأشغال ابتداء من تاريخ صدور هذا القرار مع مراعاة مقتضيات الفصولين 54 و 55 من الظهير الشريف الصادر بتاريخ 11 رجب 1402 (06 مايو 1982) المتعلقين بمعاينة حالة الأماكن.

الفصل الثالث: تحدد المدة المحتملة للاحتلال المؤقت بخمس سنوات ابتداء من تاريخ صدور هذا القرار. الفصل الرابع: في حالة عدم التراضي بين الملاكين و المكتب الوطني للماء الصالح للشرب في شأن مبلغ التعويضات فإن هذه الأخيرة سوف تحدد طبقا لمقتضيات الفصل 56 و ما يليه من الظهير الشريف المذكور أعلاه.

الفصل الخامس: إن حقوق الغير محفوظة و ستظل كذلك.

الفصل السادس: يعهد بتنفيذ هذا القرار إلى السيد المدير العام للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

وزير الطاقة والمعادن والماء  
والبيئة  
إمضاء: فؤاد فوري

MODELE 39

ROYAUME DU MAROC  
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable  
Branche Eau  
Direction régionale de l'ouest

القنيطرة في: 16 يناير 2013

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء  
المديرية الجهوية للغرب  
الرقم : م ج 4 / م ق / 145/13

002/310

السيد رئيس الجماعة القروية آيت يدين  
تحت إشراف السيد  
عامل إقليم الخميسات

ورقة الارسال

ملاحظات	عددتها	بيان الوثائق
<p>يشرفني أن أحيل عليكم الوثائق المرفقة طيه قصد الاختصاص وتبليغ المعنيين بالأمر، وذلك بتسليمهم نسخة من القرار المرفق طيه تطبيقا للمادة 51 من الظهير الشريف الصادر بتاريخ 11 رجب 1402 ( 6 ماي 1982 ).</p> <p>كما ألتمس منكم موافاتي بشهادة إدارية تثبت حصول هذه التبليغات .</p> <p>وأثير انتباهكم إلى أن المادة 46 من الظهير المذكور تنص على أنه في حالة عدم توصل المعنيين بالأمر شخصيا بالتبليغات، فيمكن أن تحال هذه الأخيرة على مقر وكيل جلالة الملك في الجهة الموجود بها العقار .</p>	<p>01</p> <p>01</p>	<p><u>احتلال مؤقت</u></p> <p>تقوية تزويد مدينتي الخميسات وتيفلت بالماء الصالح للشرب انطلاقا من سد الكنزرة الجماعة القروية آيت يدين <u>(إقليم الخميسات)</u> .</p> <p>- <u>المأذون له</u> : المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب ( قطاع الماء ) .</p> <p>- قرار الاحتلال المؤقت رقم 64م.و.ص.ش./م/2010 بتاريخ 2010/12/06 .</p> <p>- تصميم تجزيئي .</p>
<p>المعير الجهوي للغرب محمد نوبي</p>		

ROYAUME DU MAROC  
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable  
Branche Eau  
Direction Régionale de l'Ouest

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
قطاع الماء  
المديرية الجهوية للغرب

القنيطرة في: 29 ماي 2013

الرقم : م ج 4 / م ق / 145/13

002/454

إلى  
السيد قائد قيادة آيت يدين  
تحت اشراف  
السيد عامل إقليم الخميسات

الموضوع : احتلال مؤقت : تقوية تزويد مدينتي الخميسات وتيفلت بالماء الصالح للشرب انطلاقا من سد الكنزرة  
الجماعة القروية آيت يدين (عمالة إقليم الخميسات)  
معاينة حالة الأماكن:

سلام تام بوجود مولانا الامام

وبعد،

طبقا لمقتضيات الفصلين 54 و 55 من القانون رقم 81-7 المتعلق بنزع الملكية لاجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-81-254-المؤرخ في 11 رجب 1402 (6 ماي 1982)، المتعلقين بمعاينة حالة الأماكن، يشرفني أن أبعث إليكم طيه قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت رقم : 2010/64 المؤرخ في 2010/12/06، لإستدعاء الأشخاص المدرجة أسماؤهم في القرار الآنف الذكر لمعاينة حالة الأماكن، تحت رئاستكم وبحضور ممثل المديرية الجهوية للغرب للمكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء - .

كما ألتمس منكم إخباري مسبقا أسبوع على الأقل بتاريخ و مكان الإجتماع، و ذلك حتى يتسنى للمديرية الجهوية إيفاد من يمثلها للحضور في التاريخ المحدد، بواسطة الفاكس رقم: 05-37-36-10-05، أو بالمراسلة المباشرة الى العنوان التالي : المديرية الجهوية للغرب - ص. ب 103 تجزلة القدس - القنيطرة. وتقبلوا فائق الاحترام والسلام

المرفقات : 01

- قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت

نسخة الى وخ 3/4: قصد الإخبار والاتصال بالسيد القائد للتسجيل بعقد الاجتماع

نسخة الى المديرية التقنية والهندسة: (DTI) قصد الإخبار

المدير الجهوي للغرب  
بالنيابة  
خليد بلمسوكسي

MODELE 41

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب  
- قطاع الماء -

تزويد الساحل الأطلسي بالماء الشروب  
انطلاقا من سد سيدي محمد بن عبد الله  
احتلال مؤقت

محضر معاينة حالة الأماكن

بمقتضى الفصلين 54 و 55 من الظهير الشريف الصادر في 11 رجب 1402 (06 ماي 1982) القاضي بتنفيذ القانون رقم 81 - 7 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت.

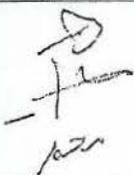
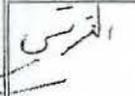
و بتاريخ 25 دجنبر 2012 نحن الموقعان أسفله

الرئيس ممثل السلطة المحلية:

ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء:-

انتقلنا إلى عين المكان بحضور الملاكين و من يهمهم الأمر لمعاينة حالة القطع الأرضية الكائنة بجماعة أم عزة و المحتلة من طرف المكتب بموجب قرار الترخيص رقم 2012/17 بتاريخ 2012/04/30 قصد إنجاز المشروع المذكور أعلاه.

و لهذا حررت الملانحة التالية:

التوقيعات	نوعية الخسائر	المساحة			العنوان	اسم المالك	أسماء الأماك وأرقام	عدد البقعة
		هـ	ار	س				
	المستغلين: رشوق احمد 1/4 قنح طري - رشوق بو عزة 1/4 قنح طري - رشوق عبدالقادر 1/4 قنح طري - محمد ادريف 1/4 قنح طري	00	89	46	جماعة أم عزة	فريدة التازي المزعك بنت عبدو ومن معها	ر.ع 3130/ر	8
	المستغلين: - نجيب عمرو 2.20 قنح كورجيط - ابراهيم عمرو 49 شجرة رقوق كبير + 15 شجرة الكالبتوس كبيرة	00	60	67	جماعة أم عزة	خليل خبير بن صالح و من معه	ر ع 7768/ر	9
	المستغل: - القرشي المصطن 62 شجرة زيتون متوسطة + 14 سيوري كبيرة	00	15	78	جماعة أم عزة	مصطفى خبير بن صالح و من معه	ر.ع 38/7771	10
	المستغل: - القرشي عبد الغني 50 شجرة زيتون صغيرة	00	03	67	جماعة أم عزة	فتاح القرشي بن بو عزة و من معه	ر.ع 38/1313	11
	المستغل: - العربي عقيل قنح طري + شجرة سيوري كبيرة + 3 أشجار زيتون متوسطة	00	05	75	جماعة أم عزة	العربي عقيل بن محمد و من معه	ر.ع 3155/ر	12
	المستغل: - إدريس غنام قنح طري + 20 متر طولي من الدبال	00	64	44	جماعة أم عزة	لطيفة غنام الحاج عبد السلام غنام بن زفي العابدين	ر.ع 20232/ر	13

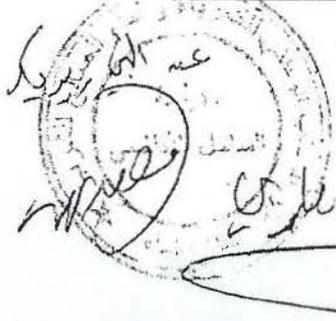
14 أ	ر.ع 3130/ر	فريدة التازي المزعلك بت عبدو ومن معها	جماعة أم عزة	20	13	02	المستغلين : - فاطمة لكل 1/4 قمح طري - علاك رشوق 1/4 قمح طري - قاسم رشوق 1/4 قمح طري + 12 برقوق صغير - عبد الله رشوق 1/4 قمح طري + 3 زيتون متوسط
14 ب	ر.ع 3130/ر	فريدة التازي المزعلك بت عبدو ومن معها	جماعة أم عزة	84	08	00	المستغلين : - فاطمة لكل قمح طري + 20 متر طول من الصبار
15	ر.ع 2115/ر	الشرقية بوعلام بنت محمد ومن معها	جماعة أم عزة	16	85	01	المستغلين : - العطار محمد 4000 م خرطال + 40 متر صبار - رشوق ادريس 8160 م شعير - نور الدين القدوري 180 برقوق متوسط + 25 سيري متوسط + 10 زيتون صغير + 131 متر سلك شاك و أعمدة خشبية - بوعلام جمال 350 م خرطال
16	ر.ع 3130/ر	فريدة التازي المزعلك بت عبدو ومن معها	جماعة أم عزة	70	22	00	المستغلين : - عبد الرحيم لعوينة 87 برقوق كبير - مريم بالكناري 25 زيتون كبير + 15 برقوق كبير
17	ر.ع 2909/ر	عبد السلام بنسلام بن احمد ومن معه	جماعة أم عزة	30	31	01	المستغلين : - عبد الله السلماي 14 برقوق متوسط + 50 سيري متوسط + 42 متر سلك شاك و أعمدة - الشريف الفكاك 1/4 شعير - أحمد بنسلام 1/4 شعير - الحسين بنسلام 1/4 شعير الطبيبي بنسلام منزل مساحته مخططة 105,24 م <sup>2</sup>
19	ر.ع 14183/ر	الحاج علي بركاش بن احمد مصطفى كمال بركاش بن احمد	جماعة أم عزة	75	53	00	المستغل : - العربي بلدياني شعير CIN x 129 659
20	ر.ع 4422/ر	عبد السلام رشوق بن الطبيي ومن معه	جماعة أم عزة	26	71	00	المستغلين : - محمد الامني : 147 برقوق كبير + 130 رمان كبير والكيلويين + 440 متر من الطلح
21	ر.ع 33920/ر	فاطمة رشوق بنت المعطي و من معها	جماعة أم عزة	63	37	00	المستغل : سعيد مر بيلا : 123 برقوق كبير + 29 زيتون كبير

22	ر.ع 6257/ر	الميلودي لمسرار ومن معه	جماعة أم عزة	43	52	00	المستغلين: - الاكبريسية لمسرار 1000 ثم شجير - غاطنة لمسرار 8 زيتون متوسط + 3 رمان متوسط + 30 متر طماخ - الحجد لمسرار 3000 ثم خرطال + 110 متر صبار - اغصينة لمسرار 1000 ثم خرطال + 110 متر قصبيا + 20 متر صبار - الكبيرة لمسرار 400 ثم خرطال
23	مطلب 38/198	ورثة الشبكي العربي	جماعة أم عزة	04	35	00	المستغل: سعيد الشبكي. 151 زيتون صغير + 4 زيتون كبير + 4 كاليبتوم متوسط + 2 التين متوسط + 280 متر صبار + 1000 ثم قصب طري
24	ر.ع 20669/ر	فريدة بوشارب بنت احمد احمد سعد بالحاج بن محمد	جماعة أم عزة	94	28	00	المستغل: احمد سعد، 150 متر ذلة + 300 متر سدك شباك وأعمدة اسمنتية + لسقي بالتنقيط
25	ر.ع 4828/ر	الجوهري فتح الله و من معه	جماعة أم عزة	94	07	00	المستغل: بالكناوي مريم 17 برقوق كبير + 10 زيتون كبير + 6 التين كبير الحرج
26	ر.ع 25818/ر البقعة 1	رحمة بنت محمد ومن معها	جماعة أم عزة	08	21	00	المستغل: - الاطرسي احمد. - 50 شجرة جاملين كبير + 127 متر + 95 شجرة زيتون صغيرة + 1000 ثم خرطال + السقي بالتنقيط
27	ر.ع 25818/ر البقعة 2	رحمة بنت محمد ومن معها	جماعة أم عزة	46	36	00	المستغل: - محمد الحسني. 4 اشجار زيتون متوسطة + 70 متر صبار
28	ر.ع 20559/ر	عيسات محمد بن العياشي	جماعة أم عزة	75	28	00	القمح الطري + 50 متر من الطلع
29	ر.ع 3684/ر	اليوعبيدي ميرة و من معها	جماعة أم عزة	32	50	00	المستغل: - عيسات بن عمر القمح الطري

30	ر.ع 38/31660	حسن عيسات بن الحبشي و معه	جماعة أم عزة	59	14	00	45 شجرة زيتون متوسط + 90 متر طولي من الطلح + بناية مساحتها 72,90 م <sup>2</sup>
31	ر.ع 20220/ر	إدريس بن مسعود بن محمد	جماعة أم عزة	61	10	00	قمح طري + 70 متر طولي من الطلح
32	ر.ع 38/24778	إدريس بن مسعود بن محمد	جماعة أم عزة	84	10	00	7 أشجار اللوز كبيرة + القمح الطري + 70 متر طولي من الطلح
33	ر.ع 38/24777	الزهر اوي التهامي بن سي لحبيب سمية الشريف الصيباري بت احمد	جماعة أم عزة	77	11	00	المستغل: - الزهر اوي التهامي 11 شجرة لافوكا متوسط + خلاصات 68 متر طولي من الطلح + مائة السقي بالتنقيط
34	ر.ع 3682/ر	محمد عيسات بن الحبشي وبن معه	جماعة أم عزة	76	96	01	المستغلين: - امسا وكه الحاضر 120 شجرة برقوقا + 7600 م <sup>2</sup> قمع طري - محبة الحاضر 1 شجرة زيتون كبيرة + 3 أشجار رمان متوسط - خديجة الحاضر 1 شجرة زيتون كبيرة + شجرة رمان متوسط
35	ر.ع 3684/ر	البوعبيدي ميرة و من معها	جماعة أم عزة	41	38	00	المستغل: الحاضر 12 شجرة زيتون متوسط

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

قطاع الماء



عبدالله بويكيلة

دو طاهر

التسليم

Handwritten signature and date.

السلطة المحلية



القائمة الموحدة

ROYAUME DU MAROC  
Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable  
Branche Eau  
Direction Régionale de l'Ouest

المملكة المغربية  
المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء  
المديرية الجهوية للغرب  
ن.ك

القيطرة في:

الرقم 02 / 3709  
م ج 4 / م ق / 2013

رقم الملف: 47

02 AOUT 2013

إلى  
السيد قائد قيادة المصغرة آيت يادين  
تحت إشراف  
السيد عامل إقليم الخميسات

**الموضوع:** الاحتلال المؤقت - تقوية تزويد مدينتي الخميسات وتيفلت بالماء الصالح للشرب انطلاقا من سد الكنزرة ( الجماعة القروية آيت يادين- إقليم الخميسات ) .

طلب اجتماع اللجنة الادارية للتقييم

سلام تام بوجود مولانا الامام

وبعد،

بناء على قرار الترخيص رقم 2010/64 بتاريخ 2010/12/06 ( تجدون طيه نسخة منه ) ، يشرفني أن أذكركم أنه في إطار القيام بالأشغال المذكورة في الموضوع ، قام المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب طبقا لمقتضيات الفصلين 54 و 55 من الظهير الشريف المؤرخ في 11 رجب 1402 ( 6 ماي 1982 ) وبطلب منه بمعاينة حالة الأماكن بتاريخ 13-12-11 و 20-19-18 و 2013 / 03 / بحضور الملاكين وممثل المكتب وذلك تحت رئاستكم .

وبناء على الفصل السابع من المرسوم رقم 382 - 82 - الصادر في 2 رجب 1403 (6 أبريل 1983 ) المتعلق باللجنة الإدارية للتقييم ، وحتى يتمكن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب من أداء التعويضات لذوي الحقوق في أقرب الآجال ، أطلب منكم العمل على استدعاء أعضاء اللجنة الإدارية لتقييم الخسائر الفلاحية المسجلة بمحاضر معاينة حالة الأماكن المرفقة طيه، كما أتمس منكم إخباري مسبقا بتاريخ ومكان الاجتماع، وذلك حتى يتمكن ممثل المديرية الجهوية للغرب للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب ( قطاع الماء ) من الحضور في التاريخ المحدد، العنوان: تجزئة القدس- القنيطرة، وإن اقتضى الحال عن طريق الفاكس بواسطة الرقم: 05-37-36-10-05.

وتقبلوا فائق الاحترام والسلام

المدير الجهوي للغرب

محمد زويبي

المرفقات: محاضر معاينة حالة الأماكن

نسخة الى وخ 3/4 : قصد الاتصال بالسيد القائد للقيام بالمطلوب.

محضر اجتماع اللجنة الإدارية للتقويم

انعقد بتاريخ 02 ماي 2013 على الساعة العاشرة صباحا بمقر عمالة الصخيرات تمارة اجتماع اللجنة الإدارية للتقويم قصد تحديد قيمة الخسائر السطحية الناتجة عن الأشغال التي يقوم بها المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب - قطاع الماء- في إطار تقوية تزويد الساحل الأطلسي بالماء الشروب انطلاقا من سد سيدي محمد بن عبد الله، و كذلك تحديد القيمة العقارية للقطع الأرضية المتعلقة بتوسعة محطة المعالجة و مد قنوات التفريغ.

القطع الأرضية المعنية محتلة من طرف المكتب بموجب قرارات الاحتلال أرقام 32 و 33 بتاريخ 2009/05/19 و 2011/20 بتاريخ 2011/09/12 و خاضعة لمسطرة نزع الملكية بمقتضى المراسيم المنشورة مشاريعها بالجراند الرسمية عدد 5129 بتاريخ 2011/02/16 و 5157 بتاريخ 2011/08/31 و 5170 بتاريخ 2011/11/30.

وقد تكونت اللجنة طبقا لمقتضيات الفصل السابع من المرسوم رقم 2.82.382 الصادر بتاريخ 2 رجب 1403 (06 أبريل 1983) تطبيقا للقانون رقم 7.81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة و بالاحتلال المؤقت الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.81.254 المؤرخ في 11 رجب 1402 (06 ماي 1982) حيث عقدت اجتماعها تحت رئاسة السيد حميد اليعقوبي الكاتب العام لعمالة الصخيرات تمارة و بحضور السادة:

2- عبد الإلاه حدومي : عن قسم التعمير بعمالة تمارة

3- عبد النبي بوزكري : مصلحة التسجيل والتنمر بتمارة

4- جمال الدغمي : مندوب أملاك الدولة

5- رضوان جبيد : عن المديرية الإقليمية للفلاحة

6- العربي حروش : مندوبية الإسكان و التعمير و سياسة المدينة بتمارة

6- رشيد أفراس : ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء - قطاع الماء-

7- أحمد هاري : ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء - قطاع الماء-

8- عبد النبي زيريك : ممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء - قطاع الماء-

و بعد الكلمة الافتتاحية للسيد رئيس اللجنة أعطيت الكلمة لممثل المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب الذي بين للسادة الحاضرين أهمية الأشغال التي يقوم بها المكتب و المتمثلة في إنجاز مشروع تقوية تزويد الساحل الأطلسي بين الرباط و الدار البيضاء بالماء الشروب انطلاقا من سد سيدي محمد بن عبد الله و هو مشروع استراتيجي يكتسي الصبغة الاستعجالية.

كما أطلع اللجنة على لائحة المواد و المنتوجات الفلاحية و البنائيات الموجودة داخل حرم المنشآت المبرمجة و التي تم إحصاؤها خلال عملية معاينة حالة الأماكن.

موقع وطبيعة العقار:

تقع البقع الأرضية المعنية بمزارع جماعة أم عزة و هي ذات صبغة فلاحية.

قرار اللجنة:

بعد مناقشة أئمة المنتوجات الفلاحية المتداولة محليا و طبيعة الموسم الفلاحي و اعتمادا على المعطيات التي تقدم بها ممثل المديرية الإقليمية للفلاحة، اتفق أعضاء اللجنة على ما يلي:

المزروعات و الأغراس:

التمن الفردي بالدرهم	الوحدة	المواد و المنتوجات
8000.00	الهكتار الواحد	القمح الطري
6000.00	الهكتار الواحد	الشعير
5000.00	الهكتار الواحد	الخرطال
12000.00	الهكتار الواحد	القرع (كورجيط)
	الوحدة	شجر البرقوق
200.00		- صغير
400.00		- متوسط
800.00		- كبير

200.00 500.00 1000.00	الوحدة	الزيتون - صغير - متوسط - كبير
200.00 300.00 600.00	الوحدة	شجر الرمان - صغير - متوسط - كبير
200.00 500.00 1000.00	الوحدة	شجر التين - صغير - متوسط - كبير
150.00 300.00 600.00	الوحدة	شجر الحامض - صغير - متوسط - كبير
250.00 400.00 800.00	الوحدة	شجر اللوز - صغير - متوسط - كبير
300.00 500.00 1000.00	الوحدة	شجر لافوكا - صغير - متوسط - كبير
300.00 600.00 2000.00	الوحدة	النخل - صغير - متوسط - كبير
100.00 300.00 600.00	الوحدة	شجر الكالبتوس - صغير - متوسط - كبير
100.00 250.00 500.00	الوحدة	شجر السيبيري - صغير - متوسط - كبير
50.00	متر طولي	الطلح
100.00	متر طولي	الصبار
50.00	متر طولي	القصب
40.00	متر طولي	الدفة

التجهيزات:

800.00	متر طولي	بئر مبنئ
120.00	متر طولي	السلك الشائك + أعمدة إسمنتية
100.00	متر طولي	السلك الشائك + أعمدة خشبية
26000.00	الهكتار الواحد	السقي بالتنقيط

البنيات:

400.00	للمتر المربع	إسطبلات و حظائر
900.00	للمتر المربع	المنازل السكنية و البنيات المماثلة

القيمة العقارية:

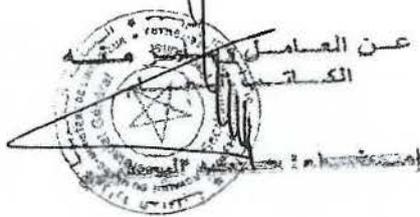
أما فيما يتعلق بالقيمة العقارية للقطعة الأرضية اللازمة لتوسعة محطة المعالجة و كذا القطع الأرضية المخصصة لقنوات التفريغ فقد تم الاتفاق على تحديدها في مبلغ مائة و خمسون درهما للمتر المربع (150.00 درهم/م<sup>2</sup>).

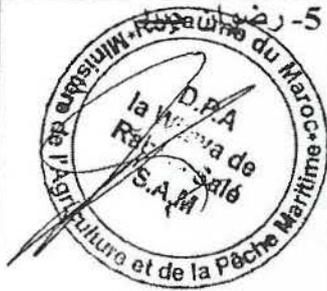
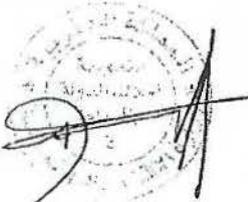
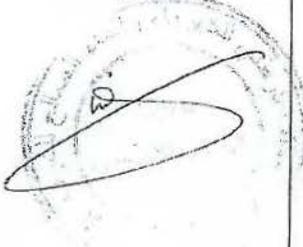
وحرر بمقر عمالة الصخيرات تمارة في تاريخه

التوقيعات

1- الرئيس

عن العامل  
الكتابة  
المستضيفة



<p>5- رضا جويلا</p> 	<p>4- جمال الداغمي</p> 	<p>3- عبد النبي بوزكري</p> 	<p>2- عبد الإلاه حدومي</p> 
<p>9- عبد النبي زيريك</p> 	<p>8- أحمد هاري</p> 	<p>7- رشيد أفراس</p> 	<p>6- العربي خروشي</p> 

## - DECISION -

**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ONEE.**

VU : Le Dahir n° 1.81.254 du 11 Rajab 1402 (6 Mai 1982) portant promulgation de la loi n° 7.81 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'occupation temporaire et notamment le titre 2.

VU : L'arrêté d'occupation temporaire n° 17/2012 du 30/04/2012 et le projet de décret publié au B.O n° 5129 du 16/02/2011 déclarant l'utilité publique et l'expropriation de 28 parcelles de terrain en vue de poser une conduite de 2000 mm de diamètre pour l'alimentation en eau potable de la cote atlantique à partir du barrage SMBA.

VU : Le procès-verbal du constat de l'état des lieux établi le 25/12/2012 à la suite des dégâts superficiels causés par les travaux d'AEP de la cote atlantique à partir du barrage SMBA.

VU : Le procès-verbal de la commission administrative d'évaluation, fixant le montant des indemnités dues aux ayants droit, tenue le 02/05/2013 au siège de la Préfecture de Temara.

VU : Le tableau nominatif des ayants-droit annexé à la présente décision.

**DECIDE :**

**ARTICLE UNIQUE :** Une indemnité globale de (1 295 128.28 DH) Un Million Deux Cent Quatre Vingt Quinze Mille Cent Vingt Huit Dirhams Vingt Huit Centimes, est allouée aux ayants droit désignés au tableau nominatif ci-annexé, en réparation des dégâts causés à leurs récoltes et édifices, à la suite des travaux de construction de la station de traitement à Oum Azza en vue de l'alimentation en eau potable de la cote atlantique à partir du barrage SMBA.

Le Directeur Général

ALI FASSI FIHRI

OCCUPATION TEMPORAIRE  
ET EXPROPRIATION

Etat nominatif des ayants droit à indemniser au titre des dégâts causés aux récoltes à la suite des travaux effectués par l'ONEE  
-Branche Eau- lors de l'AEP de la cote atlantique à partir du barrage SMBA (Commune Oum Azza – Province Skhirat - Temara).  
AOT n° 17/2012 du 30/04/2012

N° des parcelles	Nom et prénom des ayants droit à indemniser	Superficie occupée (en m <sup>2</sup> )	Nature des dégâts	Rend. à l'hectar. ou Nbre arbres	Prix unitaire (en Dh)	Total de l'indemnité due	Emargement
8	Exploitants :	8946	Blé tendre	8000 dh/h	8000 dh/h	1789.20	
	-Rchouk Ahmed 1/4						
	-Rchouk Bouaza 1/4						
	-Rchouk Abdelkader 1/4						
	-Adref Mhamed 1/4					1789.20	
9	Exploitants :	6067	20% Courgette	12000 dh/h	12000 dh/h	1456.08	
	-Karoud Najib		Prunier Majeur	49	800.00	39200.00	
	-Karoud Brahim		Eucalyptus Majeur	15	600.00	9000.00	
10	Exploitant : El Korchi Mustafha	1578	Olivier moyen	62	500.00	31000.00	
			Cyprée majeure	14	500.00	7000.00	
11	Exploitant : El Korchi Abdelghani	367	Olivier mineur	50	200.00	10000.00	
12	Exploitant : Akil El Arbi	575	Blé tendre	8000 dh/h	8000 dh/h	460.00	
			Cyprée majeure	1	500.00	500.00	
			Olivier moyen	3	500.00	1500.00	

13	Exploitant : Ghaname Idriss	6444	Blé tendre Talh	8000 dh/h 20 ml	8000 dh/h 50 dh/ml	5155.20 1000.00	
14 A	Exploitants : Lakhal Fatna	21320	¼ Blé tendre	8000 dh/h	8000 dh/h	4264.00	
	Allal Rchouk		¼ Blé tendre			4264.00	
	Kacem Rchouk		¼ Blé tendre, Prunier Mineur			12	200.00
	Abdellah Rchouk		¼ Blé tendre Olivier moyen	8000 dh/h 3	500.00	4264.00 1500.00	
14 B	Exploitant : Lakhal Fatna	884	Blé tendre Cactus	8000 dh/h 20 ml	8000 dh/h 100 dh/ml	707.20 2000.00	
15	Exploitant : El Attar Mohamed	18516	Khourtal 4000 m <sup>2</sup>	5000 dh/h	5000 dh/h	2000.00	
	Rchouk Driss		Cactus	40 ml	100 dh/ml	4000.00	
			Orge 8160 m <sup>2</sup>	6000 dh/h	6000 dh/h	4896.00	
	Kadiri Noureddine		Prunier moyen	180	400.00	72000.00	
			Cyprée moyen	25	250.00	6250.00	
			Olivier mineur	10	200.00	2000.00	
Boualam Jamal	Fil barb.+Piq bois	131 ml	100 dh/ml	13100.00			
	Khourtal 350 m <sup>2</sup>	5000 dh/h	5000 dh/h	175.00			
16	Exploitant : Laaouina Abderrahim	2270	Prunier majeur	87	800.00	69600.00	
	Meriem Belgnaoui		Olivier majeur	25	1000.00	25000.00	
			Prunier majeur	15	800.00	12000.00	

7	Exploitant : Slimani Abdellah	13130	Prunier moyen	14	400.00	5600.00
			Cyprée moyen	50	250.00	12500.00
			Fil barb+Piq.bois	42 ml	100 dh/ml	4200.00
	Charif Fakkak		2/4 Orge	6000 dh/h	6000 dh/h	3939.00
	Bensellam Ahmed		¼ Orge			1969.50
	Bensellam Houcine		¼ Orge			1969.50
	Taibi Bensellam		Construction	105.24 m <sup>2</sup>	900 dh/m <sup>2</sup>	94716.00
9	Exploitant : Larbi Belmadani	5375	Orge	6000 dh/h	6000 dh/h	3225.00
10	Exploitant : El Oummi Mohamed ½ El Oummi Miloudi ½	7126	Prunier majeur	147	800.00	117600.00
			Grenadier majeur	130	600.00	78000.00
			Talh	140 ml	50 dh/ml	7000.00
11	Exploitant : Said Mribat	3763	Prunier majeur	123	800.00	98400.00
			Olivier majeur	52	1000.00	52000.00
12	Exploitant : Mesrar Idrissia Mesrar Lakbira Mesrar Fatna  Mesrar Mhamed  Mesrar Ghoudifa	5243	Orge 1000 m <sup>2</sup>	6000 dh/h	6000 dh/h	600.00
			Khourtal 400 m <sup>2</sup>	5000 dh/h	5000 dh/h	200.00
			Olivier moyen	8	500.00	4000.00
			Grenadier moyen	3	300.00	900.00
			Talh	30 ml	50 dh/ml	1500.00
			Khourtal 3000 m <sup>2</sup>	5000 dh/h	5000 dh/h	1500.00
			Cactus	110 ml	100 dh/ml	11000.00
			Cannes	110 ml	50 dh/h	5500.00
			Khourtal 1000 m <sup>2</sup>	5000 dh/h	5000 dh/h	500.00
			Cactus	20 ml	100 dh/ml	2000.00

23	Exploitant : Chabki Said	3504	Olivier majeur Olivier mineur Eucalyptus moyen Figuier moyen Cactus Blé tendre 1000 m <sup>2</sup>	4 151 4 2 280 ml 8000 dh/h	1000.00 200.00 300.00 500.00 100 dh/ml 8000 dh/h	4000.00 30200.00 1200.00 1000.00 28000.00 800.00	
24	Exploitant : Saad Ahmed	2894	Defla Goûte à goûte Fil barb+Piq. béton	150 ml 26000 dh/h 300 ml	40 dh/ml 26000 dh/h 120	6000.00 7524.40 36000.00	
25	Exploitant : Meriem Belgnaoui	794	Prunier majeur Oliver majeur Figuier majeur	17 10 6	800.00 1000.00 1000.00	13600.00 10000.00 6000.00	
26	Exploitant : El Atrassi Ahmed	2108	Citronnier majeur Citronnier Moyen Olivier mineur 1000 m <sup>2</sup> Khourtal Goûte à goûte	50 127 95 5000 dh/h 26000 dh/h	600.00 300.00 200.00 5000 dh/h 26000 dh/h	30000.00 38100.00 19000.00 500.00 5480.80	
27	Exploitant : Housni Mohamed	3646	Olivier Moyen Cactus	4 70 ml	500.00 100 dh/ml	2000.00 7000.00	
28	Exploitant : Aissat Mohammed	2875	Blé Tendre Talh	8000 dh/h 50 ml	8000 dh/h 50 dh/ml	2300.00 2500.00	
29	Exploitant : Aissat Ben Omar	5032	Blé Tendre	8000 dh/h	8000 dh/h	4025.60	
30	Exploitant : Aissat Benomar	1459	Olivier Moyen Talh Construction	45 90 ml 72.90 m <sup>2</sup>	500.00 50 dh/ml 900.00 dh/m <sup>2</sup>	22500.00 4500.00 65610.00	

31	Idriss Ben Massoud	1061	Blé Tendre Talh	8000 dh/h 70 ml	8000 dh/h 50 dh/ml	848.80 3500.00	
32	Idriss Ben Massoud	1084	Blé Tendre Amandier Majeur Talh	8000 dh/h 7 70 ml	8000 dh/h 800.00 50 dh/ml	867.20 5600.00 3500.00	
33	Zahraoui Thami	1177	Avocatier Moyen Palmier Moyen Talh Goûte à goûte	11 2 60 ml 26000 dh/h	500.00 600.00 50 dh/ml 26000 dh/h	5500.00 1200.00 3000.00 3060.20	x
34	Exploitant : Hadiri Mbarka  Hadiri Mohamed  Hadiri Khadija	19676	Prunier Moyen 7600 m <sup>2</sup> Blé tendre Olivier Majeur Grenadier Moyen Olivier Majeur Grenadier Moyen	120 8000 dh/h 1 3 1 1	400.00 8000 dh/h 1000.00 300.00 1000.00 300.00	48000.00 6080.00 1000.00 900.00 1000.00 300.00	
35	Exploitant : Hadiri Mohamed	3841	Olivier moyen	12	500.00	6000.00	

**T O T A L : 1 295 128.28 DHS**

Soit un total global de :

Un Million Deux Cent Quatre Vingt Quinze Mille Cent Vingt Huit Dirhams Vingt Huit Centimes.

**Chef de Service  
Juridique et Action Foncière**

**ZAIRIG Abdenbi**

**ONEE - Branche Eau  
Direction Côte Atlantique  
Chef de Division Finances  
NAJEM Hallma**

ROYAUME DU MAROC  
 République Algérienne Démocratique et Populaire  
 République Fédérale de Tunisie

**MODELE 45**

Date: 27 JUIN 2013

**F A X N°:** 2.1700 **DR5/FJ/2013**

<p><b>Expéditeur :</b>                  Monsieur le Directeur Régional du                  Centre Nord de L'ONEE                  - Branche Eau -</p> <p>N° téléfax expéditeur :</p>	<p><b>Destinataire :</b>                  Monsieur le Caid de SIDI YAHYA BNI                  ZEROUAL                  S/C DE MONSIEUR LE                  GOUVERNEUR DE LA PROVINCE                  DE TAOUNATE</p> <p>N° Téléfax destinataire : <u>0535693023</u></p>
<p><b>Objet :</b> - AEP des des douars avoisinant GUAFSAI et OURTZAGHE commune rurale SIDI YAHYA BNI ZEROUAL – Province de Taounate -.</p>	
<p><b>Réf :</b></p>	<p>Nbre de pages : 01+5</p>
<p><b>Texte :</b></p> <p style="text-indent: 40px;">Dans le cadre du projet cité en objet, honneur de vous informer que des représentants de L'ONEE – Branche Eau – se présenteront au siège de votre Caïdat le 02/07/2013 à 10h pour une séance d'indemnisation des dégâts agricoles .</p> <p style="text-indent: 40px;">A cet effet, je vous saurais gré de l'assistance que vous voudriez bien prêter à cette commission afin de mener à bien sa mission, et je vous demande de bien vouloir convoquer les propriétaires des terrains cités dans le P.V ci-joint munis de leurs C.I.N.</p> <p style="text-indent: 40px;">Veuillez agréer, Monsieur le Caïd, l'expression de mes salutations distinguées. <i>me</i></p> <p><b>C.T :</b> <i>me</i> DF1/T – AM5/3 Pour y assister                  DEP – DR5/D Pour information. <i>me</i></p> <p style="text-align: right; margin-right: 100px;"><i>me</i>                  Le Directeur de la Région                  Centre Nord                  Mohamed BERKIA</p>	
<p>(ne renseigner qu'en cas de besoin : )                  Personne à contacter Mr ..... Téléphone .....                  Fonction : .....</p>	

تزويد 230 دوار تابعة لمركز غفسي والوردزغ  
محضر جلسة تعويض أضرار فلاحية بجماعة سيدي يحيى بني زروال

تبعا لتلفكس المديرية الجهوية للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب قطاع الماء- بفاس عدد 2.1760 بتاريخ 2013/06/27 المتعلق بالتعويض عن الأضرار السطحية الناتجة عن أشغال تزويد الدواوير المجاورة لقناة الجر الرئيسية غفسي والوردزغ بالماء الشروب، وبناءا على محضر المعاينة المنجز بتاريخ 2012/12/07 وقرار التعويض عن الأضرار السطحية عدد 2.2925 بتاريخ 2013/04/09، انعقد يومه الثلاثاء 2013/07/02 بمقر قيادة سيدي يحيى بني زروال اجتماع من اجل تسليم ذوي الحقوق تعويضاتهم عن الأضرار الفلاحية وذلك تحت إشراف السيد قائد قيادة سيدي يحيى بني زروال السيد سعيد راغب وبحضور السادة:

- 1 عبد المالك لمرايط خليفة قائد قيادة بني زروال
- 2 عبد السلام الإدريسي عن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب فاس
- 3 سعيد لعربي عن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب الرباط
- 4 عزيز الغازي عن المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب فاس

وبناءا عليه تم تعويض أصحاب القطع الأرضية المبينة في الجدول أسفله :

رقم القطعة الأرضية	المستغل	مبلغ التعويض (درهم)	ملاحظات
15	الحسين العبودي	48700.00	
7	محمد الحلبي	6879.37	
6	احمد الديب	7847.28	
3	محمد العلوي	2400.00	
5	علي الحلبي	8400.00	
13	محمد ستيتو	10319.27	
2	فاطمة العلوي	4000.00	
المجموع		88545.92	

القطع الأرضية التي لم يتم تعويض أصحابها:

رقم القطعة الأرضية	السبب
1	غياب المعني بالأمر
4	غياب المعني بالأمر
8 - 9	غياب المعني بالأمر
10	غياب المعني بالأمر
13 مكرر - 14 - 14 مكرر	غياب المعني بالأمر
16	غياب المعني بالأمر
17	غياب المعني بالأمر
18 - 19	تغيير البقع الأرضية

التوقيعات

السلطة المحلية

4 3 2 1

# Annexe I

Modèle de documents produits dans le cadre d'exécution des démarches relatives à l'occupation temporaire à durée renouvelable des domaines Publics ou forestier et de l'incorporation du domaine privé de l'état au domaine public de l'état

L'intitulé du document	n°
Demande d'occupation temporaire à l'Administration gestionnaire du domaine public routier (Ministère de l'équipement)	Modèle n°47
Arrêté d'Occupation Temporaire AOT du Domaine Routier	Modèle n°48
Arrêté d'Occupation Temporaire AOT du Domaine Forestier	Modèle n°49
Arrêté d'Occupation Temporaire AOT du domaine Hydraulique	Modèle n°50
Arrêté d'Occupation Temporaire AOT du domaine Ferroviaire	Modèle n°51
Demande d'incorporation au Ministère de Tutelle	Modèle n°52
BO portant affichage du décret d'incorporation	Modèle n°53
PV de remise	Modèle n°54
PV d'affectation	Modèle n°55
Certificat d'inscription sur le sommier des biens du domaine public de l'Etat	Modèle n°56
Demande d'acquisition des terrains Collectifs ou Ghichs	Modèle n°57

MODELE 47

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE  
DIRECTION DE LA REGION DU NORD OUEST  
DIVISION DEVELOPPEMENT



25 DEC 2012

N° - 2 / 1 1 1 1 1

DR4/D/12

A

Monsieur le Directeur Régional de  
l'Equipement à Kénitra

**BORDEREAU D'ENVOI**

DESIGNATION	NBRE	OBSERVATIONS
<p><u>Objet</u> : Alimentation en eau potable des douars de la commune rurale de Kariat Ben Aouda .</p> <p>Dossier d'occupation temporaire du domaine public routier ( Traversées des routes par perforation )</p> <p><u>ci joint</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Plan de situation des traversées .</li> <li>- Plan type des traversées par perforation .</li> </ul> <p>CT :AS4/1 Pour suivi</p>	<p>7 ex</p>	<p>Transmis pour solliciter l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public routier; en vous priant de bien vouloir nous transmettre votre accord de principe pour la pose des conduites d'eau potable dans le domaine public routier (traversées des routes) en vous signalant le caractère très urgent que revêt ce projet.</p> <p>Salutations distinguées</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p><i>[Stamp]</i>          Chef de la Division          Développement          EL JOUHARYOU</p>

المملكة المغربية  
وزارة التجهيز والنقل  
المديرية الجهوية للتجهيز والنقل  
للشرق بوجدة

الإحتلال المؤقت للملك العمومي الطرقي  
قرار الترخيص

رقم: ...../..... بتاريخ: 22 من 2010

إن وزير التجهيز والنقل

بناء على الظهير الصادر في 08 شعبان 1332 ( فاتح يوليوز 1914 ) بشأن الملك العمومي حسب ما وقع تغييره أو تميمه،  
و على الظهير الصادر في 24 صفر الخير 1337 ( 30 نونبر 1918 ) بشأن الإحتلال المؤقت للملك العمومي حسب ما  
وقع تغييره أو تميمه،  
و على الظهير الصادر في 03 جمادى الأولى 1372 ( 19 يناير 1953 ) المتعلق بالمحافظة على الطرق العمومية و  
شرطة السير و الجولان،  
و على المرسوم رقم: 2.96.290 بتاريخ 30 يونيو 1996 المتعلق بإحداث أجره عن الخدمات المقدمة من قبل وزارة  
الأشغال العمومية فيما يرجع لبحث الطلبات المتعلقة بمنح أو تجديد أو تغيير أو تحويل التراخيص بالإحتلال المؤقت للملك  
العمومي،  
و على القرار المشترك لوزير الأشغال العمومية و وزير المالية و الاستثمارات الخارجية رقم: 24.97.96 بتاريخ  
05 جنىر 1996 بشأن تحديد أسعار الأجرة عن الخدمات المقدمة من قبل وزارة الأشغال العمومية،  
و على القرار المشترك لوزير الأشغال العمومية و وزير المالية و الاستثمارات الخارجية رقم: 799 بتاريخ 12 غشت 1997  
بشأن تحديد الإتاوة المستحقة عن الإحتلال المؤقت للملك العمومي،  
و على قانون المالية رقم: 21.89 لسنة 1989 و خاصة الفصل 43 منه المحدث للصندوق الخاص بالتعهد الطرقي كما  
وقع تغييره أو تميمه،  
و على الطلب المؤرخ في: 24 جنىر 2009 الذي تقدم به المكتب الوطني للماء الصالح للشرب بوجدة

قرر ما يلي

المادة الأولى : يرخص للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب بإحتلال قطع أرضية متأصلة من الملك العمومي الطرقي  
لتمرير قناة الماء الصالح للشرب بالطريق الإقليمية رقم 6025 من ن ك 10+155 إلى ن ك 17+401 مع قطعها عند ن ك  
10+691 - 12+391 - 15+000 - 15+584 - 17+401 وذلك قصد تزويد الموارير التابعة لجماعة اهل انجاد بعمالة وجدة  
- انجاد بالماء الصالح للشرب، وفق كئاش التحملات و حسبما هو مبين على التصميم الملحق بأصل هذا القرار.

المادة الثانية : يسري مفعول هذه الرخصة ابتداء من تاريخ التبليغ إلى غاية: 2019/12/31 و يمكن تجديدها بناء على طلب  
يقدمه المستفيد ثلاثة أشهر قبل انتهاء الرخصة ، و لن يقبل الطلب ما لم تتوصل به الإدارة داخل هذا الأجل.

المادة الثالثة : يؤدي المستفيد إتاوة سنوية قابلة للمراجعة بعد إصدار أمر بالتحصيل من قبل وزير التجهيز و النقل  
قدرها: ثلاثة عشرة الف درهم (13 000,00 درهم) بنسبة 50% لفائدة الخزينة العامة للمملكة و 50% لفائدة الصندوق  
الخاص بالتعهد الطرقي رقم الحساب: 3.1.0.0.1.17.001

المادة الرابعة : تؤدي الإتاوة السنوية قبل متم شهر يناير من كل سنة ما عدا الإتاوة المتعلقة بالسنة الأولى، حيث تؤدي قبل  
انصرام أجل 30 يوما بدءا من تاريخ التبليغ.

المادة الخامسة : يتم الشروع في استغلال القطعة موضوع قرار الترخيص بناء على محضر التسليم موقع بين الإدارة و  
المستفيد.

المادة السادسة : يتحمل المستفيد نفقات جلب الماء و الكهرباء، كما يتعين عليه العمل على نظافة الموقع و محيطه الطبيعي و  
تنفيذ جميع الإلتزامات موضوع كئاش التحملات الملحق بقرار الترخيص هذا .

المادة السابعة : لا تعفي هذه الرخصة المستفيد من الحصول على الرخص و التصاريح الضرورية لإنجاز المنشآت و  
ممارسة مختلف الأنشطة التجارية و الإقتصادية و الترفيهية أو الرياضية و بصفة عامة الخضوع للقوانين و الأنظمة الجاري  
بها العمل.

المادة الثامنة : تعتبر هذه الرخصة شخصية و لا يمكن تولية الحقوق الناتجة عنها للغير بصفة كلية أو جزئية.

المادة التاسعة : لا نخول هذه الرخصة للمستفيد أي حق من الحقوق العينية الأصلية أو التبعية أو الحقوق التجارية الخاصة  
لأحكام القانون المدني و التجاري ( مثل حق الزينة أو الأصل التجاري).

المادة العاشرة : يتعين على المستفيد البدء في انجاز الأشغال حال الحصول على التراخيص و التصاريح الضرورية لإقامة المنشآت و ممارسة مختلف الأنشطة، و في كل الأحوال لا يجوز أن تتعدى هذه الأجل ستة أشهر ابتداء من تاريخ تبليغ الرخصة.

المادة الحادية عشر : تسحب هذه الرخصة بدون سابق إنذار و بدون أي تعويض، مع الاحتفاظ بحق الإدارة في استخلاص الإتاوة و التعويضات المستحقة في الحالات التالية:

أ - عدم أداء الإتاوة  
ب - تغيير موضوع الرخصة أو المساحة المرخص بها بدون موافقة صريحة و مسبقة للسيد المدير الجهوي للتجهيز و النقل للشرق بوجوده

ج - تفويت الرخصة أو تولية الحقوق الناتجة عنها للغير بدون مراعاة مقتضيات المادة الثامنة أعلاه.

د - عدم البدء في الأشغال خلال الأجل المنصوص عليها في المادة العاشرة أعلاه.

المادة الثانية عشر : تلغى هذه الرخصة في الحالات التالية :

أ - بمبادرة من الإدارة من أجل المنفعة العامة بعد إشعار المعني بالأمر ثلاثة أشهر قبل تاريخ الإلغاء.  
ب - بطلب من المعني بالأمر.

المادة الثالثة عشر : عند انتهاء أو سحب أو إلغاء الرخصة تعاد إلى ملكية الدولة بدون مقابل ، المنشآت التي ترى الإدارة ضرورة الاحتفاظ بها ، و تتم إزالة باقي المنشآت على نفقة المستفيد خلال ستة أشهر من تاريخ انتهاء الرخصة أو تاريخ تبليغ قرار السحب أو الإلغاء.

المادة الرابعة عشر : في حالة عدم إزالة باقي المنشآت التي ترى الإدارة عدم ضرورة الاحتفاظ بها تقوم هذه الأخيرة بإصدار أمر بالتحويل في حق المستفيد بمبلغ يعادل قيمة اشغال الإزالة.

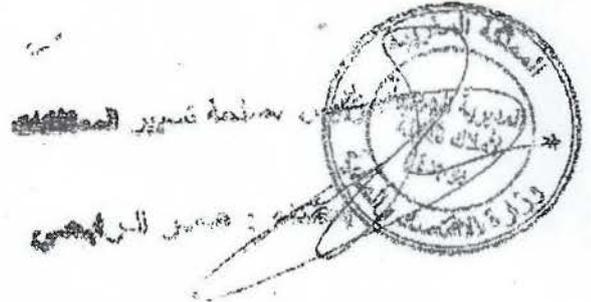
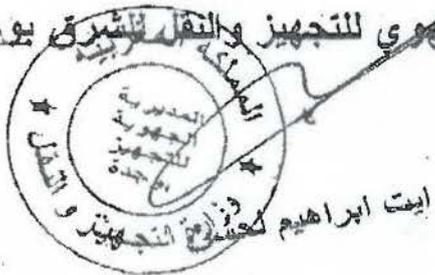
المادة الخامسة عشر : في حالة توسيع أو تعديل الطريق ، يتعين على المستفيد تحويل القناة خارج مكانها الأصلي داخل أجل لا يتعدى عشرين يوما بدءا من تاريخ إشعاره بذلك مع تحمله جميع النفقات المرتبطة بهذا التحويل

المادة السادسة عشر يعهد بتنفيذ هذا القرار إلى المدير الجهوي للتجهيز و النقل للشرق بوجوده و الخازن الجهوي بوجوده كل واحد فيما يخصه.

عن وزير التجهيز و النقل وبتفويض منه

المدير الجهوي للأماكن المخزنية

المدير الجهوي للتجهيز و النقل للشرق بوجوده



Royaume du Maroc



Haut Commissariat aux Eaux et Forêts  
et à la Lutte Contre la Désertification

Le Haut Commissaire



ARRETE N° 74 /2012  
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE FORESTIER

### LE CHEF DU GOUVERNEMENT

Vu la demande n° 548/2012 en date du 23 Avril 2012 par laquelle l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), ayant son siège social au n° 6 bis rue Patrice Lumumba-Rabat, sollicite l'autorisation d'occupation temporaire pour la construction d'un réservoir d'eau en domaine forestier.

Vu le dahir du 20 Hijja 1335 (10 Octobre 1917) sur la conservation et l'exploitation des forêts, tel qu'il a été modifié et complété;

Vu le cahier des conditions générales de l'occupation temporaire du domaine forestier en date du 21 Octobre 1948;

Vu le Dahir portant loi n°1-76-350 du 25 Ramadan 1396 ( 20 septembre 1976 ) relatif à l'organisation de la participation des populations au développement de l'économie forestière, tel qu'il a été modifié par le dahir n°1-08-147 du 02 Moharram 1430 (30 décembre 2008) portant loi de finances pour l'année 2009, notamment ses articles 14 et 15 ;

Vu le Dahir du 04 Rajeb 1413 ( 29 Décembre 1992 ) portant promulgation de la loi de Finances pour l'année 1993, notamment ses articles 24 et 50, tel qu'il a été complété par le dahir n°1-08-147 du 02 Moharram 1430 (30 décembre 2008) portant loi de Finances pour l'année 2009, notamment son article 22 bis, relatifs à la taxe sur le prix de cession des produits de forêts ;

Vu l'arrêté du Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, Chargé des Eaux et Forêts n° 81/01 du 31/12/2001 fixant les taux des redevances applicables aux autorisations d'occupation temporaire du domaine forestier, tel qu'il a été complété par l'avenant n° 01/2008 du 23/12/2008;

Vu le décret n° 2-12-73 du 26/01/2012 portant attributions du Haut Commissaire aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification;

Vu le Procès-verbal de la réunion tenue avec les représentants de l'ONEP en date du 30/03/2011;

Vu le procès-verbal de délibération du conseil communal de Mtioua en date du 12/06/2012;

Vu la transmission émanant des autorités provinciales sous n° 5621/DAR en date du 26/06/2012;

Vu la transmission 4424 DREF/R en date du 05/07/2012 par laquelle le Directeur Régional des Eaux et Forêts et de la Lutte contre la Désertification du Rif à Tétouan émet un avis favorable au sujet de l'occupation temporaire sollicitée;



## ARRETE

**ARTICLE PREMIER :** L'Office National de l'Eau Potable (ONEP) ci-après désigné "l'occupant", ayant son siège social au n° 6 bis rue Patrice Lumumba-Rabat, est autorisé à occuper dans la forêt domaniale de Jebha, canton de Sidi Yehya El Wardani, lieu dit Sidi yahia El Wardani, Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte contre la Désertification de Chefchaouen, commune rurale de Mtioua, Province de Chefchaouen, une parcelle d'une superficie de quatre cents mètres carrés (400 m<sup>2</sup>), telle qu'elle est figurée sur le plan annexé au présent arrêté:

Pénétrer dans ladite forêt pour l'amélioration et l'entretien des ouvrages sous réserve de se conformer aux prescriptions du dahir susvisé du 10/10/1917 notamment en ce qui concerne les précautions à prendre pour prévenir les incendies.

**ARTICLE 2:** L'occupant est tenu de borner la parcelle objet de la présente autorisation, à ses frais, sous le contrôle de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Chefchaouen.

**ARTICLE 2:** Aucun abattage d'arbres ne sera toléré.

**ARTICLE 3:** La présente occupation temporaire à pour objet la construction d'un réservoir d'eau sur une superficie de 400 m<sup>2</sup>.

Toute extension ou transformation devra recevoir au préalable l'accord du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification.

Toute utilisation de la parcelle forestière susvisée, autre que celle prévue dans le présent arrêté est interdite et entraîne automatiquement la résiliation du présent arrêté.

**ARTICLE 4:** La présente autorisation qui prend effet à compter du premier Janvier 2013, en plus de la période allant de la date de notification du présent arrêté au 31/12/2012, est consentie pour une durée de neuf (09) ans renouvelable par tacite reconduction pour deux périodes d'égale durée, en plus d'une autre période de trois (03) ans.

La présente autorisation ne constituera au profit de l'occupant aucun droit pour la location, la vente ou l'achat. A l'expiration de l'occupation temporaire du domaine forestier, l'administration s'en réserve expressément la libre disposition.

Au cas où l'occupant désirerait occuper la parcelle susvisée, il sera tenu d'en formuler la demande douze (12) mois avant son expiration.

L'autorisation pourra, si rien ne s'y oppose, intervenir sur la base d'un nouveau dossier constitué conformément à la réglementation en vigueur en matière d'occupation temporaire du domaine forestier.

L'autorisation est donnée à titre précaire et peut, sous réserve d'un préavis de trois (3) mois, être à un moment quelconque révoquée sans indemnité pour des motifs d'utilité publique, dont l'administration reste seule juge.

**ARTICLE 5 :** La redevance annuelle pour occupation temporaire de la parcelle visée à l'article premier est fixée à cinq mille Dirhams (5.000,00 DH). Cette valeur ainsi que les 20 % de la taxe F.N.F correspondant, doivent être versées avant le trente (30) Avril de chaque année.

L'occupant acquittera en outre, une redevance annuelle de quinze dirhams (15,00 DH) par mètre carré construit et couvert pour toute unité devenue exploitable. Cette valeur ainsi que les 20% de la taxe F.N.F. correspondant, doivent être versées avant le trente (30) Avril de chaque année.

Toutefois, les redevances (occupation du sol et taxe F.N.F correspondante) dues au titre de la période allant de la date de notification du présent arrêté au 31/12/2012, calculées d'après la durée de cette période, sont exigibles dans les deux mois qui suivent ladite date de notification du présent arrêté.

Le montant de redevances précisées ci-dessus relatives à l'occupation du sol sera versé à hauteur de 80 % au profit de la commune rurale de Mtioua et 20 % au profit du FNF. Ces versements seront effectués auprès de la perception concernée.

L'ONEP est tenu de verser également, au Fonds National Forestier dans les deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté, le montant correspondant aux travaux de reboisement d'un hectare (01 ha) au titre de compensation du domaine forestier. Ledit montant sera fixé sur la base de la moyenne des montants relatifs aux travaux de reboisement de l'hectare dans la zone tel qu'il sera déterminé par le Directeur Régional des Eaux et Forêts et de La Lutte Contre La Désertification du Rif à Tétouan.

Les montants des redevances désignés ci-dessus sont susceptibles de révision à l'initiative du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification qui en déterminera le nouveau taux au vu d'un arrêté.

**ARTICLE 6 :** L'ONEP est tenu en outre de verser au Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification les indemnités qui pourraient être dues pour dommages et dégâts causés à la forêt à la suite de ses travaux. Ces indemnités seront arrêtées après évaluation à l'amiable ou à dire d'experts.

**ARTICLE 7 :** Le montant du cautionnement prévu à l'article 8 du cahier des conditions générales susvisé est fixé à six mille dirhams (6.000,00DH). Il sera constitué dans les deux (02) mois suivant la date de notification du présent arrêté, et adressé au profit de la Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Chefchaouen.

**ARTICLE 8 :** L'ONEP doit se conformer aux prescriptions du dahir du 10 Octobre 1917 et de l'arrêté viziriel du 04 septembre 1918, relatives aux mesures à prendre pour prévenir les incendies.

**ARTICLE 9 :** L'ONEP est seul, et entièrement responsable de tous accidents et dommages causés aux tiers par suite des travaux effectués.

**ARTICLE 10 :** Les droits des tiers sont et demeurent réservés.



**ARTICLE 11:** Le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte Contre la Désertification se réserve le droit de soumettre cette autorisation, si la nécessité s'en fait sentir, à de nouvelles conditions.

**ARTICLE 12:** La présente autorisation sera résiliée de plein droit, sans indemnité et sans qu'il soit besoin de mise en demeure, si l'ONEP:

- n'a pas observé les clauses du présent arrêté;
- a commis une infraction aux dispositions du cahier des conditions générales de l'occupation temporaire du domaine forestier en date du 21 Octobre 1948, sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté ;
- suspend les travaux de construction ou l'exploitation pendant plus de trois (3) mois, sauf en cas de force majeure.
- utilise la parcelle visée à l'article premier sus visé, pour d'autres fins que celles définies par le présent arrêté.
- entreprend l'édification de nouvelles constructions sans l'accord préalable du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification.
- n'a pas versé à l'échéance prévue le montant correspondant au reboisement d'un hectare du domaine forestier.



En cas de résiliation, l'ONEP reste redevable des redevances et taxes échues et le montant du cautionnement sera confisqué au profit de l'Etat.

**ARTICLE 13:** A la fin de l'occupation temporaire, pour quelque cause que ce soit, l'ONEP devra dégager l'emprise de la parcelle occupée dans un délai de trois (3) mois. Passé ce délai et à défaut de démantèlement des installations et de l'évacuation de la parcelle occupée, l'ONEP sera assujéti au paiement d'une pénalité de cent dirhams (100.00 dh) pour chaque jour de retard.

**ARTICLE 14:** Les frais d'enregistrement et de timbrage du présent arrêté sont à la charge de l'ONEP.

**ARTICLE 15:** La présente autorisation sera abrogée, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, si les formalités administratives de notification, d'enregistrement et de timbrage ne sont pas accomplies par l'occupant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 16:** Le Directeur Régional des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification du Rif à Tétouan est chargé de la mise en application du présent arrêté.

FAIT A RABAT, LE 12 SEPT 2012  
EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX

VU POUR ACCEPTATION

LE BENEFICIAIRE M  
LE \_\_\_\_\_

NOTIFIE, LE \_\_\_\_\_

PAR L' \_\_\_\_\_

DES EAUX ET FORETS \_\_\_\_\_

Le Haut Commissaire aux Eaux  
et Forêts et à la Lutte Contre  
la Désertification

Signé : Dr. Abdeladim LHAFI

Le Directeur de la Région  
Nord  
Mohammed Adil BAINA

رقم 2003/4/2

قرار لمدير وكالة الحوض المائي  
يتعلق بالترخيص بالإحتلال المؤقت  
للملك العام المائي

مدير وكالة الحوض المائي لملاوية،

بناء على الظهير الشريف الصادر في 7 شعبان 1332 ( فاتح يوليوز 1914 ) بشأن الملك العام حسيما  
وقع تغييره وتتميمه.

بناء على الظهير الشريف الصادر في 30 نونبر 1918 بشأن الإحتلال المؤقت للملك العام المائي حسيما  
وقع تغييره وتتميمه.

بناء على القانون رقم 10-95 المتعلق بالماء الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-95-154 بتاريخ 18  
ربيع الأول 1416 ( الموافق 16 غشت 1995 )،

بناء على الطلب الذي تقدم به السيد مدير الجهوي للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب بوجدة من أجل  
إحتلال مجموع مساحة 2080 متر مربع لمد قنوات لنقل المياه عبر الملك العام المائي .

قائمة المناطق

المادة الأولى : يرخص للسيد المدير الجهوي للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب بوجدة بإحتلال  
تقع أرضية مساحتها 2080 متر مربع تابعة للملك العام المائي ضمن مبرع حمادي من الأودية التالية :  
واد الدفلة - واد بوشزطة - واد السموعة - واد مولاي الأطيك - واد السدينيك - واد السطحي - واد  
أغلل - واد جفيرات - واد الحصصا - واد العسيلة - واد العنابة بآفسيه تاوريرت عصابة وحصلة  
أنقاد من أجل مد قنوات لنقل المياه عبر الملك العام المائي القروي من أجل واحة تاوريرت العنابة بالماء  
الصالح للشرب طبقا للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل والشروط المتصوصق عليها في هذا القرار

المادة الثانية : يسري مفعول هذه الرخصة ابتداء من تاريخ 15 يوليوز 2003 إلى غاية 14 يوليوز 2013 ويمكن تجديدها بناء على طلب المكتب الوطني للماء الصالح للشرب المستفيد.

المادة الثالثة : يؤدي المدير الجهوي للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب المستفيد لفائدة حساب وكالة الحوض المائي لمطوية رقم 10188 المفتوح بالخزينة الجهوية بوجدة أتاوة سنوية قابلة للمراجعة يحدد قدرها طبقا للقوانين و الأنظمة الجاري بها العمل بناء على أوامر بالأداء يصدرها مدير وكالة الحوض المائي لمطوية بوجدة.

المادة الرابعة : يتعين على المدير الجهوي للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب المستفيد تسهيل مأمورية ممثلي كتابة الدولة المكلفة بالماء ووكالة الحوض المائي لمطوية المكلفين بمهام المراقبة.

المادة الخامسة : تعتبر هذه الرخصة شخصية ولا يمكن تولية الحقوق الناتجة عنها للغير بصفة كلية أو جزئية إلا بعد الحصول على موافقة مسبقة للوكالة.

المادة السادسة : لا تخول هذه الرخصة للمدير الجهوي للمكتب الوطني للماء الصالح للشرب المستفيد أي حق من الحقوق العينية الأصلية أو التبعية أو الحقوق التجارية الخاضعة لأحكام القانون المدني أو التجاري (مثل حق الزينة أو الأصل التجاري).

المادة السابعة : تسحب هذه الرخصة بدون سابق إنذار وبدون أي تعويض، مع الاحتفاظ بحق الوكالة في استخلاص الأتاوة والتعويضات المستحقة في الحالات التالية :

- عدم أداء الأتاوة،
- تغيير موضوع الرخصة أو المساحة المرخص بها بدون موافقة مسبقة من الوكالة
- تفويت الرخصة أو تولية الحقوق الناتجة عنها للغير بدون مراعاة مقتضيات المادة الخامسة أعلاه.
- عدم احترام الشروط المنصوص عليها في قرار الترخيص

المادة الثامنة : عند انتهاء الرخصة أو سحبها أو إلغائها طبقا لمقتضيات المادة السابعة أعلاه، تعاد إلى ملكية الدولة بدون مقابل، المنشآت التي تبنى الوكالة ضمن رخص الاحتفاظ بها، ويتم إزالة باقي المنشآت على نفقة المكتب الوطني للماء الصالح للشرب المستفيد خلال سنة ابتداء من تاريخ انتهاء الرخصة أو تساريح تليق قرار السحب أو الإلغاء.

المادة التاسعة : يسهل تنفيذ هذا القرار إلى مدير وكالة الحوض المائي لمطوية

وكرر بوجدة في 2003

مدير وكالة الحوض المائي لمطوية

عبد الوكيل الحوض المائي لمطوية

لعضء عبد الإله وردى

432

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE  
 DU DOMAINE PUBLIC

**AMPLIATION**

Etablissement par l'Office National de l'Eau Potable au PK 186 + 015 de la ligne de FES à OUJDA d'une conduite d'eau.

P. Le Ministre des Transports  
 Le Directeur des Affaires Administratives  
  
 Signé : SALIB Mohamed

ARRETE MODIFICATIF

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

VU le dahir du 7 CHAABANE 1332 (1er JUILLET 1914) sur le Domaine Public tel qu'il a été modifié et complété;

VU le dahir du 24 SAFAR 1337 (30 NOVEMBRE 1918) relatif aux occupations temporaires du Domaine Public tel qu'il a été modifié et complété;

VU l'arrêté N°432 DADC du 18 Mars 1985 autorisant l'Office National de l'Eau Potable à établir dans le Domaine Public (Chemin de Fer) au PK 186+015 de la ligne de FES à OUJDA une conduite d'eau;

VU la lettre en date du 18 Avril 1995 par laquelle le permissionnaire sollicite le renouvellement de l'autorisation accordée par l'arrêté précité;

SUR la proposition du Directeur Général de l'Office National des Chemins de Fer

A R R E T E

ARTICLE 1er - L'autorisation accordée par l'arrêté susvisé est renouvelée pour une durée de vingt ans du Premier Janvier Mille Neuf Cent quatre Vingt Quinze au Trente et Un Décembre Deux Mille Quatorze.

ARTICLE 2 - Le permissionnaire paiera à l'ONCF une redevance annuelle de Cinq Cent Soixante Dix Dirhams (570,00 DH) .

ARTICLE 3 - La redevance annuelle fixée à l'article 2 ne comprend pas la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 4 - Le présent arrêté rectificatif sera notifié au permissionnaire par les soins de l'ONCF.

Le reste sans changement.

VU: 16 JUIL 1996  
 P. LE MINISTRE DES FINANCES  
 et des Investissements Extérieurs  
 Le Chef de la Division de  
 l'Administration du Patrimoine

RABAT, le 28 JUIN 1995  
 LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Mustapha NASSAF

P. Le Ministre des Transports  
 Le Directeur Général

Signé : Abdellah NOUINE

30 سبتمبر 1998

الرقم : م د ط / ط ع / 003/45-23/98

3905

الى

السيد مدير الشؤون الادارية

والقانونية وزارة التجهيز

الرباطالموضوع ادماج قطعة أرضية من الملك الخاص

للدولة الى الملك العمومي للدولة لبناء

خزان مرتفع لتزويد مدينة تملالت بالماء الشروب

سلام تام بوجود مولانا الامام

وبعد ،

يشرفني أن أخبركم أن المكتب الوطني للماء الصالح للشرب ، يشرع في إنجاز مشروع لتزويد مدينة تملالت بالماء الشروب ، وتستلزم هذه الاشغال اخراج قطعة أرضية من الملك الخاص للدولة وادماجها الى الملك العمومي للدولة.

لذا ونظرا لطابع المنفعة العامة والاستعجال اللذين تكتسيهما الاشغال المزمع إنجازها ، أتمس منكم ان تتدخلوا في أقرب وقت ممكن لدى السيد وزير الاقتصاد والمالية قصد ادماج هذه القطعة الارضية الى الملك العمومي للدولة وتخصيصها لفائدة المكتب الوطني للماء الصالح للشرب.

وتجدون طيه لهذا الغرض الوثائق التالية :

. مذكرة تقديمية (3 نسخ)

. تصميم الموقع (نسختان)

. تصميم تجزيئي (05 نسخ)

. لائحة الاملاك (3 نسخ)

. نسخة للشهادة العقارية للرسم عدد 3623

وتقبلوا فائق الاحترام والسلام

المرفقات : 12

رئيس قسم الطيبات  
والشؤون العقارية

محمد وراق

. نسخة موجهة الى م ج / 2 لكل غاية مفيدة

مشيرا انتباهكم الى أن هذا الملف يلغي

وبعوض الملف رقم 002 موضوع نزاع الملكية

DETAILED BY  
R.C. 30. 98

14

الرباط في 18 مارس 1990

المملكة المغربية

وزارة الأشغال العمومية  
مديرية الشؤون الإدارية والقانونية

الرقم : م.ش.إق. 31 / 653

1231

وزير الأشغال العمومية  
إلى  
السيد وزير المالية والإستثمارات الخارجية  
( إدارة الأملاك المخزنية )  
- الرباط -

الموضوع : طلب ضم قطعة أرضية إلى الملك العام للدولة قصد تزويد مدينة  
شيشاوة بالماء الشروب انطلاقا من النقب رقم 1841/62 .  
- إقليم شيشاوة -

- المرفقات : - لائحة الأملاك .  
- تصميم تجزيئي .  
- تصميم موقعي .

سلام تام بوجود مولانا الإمام ،

وبعد ، يشرفني أن أحيطكم علما أن تزويد مدينة شيشاوة بالماء  
الشروب ، يستلزم ضم قطعة أرضية من الملك الخاص للدولة إلى الملك العام  
وهي ذات رسم عقاري عدد 9028/ M ، مساحتها 25 س و 12 آر والمبينة باللون  
البرتقالي في التصميم التجزيئي المرفق طيه .  
واعتبارا للمنفعة العامة والطابع الإستعجالي اللذين يكتسيهما هذا  
المشروع ، ألتمس منكم استصدار مرسوم يقضي بضم القطعة المعنية في الملك  
العام .

وتقبلوا خالص التحيات والسلام .

1232

إلى  
السيد المدير العام للمكتب الوطني  
للماء الصالح للشرب  
- الرباط -

" تبعث قصد الإخبار "

( تبعا لرسالتكم رقم 3690 م ج/ط ع/94-41-05/23  
بتاريخ 6 شتنبر 1994 )

المكتب الوطني للماء الصالح للشرب في ،

وزارة الأشغال العمومية

أتمنى : التهنئة

مديرية الشؤون الإدارية والقانونية

م.ش.إق.

المكتب الوطني للماء الصالح للشرب  
الإدارة  
19 MARS 1996  
الوصول 9 رقم 771



الانتفاع المتمثلة في رعي المواشي وجمع الحطب اليابس للإحتياجات المنزلية، شريطة أن تنتفع الدواوير المذكورة بهذه الحقوق في إطار القوانين الوضعية المتعلقة بالمحافظة على الغابات واستغلالها.

#### المادة الرابعة

ينشر هذا المرسوم بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 22 من ذي الحجة 1425 (2 فبراير 2005).

الإمضاء : إدريس جطو.

مرسوم رقم 2.05.07 صادر في 22 من ذي الحجة 1425 (2 فبراير 2005) بالإذن بأن تضم إلى ملك الدولة العام ثلاث قطع أرضية مخزنية كائنة بجماعة سبع عيون بإقليم الحاجب بولاية مكناس.

#### الوزير الأول،

بناء على الظهير الشريف الصادر في 7 شعبان 1332 (فاتح يوليو 1914) المتعلق بالملك العمومي، كما وقع تميمه وتغييره !

وعلى الظهير الشريف الصادر في 13 من صفر 1392 (3 أبريل 1972) المتعلق بإحداث المكتب الوطني للماء الصالح للشرب !

وياقتراح من وزير المالية والخصوصية وبعد استشارة وزير إعداد التراب الوطني والماء والبيئة،

رسم ما يلي :

#### المادة الأولى

تضم إلى ملك الدولة العام قصد استعمالها لأغراض المنفعة العمومية، ثلاث قطع أرضية مخزنية كائنة بجماعة سبع عيون، إقليم الحاجب، ولاية مكناس، كما هي مبينة في الجدول أسفله ومرسومة حدودها بلون أحمر في التصميمين المرفقين بأصل هذا المرسوم :

أرقام القطع	أرقام الأملاك المخزنية	مراجعتها العقارية	مساحتها
82	181 / ك.م.م.خ	ر.ع عدد 1886 / ك	2م 6369
83	306 / ك.م.م.خ	ر.ع عدد 5554 / ك	2م 2415
97	485 / ك.م.م.خ	ر.ع عدد 1217 / ك	2م 13010

#### المادة الثانية

يسند تنفيذ ما جاء في هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير المالية والخصوصية ووزير إعداد التراب الوطني والماء والبيئة كل واحد منهما فيما يخصه.

وحرر بالرباط في 22 من ذي الحجة 1425 (2 فبراير 2005).

الإمضاء : إدريس جطو.

وقعه بالعطف :

وزير المالية والخصوصية،

الإمضاء : فتح الله ولطو.

وزير إعداد التراب الوطني

والماء والبيئة،

الإمضاء : محمد البارغي.

وعلى الظهير الشريف الصادر في 20 من ذي الحجة 1335 (10 أكتوبر 1917) المتعلق بالمحافظة على الغابات واستغلالها :

وعلى المرسوم رقم 2-95-272 الصادر في 2 محرم 1416 (فاتح يونيو 1995) المتعلق بإجراء عملية تحديد «قسم تمكونسي» التابع للغابة المخزنية المسماة «تساوت الوسطى» بإقليم أزيلال :

وحيث :

1 - إن جميع الإجراءات التي سبقت عملية التحديد أو التي أعقبتها المنصوص عليها في الفصول 4 و 5 و 7 من الظهير الشريف الصادر في 26 من صفر 1334 (3 يناير 1916) قد تم العمل بها في الأجال المحددة لها كما يتضح من خلال الشهادات الإدارية التي يتضمنها الملف ؛

2 - إنه لم :

- لم يرد أي تحفيظ يهم أي قطعة تقع داخل محيط الغابة المخزنية المعنية المبينة حدودها بخط أخضر في التصميم ذي المقياس 1/20.000 المرفق بمحضر التحديد ؛

- لم يتم وضع أي مطلب للتحفيظ كتأكيد على التعرض على عملية تحديد الغابة المعنية طبقا للشروط وداخل الأجال المحددة في الفصل السادس من الظهير الشريف الصادر في 26 من صفر 1334 (3 يناير 1916) ؛

وبعد الاطلاع على ملف التحديد وبالاخص على المحضر المدون لحدود القسم الغابوي المعني بالتحديد المنبثق عن اللجنة المكلفة بالتحديد المنصوص عليها في المادة الثانية من الظهير الشريف الصادر في 26 من صفر 1334 (3 يناير 1916)،

رسم ما يلي :

#### المادة الأولى

يصادق، طبقا لإحكام المادة 8 من الظهير الشريف المشار إليه أعلاه الصادر في 26 من صفر 1334 (3 يناير 1916)، على عمليات تحديد قسم «تمكونسي» التابع للغابة المخزنية المسماة «تساوت العليا» والواقع بتراب جماعة آيت امديس بقيادة آيت تمليل بدائرة دمنات بإقليم أزيلال، كما جاء في محضر التحديد المنجز من طرف لجنة التحديد المختصة المنصوص عليها في الفصل 2 من الظهير الشريف الصادر في 26 من صفر 1344 (3 يناير 1916) السالف الذكر.

#### المادة الثانية

يصنف نهائيا ضمن الملك الغابوي للدولة العقار المدعو قسم «تمكونسي» التابع للغابة المخزنية المسماة «تساوت العليا» والذي تبلغ مساحته الإجمالية 2.350 هـ و 98 أ و 33 س المبينة حدوده بخط أخضر في التصميم ذي المقياس 1/20.000، المرفق بمحضر التحديد.

#### المادة الثالثة

يعترف لدواوير تمكونسي وآيت موسى واكونان وامكبول وامزلن وتلغازي وآيت ابراهيم الواردة أسماؤها في طلب التحديد الذي تقدم به وزير الفلاحة والاستثمار الفلاحي بتاريخ 25 من ذي القعدة 1415 (25 أبريل 1995) في شأن تحديد القسم الغابوي المذكور أعلاه، بحقوق

MODELE 54

المملكة المغربية  
وزارة التجهيز و النقل  
المديرية الإقليمية للتجهيز

## محضر التسليم

بين رئيس دائرة أملاك الدولة

من جهة

و بين رئيس دائرة التجهيز

من جهة أخرى

نظرا للمرسوم رقم: 2-00-000 الصادر في 0000/00/00 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 0000 بتاريخ  
0000/00/00 و الذي تضم بموجبه إلى الملك العمومي للدولة قطعة أرضية متأصلة من الملك الخاص للدولة و الكائنة  
بمدينة و اللازمة ، كما هي مبينة في الجدول التالي:

رقم البقعة	الملك المخزني عدد	المرجع العقاري	المساحة بالمتر المربع	الموقع

تقرر ما يلي بعد الإتفاق عليه

بمقتضى هذا المحضر، سلم السيد رئيس دائرة أملاك الدولة بصفته ممثل الملك الخاص للدولة، إلى السيد المدير  
الإقليمي للتجهيز بصفته ممثل وزارة التجهيز و النقل، الوصي على الأملاك العمومية للدولة القطعة الأرضية  
المذكورة أعلاه.

حرر ب في

المدير الإقليمي للتجهيز

رئيس دائرة أملاك الدولة

MODELE 55

المملكة المغربية  
وزارة التجهيز و النقل  
المديرية الإقليمية للتجهيز

## محضر التخصيص

بين المدير الإقليمي للتجهيز ب.

من جهة

و بين المدير الجهوي للمنطقة الوسطى للمكتب الوطني للكهرباء و الصالح للشرب (قطاع الماء).

من جهة أخرى

نظرا للمرسوم رقم: 2-00-000 الصادر في 0000/00/00 المنشور بالجريدة الرسمية عدد 0000 بتاريخ 0000/00/00 و الذي تظم بموجبه إلى الملك العمومي للدولة قطعة أرضية متصلة من الملك الخاص للدولة و الكائنة بمدينة و اللازمة ، كما هي مبينة في الجدول التالي:

رقم البقعة	الملك المخزني عدد	المرجع العقاري	المساحة بالمتر المربع	الموقع

نظرا لمحضر التسليم المؤرخ في 0000/00/00 و الذي بمقتضاه سلم رئيس دائرة الأملاك المخزنية بصفته ممثل وزارة الاقتصاد والمالية (مديرية أملاك الدولة) إلى السيد المدير الإقليمي للتجهيز بصفته ممثل وزارة التجهيز و النقل، الوصي على الأملاك العمومية للدولة القطعة الأرضية المذكورة أعلاه.  
تقرر ما يلي بعد الإتفاق عليه

بمقتضى هذا المحضر يخصص المدير الإقليمي للتجهيز ب الوصي على الأملاك العمومية للدولة، للمدير العام للمكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب (قطاع الماء) الممثل من طرف السيد المدير الجهوي للمنطقة قطعة أرضية تبلغ مساحتها 0000 م<sup>2</sup> تفصل من الملك المخزني موضوع الرسم العقاري عدد 0000/00 الكائن و المسجلة تحت عدد 0000 بكناش محتويات الأملاك المخزنية ب

حرب في

المدير الجهوي للمنطقة الوسطى للمكتب الوطني  
للكهرباء و الماء الصالح للشرب ( قطاع الماء)

المدير الإقليمي للتجهيز

## شهادة الإيداع بسجل ممتلكات الملك العمومي للدولة

إن وزير التجهيز والنقل.  
بمقتضى الظهير الشريف الصادر في تاريخ 7 شعبان 1332 (فاتح يوليوز 1914) المتعلق بالملك  
العمومي حسبما وقع تغييره و تنميته.

و بناء على المرسوم رقم  
قطعة أرضية متصلة من الملك الخاص للدولة لازمة  
بناء على محضر التسليم المحرر بتاريخ  
للدولة لفائدة الملك العمومي للدولة القطعة الأرضية المذكورة في المرسوم المشار إليه أعلاه تحت رقم  
و البالغة مساحتها  
و ذلك لإتجاز الأشغال المذكورة.

### يشهد:

- 1- أ- إن جميع الإجراءات المنصوص عليها في الظهير الشريف الصادر بتاريخ 7 شعبان 1332 ( فاتح  
يوليوز 1914) المتعلق بالملك العمومي للدولة قد تم القيام بها.
- ب- إن محضر التسليم المحرر بتاريخ  
ج- إن نظير المحضر المشار إليه أعلاه قد أرسل إلى المحافظ على الأملاك العقارية قصد  
استخراج القطعة التي تم تقويتها للدولة بالملك العمومي، من العقارات التي كانت تنتمي إليها وكذا ضمها إلى  
الملك العمومي للدولة.
- هـ- إن العقار الذي تم اقتناؤه من طرف الدولة لا توجد به احتمالات أو حقوق عينية مدرجة أو من المحتمل  
إدراجها فيه لفائدة الغير.
- و- إن هذا العقار تم ضمه إلى الملك العمومي للدولة و إدراجه بسجل ممتلكات الملك العمومي.

و حرر بالباط في

الإمضاء:

الرباط في:

المملكة المغربية  
وزارة التجهيز والنقل

## مطلب التقسيم و الضم

إن وزير التجهيز والنقل.

يطلب من السيد المحافظ العقاري أن يقوم بتسجيل محضر التسليم المحرر بتاريخ  
في ملف القطعة الأرضية المذكورة في الجدول الآتي بعده، و الذي يتنازل بموجبه الملك الخاص للدولة لفائدة  
الدولة ( الملك العام ) عن القطعة الأرضية المعنية التي تبلغ مساحتها الإجمالية  
تتروية مدينة  
بالماء الشروب.

المساحة		إسم و عنوان الملاك		إسم الملاك و أرقام رسومها المقاربية	رقم البقعة
هـ	آر	س	العنوان	الإسم	

إن القطعة الأرضية المذكورة قد أدرجت في سجل الأملاك العمومية للدولة تحت رقم:  
و يطلب أيضا تسليمه شهادة تثبت وضع هذا المطلب، و كذلك عدم وجود يوم وضع هذا المطلب  
أية تحملات أو حقوق عينية للغير على القطعة الأرضية المعنية  
و هذه الشهادة التي ستحصل الملاكين الأصليين ستوجه مباشرة إلى السيد المدير الجهوي  
للتجهيز والنقل بمدينة  
و توضع علامات التحديد من طرف مصالح وزارة التجهيز والنقل.

الرباط في:

05 يوليو 2013

2 / 1867

الرقم : م ش ق/ع /118/2013

الى  
مديرية الشؤون القروية  
بوزارة الداخلية  
الرياض .

الموضوع : نزع الملكية: تزويد مركزي صخور الرحامنة وبن جرير بالماء الشروب انطلاقا من سد المسيرة

سلام تام بوجود مولانا الإمام

وبعد ، في اطار القيام بالأشغال المذكورة في الموضوع قام المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب (قطاع الماء) بنزع ملكية قطع ارضية في ملكية الجماعة السلالية بموجب المرسوم المنشور مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 5236 بتاريخ 2013/03/06 والبالغ مساحتها الإجمالية 2 هـ 53 آر 30 س .

وفي هذا الصدد تم بتاريخ 2013 /03/07 اجتماع اللجنة الإدارية للتقويم التي حددت القيمة العقارية للقطع الأرضية الجماعية المنزوعة ملكيتها بمبلغ قدره 202.640,00 درهم على أساس 80.000,00 درهم للهكتار .

لذا، يشرفني أن اطلب منكم موافاتي بمحضر موافقة نواب الجماعة المعنية بالأمر و ذلك قصد تعيين موثق لإعداد عقد البيع المتعلق بهذه العملية واحالته عليكم للتوقيع وإتباع المسطرة الجاري بها العمل الرامية الى تحويل مبلغ التعويض في الحساب الخاص المفتوح باسم الجماعات المحلية ، كما التمس منكم امدادي برقم هذا الحساب مع اسم البنك المفتوح فيه.

وتقبلوا فائق الاحترام والتقدير.

المرفقات : نسخة لمشروع المرسوم

نسخة لمحضر اجتماع اللجنة الادارية للتقويم.

ARRIVEE: 08 JUL. 2013				
DAJ/FF	DAJ/FC	DAJ/FP	DAJ/FE	DAJ/F

مدير الشؤون القانونية والعقارية

عبد الله مجيدي

نسخة الى م ج/2:

لكل غاية مفيدة

الحمد لله وحده  
الرباط في:

ف ر ي

المملكة المغربية  
وزارة الداخلية  
الكتابة العامة

مديرية الشؤون القروية 26 اوت 2013  
قسم الأنظمة المعلوماتية والتواصل  
مصلحة الاستقبال و التواصل

Arrivée Courrier				
02 AOUT 2013				
Date:.....N°.....				
DAJ	DAJ/E	DAJ/C	DAJ/F	DAJ/XA

وزير الداخلية

الى

3864

السيد عامل إقليم الرحامنة

الموضوع : تفويت عقارات جماعية (ملفات عدد 2013/95-2013/96-2013/97-2013/98-2013/99)  
(2013/101-2013/100-2013/99)

سلام تام بوجود مولانا الإمام

وبعد تبعا للموضوع المشار إليه أعلاه، يشرفني أن أخبركم أن مصالح الوصاية توصلت بطلبات اقتناء عقارات جماعية - عن طريق نزع الملكية - من طرف المكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب قطاع الماء وذلك من أجل تزويد مركزي صخور الرحامنة وبين جرير بالماء الشروب ويتعلق بالقطع التي تقدر مساحتها على التوالي ب 21 آر 79 س-01 هـ 04 آر 97 س-27 هـ 37 آر 62 س-02 هـ 53 آر 30 س-83 آر 92 س-60 آر 81 س-90 آر 27 س.

وإذ أبعث لكم بنسخة من الطلبات المذكورة أطلب منكم موافاتي بالوثائق التالية بالنسبة لكل

ملف على حدة طبقا للدورية عدد 42 بتاريخ 2010/08/24:-

- رأي السلطة المحلية و الإقليمية حول العملية العقارية و المشروع.
  - الموافقة الكتابية لنواب الجماعة الأصلية المالكة المعنية مصادق عليها،
  - محضر اللجنة الإدارية للتقييم
  - تصميم في اثني عشرة (12) نسخة بالإحداثيات الجغرافية « Coordonnées Lambert منظمة داخل جدول (Format excel) يشير إلى مساحة العقار المعني و مراجعه العقارية وكذا القطع المجاورة موقع و مؤشر عليه من طرف مهندس متباح معترف به مصحوب بقرص مدمج يتضمن صورة التصميم على شكل (JPEG) الرسومات على شكل (DWG)»
  - تصميم خاص باستعمال المساحة موضوع الاقتناء حسب مكونات المشروع « du projet Plan du masse de
  - شهادة الملكية مسلمة من طرف مصالح المحافظة العقارية إن كان العقار محفظا أو موضوع مطلب تحفيظ
  - دراسة تهيأ وفق الملحق رقم 4 من الدورية أعلاه.
- وذلك حتى يتسنى لي اتخاذ الإجراءات اللازمة لمعالجة هذا الملف.

والسلام

ONEE - Branche Eau.			
DF			
Date :.....N°.....			
DFI	DSI	DCM	DAJ

نسخة موجهة إلى:

السيد المدير العام للمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب  
قطاع الماء

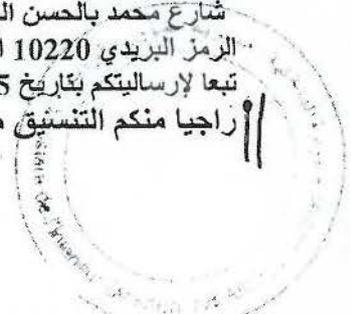
شارع محمد بالحسن الوزاني  
الرمز البريدي 10220 الرباط

تبعا لإرساليتكم بتاريخ 2013/07/05

أرجيا منكم التنسيق مع العمالة قصد موافاتي بالوثائق المطلوبة

28 AOUT 2013	
N° 37118	
DF	

ARRIVEE: 05 AOUT 2013				
DAJ/FF	DAJ/FC	DAJ/FP	DAJ/FE	DAJ/F



# Annexe K

Modèle de documents spécifiques établis pour le cas des  
propriétaires ne pouvant pas produire des documents de  
propriété

Document pouvant être produit pour faire valoir le droit à l'indemnité sur les terrains expropriés	n° du modèle
Certificat foncier délivré par la conservation foncière	Modèle n°60
Malkia (avec Procuration en cas de plusieurs propriétaires de la parcelle expropriée)	Modèle n°61
Acte d'Hérédité/ Acte de partage	Modèle n°62
Attestation Administrative délivré par les autorités locales	Modèle n°63
Actes de notoriété approuvé par les autorités*	Modèle n°64
Procès Verbal d'Accord de Prise de Possession (PVAPP)	Modèle n°65
Actes particuliers établis par l'ONEE (en concertation avec le conservateur)	Modèle n°66



الوكالة الوطنية للمحافظة العقارية و المسح العقاري و الخرائطية

Nationale de la Conservation Foncière du Cadastre et de la Cartographie

## شهادة الملكية

إن المحافظ على الأملاك العقارية بتازة الممضى أسفله يشهد :

- أن الملك المسمى " ساحة الدومة "، ذي الرسم العقاري عدد 21/36727 الكائن بمدينة تازة ، قرب حي المجازر مساحته 2 هكتار 26 أر 81 سنتيار المتكون من أرض فلاحية، هو في اسم:

- 1X - محمد لمسيح بن الجيلالي ( MOHAMED LAMSIEH ) بنسبة 112/14
- 2X - رقية لمسيح بنت الجيلالي ( RKIA LAMSIEH ) بنسبة 112/7
- 3X - عزوز لمسيح بن الجيلالي ( AZZOUZ LAMSIEH ) بنسبة 112/14
- 4X - نعيمة لمسيح بنت الجيلالي ( NAIMA LAMSIEH ) بنسبة 112/7
- 5X - عبداللطيف لمسيح بن الجيلالي ( ABDELLATIF LAMSIEH ) بنسبة 112/14
- 6X - جميلة لمسيح بنت الجيلالي ( JAMILA LAMSIEH ) بنسبة 112/7
- 7X - سعيده لمسيح بنت الجيلالي ( SAIDA LAMSIEH ) بنسبة 112/7
- 8X - نورالدين لمسيح بن الجيلالي ( NOUREDDINE LAMSIEH ) بنسبة 112/14
- 9X - رشيد لمسيح بن الجيلالي ( RACHID LAMSIEH ) بنسبة 112/14
- 10 - فاطمة بردوف بنت الصديق ( FATIMA BOUDOUF ) بنسبة 112/14

و أنه لا يوجد لحد الآن بالرسم العقاري المذكور أي تقييد لحق عيني أو لتحمل عقاري ما عدا:

1 - المقيد بتاريخ: 2009/09/16 (سجل : 5 إق عدد: 1135) تخترق الملك المذكور ساقية عرضها مترين مابين العلامات ب8-ب9-ب10-ب11 وكذا مرر عمومي يخترق الملك مابين العلامات: ب8-ب9-ب10-ب11.

حرر بتازة في: 2012/02/21 على الساعة 11 و 28 دقيقة و 51 ثانية

عن المحافظ \_\_\_\_\_ ظ و بأمر منه

عن المحافظ و بأمر منه  
الرائب المساعد  
الإحصاء الوطني

لوح رقم 1256  
و المسوح المسحور و المسحور  
مصلحة المحافظة العقارية بتازة

عن المحافظ و بأمر منه  
مضاعة اليوسفي منير

سجل المداخل :

رقم : 1256

مدفوع : 75 درهم

بتاريخ : 2012/02/21

طالب الشهادة : عيد اللطيف لمسيح

MODELE 61

المملكة المغربية

وزارة العدل

مجلس المستشارين

المحكمة الابتدائية بطنجة

قسم التوثيق بطنجة

نسخة من بطاقة

الحمد لله وحده عن إذن من يجب رعاها الله سند خطاه نسخة من عقد ملكية اخذت من كناش العقار رقم 38 المضمن اصلها تحت عدد 86 بتاريخ 26 مارس 1979 لطلبها السيد امحزون رشيد بن امحمد بن مولاي احمد الساكن دوار الباشا منت اجلموس بطاقته رقم 66565 (M) بصفته وارث وموصى له بالثلث حسب ماله من اراثة وفريضة فيها وصية بالثلث المضمنة تحت عدد 573 كناش التركات بتاريخ 22 ديسمبر 1997 ونص الرسم مالي : ملكية بطلب من الحاج مولاي احمد بن حسن سجل بخليفة بتاريخ 22 مارس 1979 كناش الامر بالقبض كناش 439/75407 الحمد لله باذن من يجب سنده الله مقتطع عدد 1172/2 كناش 10 بناء على الشهادة الادارية الصادرة من قانده ملحقة كهف النسور الحاملة لرقم 171 تاريخ 1979/2/3 التي تؤكد ملكية القطعة الارضية الاتي ذكرها لطلب هذه الشهادة الاتي اسمه شهوده الموضوعه اسمائهم عقب تاريخه يعرفون الحاج مولاي احمد بن حسن بن محمد احمر من ايت حركات دوار الباشا معرفة تامة كافية شرعا بها ومعها يشهدون بان له وبيده وعلى ملكه وتحت حوزة وتصرفه جميع القطعة الارضية الكائنة له بمركز كهف النسور المعقومة بما قدره خمسة آلاف 5000 درهم المحدودة قبلة بالطريق ويمينا بملك مولاي احمد وغربا بملك مولاي احمد وكذلك وشمالا بمكتب القيادة القديمة يتصرف فيها تصرف المالك في ملكه وينسبها لنفسه كما ينسبها الناس اليه كذلك هذه مدة تزيد على ثلاثين 30 سنة ولا يعلمونه فوتها باى وجه من اوجه الفوت كلها واسبابها الى الان كل ذلك في علمهم وصحة يقينهم ومستند علمهم في ذلك المعاينة للتصرف والنسبة سماعا والاستفاضة افادتهم العلم اليقيني وبمضمونه قيدت شهودتهم مسئولة منهم لسائلها وفي الساعة الثانية عشرة من يوم الثلاثاء ثالث وعشرين ربيع الأول عام الف وثلاثمائة وتسع وتسعين 1399 الموافق لعشري فبراير سنة الف وتسعمائة وتسع ومنبعين 1979 الشهود : 1 بنعدي بوبكر بن اخليفة بن حمى من قبيلة ايت لحسن الساكن بمركز كهف النسور المزداد سنة 1918 تعريفه 75/158 للطول ابيض مستقيم 2 بنعدي حسن بن اخليفة بن حمى النسب المزداد سنة 1929 بطاقته الوطنية 12683 تاريخ 77/9/13 ربة ابيض 3 بنعدي حسن بن عقى بن حمى النسب المزداد سنة 1927 تعريفه 77/63 للقصر ابيض اشيب 4 بنعدي موحا بن حسن بن حمى النسب المزداد سنة 1902 تعريفه 76/367 للقصر اشيب مستدير 5 امحروش عفا بن محمو بن اسعيد من دوار ايت احمد ابولمان النسب المزداد سنة 1922 بطاقته الوطنية 5018 تاريخ 76/12/8 للطول اشيب مسرر 6 اختار موحا اسعيد بن الخضر من فرقة ازوماكن النسب عمره 60 سنة للطول احمر 7 اسنام عمر بن محمو بن حمو بن قبيلة ايت بوحدو ايت اعزوز المزداد سنة 1931 تعريفه 74/114 للطول والبيض امرد 8 حسي مولود بن رحو مولود النسب تعريفه 74/569 للطول احمر 9 عدنانى موحا بن يسدي بن عقى من دوار ايت يحيى اغانم النسب المزداد سنة 1927 بطاقته الوطنية 4622 تاريخ 76/9/12 ربة للحمرة ازرق العيين 10 عدنانى موحا بن محمد بن الحاج النسب المزداد سنة 1918 تعريفه 75/232 للطول ازعر 11 حادجي حمو بن علي بن ميمون النسب المزداد سنة 1936 تعريفه 77/123 للطول والزعورة 12 باعلي لحسن بن بوجمعة بن بدير الصحراوي النجار الساكن بخليفة زنقة وادى سبو رقم 27 نعته للطول اسود عرفوا قدره شهدوا لذا من قدم لذلك لموجبه فثبت الحمد لله اشهد الفقيه الاجل قاضي التوثيق بمحكمة خليفة وهو لفتح ادريس اعزه الله تعالى بثبوت الموجب اعلاه عنده الثبوت التام لديه بواجبه وهو حفظه الله تعالى بحيث يجب له ذلك من حيث ذكر وفي التاريخ اعلاه والدرج بجيب الاول كناش 23 عدد صحيفة والثاني كناش 07 عدد 123 صحيفة 77 وحرر في 79/2/28 عبد ربه المكاسي المولودي بن الحسين بشكله وعبد ربه عفيفي اسماعيل بشكله وبعدهما خطاب من يجب اعلم بثبوته قاضي التوثيق بالمحكمة الابتدائية بخليفة وهو السيد لفتح ادريس انداك بشكله انتهت ويخط من يجب استقل قائلها باصلها فماتت له الحمد لله اشهد الفقيه الاجل قاضي التوثيق بالمحكمة الابتدائية بخليفة وهو السيد لفتح ادريس اعزه الله تعالى وحرس ولايته باستقلال ماص عليه الرسم المذكور اعلاه استقالاتا تاما لصحته عنده وثبوته لديه وهو حفظه الله تعالى بحيث يجب له ذلك من حيث ذكر وحرر بتاريخه 2005/03/15 عبد ربه

16 مارس 2005



تسليم طبق الاصل  
للمستفيد  
الرجاء ان يرد الى صاحبه



22 مارس 2005

عبد العزيز لمسوجي

تسليم طبق الاصل  
للمستفيد  
الرجاء ان يرد الى صاحبه



RHARHA Erchim  
عبد العزيز لمسوجي

من بكناش السحاح 11

صيف 1890

منطقة 284

بتاريخ 01/02/1834

موافق 06/04/2014

الملكة المغربية

20

درهما



الموضوع : مخارجة



المملكة المغربية

وزارة العدل

المصفاة الابتدائية

قسم التوثيق بطنجة

العدلان، محمد الطهيري الزكاري و محمد المطلب الغليزوري

الحمد لله على المعانة السادسة من مساء يوم الثلاثاء فاتح محرم عام 1432 موافق 7 دجنبر سنة 2010 تلقى العدلان محمد الذهبي الزكاري و عبد المطلب الغليزوري المنتصبان للإشهاد بدائرة المحكمة الابتدائية بطنجة الشهادة المدرجة بمذكرة حفظ الأول رقم 29 صحيفة 58 عدد 56 وصل 51/56 ونصها : بناءا على شهادة ادارية عدد 08/04 مسلمة من جماعة العوامة دائرة الفحص اقليم الفحص انجرة بتاريخ 2008/1/23 تفيد ان القطع الارضية المذكورة لا تدخل ضمن نطاق الفصلين 1/35 من القانون 25/90 المتعلق بالتجزئات و المجموعات السكنية و تقسيم العقارات ولما كان على ملك السيد محمد بن الحسين بوشنة الذي كان يسكن قيد حياته بمدشر عين الدالية الصغيرة جماعة العوامة عمالة الفحص انجرة و ذلك جميع ثلاث قطع ارضية واقعة بمدشر عين الدالية الصغيرة جماعة العوامة عمالة الفحص انجرة الاولى تدعى (اجنان الكبير) مساحتها (2م25100) خمسة وعشرون الفا ومائة مترمربع و الثانية تدعى (كديبة التوارس) مساحتها (2م18717) ثمانية عشر الفا وسبع مائة و سبعة عشر مترا مربعا والثالثة تدعى (غرضة اولاد بوشنة) مساحتها (2م14850) اربعة عشر الفا وثمان مائة وثمانون مترا مربعا المذكورين برسم احصاء متخلف مؤرخ في 1994/10/12 المضمن بالتركات ب5 صحيفة 208 عدد 184 في 1994/12/13 توثيق طنجة المسجل بالمالية في 1994/11/8 الايداع 595/9489 كناش 15/9974 وصل 681148 و رسم تصحيح مساحة مؤرخ في 2006/4/19 المضمن بالتركات صحيفة 491 عدد 483 بتاريخ 2006/5/29 توثيق طنجة و المسجل بالمالية بتاريخ 2006/5/16 الاستخلاص 9162 الحسابات 15/7343 و رسم نسخة شراء اخذت من كناش الاملاك 57 عدد 35 صحيفة 24 بتاريخ 1968/1/18 توثيق طنجة والمسجل بالمالية في 1968/1/4 كناش 16 صحيفة 71 عدد 917 و برسم شراء مؤرخ في 1972/10/17 مضمن بالاصول 2 صحيفة 262 عدد 399 في 1972/11/23 المسجل بالمالية في 1972/11/4 اد 6462 كناش 15/5303 و بقي ذلك على ملكه و تصرفه الى ان توفي رحمه الله سنة 1978 فاحاط بارثه زوجه السيدة مينة عبد الرحمن المريني و اولاده منها و هم: رحيمو بوشنة ولدت 1935 بدون مهنة رقم بطاقتها 276219 ك و فاطمة بوشنة ولدت سنة 1951 بدون مهنة رقم بطاقتها KB 25946 و الزهراء بوشنة ولدت سنة 1949 بدون مهنة بطاقتها رقم 320399 ك و خدوج ولدت سنة 1955 بدون مهنة بطاقتها رقم 320310 ك و الحسين بوشنة ولد 1956 مهنته عامل بطاقتة رقم 251270 ك و عبد القادر بوشنة ولد 1959 مهنته فلاح حامل لكناش الحالة المدنية رقم 1529 ط ح/92 مسلمة له من جماعة جزناية قيادة جزناية في 1992/10/27 سكانهم جميعا منشتر عين الدالية الصغيرة الا ارحيمو تسكن بحي السانية الجديدة بطنجة و فاطمة تسكت بحي بني مكادة القديمة حومة المش زنقة 15 الدار 18 طنجة ثم توفيت بعده زوجه السيدة مينة المريني المذكورة فورثها اولادها المذكورين حسب رسم الارائة مؤرخ في 20 ربيع الاول 1427 موافق 2006/4/19 مضمن بالتركات رقم 65 صحيفة 308 عدد 346 في 2006/4/28 توثيق طنجة فحضر الان الورثة المذكورين و وافقوا على الحكاية المذكورة الموافقة التامة ثم ذهبوا لعقد مخارجة بينهم ليرتفع عنهم ضرر الشركة او يقل و عليه فقد خرج السيد الحسين بطرف في القطعة تدعى توارس بمساحة قدرها (2م18774) ثمانية عشر الفا وسبع مائة و اربعة وسبعون مترا مربعا تحد شمالا بالخندق ورقم التحفيظ 12440 و غربا بالطريق العمومية و شرقا باخته خدوج و جنوبا باخيه عبد القادر به سكني قيمته (30.000 دهم) ثلاثون الف درهم وطرف في القطعة تدعى جنان الكبير مساحته (2م12064) اثنا عشر الفا و اربع مائة و ستون مترا مربعا يحد شرقا بالطريق العمومية و شمالا بملك اخته فطيمة و اخيه عبد القادر و غربا بارض جماعة و جنوبا بالتحفيظ رقم 60720 و بطريق عمومية من مترين قيمته القطعة المذكورة (10.000 دهم) عشرة الاف درهم اجتمع له (40.000 دهم) اربعون الف درهم و خرج السيد عبد القادر بطرف في القطعة توارس بمساحة قدرها (2م18774) ثمانية عشر الفا وسبع مائة و اربع مائة و ستون مترا مربعا يحد جنوبا بالطريق العمومية من 10 امتار و شرقا باخته الزهراء و مطلب التحفيظ 61/2698 و شمالا باخته خدوج و اخيه الحسين و غربا بالطريق العمومية قيمتها (30.000 دهم) ثلاثون الف درهم و بطرف في قطعة اخرى تدعى (جنان الكبير) بمساحة (2م12064) اثنا عشر الفا و اربع مائة و ستون مترا مربعا تحد شمالا بالطريق العمومية و شرقا كذلك و جنوبا بشقيقه حسين و غربا بارض جماعية قيمتها (10.000 درهم) عشرة الاف

درهم اجتمع له اربعون الف درهم (40.000 دهم) و خرجت الزهراء بطرف ارض في قطعة تدعى (توارس) مساحتها (2م<sup>2</sup>6870) مستة الاف و ثمانمائة و سبعون مترا مربعا يحد شرقا و جنوبا بطريق بوكدور و بطريق عمومية من 10م و شمالا بمطلب التحفيظ رقم 61/2698 و اختها فطيمة و غربا باخيها عبد القادر قيمته (10.000 درهم) عشرة الاف درهم و طرف اخر في قطعة تدعى (غرصة و لاد بوشنة) مساحتها (2م<sup>2</sup>5569) خمسة الاف و خمسمائة و تسعة و ستون مترا مربعا يحد شرقا بملكها و شمالا بملك اختها رحيمو و غربا و جنوبا بملك محمد زعبول قيمته (10.000 درهم) عشرة الاف درهم اجتمع لها (20.000 دهم) عشرون الف درهم و خرجت خدوج بطرف ارض في القطعة التي تدعى (توارس) مساحتها (2م<sup>2</sup>8870) ثمانية الاف و ثمانمائة و سبعون مترا مربعا يحد شمالا بطريق عمومية من 3 امتار و شرقا بملك اختها رحيمو و غربا بشقيقها حسين و جنوبا بشقيقها عبد القادر قيمة ذلك (10.000 دهم) عشرة الاف درهم و طسرف ارض في القطعة تدعى (غرصة و لاد بوشنة) مساحتها (2م<sup>2</sup>5569) خمسة الاف و خمسمائة و تسعة و ستون مترا مربعا قيمته (10.000 دهم) عشرة الاف درهم اجتمع لها (20.000 دهم) عشرون الف درهم و خرجت فطيمة التي ناب عنها زوجها السيد العربي بن الحسن الدرمانى ولد سنة 1947 بطاقته الوطنية رقم 82748 ك سكناه بني مكادة القديمة حي العش زقة 15 الدار 18 طنجة لما لسه من التوكيل عليها المؤرخ في 15/9/2005 تحت رقم 6661 المسلم من مقاطعة بني مكادة طنجة بطرف ارض في القطعة التي تدعى (توارس) مساحتها (2م<sup>2</sup>832) ثمانمائة و اثنين و ثلاثون مترا مربعا يحد شرقا بالطريق الى العوامة و شمالا بمطلب التحفيظ رقم 61/2698 و غربا و جنوبا باختها الزهراء قيمته (10.000 دهم) عشرة الاف درهم و طرف اخر في قطعة ارض تدعى (غرصة و لاد بوشنة) مساحتها (2م<sup>2</sup>1856) الف و ثمانمائة و ستة و خمسون مترا مربعا يحد شمالا باختها خدوج و جنوبا باختها رحيمو و غربا بمحمد زعبول و شرقا باختها الزهراء قيمته (10.000 دهم) عشرة الاف درهم و اجتمع لها (20.000 دهم) عشرون الف درهم و خرجت رحيمو التي ناب عنها ولدها السيد عبد الرحمن بن محمد البوهوتي ولد سنة 1964 مهنته مستخدم رقم بطاقته الوطنية 806191 ك سكناه السانية الجديدة طنجة لما بيده من التوكيل عليها المؤرخ في 8/3/2005 تحت رقم 3067 مسلم من مقاطعة الشرف مغوغة عمالة طنجة اصيلة بطرف ارض في القطعة تدعى (توارس) مساحتها (2م<sup>2</sup>832) ثمانمائة و اثنين و ثلاثون مترا مربعا يحد شرقا بالطريق الى العوامة و غربا بشقيقتها خدوج و شمالا بالطريق العمومية من 3 امتار و جنوبا بمطلب التحفيظ رقم 2698 قيمته (10.000 دهم) عشرة الاف درهم و خرجت بطرف ارض في القطعة تدعى (غرصة و لاد بوشنة) مساحتها (2م<sup>2</sup>1856) الف و ثمانمائة و ستون و خمسون مترا مربعا يحد شمالا باختها فطيمة و جنوبا باختها الزهراء و غربا بملك محمد زعبول و شرقا بملك اختها الزهراء قيمته (10.000 دهم) عشرة الاف درهم و اجتمع لها (20.000 دهم) عشرون الف درهم و بذلك اجتمع لكل ذكر (40.000 دهم) اربعون الف درهم و لكل بنت (20.000 دهم) عشرون الف درهم مخارجة تامة ملك بها كل واحد ما خرج به عوضا عما خرج عنه الاخر على سنة المسلمين في مخارجتهم و مرجع دركهم و بعد التقلب و الرضى كما يجب شهد به عليهم و هم عارفون قدره و بآتمه و عرف بهم بما ذكر و حرر الرسم يوم الاربعاء 9 محرم 1432 الموافق 15 دجنبر 2010

محمد الدقبسي الرضا  
 محمد الدقبسي الرضا  
 محمد الدقبسي الرضا

الكله الله اعلم بأدائها و من التوثيق  
 قاضي التوثيق  
 الكلب الفحص  
 2400.00  
 28 DEC 2010

10 دجنبر 2011  
 05 صفر 1432  
 1731  
 1007  
 Deqa mille fratre Paul  
 23 FEB 2012  
 الرضا المحلية  
 الرضا المحلية  
 الرضا المحلية



الشيء له ما دون ١٩٠٠ كذا...  
 حبيبة السالك...  
 وعلى...  
 على...  
 فائدة...  
 كما...  
 بل...  
 ضاع...  
 فيه...  
 لنفسه...  
 المرثي...  
 يوم...  
 غير...

بسم الله الرحمن الرحيم  
 في...

الحمد لله الذي هدانا لهذا...  
 وهو...



سجل...  
 ١٩٧١  
 معاش...  
 تو...



عبد العالي بجراحي

بلدية قرية با محمد  
 نسخة طبق الاصل  
 2013  
 رئيس المجلس البلدي

عن الرئيس ويسامز منه  
 عبد العالي البشار  
 Par Délégation  
 Moudat MARIAN

١٩٦٠  
 ١٩٦٠  
 ١٩٦٠

وكالة

مركز خدمات المواطنين

- 1- ابي ربيعة الهوف الحاملة لبطاقة التعريف الوطنية رقم : 604498 )
- 2- هبة الزناسي الحاملة لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C725998
- 3- رامي الزناسي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C731524
- 4- هبة الزناسي الحاملة لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C778200
- 5- سميرة الزناسي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C215906
- 6- هود اللطيف الزناسي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C207827
- 7- لينة الزناسي الحاملة لبطاقة التعريف الوطنية رقم : ZT101213
- 8- هود التريغ الزناسي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C781244
- 9- هبة الزناسي الحاملة لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C719310
- 10- محمد الزناسي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C216287

السائقين بمركز قرية ابي محمد اقليم تاونات

والتي كانت وتحت كافة اذونات الفطرية والقانونية الجاري بها العمل نصرح ونحن في كامل  
والرشد اننا نرسل السيد هبة العوي الزناسي الحامل لبطاقة التعريف الوطنية رقم : C714655

قرية ابي محمد اقليم تاونات ، وذلك لكي يتولى عتق ويقوم مقامنا في قبض ولحيا في  
مصلحة من طرف المكتب الوطني للماء الصالح للشرب والكهرباء المتعلقة بزج الملكية  
الماء الصالح للشرب الماء بمناخنا الأرضية التي هي لنا ارضا من المرحوم هبة  
ابي محمد اقليم تاونات ، كما يمكن للمعنى بالأمر المذكور توقيع ما يمكن

من طواعية وحسن نية ودون أي شرط ونحن في كامل الوعي

مسؤولة

عبد الحليم  
[Signature]

الزناسي  
[Handwritten notes and signatures]

شهادة ادارية

قائد قيادة

انا الممضى اسفله السيد :

اشهد ان السادة:

- 1- محمد العقيد رقم ب: 76M27573 - احمد اللوق رقم ب: A 518663
- 2- محمد الطرافي رقم ب: 86M31186 - محمد فخرية رقم ب: G 22 389
- 3- الفخار الغازي رقم ب: 96124943 - احمد ابوريس رقم ب: GM20836
- 4- عبد الله ابوريس رقم ب: 106126568 - عبد السلام انجاز رقم ب: GM26898
- 5- احمد قزدام رقم ب: 116M7606 - احمد الحيمر رقم ب: GM121557
- 6- احمد السرفي رقم ب: 126M26783 - لال بوخواد رقم ب: GM27109

قد حضروا امامنا يومه، ويشهدوا جميعا بان السيد محمد تهين (ب.ت. و رقم) 55730  
السكن بـ بوغازور ح: مكناس ق: مكناس عمالة وزان

يملك حق التصرف بدون منازع او معارض، القطعة الارضية رقم: 19 البالغة مساحتها الاجمالية 2 م 2 27 و المنزوعة ملكيتها بموجب المرسوم المنشور مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 511 بتاريخ 27 | 10 | 2010 والمبينة حدودها كالتالي:

الشمال: بومستى الفريج  
الشرق: المرحوم محمد  
الجنوب: العقيد محمد  
الغرب: الطريف

كما أن الشهود المذمومة اسمائهم اعلاه، يصرحون ان القطعة المذكورة هي ملك السيد المذكور اعلاه من عشر سنوات مع حق التصرف بدون منازع ولا معارض.

وحرر هذا العقد قصد اثبات ما وجب

بتاريخ



مدير مكتب



محضر اتفاق بالتراضي يتعلق بالحيازة في نطاق الفصل

42- الفقرة الثالثة من القانون 7-81

بناء على تنفيذ المرسوم المنشور مشروعه بالجريدة الرسمية عدد ..... بتاريخ ..... والمصرح بالإعلان انه من المنفعة العامة ..... ، وبنزع ملكية العقارات الضرورية لهذا الغرض.

وتطبيقا لمقتضيات الفصل 42 -الفقرة الثالثة من القانون رقم 7-81 المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة وبالاحتلال المؤقت، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-81-254 المؤرخ في 11 رجب 1402(6مايو1982) والذي تشيبت به رب الملك الآتي ذكره مع موافقة نازع الملكية في شأن إبرام الاتفاق بالتراضي فيما يتعلق بالحيازة، وفي هذا الإطار حضر لدينا نحن قائد قيادة : السيد :

1- السيد: ..... ممثل ..... (نازع الملكية)

2- والسيد: ..... رب الملك، والمقرر نزع ملكيته بمقتضى مشروع المرسوم المذكور أعلاه في حدود البقعة الأرضية رقم:

و طبقا لما أقرته اللجنة الإدارية للتقييم بتاريخ: ..... فإن ممثل ... (نازع الملكية)..... قد صرح بأنه يعرض تعويضا احتياطيا قدره: درهم في مقابل حيازة القطعة المبينة في الجدول المسطر أسفله:

رقم البقعة	رقم الرسم العقاري	المساحة	الثلث الفردي	الثلث الإجمالي

فصرح رب الملك المذكور أعلاه بأنه يوافق على حيازة ..... للملك المذكور للبقعة أعلاه وبأنه يقبل التعويض الاحتياطي المعروف عليه من طرف اللجنة الإدارية للتقييم المذكورة أعلاه، إلى حين تقديم دعوى نزع الملكية و أداء التعويض الكامل طبقا لما يحدده خبير محلف مندوب من طرف المحكمة الإدارية ب..... بناء على دعوى نقل الملكية التي سوف تتقدم بها الجهة النازعة للملكية بعد صدور المرسوم النهائي بالجريدة الرسمية والفاضي بنزع الملكية بخصوص التعويض الفضائي في نطاق الفصل 42 - الفقرة الثالثة- وتحت شروطه من القانون رقم 7-81 ومؤكدا بأنه رب الملك المعني بالأمر بموجب الصكوك العقارية المذكورة في الجدول أعلاه.

كما انه لا توجد أية تحملات أو حقوق عينية مدرجة أو من المحتمل إدراجها فيه لفائدة الغير و أن الطرفان سيتأكدان من حقيقة المساحة سواء كانت زائدة أو ناقصة و ذلك خلال عمليات التحديد النهائي وأداء ما يمكن أدائه على ضوء ما نص عليه الفصل 42 في فقرته الثالثة.

حرر هذا المحضر في ثمانية نسخ لإثبات ما وجب.

بتاريخ :

حرر في :

منزوع الملكية

السلطة المحلية

نازع الملكية

## عقـد حـيـاة

لقد تم الاتفاق والتراضي بين الموقعين أسفله:

السيد.....الحامل للبطاقة الوطنية رقم.....المؤرخة في  
.....المهنة.....  
والساكن بالعنوان التالي.....

ويشار إليه باسمه الكامل أو بعبارة "المتصرف في العقار".

والمكتب الوطني للكهرباء والماء الصالح للشرب، مؤسسة عامة محدثة بموجب الظهير الشريف رقم 1-11-160 الصادر في فاتح ذي القعدة 1432 (29 شتنبر 2011) المنشور بالجريدة الرسمية عدد 5989 بتاريخ 24 أكتوبر 2011، بصفته الجهة نازعة ملكية العقار من أجل المنفعة العامة والمستفيدة من حيازته.

ويشار إليه "بالمكتب" أو بعبارة "تازع

الملكية".

ويشار فيما يلي إلى الموقعين المذكورين بكلمة "الطرفين" أو بالصفة التي نسبت إلى كل واحد

منهما.

### وبعد عرض الحثيات الآتية:

- بموجب المرسوم المعلن عن المنفعة العامة المنشور مشروعه بالجريدة الرسمية عدد 5113 الصادرة بتاريخ 27 أكتوبر 2010 والقاضي بنزع ملكية البقع الارضية المتواجدة بالجماعة القروية لمجاعة (إقليم وزان) اللازمة لتزويد قرية بامحمد بالماء الشروب انطلاقا من سد الوحدة (إقليم وزان)؛

- بناء على أن جميع تدابير الأشهار والنشر وإجراءات البحث الإداري بشأن مشروع المرسوم المذكور قد تم استيفائها طبقا للمواد 8-9-10 و 11 من القانون رقم 81-7 المصادق عليه بالظهير الشريف رقم 1-81-254 الصادر في 11 من رجب 1402 (6 مايو 1982) المتعلق بنزع الملكية لأجل المنفعة العامة والاحتلال المؤقت؛
- نظرا أن البحث الإداري الذي تم إجراؤه لم يسفر على أي تعرض أو ملاحظة تم تدوينها في سجل الملاحظات المفتوح من طرف السلطة المحلية خلال الفترة الممتدة من.....إلى.....؛
- بناء على تقرير اللجنة الإدارية للتقويم المنعقدة بتاريخ 17 مايو 2011 والذي حدد ثمن التعويض فيما قدره ونهايته خمسون (50) درهما للمتر المربع؛
- نظرا أن السيد.....، بصفته متصرفا في العقار المبين اسفله، ولكونه لا يتوفر على وثائق تثبت ملكيته لهذا العقار، أدلى للمكتب بشهادة إدارية مؤرخة في.....، ملحقة بهذا العقد سلمت له من طرف السلطة المحلية وبإشهاد مجموعة من الأشخاص الذين يعرفونه حق المعرفة، بحكم المجاورة والمعاشرة، وعددهم اثني عشر (12) شخصا، حيث تقر هذه الوثيقة بأن المعني بالأمر يملك حق التصرف في البقعة الأرضية المشار إليها بدون منازع أو معارض منذ عشر سنوات؛
- نظرا أن مطلب التحفيظ رقم 14359 ر، الذي تتأصل منه البقعة الأرضية المذكورة والذي تم تأسيسه ما يزيد على ستين سنة تتابع حاليا بشأنه مسطرة التحفيظ لدى المحافظة العقارية بسيدي قاسم، حيث نجم عن هذه المسطرة إيداع مجموعة من التعرضات المتبادلة والتقييدات والتحملات العقارية التي لم يتم بعد تصفيتها أو البت فيها نهائيا؛
- نظرا لضرورة المصلحة التي تقتضي مواكبة الأشغال المتعلقة بوضع أنابيب الماء بالبقعة المذكورة من أجل تأمين التزويد بالماء الشروب للسكان المحلية مقابل صرف تعويض للجهة المتصرفة في العقار والمنفعة منه عن طريق الاستغلال واعتبارا للطبيعة الاستعجالية القصوى التي تكتسبها هذه الأشغال ذات المنفعة العامة؛
- لقد تم إبرام هذا الاتفاق بالتراضي من أجل تمكين المكتب من حيازة البقعة الأرضية المذكورة من لدن المتصرف فيها بحضور ممثل السلطة المحلية في شخص قائد

قيادة.....السيد.....وممثل عن المكتب السيد.....مقابل صرف تعويض نهائي لفائدته.

**لقد تم الاتفاق والتراضي على ما يلي:**

**المادة 1:** يوافق السيد.....، بصفته الجهة المتصرفة في البقعة الارضية رقم.....ذات المساحة التقديرية .....مترا مربعا، المتأصلة من مطلب التحفيظ رقم.....والمبينة حدودها كالتالي:

- شمالا:.....
- شرقا:.....
- غربا:.....
- جنوبا:.....

على التخلي عن حقه في حيازة والتصرف في البقعة المشار إليها لفائدة المكتب مقابل تعويض حدد مبلغه في.....درهم، على أساس (50) خمسون درهما للمتر المربع، يلتزم المكتب بصرفه لفائدته في أجل لا يتعدى شهرا ابتداء من تاريخ إبرام هذا العقد.

**المادة 2:** يصرح السيد.....بأنه يتخلى حاضرا ومستقبلا عن اللجوء إلى القيام بأي طعن قضائي أو غيره في مواجهة المكتب، وذلك بمجرد التحصيل على التعويض المشار إليه أعلاه، وتثبيت حقه في حيازة العقار والتصرف فيه لفائدة هذا المكتب. وأنه في حالة توث ملكيته لهذه البقعة، يعتبر المبلغ الذي صرف له بمثابة تعويض نهائي لنقل ملكيتها لفائدة المكتب بموجب اتفاق بالتراضي يتم إبرامه مستقبلا أو عند الاقتضاء باستصدار حكم يقضي بتقل ملكية هذا العقار في اسم المكتب.

**المادة 3:** يقر السيد.....على أنه يضمن حقوق المكتب ضد كل شكاية يكون مصدرها أي مالك لهذه البقعة أو وارث لها أو منتفع منها وأنه يتعهد في حالة صدور أحكام نهائية



# Annexe L

Liste des sous projets et lots correspondants par province

## Liste des projets financés par BIRD IV (novembre 2013)

Province	Intitulé du Projet	Lot n°	Type lot
REHAMNA	AEP DES DOUARS DU CERCLE SKHOUR RHAMNA A PARTIR DE LA FUTURE ADDITION DE BENGUERIR		Animation Sociale
		1-1	Conduites
		1-2	Conduites
		1-3	Conduites
		1-4	Conduites
		1-5	Conduites
		1-6	Conduites
		1-7	Conduites
		1-8	Conduites
		2-1	Génie civil
		2-2	Génie civil
		3	Equipement
		4	Ligne électrique
SIDI BENNOUR	AEP DES DOUARS RELEVANT DES CERCLES DE ZEMAMRA ET SIDI BENOUR- Lot N° J2 -		Animation Sociale
		1-1	Conduites
		1-2	Conduites
		1-3	Conduites
		1-4	Conduites
		1-5	Conduites
		1-6	Conduites
		2-1	Génie civil
		2-2	Génie civil
		3	Equipement
	4	Ligne électrique	
	AEP DES DOUARS RELEVANT DES CERCLES DE ZEMAMRA ET SIDI BENOUR- Lot N° J3		Animation Sociale
		1-1	Conduites
		1-2	Conduites
		1-3	Conduites
		1-4	Conduites
	2-1	Génie civil	
	AEP DES DOUARS RELEVANT DES CERCLES DE ZEMAMRA ET SIDI BENOUR- Lot N° J4		ENS
		1-1	Conduites
		1-2	Conduites
SAFI	AEP DES DOUARS DU NORD DE SAFI - SYSTÈME BEDDOUZA	1-1	Conduites
		1-2	Conduites
		2-1	Génie civil
		3	Equipement
		4	Ligne électrique
TIZNIT	AEP DES POPULATIONS RURALES DU CERCLES D'ANZI A PARTIR DE LA ST SUR BARRAGE YOUSSEF IBNO TACHAFINE		Animation Sociale
		1	Station de traitement
		2	Lots Conduites, GC, Eq et LE
CHTOUKA AIT BAHA	AEP des douars de la 4° tranche de la Province de Chtouka Aît Baha		Animation Sociale
		1	Lots Conduites, GC, Eq et LE
NADOR	Adduction du Cercl de RIF 1ère Tranche	1	Lots Conduites, GC, Eq et LE
	AEP des douars à partir de l'adduction Rif		Animation Sociale
		1	Lots Conduites, GC, Eq et LE













# Annexe M

Plan d'Acquisition des Terrain PAT (Version 1)

# Plan d'Acquisition des Terrains - PAT -

## Sommaire

I. Liste de Annexes	4
II. Introduction	5
III. Liste des projets	5
IV. Consultations publiques et enquêtes administratives	6
V. Estimation de la superficie affectée par le projet	6
VI. Liste des états matérialisant l'avancement des acquisitions des terrains en fonction des phases clés des projets	7
VII. Avancement des acquisitions des terrains par province	8
Province : REHAMNA	8
Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires	8
Etat d'avancement des acquisitions des terrains	9
Province : SAFI	9
Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires	9
Etat d'avancement des acquisitions des terrains	9
Province : SIDI BENNOUR	9
Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires	9
Etat d'avancement des acquisitions des terrains	9
Province : TIZNIT	10
Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires	10
Etat d'avancement des acquisitions des terrains	10
Province : CHTOUKA AIT BAHA	10
Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires	10
Etat d'avancement des acquisitions des terrains	10
Province : NADOR	10
Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires	10
Etat d'avancement des acquisitions des terrains	11
VIII. ANNEXES	11

**ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

AEP	:	Alimentation en Eau Potable
BF	:	Bornes Fontaines
BO	:	Bulletin Officiel
CAE	:	Commission Administrative d'Evaluation
CEL	:	Commission de Constatation de l'Etat des Lieux
CDG	:	Caisse de Dépôt et de Gestion
AOT	:	Arrêté d'Occupation Temporaire
PV	:	Procès-Verbal
PCAT	:	Plan Cadre d'Acquisition des Terrains
PAT	:	Plan d'Acquisition des Terrains
IGT	:	Ingénieur Géomètre Topographe
PDE	:	Projet de Décret d'Expropriation
DD	:	Le Décret Définitif d'expropriation
PVAA	:	Procès-Verbal d'Accord à l'Amiable
CF	:	Conservation Foncière
AL	:	Autorité Locale
ONEE	:	Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable
DAJ	:	Direction Affaires Juridique et Foncières
DCC	:	Direction de la Coopération et de la Communication
DTI	:	Direction Technique et Ingénierie
DRi	:	Directions Régionales de l'ONEE
DEP	:	Direction Généralisation d'Eau Potable

**I. LISTE DES ANNEXES**

ANNEXE	PROJET
ANNEXE I	<u>PROVINCE : RHAMNA</u> AEP des douars du cercle SKHOUR RHAMNA à partir de la future adduction de BENGUERIR
ANNEXE II	<u>PROVINCE : SAFI</u> AEP des douars du nord de SAFI - système BEDDOUZA
ANNEXE III	<u>PROVINCE : SIDI BENNOUR</u> - AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENNOUR- lot n° J2 - AEP des douars r relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENNOUR- lot n° J3 - AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENNOUR- lot n° J4
ANNEXE IV	<u>PROVINCE : TIZNIT</u> AEP des populations rurales du cercle d'ANZI à partir de la station de traitement de Tiznit
ANNEXE V	<u>PROVINCE : CHTOUKA AIT BAHA</u> AEP des douars de la 4° tranche de CHTOUKA AIT BAHA
ANNEXE VI	<u>PROVINCE : NADOR ET DRIOUCH</u> - Adduction du Cercle de RIF 1ère Tranche - AEP des douars à partir de l'adduction RIF
ANNEXE VII	<u>Etats A1, A2.1, A2.2, A3.1, A3.2, A4, A5 et A6</u>

**N.B :**

1. L'annexe VII, composé des Canevas A1, A2.1, A2.2, A3.1, A3.2, A4, A5 et A6 représentant les états de suivi de l'ensemble des procédures d'acquisition des terrains qui seront engagées par l'ONEE selon le statut foncier de terrains. Ils matérialisent l'évolution du processus d'acquisition depuis le déclenchement jusqu'à l'indemnisation effective des personnes affectés. Cette annexe fera partie uniquement de cette édition du PAT (version initiale).
2. Seuls les états A2.2 et A3.2, identifiant les personnes affectées en ce qui concerne les terrains expropriés ou les dégâts causés aux parcelles occupées, seront renseignés et transmis à la Banque dans les versions prochaine du PAT (Annexes I à Annexes VI).
3. Pour cette version initiale du PAT, les états A1, établis pour chaque province, représentent les annexes I à VI.

## II. INTRODUCTION

Le présent plan d'acquisition des terrains (PAT) documente les différents actes de gestion et actions entreprises par l'ONEE pour mettre à disposition des projets financés par la Banque Mondiale les terrains nécessaires conformément aux dispositions du PCAT.

Le PAT comprend les résultats du recensement des parcelles de terrain affectées par l'implantation des ouvrages pour chaque sous projet ainsi que l'état d'avancement des acquisitions desdits terrains et la compensation des personnes affectées, tel que décrit aux paragraphes 3(a), 6(a), 14, 15 et 16 de la PO 4.12.

Le choix des terrains à acquérir pour les besoins des projets est réalisé par les ingénieurs chargés des études techniques au stade de l'APS. Ce choix est fondé sur des critères d'optimisation et de faisabilité technico-économique du projet, en essayant de minimiser le recours à l'expropriation des terrains privés et d'assurer, le cas échéant, que l'actif restant de ces terrains demeure exploitable.

L'opération de délimitation des parcelles de terrains à acquérir, l'identification de leurs statuts juridiques et leurs propriétaires est menée par des IGT, après la validation des études APD. Les procédures d'expropriation (*établissement et publication de l'acte déclaratif d'utilité publique*) et d'occupation temporaire (*établissement des arrêtés d'occupation temporaire*) sont engagées par les services concernés régionaux après établissement et validation des dossiers parcellaires conformément aux procédures en vigueur (DAJ.F.01, DAJ.F.03, DAJ.F.05 et DAJ.F.06)

Le PAT sera mis à jour de manière régulière à travers la consolidation et la synthèses des états établis à cet effet et renseignés par les différents intervenant conformément au protocole de suivi et d'évaluation consigné au niveau du PCAT.

Une version actualisée du PAT sera transmise, semestriellement à la Banque Mondiale pour l'informer des évolutions des acquisitions et de l'efficacité d'exécution du Plan Cadre d'Acquisition (PCAT).

## III. LISTE DES PROJETS<sup>1</sup>

PROVINCE	PROJET
RHAMNA	AEP des douars du cercle SKHOUR RHAMNA à partir de la future adduction de BENGUERIR
SAFI	AEP des douars du nord de SAFI - système BEDDOUZA
SIDI BENNOUR ET EL JADIDA	AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR- lot n° J2
	AEP des douars r relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR- lot n° J3
	AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR- lot n° J4
TIZNIT	AEP des populations rurales du cercle d'ANZI à partir de la station de traitement de Tiznit
CHTOUKA AIT BAHA	AEP des douars de la 4 <sup>e</sup> tranche de CHTOUKA AIT BAHA
NADOR ET DRIOUCH	Adduction du Cercle de RIF 1 <sup>ère</sup> Tranche
	AEP des douars à partir de l'adduction RIF

<sup>1</sup> Source : DFI/F

#### IV. CONSULTATIONS PUBLIQUES ET ENQUETES ADMINISTRATIVES

Conformément au PCAT, dans le cadre des consultations publiques, des campagnes d'animation seront organisées auprès des populations concernées au moment du démarrage du projet. Les résultats de ces consultations publiques seront consignés dans des rapports qui seront disponibles pour consultation.

Egalement, et conformément aux dispositions de la loi 7.81 relatives à l'enquête publique, la publicité et l'affichage des actes déclaratifs d'utilité publique (Projets de Décret) seront effectués auprès des communes concernées par le projet. Ces actes identifient de manière claire les personnes affectés et les superficies de leurs actifs concerné par l'expropriation afin qu'ils puissent formuler leurs observations et commentaires sur les registres des observations affichés au communes à cet effet.

Les résultats des formalités d'affichage des PD, en l'occurrence les registres des observations dûment signés par les autorités locales après clôture de l'enquête publique seront annexés aux prochaines versions du PAT.

#### V. ESTIMATION DE LA SUPERFICIE AFFECTEE PAR LE PROJET

Les informations relatives à la nature des terrains (privé ou public), au type des personnes affectés (propriétaires ou exploitants) et aux superficies nécessaires ne peuvent être disponibles qu'après la réalisation des études topographies et parcellaires pour chaque sous projet.

Cependant, des estimations en superficie globale nécessaire, peuvent être déterminées en se basant sur la consistance du projet (nombre de km de conduite et des ouvrages d'AEP).

Ainsi, pour les besoins des projets relevant des provinces Rhamna, Sidi Bennour et Safi, dont les études techniques sont bien avancées, la superficie globale à acquérir est estimée à 342 ha, dont la consistance est ventilée<sup>2</sup> comme suit :

##### Province Rhamna

Ouvrage	Superficie (m2)	Adduction	Superficie (ha)
R1 400 m3	2500	118 000 ml	70.8 ha
R3 400 m3	2500	12 000 ml	7.2 ha
R2 200 m3	625	<b>Distribution</b>	<b>Superficie</b>
R10-R31 80 m3	625	352 000 ml	211 ha
R12 150 m3	625		
R14 50 m3	625		
R11-R52 100 m3	625		
R13-R101 20 m3	625		
3SR	1875		
<b>Total</b>	<b>1.063 ha</b>		<b>289.2 ha</b>

<sup>2</sup> Estimation effectuée par DEP avant la réalisation des études topographiques et parcellaires

**Province Sidi Bennour**

Ouvrage	Superficie (m2)	Adduction	Superficie (ha)
R1 2000 m3	2500	65 000	39.0 ha
R10 2x1200 m	2500		
SP1	1600	<b>Distribution</b>	<b>Superficie</b>
R2 1500 m3	2500		
R3 1500 m3	2500	ml	0.0 ha
<b>Total</b>	<b>1.160 ha</b>		<b>39.0 ha</b>

**Province de Safi**

Ouvrage	Superficie (m2)	Adduction	Superficie (ha)
R 1000 m3	1600	18 000	10.8 ha
Station de surpression	400		
R 500 m3	625	<b>Distribution</b>	<b>Superficie (ha)</b>
Station de pompage sur nouveau forage Bouaris	400		
		ml	0.0 ha
<b>Total</b>	<b>0.303 ha</b>		<b>10.8 ha</b>
<b>Total Ouvrages :</b>	<b>2.525 ha</b>	<b>Total Adductions :</b>	<b>127.8 ha</b>

**N. B :** Pour les autres projets relevant des provinces de El Jadida, Tiznit, Chtouka Ait Baha, Nador et Driouch, dont les études techniques ne pas encore finalisé, l'estimation du parcellaire à exproprier ne peut être fournie à ce stade.

## **VI. LISTE DES ETATS MATERIALISANT L'AVANCEMENT DES ACOUSITIONS DES TERRAINS EN FONCTION DES PHASES CLEES DES PROJETS**

N° DE L'ETAT	OBJET	Responsable	Date début pour la préparation de l'état
A1	Inventaire des dossiers techniques parcellaires établis dans le cadre des études topographique pour engager les procédures d'actions foncières.	DEP - DTI	Validation du DCE du projet
A2.1	Etat d'avancement des dossiers d'expropriations.	DRi/F -DAJ	Notification des Marchés de travaux
A2.2	Inventaires des parcelles identifiées et les personnes à indemniser		
A3.1	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire des terrains de particulier	DRi/F -DAJ	Notification des Marchés de travaux

<b>A3.2</b>	Inventaires des parcelles présentant des dégâts à indemniser dans le cadre de l'occupation temporaire	<b>DRi/F -DAJ</b>	Notification de l'Ordre de service de commencement des travaux
<b>A4</b>	Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'acquisition des terrains collectifs.	<b>DRi/F -DAJ</b>	Marchés des travaux notifiés
<b>A5</b>	Etat d'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire soumise à redevance		
<b>A6</b>	Etat d'avancement des procédures d'incorporation du Domaine Privé de l'Etat.		

## **VII. AVANCEMENT DES ACQUISITIONS DES TERRAINS PAR PROVINCE**

Le suivi des acquisitions sera effectué et consigné dans des versions actualisées du PAT. Il concernera principalement le suivi du processus d'identification des personnes affectés et de leur d'indemnisation. Ces informations seront consignées au niveau de l'état A2.2 (pour l'indemnisation des terrains) et A3.2 (pour l'indemnisation des dégâts).

L'indemnisation des dégâts occasionnées par l'occupation temporaire des parcelles affectées se fera après constatations des lieux et l'évaluation des dégâts en présence des autorités locales. La décision d'indemnisation, faisant état des personnes affectés et les dégâts à indemniser sera annexée aux versions prochaines du PAT au fur et à mesure que les informations soient disponibles.

En ce qui concerne les états A1, A2.1, A3.1, A4, A5 et A6, ils ne feront pas partis des versions ultérieures du PAT mais ils seront renseignés de manière régulière par les gestionnaires des acquisitions de terrain de l'Office. Toutefois, ces états seront disponibles en cas de besoins pour toute consultation.

Ci-après, la situation actuelle, par province, du processus d'acquisition des terrains et les dates prévisionnelles pour engager les procédures correspondantes :

### **Province : REHAMNA**

**Projet** : AEP des douars du cercle SKHOUR RHAMNA à partir de la future adduction de BENGUERIR

### **Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires**

**Date de réalisation** : en cours de réalisation, achèvement prévu en mai 2014

**Livrables** : Etat A1 (Annexe V-1)

**Etat d'avancement des acquisitions des terrains****A. Procédure d'expropriation<sup>3</sup>**

Date de lancement: prévue en juillet 2014

**B. Procédure d'Occupation Temporaire des terrains**

Date de lancement : prévue en juillet 2014

**A. Autres Procédures (Eventuellement)**

Date de lancement : prévue en juillet 2014

**Province : SAFI**

**Projet** : AEP des douars du nord de SAFI - système BEDDOUZA

**Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires**

Date de réalisation : Début Février. Achèvement prévu en mai 2014

Livrables : Etat A1 (Annexe V-2)

**Etat d'avancement des acquisitions des terrains****C. Procédure d'expropriation<sup>4</sup>**

Date de lancement: prévue en juillet 2014

**D. Procédure d'Occupation Temporaire des terrains**

Date de lancement : prévue en juillet 2014

**B. Autres Procédures (Eventuellement)**

Date de lancement : prévue en juillet 2014

**Province : SIDI BENNOUR**

Projet 1 : AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENNOUR- lot n° J2

Projet 2 : AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENNOUR- lot n° J3

Projet 3 : AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENNOUR- lot n° J4

**Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires**

Date de réalisation : Début Février. Achèvement prévu en mai 2014

Livrables : Etat A1 (Annexe V-3)

**Etat d'avancement des acquisitions des terrains****E. Procédure d'expropriation<sup>3</sup>**

Date de lancement: prévue en juillet 2014

**F. Procédure d'Occupation Temporaire des terrains**

Date de lancement : prévue en juillet 2014

**C. Autres Procédures (Eventuellement)**

Date de lancement : prévue en juillet 2014

<sup>3</sup> La date de lancement du 1<sup>er</sup> dossier établi pour le projet

<sup>4</sup> La date de lancement du 1<sup>er</sup> dossier établi pour le projet

**Province : TIZNIT**

**Projet** : AEP des populations rurales du cercle d'ANZI à partir de la station de traitement de Tiznit

**Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires**

Date de réalisation : Commencement prévu en Juin 2014

Livrables : Etat A1 (Annexe V-4)

**Etat d'avancement des acquisitions des terrains****G. Procédure d'expropriation**<sup>4</sup>

Date de lancement: prévue en décembre 2014

**H. Procédure d'Occupation Temporaire des terrains**

Date de lancement : prévue en décembre 2014

**D. Autres Procédures (Eventuellement)**

Date de lancement : prévue en décembre 2014

**Province : CHTOUKA AIT BAHA**

**Projet** : AEP des douars de la 4<sup>o</sup> tranche de la Province de CHTOUKA AIT BAHA

**Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires**

Date de réalisation : Commencement prévu en Septembre 2014

Livrables : Etat A1 (Annexe V-5)

**Etat d'avancement des acquisitions des terrains****I. Procédure d'expropriation**<sup>5</sup>

Date de lancement: prévue en mars 2015

**J. Procédure d'Occupation Temporaire des terrains**

Date de lancement : prévue en mars 2015

**E. Autres Procédures (Eventuellement)**

Date de lancement : prévue en mars 2015

**Province : NADOR**

**Projet 1** : Adduction du Cercle de RIF - 1<sup>ère</sup> Tranche

**Projet 2** : AEP des douars à partir de l'adduction RIF

**Etudes topographiques et parcellaires et préparation des dossiers parcellaires**

Date de réalisation : Commencement prévu en Septembre 2014

Livrables : Etat A1 (Annexe V-6)

<sup>5</sup> La date de lancement du 1<sup>er</sup> dossier établi pour le projet

**Etat d'avancement des acquisitions des terrains**

**K. Procédure d'expropriation<sup>5</sup>**

Date de lancement: prévue en mars 2015

**L. Procédure d'Occupation Temporaire des terrains**

Date de lancement : prévue en mars 2015

**F. Autres Procédures (Eventuellement)**

Date de lancement : prévue en mars 2015

**VIII. ANNEXES**

**ANNEXE I : PROVINCE : RHAMNA - AEP des  
douars du cercle SKHOUR RHAMNA à partir  
de la future adduction de BENGUERIR**

ETATS DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES

PARTIE TECHNIQUE											OBSERVATIONS
PROJET DE FINANCEMENT	INTITULE DU PROJET OU SOUS PROJET (1)	INTITULE DE LOT	Code Projet PEQ (2)	DATE DE COMMENCEMENT Travaux (prévisionnelle ou réel)	FINANCEMENT	N° Dossier (PEQ)	COMMUNE	PROCEDURE APPLIQUEE (3)	NOMBRE DE PARCELLE	Réf et date de transmission du DR(i)/F	
AEP des Douars du cercle SKHOUR RHAMNA A partir de la future adduction de BENGUERIR (3ème tranche)	AEP DES DOUARS DU CERCLE SKHOUR RHAMNA A PARTIR DE LA FUTURE ADDUCTION DE BENGUERIR (3ème Tranche)	Conduites				BIRD IV	Labrikiyine, Ait Taleb, Ait Hammou, Bouchane, Sidi Mansour, Oulad Hassoune Hamri et Oulad Amer Tizmarine				Les plans des tracés des conduites et les plans côtés des ouvrages nécessaires pour entammer les études topographiques et parcellaires sont envoyés à la DR2 le 06/01/2014
		Conduites				BIRD IV					
		Conduites				BIRD IV					
		Conduites				BIRD IV					
		Conduites				BIRD IV					
		Conduites				BIRD IV					
		Conduites				BIRD IV					
		Conduites				BIRD IV					
		Génie civil				BIRD IV					
		Génie civil				BIRD IV					
		Equipement				BIRD IV					
Ligne électrique				BIRD IV							

(1) Correspond à l'intitulé du 1er niveau de découpage en sous projets, effectué par le développeur du projet, du projet de financement (renseigné par DFI/F dans la 1ère colonne 1er du tableau )

(2) Correspond au code du projet ou sous projet existant dans PEQ au moment de l'import des dossiers parcellaires (Etudes ou travaux ) (ce n'est pas le code de l'étude topographique)

(3) : toutes procédure : Expropriation, Occupation temporaire particuliers, Acquisition (Terrain collectif), Incorporation, Occupation du Domaine Forestier, Occupation du domaine routier.....

**ANNEXE II : PROVINCE : SAFI - AEP des douars  
du nord de SAFI - système BEDDOUZA**

ETATS DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES

PARTIE TECHNIQUE											OBSERVATIONS	
PROJET DE FINANCEMENT	INTITULE DU PROJET OU SOUS PROJET (1)	INTITULE DE LOT	Code Projet PEQ (2)	DATE DE COMMENCEMENT Travaux (prévisionnelle ou réel)	FINANCEMENT	N° Dossier (PEQ)	COMMUNE	PROCEDURE APPLIQUEE (3)	NOMBRE DE PARCELLE	Réf et date de transmission du DR(i)F		
AEP des douars de BEDOUZA	AEP DES DOUARS DU NORD DE SAFI - SYSTEME BEDDOUZA	Conduites	8466				Ayir et Beddouza				Les plans des tracés des conduites sont envoyés à DR2 le 17/01/2014 pour entamer les études topographiques et parcellaires	
		Conduites	8467			BIRD IV						
		Génie civil										Suite aux changements des sites des ouvrages (réservoirs et stations de pompages) du projet, une mission de reconnaissance a été effectuée le 16/01/2014 sur les lieux.les nouveaux plans d'implantation de ces ouvrages sont en cours d'établissement par l'IGT et ils seront transmis à DR2 le 10/02/2014 pour entamer les études topographique et parcellaires
		Equipement				BIRD IV						
		Ligne électrique										
								BIRD IV				

(1) Correspond à l'intitulé du 1er niveau de découpage en sous projets, effectué par le développeur du projet, du projet de financement (renseigné par DFI/F dans la 1ère colonne 1er du tableau )

(2) Correspond au code du projet ou sous projet existant dans PEQ au moment de l'import des dossiers parcellaires (Etudes ou travaux ) (ce n'est pas le code de l'étude topographique)

(3) : toutes procédure : Expropriation, Occupation temporaire particuliers, Acquisition (Terrain collectif), Incorporation, Occupation du Domaine Forestier, Occupation du domaine routier.....

- ANNEXE III : PROVINCE : SIDI BENNOUR**
- AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR- lot n° J2**
  - AEP des douars r relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR- lot n° J3**
  - AEP des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR- lot n° J4**

ETATS DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES

PARTIE TECHNIQUE											
PROJET DE FINANCEMENT	INTITULE DU PROJET OU SOUS PROJET (1)	INTITULE DE LOT	Code Projet PEQ (2)	DATE DE COMMENCEMENT Travaux (prévisionnelle ou réel)	FINANCEMENT	N° Dossier (PEQ)	COMMUNE	PROCEDURE APPLIQUEE (3)	NOMBRE DE PARCELLE	Réf et date de transmission du DR(i)/F	OBSERVATIONS
Alimentation en eau potable des douars relevant des cercles de ZEMAMRA et SIDI BENOUR	Lot N° J2 du projet d'AEP des populations urbaines et rurales des provinces d'El Jadida, Sidi Benour et Safi à partir du canal haut service				BIRD IV		Oulad Ghanem, Oulad Sbaita, LGHARBIA, LOUALIDIA, Lagnadra, Laagagcha, AYIR				Etudes DCE en cours
	Lot N° J3 du projet d'AEP des populations urbaines et rurales des provinces d'El Jadida et Safi à partir du canal haut service				BIRD IV		Lagnadra, Oulad Sbaita, Saniat Berguig, Sebt Sais, Sidi Smail, Zaouiat Sais, Sidi Mhamed Akhdim, Oulad Ghanem				
	Alimentation en eau potable des douars Relevant des cercles de Zemamra et Sidi Bennour- lot n° J4				BIRD IV		Bni Hilal, Bouhmame, Lmechrek, Lghnadra, Saniat Berguig				

(1) Correspond à l'intitulé du 1er niveau de découpage en sous projets, effectué par le développeur du projet, du projet de financement (renseigné par DFI/F dans la 1ère colonne 1er du tableau )

(2) Correspond au code du projet ou sous projet existant dans PEQ au moment de l'import des dossiers parcellaires (Etudes ou travaux ) (ce n'est pas le code de l'étude topographique)

(3) : toutes procédure : Expropriation, Occupation temporaire particuliers, Acquisition (Terrain collectif), Incorporation, Occupation du Domaine Forestier, Occupation du domaine routier.....

**ANNEXE IV : PROVINCE : TIZNIT**  
**AEP des populations rurales du cercle d'ANZI à**  
**partir de la station de traitement de Tiznit**

ETATS DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES

PARTIE TECHNIQUE											OBSERVATIONS
PROJET DE FINANCEMENT	INTITULE DU PROJET OU SOUS PROJET (1)	INTITULE DE LOT	Code Projet PEQ (2)	DATE DE COMMENCEMENT Travaux (prévisionnelle ou réel)	FINANCEMENT	N° Dossier (PEQ)	COMMUNE	PROCEDURE APPLIQUEE (3)	NOMBRE DE PARCELLE	Réf et date de transmission du DR(i)/F	
AEP d'Anzi, Cercle Tiznit, province Agadir	AEP DES POPULATIONS RURALES DU CERCLES D'ANZI A PARTIR DE LA STATION YOUSSEF IBN TACHAFINE	Station de traitement			BIRD IV		Ait Issafen- Anzi- Arbaa Ait Ahmed- Ida Gougmar- Tafraout el Mouloud.- Tighmi- Tnine Aday				
		Lots Conduites, GC, Eq et LE		juin-15	BIRD IV						Travaux topographiques et APD sont en cours, Etablissement de DCE prévu en juin 2014

(1) Correspond à l'intitulé du 1er niveau de découpage en sous projets, effectué par le développeur du projet, du projet de financement (renseigné par DFIF dans la 1ère colonne 1er du tableau )

(2) Correspond au code du projet ou sous projet existant dans PEQ au moment de l'import des dossiers parcellaires (Etudes ou travaux ) (ce n'est pas le code de l'étude topographique)

(3) : toutes procédure : Expropriation, Occupation temporaire particuliers, Acquisition (Terrain collectif), Incorporation, Occupation du Domaine Forestier, Occupation du domaine routier.....

**ANNEXE V : PROVINCE : CHTOUKA AIT BAHA  
AEP des douars de la 4° tranche de CHTOUKA  
AIT BAHA**

ETATS DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES

PARTIE TECHNIQUE											OBSERVATIONS
PROJET DE FINANCEMENT	INTITULE DU PROJET OU SOUS PROJET (1)	INTITULE DE LOT	Code Projet PEQ (2)	DATE DE COMMENCEMENT Travaux (prévisionnelle ou réel)	FINANCEMENT	N° Dossier (PEQ)	COMMUNE	PROCEDURE APPLIQUEE (3)	NOMBRE DE PARCELLE	Réf et date de transmission du DR(i)/F	
AEP 4ème tranche province Chtouka Ait Baha	AEP DES DOUARS DE LA 4ème TRANCHE DE LA PROVINCE CHTOUKA AIT BAHA	Lots Conduites, GC, Eq et LE		sept-15	BIRD IV		Tanalt, Ida Ougnidif, Tizi Ntakoucht				AO du marché topographique est en cours de lancement, étude topographique et parcellaire sera prête Aout 2014, établissement de DCE prévu en Février 2015

(1) Correspond à l'intitulé du 1er niveau de découpage en sous projets, effectué par le développeur du projet, du projet de financement (renseigné par DFI/F dans la 1ère colonne 1er du tableau )

(2) Correspond au code du projet ou sous projet existant dans PEQ au moment de l'import des dossiers parcellaires (Etudes ou travaux ) (ce n'est pas le code de l'étude topographique)

(3) : toutes procédure : Expropriation, Occupation temporaire particuliers, Acquisition (Terrain collectif), Incorporation, Occupation du Domaine Forestier, Occupation du domaine routier.....

**ANNEXE VI : PROVINCE : NADOR ET DRIOUCH**  
**Adduction du Cercle de RIF 1ère Tranche**  
**AEP des douars à partir de l'adduction RIF**

ETATS DES DOSSIERS TECHNIQUES PARCELLAIRES

PARTIE TECHNIQUE											
PROJET DE FINANCEMENT	INTITULE DU PROJET OU SOUS PROJET (1)	INTITULE DE LOT	Code Projet PEQ (2)	DATE DE COMMENCEMENT Travaux (prévisionnelle ou réel)	FINANCEMENT	N° Dossier (PEQ)	COMMUNE	PROCEDURE APPLIQUEE (3)	NOMBRE DE PARCELLE	Réf et date de transmission du DR(i)/F	OBSERVATIONS
AEP des douars du cercle de RIF/Adduction régionale à partir d'El Hoceima	Adduction Régionale du Cercle de RIF	Lots Conduites,					Ijermaous, Trougout ,Boudinar, Ode Amghar, Bni Marghine, Tallilit , Tamsamane ,Iferni				Allotissement non encore prêt
	SYSTEM 1 : AEP des douars de la commune rurale IJMAOUS	Lots Conduites, GC, Eq et LE									Allotissement non encore prêt
	SYSTEM 2 : AEP des douars de la commune rurale TROUGOUT (2ème et 3ème tranche)	Lots Conduites, GC, Eq et LE									Allotissement non encore prêt
	SYSTEM 3 ; 4 ; 5 ; 6 et 7 : AEP des douars des communes rurales de BOUDINAR et Oulade AMGHAR	Lots Conduites, GC, Eq et LE									Allotissement non encore prêt
	SYSTÈME 8 :AEP des douars des communes rurales Bni Marghine ; Talilit ; Tamnsamane ; Ifrni (2ème tranche ) et Ijrmaous (2ème Tranche)	Lots Conduites, GC, Eq et LE									Allotissement non encore prêt

(1) Correspond à l'intitulé du 1er niveau de découpage en sous projets, effectué par le développeur du projet, du projet de financement (renseigné par DFI/F dans la 1ère colonne 1er du tableau )

(2) Correspond au code du projet ou sous projet existant dans PEQ au moment de l'import des dossiers parcellaires (Etudes ou travaux ) (ce n'est pas le code de l'étude topographique)

(3) : toutes procédure : Expropriation, Occupation temporaire particuliers, Acquisition (Terrain collectif), Incorporation, Occupation du Domaine Forestier, Occupation du domaine routier.....

**ANNEXE VII : Etats A1, A2.1, A2.2, A3.1, A3.2,  
A4, A5 et A6**



## (A2.1)

## Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'expropriations

Province :Bailleur de fonds :

BIRD

Intitulé du programme : BIRD .....

Projet/ Sous projet	Commune	n° dossier	Nombre parcelles de particulier				Nbre Parc. collect.	Publication du PD		Indemnisation				Date de mise en circuit d'approbati on DD	Publication Décret Définitif				Observation
			Imm	NI	Total	Superficie totale		N° BO	Date	Prix CAE	Date CAE	Nbre pelles régliées	Nbre pelles en cours de règlement		N° DD	Date	N° BO	Date	

(A2.2)

**Inventaires des parcelles expropriées**  
Indemnisation des terrains expropriés

Province :

Bailleur de fonds :

Intitulé du programme :

Projet/ Sous projet	Ouvrage	Commune	N° Doss PEQ	N° BO (PD)	Date BO(PD)	N° Plle	Superf..	Propriétaire	TF/Réq/NI	Date PVAA	Montant d'acquisition	Réq/TF ONEP	N° OP	Date OP	Date remise Chèque	Observation

## (A3.1)

Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire des terrains de particulier

Province :Bailleur de fonds :Intitulé du programme :

Projet/ Sous projet	Date Début travaux	Commune	n° Dossier	Nombre parcelles			Superficie Totale	Arrêté d'Occup.Temp		Date CEL	Date CAE	Décision d'indemnisation		Observations
				I	NI	Total		N° AOT	Date			Réf.	Date	

## (A3.2)

Inventaires des parcelles expropriées  
Indemnisation des dégâts causés par l'occupation temporaire

Province :Bailleur de fonds :Intitulé du programme :

Province	Projet/ Sous projet	Ouvrage	Commune	N° Doss.	N° AOT	Date AOT	N° BO (PD)	Date BO(PD)	N° Pile	Superf.	Propriétaire	TF/Réq/NI	Date CEL	Montant des dégâts	N° OP	Date OP	Date remise Chèque	Observation

(A4)

Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'acquisition des terrains collectifs

Province :Bailleur de fonds :Intitulé du programme :

Projet	Date Début travaux	Commune	N° Dossier	Nombre parcelles			Superficie Totale	Date CAE	Contrat Vente			Observations
				I	NI	Total			Date signature	Date Enregistrement	Date Immatriculation	

(A5)

Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'Occupation Temporaire du Domaine forestier/  
Routier/ ONCF/ Hydraulique

Province :

Bailleur de fonds :

Intitulé du programme :

Projet/ Sous projet	Date Début travaux	Commune	N° Dossi er	Nombre parcelles			Superficie Totale	Date Demand e OT	Arrêté d'Occup.Temp / Convention				Observations
				I	NI	Total			N° AOT	Date signature ONEP	Date d'enregistrement	Date signature entité HCEF	

(A6)

Etat récapitulatif de l'avancement des dossiers d'incorporation du Domaine Privé au Domaine Public de l'Etat

Province :Bailleur de fonds :Intitulé du programme :

Projet/ Sous projet	Date Début travaux	Commune	N° Dossier	Nombre parcelles			Superficie Totale	Publication Décret Définitif				Date signatures		Date d'Inscription sur le sommier des biens du domaine
				I	NI	Total		N° DD	Date	N° BO	Date	P.V de remise	P.V d'affectation	